



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

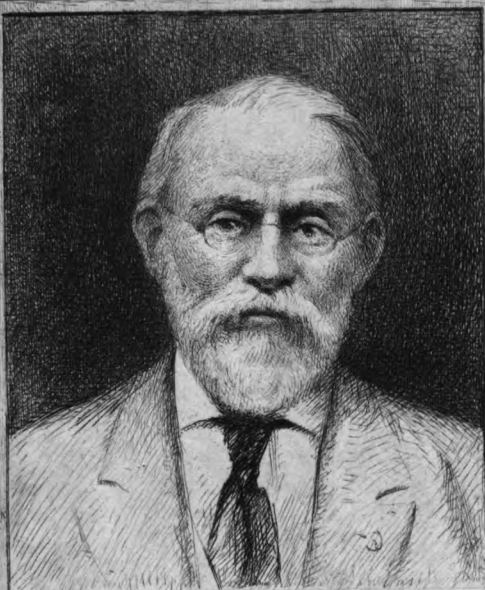
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

A 492109



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

Wm. Richell 1930

5
2
54

AS
162
M54

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE
DE MENDE.

TOME 7^{me}. — 1856.

44



BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE,
INDUSTRIE,
Société des Lettres
1 SCIENCES ET ARTS

DU
Département de la Lozère.

TOME 7^{me}: — 1856.

MENDE,
IMPRIMERIE DE J. J. M. IGNON. — 1856.



Donning
Nicholl
5-11-27
13603

— 5 —

SOCIÉTÉ

D'AGRICULTURE , INDUSTRIE , SCIENCES ET ARTS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

BULLETIN DE JANVIER 1856.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ.

Président d'honneur.

M, JANVIER DE LAMOTTE *, Commandeur de l'ordre
de St-Grégoire-le-Grand , Préfet du département.

Bureau.

Président, ... M. THÉOPHILE ROUSSEL *.

Vice-Présidents, ... { M. DE LIGONNÈS *.
M. O. CHARPAL *.
M. l'abbé GAILLARDON.

Secrétaire perpétuel, . . M. J. J. M. IGNON *.

Secrétaires adjoints { M. P. LAURENS.
M. VINCENS.

Trésorier, ... M. ROUS.

Comité de questure.

Bibliothécaire archiv. M. MOULIN.

*Conservateur du musée
des beaux-arts et des
antiquités*, ... M. Edouard IGNON.

*Conservateur des col-
lections d'hist. natu-
relle et de physique.* M. l'abbé BOSSE.

Comité de publication.

MM. L'abbé BALDIT.
C. BOUNIOL.
MOULIN.

LISTE

Des Membres de la Société.

Membres titulaires résidant à Mende.

MM.

- 1819 IGNON (J.-J.-M.) *, membre de plusieurs sociétés savantes.
- 1820 ROUS, propriétaire.
- 1829 DE LIGONNÈS *, propriétaire.
RENOUARD *, président du tribunal civil de Mende.
CHEVALIER, docteur médecin, membre du cons. gén.
BARBOT, docteur médecin.
- 1834 DE CHAPELAIN (Octave), propriétatre.
- 1836 L'abbé BALDIT, officier de l'Université, archiviste du département.
- 1839 VACHIN, juge de paix.
- 1842 ROUSSEL (Théoph.) *, propr., ancien représentant.
- 1843 MONTEIL-CHARPAL (Od.) *, not., m. du cons. gén.
- 1846 LAURENS, aîné, agent-voyer en chef du département,
- 1849 L'abbé CÔMANDRE, vicaire général.
BÉCAMEL, avoué licencié.
DE LESCURE (Edmond), propriétaire.
PARADAN, vice-président du tribunal civil.
REVERSAT, avocat, membre du conseil général.
LAURENS (P.), chef de la 1^{re} division à la préfecture.
SECOND, négociant, président de la chambre consultative des arts et manufactures.
DE CORSAC (Urbain) *, propriétaire.
- 1850 CHEVALIER, juge au tribunal civil.

- BOURRILLON (Henri)**, négociant.
- 1851 MONTEILS**, docteur médecin.
DE CHAPELAIN (Joseph), propriétaire.
IGNON (Edouard), conservateur du musée.
DE LAPIERRE, doyen du conseil de préfecture,
- 1854 PORTALIE (Casimir)**, négociant, filateur.
PANTEL, notaire.
- 1855 BOURRILLON (Félix)**, négociant.
L'abbé BOSSE, vicaire.
JAFFARD (Louis), négociant filateur.
MOULIN, avocat.
BOUNIOU, chef de division à la préfecture.
VINCENS, sous-chef de division.
- 1856 TOURRETTE**, architecte du département.
BRUN (Alexis), négociant.
BONNEFOUS (H.), négociant filateur.
BARRÉ, inspecteur de l'Académie.
-

Membres titulaires résidant hors du chef-lieu.

MM.

- 1836 PARADAN (Eugène)**, propriétaire à la Canourgue.
- 1840 LAPORTE DE BELVIALA (C.)**, prop. à Langogne.
DE LAROCHE-NEGLY, propriétaire à Booz.
- 1842 VERDEILHAN DES MOLLES**, propr. à Langogne, député
de la Lozère au Corps législatif.
TUFFIER (Théodore), percepteur à Meyrueis.
- 1844 DE COLOMBET**, propr. et maire à Langogne.
- 1848 DAUDÉ**, avocat à St-Germ.-de-Calb. m. du cons. gén.
- 1849 TEISSONNIÈRE**, conseiller à la cour imp. de Nîmes, m.
du conseil général.
L'abbé GAILLARDON, prop. à Malavieille, c. de Chanac.
- 1850 DE MALAFOSSE (Paulin)**, propriétaire à Lanuéjols.
VIDAL (Odilon), propr. et notaire à Villefort.

- 1850 DE LA BASTIDE**, propriétaire au Crouzet.
DE ROUVILLE (Flevien), maire de Javols.
CABOT DE LA FARE (O. ✱), propriétaire à Arigès.
CHARRIER, propriétaire à Chirac.
PLANCHON, propriétaire au Buisson.
MONESTIER, agent-voyer, propr. à Banassac.
LAPORTE DE BELVIALA ✱, conseiller à la cour impériale
de Nîmes, propriétaire à Grandrieu.
DE SOULAGES, propriétaire à Auroux.
DE FRAMOND, propr. à Nasbinals, m. du cons. gén.
BALMELLE (Améd.), propr. à Villefort, m. du cons. g.
GROSSET, memb. du cons. g. prop. à Recoulettes.
BRUN DE VILLERET, prop. au Malzieu, m. du cons. g.
DE ROZIERE ✱, propriétaire au Malzieu.
- 1851 DE PRADES**, propriétaire à la Vigne.
PAGÈS, substitut à Marvejols.
COSTE, juge de paix à Langogne.
- 1853 COUMOUL**, substitut, propriétaire à St-Sauveur-de-P.
- 1855 GAILLARDON**, notaire à St-Chély.
GACHE, propriétaire à St-Chély.
PELATAN (François), expert géomètre à Mazaux.
ANDRÉ, doct. méd. à la Canourgue, m. du cons. gén.
DE BEAUMFORT, propriétaire à Soulages.
ROUSSEL (Paulin) D.M., à St-Chély, m. du cons. g.
ROUSSEL, curé à Marvejols.
L'abbé CHARBONNEL, curé à St-Amans.
DAUDÉ, docteur médecin à Marvejols.

Membres associés.

- 1820 ROCHE**, juge de paix à Châteauneuf.
1829 IGNON (C.-J.-A.) ✱, conseiller à la cour impériale.
1850 BONNET, notaire à Châteauneuf.

- 1850** L'abbé CORNÈDE , chanoine honoraire;
GRANIER , adjoint à Rieutort.
PAPAREL, percepteur à Nasbinals, membre de la Société
entomologique de France.
PORTAL , notaire et maire à Aumont.
LACOSTE , président du tribunal de Marvejols.
BOIRAL, agent-voyer à Florac.
BAFFIE (Etienne) , propriétaire à la Panouse.
MAÏET, agent-voyer communal à Marvejols,
MONTEILS (Maurice) , à Brassac près St-Chély.
CROUZET , adjoint au maire d'Auroux.
BRUN , juge de paix à St-Amans.
OZIOL , artiste vétérinaire à Mende.]
L'abbé GEBELIN , desservant à St-Germain-du-Teil.
MONTEILS (Réné) , propr. à la Rouverette-Antrenas.
- 1851** LAMARCHÉ , pasteur à Barre.
FILHON , à Fournels.
BOUT DE MARNHAC , prop. à Aumont, m. du cons gén.
SINÈGRE , propriétaire à Trelaus.
L'abbé Astruc , à Cheminades.
DE LABARTHE (Emilien) , maire à Montrodât.
- 1855** MORE DE PRÉVIALA , père , propriétaire à Servèrette.
VALANTIN , vétérinaire à St-Chély.
PELISSE (Armand) , propriétaire à St-Chély.
GOTTY , maire au Fau-de-Peyre,
POULAILLON , maire à la Fage St-Julien.
L'abbé BLANC , aumônier de l'école normale.
L'abbé COSTE , professeur de rhétorique à Chirac.
L'abbé PAULET , vicaire à Mende.
L'abbé CHAPELLE , chan. secrétaire de l'évêché.
GENUER , chef de division à la préfecture.
NURRIT , ex-sous-inspecteur de l'instt. primaire.
BONNEL , fils , prop. à la Roche (Albaret Ste-Marie.

- 1855 L'abbé RIGAL , missionnaire diocésain.
VEYLET , maire aux Bessons.
ALBARET , propriétaire à Rouges-Parets.
L'abbé MASSE , desservant à St-Jean-la-Fouillouse.
L'abbé ROCHE , id. à Alzons.
L'abbé BONNAL , id. à St-Jean-du-Bleyard.
FOURNIER , régisseur à Malavieille.
L'abbé GROSSET , desservant à St-Frézal-d'Albuges.
L'abbé BOISSY , id. à la Fage St-Julien.
VIALA , maire à Naussac.
GÉLY , propriétaire à St-Laurent-de-Muret.
L'abbé RANVIER , vicaire à Grandrieu.
MORE DE PRÉVIALA , fils , à Serverette.
FORESTIER , propriétaire à Langogne.
L'abbé FORESTIER , curé à Châteauneuf.
-

Membres Correspondants.

MM.

- 1827 VALETTE DES HERMAUX , avocat , ancien député.
HEDDE (Ph.) , memb. de plusieurs soc. sav. à Nîmes.
1830 C^{te} PELET DE LA LOZÈRE (O. *), ancien ministre à Paris.
HEDDE (Isidore) * , ancien délégué du commerce en
Chine , à St-Etienne (Loire).
1833 RIVIÈRE DE LARQUE * , ancien député , conseiller réfé-
rendaire à Paris.
1836 GOIRAND DE LABAUME * , présid. de chambre à la cour
imp. de Nîmes , memb. de plus. soc. sav. à Nîmes.
D'HOMBRES (Charles) , à Alais.
MONSEIGNAT DU CLUZEL , à Rodez.
1849 LIOTARD (A.) , memb. de l'Académie du Gard à Nîmes.
AYMARD , secrét. de la société académique au Puy.

- 1850 L'abbé PASCAL, anc. curé du dioc. de Mende, à Paris.
MONICAT, anc. princ. du collège de Mende, à Moulins.
LECOQ (H.), naturaliste à Clermont-Ferrand.
DE RETZ, président du Comice agricole à Alais.
- 1851 DAURIAC (Eug.), à la bibliothèque imp. à Paris.
BOULANGIER (Paul), ingénieur civil à Lyon.
D'ALBIGNAC (Gaston), vice-président de la Société
d'Agriculture à Avignon.
DE VALGORGE (Ovide), propriétaire à Largentièrre.
LARUELLE, fils, avocat.
- 1855 DE PALADINES, général de division en Crimée.
DE BRYAS, propriétaire au Taillan, près Bordeaux.
DONIOL (Henry), propriétaire à Clermont-Ferrand.
L'abbé SAUZET, chanoine au Puy.
PELATAN (Paul), payeur à Cahors.

Présidents et Vice-présidents honoraires.

MM.

- Le Comte DE LESTRADE *, ancien Préfet de la Lozère.
FLEURY (O. *), *id.*
A. DELON *, *id.*
PAGES *, *id.*
GUYOT *, *id.*
JOURDAIN *, *id.*
BORRELLI DE SERRES *, vice président.
DE LAMARTINE *, de l'Académie française.
DE CHAPELAIN (Octave), propriétaire, président.
-

SÉANCE DU 3 JANVIER 1856.

PRÉSIDENCE DE M. THÉOPHILE ROUSSEL,
PRÉSIDENT.

Etaient présents: MM. Rous; l'abbé Baldit; Laurens aîné; Laurens (Paulin); Chevalier, juge; Bourrillon (Henry); Monteils, D. M.; Ignon (Edouard); l'abbé Gaillardon; De la Bastide; l'abbé Bosse; Moulin, avocat; Génuer.

Révision du Règlement.

Conformément à la décision prise par la Société à la séance du 20 décembre 1855, M. le Président donne lecture du projet de *Statuts* qui a été élaboré par la commission chargée de concert avec les membres du bureau de reviser et de compléter le règlement. Après la lecture de ce projet qui doit être soumis à l'autorité administrative, en vue d'obtenir le classement de la Société au nombre des établissements d'utilité publique, aucune objection générale ne s'étant produite, chacun des articles est mis successivement aux voix et après quelques observations sur des points de détail secondaires, le projet, formulé dans les termes suivants, est voté à l'unanimité des membres présents:

Statuts.

ARTICLE 1^{er}. La Société d'agriculture, industrie, sciences et arts du département de la Lozère, fondée en 1819, a pour but de contribuer par des publications, par des expériences, par les encouragements et les prix qu'elle

décerne et par tous les autres moyens qui sont à sa disposition, aux progrès de l'agriculture, de l'industrie, des sciences et des arts dans le département et enfin de recueillir et mettre en lumière tous les faits, documents et monuments divers qui se rapportent à l'histoire de l'ancien Gévaudan.

Elle s'interdit absolument toute discussion et publication étrangères au but et aux objets ci-dessus désignés.

ART. 2. La Société se compose de membres *titulaires* et de membres *associés*, résidant dans le département, de membres *correspondants*, résidant hors du département et de membres *honoraires*.

Les membres *titulaires* sont au nombre de *cent* dont 40 résidant dans la ville de Mende. Ils constituent essentiellement la Société, nomment le bureau et les comités qui l'administrent ; ils discutent avec voix délibérative sur toutes les questions qui l'intéressent. Ils payent une cotisation annuelle de 10 francs.

Les autres membres de la Société sont en nombre illimité. Les membres *associés* et les membres *correspondants* paient une cotisation annuelle de 5 fr. représentant le prix d'abonnement au *Bulletin* mensuel de la Société.

ART. 3. L'administration de la Société est confiée à un Conseil composé :

1^o D'un Président, trois Vice-Présidents, un Secrétaire général, deux Secrétaires adjoints, un Trésorier formant le Bureau ;

2^o D'un bibliothécaire-archiviste, d'un conservateur du Musée des Beaux-arts et antiquités, d'un conservateur des collections d'histoire naturelle et de physique composant le Comité de *queature* ;

3^o De 3 membres formant avec le Président et le Secrétaire général le *Comité de publication*.

Tous ces fonctionnaires sont nommés pour deux ans et élus à la dernière séance ordinaire de la fin de l'année. Ils sont indéfiniment rééligibles.

ART. 4. Le Bureau et les Comités réunis en Conseil ont tous les pouvoirs nécessaires pour gérer et administrer tant activement que passivement les biens et affaires de la Société, accepter tous dons et legs, sous la sanction de l'autorité supérieure ; de percevoir les fonds qui lui appartiennent, d'en surveiller l'emploi ; de faire tous les règlements d'ordre intérieur nécessaires à l'exécution des présents statuts ; de prononcer sur l'admissibilité des personnes présentées pour être *membres titulaires* ; de prononcer enfin, à la majorité des 2/3 des voix la radiation d'un membre quelconque de la Société.

ART. 5. La Société se divise en 3 sections,

1^o Agriculture ;

2^o Industrie ;

3^o Sciences et arts.

Tout *membre titulaire*, lors de son admission dans la Société, doit se faire inscrire dans une des sections. Chaque section peut délibérer séparément et nommer un bureau particulier, composé d'un Président et d'un Secrétaire qui se renouvellent tous les deux ans. Les décisions particulières des sections n'engagent la Société, qu'après avoir été soumises au Conseil d'administration et adoptées en séance générale.

ART. 6. La Société tient ses séances ordinaires tous les premiers jeudis de chaque mois. Elle tient en outre chaque année au moins deux séances publiques : l'une, pendant la

session du Conseil général du département, a principalement pour objet le compte rendu des travaux de l'année précédente et la distribution des prix, récompenses et encouragements. L'autre, qui a lieu en novembre, le lendemain de la foire de Mende, dite foire de la *Toussaint*, est plus particulièrement consacrée à une exposition des instruments et des produits agricoles et industriels du département et de l'étranger, les plus dignes d'intérêt.

Un programme des séances publiques rédigé par le conseil d'administration est publié à l'avance.

Les *statuts* qui précèdent et qui constitueront désormais la partie *organique du règlement de la Société*, vont être soumis dans le plus court délai possible, à la sanction de l'autorité. Conformément à l'article 3 de ces *statuts*, il devra être procédé à l'élection d'un 3^e vice-président, et d'après les prescriptions de l'article 4, le Conseil d'administration a dès à présent le devoir de s'occuper incessamment de rédiger les articles complémentaires des statuts, qui régleront l'ordre intérieur de la Société et formeront pour ainsi dire la partie *administrative* de son règlement.

Ecole de tissage.

M. Lambert-Pasque, directeur de l'école de tissage est introduit dans la salle des séances et sur l'invitation de M. le Président il donne lecture de la note suivante : *Sur les améliorations à apporter dans le tissage et sur l'avenir de l'industrie lainière dans le département de la Lozère.*

MESSIEURS ,

Le but que se sont proposé les membres de la commission industrielle de la Lozère en formant une école de tissage , a été non-seulement d'améliorer la fabrication des *escots*, qui depuis longtemps ne peut plus suffire à l'existence de l'ouvrier, mais encore de pouvoir produire, comme dans les villes industrielles du Nord de la France, des étoffes *fantaisie* avec les laines de la Lozère, afin d'augmenter et faciliter en même temps la vente de ses produits.

Pour obtenir ce résultat , j'ai dès mon arrivée à Mende visité les filatures et là j'ai pu me convaincre qu'avec des laines mieux préparées et surtout filées plus régulièrement il était facile d'obtenir des étoffes aussi belles et aussi douces que celles que l'on fabrique dans les villes du Nord ; je pourrais donner pour exemple les fabricants d'Amiens qui souvent viennent dans la Lozère acheter des laines pour faire des tissus fantaisie et même des *escots* plus beaux et plus souples que ceux que la Lozère sait fabriquer.

Pour l'amélioration des étoffes de cette contrée et principalement pour celle de l'*escot* , deux choses sont indispensables :

Il faut d'abord bien préparer et filer les laines , ensuite apporter quelque changements à l'outillage et à la disposition de la chaîne sur le métier.

Pour la bonne préparation des laines , il faut d'abord les trier avec soin en séparant convenablement les diverses qualités qui se trouvent sur une même toison, s'appliquer à bien émêcher les parties superficielles de la laine, faire le dégraisage au savon noir avant de la peigner et au sortir des peignes, la bien dégager des boutons. A la mise en filature il faut encore lui donner plus de passage dans les peignes cylindri-

ques qu'on ne le fait ordinairement et tacher d'obtenir le fil le plus régulier possible; enfin la passer à la vapeur avant de la confier à l'ouvrier.

Quant au tissage on doit faire usage de peignes plus fins pour n'avoir que 3 fils entre chaque dent du peigne avec la même quantité de chaîne; il faut aussi travailler les *canetts* mouillées à l'eau de savon et extraire cette eau au rouet plutôt que de secouer les canettes dans un panier.

Indépendamment de ces diverses améliorations, je dois encore indiquer celles qui sont indispensables pour diminuer la fatigue de l'ouvrier et ne pas altérer la solidité du fil de la chaîne.

Dans tous les métiers de ce pays, le rouleau qui sur le derrière reçoit la chaîne est beaucoup trop élevé, sa hauteur ne doit être que de cinq centimètres environ au-dessus de la poitrine dans laquelle glisse l'étoffe en avant du battant.

Les fils des lisses dans lesquelles passent tous les fils de la chaîne sont généralement trop gros; la chaîne en passant entre les broches des lisses éprouve un frottement tel qu'il use le fil et oppose dans le marcheiment une résistance trop forte à l'ouverture du passage de la navette; il faut donc pour avoir des lisses dans de bonnes conditions, employer des fils beaucoup moins gros et séparer les branches de la partie supérieure en deux parties égales alternées une à une de chaque côté des baguettes du haut afin que les lisses produisent sur les quatre lames le dégagement qu'elles ont ordinairement sur huit.

Cet avec cette disposition de métier et d'outillage que l'on peut donner plus de valeur aux *escots*; que dans les larges surtout, on supprime les caissons et que des enfants de 15 ans peuvent sans fatigue tisser des étoffes, qui avec un autre genre de métier, exigerait la force d'un homme de 25 à 30 ans.

Indépendamment des escots il se fait encore beaucoup d'étoffes communes dans lesquelles on emploie les déchets de laine, ce sont les droguets, les tartanelles, etc. que l'on pourrait fabriquer avantageusement avec les blousses et autres laines du pays qui ne peuvent être peignées.

Les laines peignées de la Lozère sont aussi très-convenables pour la fabrication des étoffes dites *Orléans* ; elles permettraient de lutter avantageusement pour le prix avec les fabriques du Nord de la France.

La fabrication de ces divers articles n'exige aucun effort d'intelligence de la part des tisserands et leurs métiers n'auraient besoin que de légers changements pour ce genre de fabrication.

S'il était possible de passer en revue toutes les étoffes fantaisie qui se fabriquent à Roubaix, on pourrait se convaincre que ce grand centre d'industrie lainière emploie souvent pour des articles bon goût des laines qui ne valent pas toujours celles de la Lozère.

Aussi, Messieurs, je suis bien convaincu que la Lozère avec ses produits et ses ressources n'aura besoin pour régénérer sa fabrication que du bon vouloir des commerçants.

A l'occasion de cette lecture qui se rattache à une question d'une importance vitale pour l'avenir industriel de la Lozère, M. le Président rappelle le vote émis dans la séance du 17 septembre dernier et par lequel la Société voulant témoigner l'intérêt qu'elle prend au succès de l'enseignement confié à M. Lambert, a décidé, qu'en 1856, les pièces d'étoffes fabriquées selon les méthodes de l'école de tissage seraient primées de préférence aux pièces de l'ancienne fabrication.

Il fait part ensuite à la Société d'une proposition de M. Laurent aîné, qui consisterait, au lieu de primer les produits futurs de l'école, à donner immédiatement un certain nombre de primes d'assiduité aux tisserands qui suivent l'enseignement nouveau. M. Lambert invité par M. le Président à s'expliquer sur ce point déclare que dans son opinion aucun mode d'encouragement ne saurait être plus avantageux que celui dont il vient d'être parlé. Il pense qu'il y aurait lieu de distribuer, chaque mois aux plus assidus une somme qui représenterait une indemnité pour le temps pendant lequel le tisserand aurait quitté son ouvrage pour suivre la leçon du jeudi, à l'école de tissage. Toutefois on ne serait primé pour avoir suivi la leçon du jeudi qu'à condition de suivre également l'un des deux cours qui sont professés le dimanche.

La Société consultée sur cette question, décide que la moitié du crédit affecté à encourager le *tissage* sera employé suivant le mode qui vient d'être proposé. La mise à exécution de cette décision est confiée à la commission nommée dans la séance du 17 septembre dernier avec laquelle M. Lambert est invité à se concerter.

RAPPORT

*Sur la XXIV^e session du Congrès scientifique
de France tenue au Puy en septembre 1855,*

Par M. Octave DE CHAPELAIN, Président honoraire.

MESSIEURS,

Je m'empresse de me rendre au désir que vous m'avez exprimé de vous faire connaître les impressions produites sur moi pendant la tenue de la dernière session du Congrès scientifique de France.

La similitude est grande entre le Velay et le Gévaudan, car sauf quelques bassins plus fertiles, nos voisins dénotent une origine pareille à la nôtre, les montagnards qui çà et là forment la masse de la population, révèlent une antiquité commune, et leurs mœurs se ressemblent. Lorsque le Congrès scientifique s'est réuni dans d'autres contrées, je n'ai pas eu le courage de m'y rendre; je sentais qu'avec mes habitudes rustiques je ne saurais y trouver place, et que le langage qu'on y parlerait ne serait pas le mien. J'ai cru qu'au Puy il en pourrait être autrement, et je me suis rendu à l'invitation qui m'avait été faite.

La pensée qui a conçu la réunion du Congrès dans les différentes parties du territoire français, est vaste et profonde.

en rassemblant les hommes de science tantôt là , tantôt là . M. de Caumont a parfaitement compris qu'il procédait à une décentralisation intellectuelle , et qu'au bout de quelques années pas une portion de la France ne serait inconnue ; en effet , Messieurs , par ce moyen les hommes éminents qui accourent de partout aux différentes sessions y apportent avec la lumière de la haute science , les idées générales qui doivent présider à toute étude sérieuse ; mais comme chaque pays a son essence propre , ses mœurs particulières , et son trésor local inconnu , le Congrès voyant toutes choses là où elles se trouvent , réunit et classe chaque observation , et la fait entrer dans le domaine commun de la science ; de sorte qu'en rentrant chez lui chacun peut se dire qu'il a appris quelque chose.

Sans doute tous ceux qui font partie de ces réunions ne sont pas des savants , et peut-être serait-il fâcheux qu'il n'y eût place que pour ceux-ci. Pour construire un édifice , il ne faut pas seulement des architectes et des ouvriers habiles , il faut encore des simples et humbles manœuvres. Le Congrès a donc besoin de la coopération de tout le monde. Il accueille toutes les observations , il les discute avec maturité et obligeance. C'est une espèce de concours où chacun produit ce qu'il peut ; on peut même y assister sans rien produire , mais il est impossible de s'y trouver sans produire , et sans rien recueillir. J'ajoute qu'il me semble impossible de faire partie d'un Congrès sans éprouver le besoin d'apprendre davantage.

Voilà , Messieurs , l'idée que je m'étais faite à l'avance de cette réunion qui n'a d'effrayant que son nom , et voilà aussi pourquoi j'ai osé m'y rendre. Quoique bien voisin , notre Gévaudan s'y trouvait très-faiblement représenté. J'ai vivement regretté que des affaires privées n'aient pas permis à deux

de nos collègues les plus distingués, MM. des Molles et Roussel d'y prolonger leur séjour. ils n'ont fait que paraître et disparaître ; je le déplore, car nous n'aurions eu qu'à gagner à leur présence.

Je vais maintenant vous montrer, Messieurs, l'organisation des travaux du Congrès. Toutes les branches des connaissances humaines sont groupées suivant leur analogie en diverses sections qui forment comme autant d'assemblées particulières et spéciales ; elles délibèrent à des heures différentes, de sorte que chacun peut suivre les travaux de plusieurs sections et leur appartenir en propre ; il suffit pour cela de se faire inscrire. Un programme communiqué à l'avance fixe rigoureusement les questions à traiter dans chaque section. Aucune autre ne peut y être introduite qu'après l'autorisation d'un comité supérieur. Le travail de chaque séance est consigné dans un procès-verbal qui contient le sommaire de toutes les opinions émises. Tous les procès-verbaux sont lus le jour même à la séance générale ; par ce moyen tous les membres du Congrès sont initiés au travail particulier des diverses sections, et ceux qui par une raison quelconque n'auraient pas pu prendre part à la séance de leur section se trouvent au courant de ce qu'on y a fait. La réunion générale s'occupe ensuite de tout ce qui a rapport au Congrès lui-même et entend la lecture des mémoires qui vu leur importance ou leur mérite lui sont renvoyés par les sections.

Cet aperçu vous suffira j'espère, Messieurs, pour comprendre l'ordre parfait qui règne partout ; et comme les sections sont présidées par des hommes d'un mérite connu et que la rédaction est confiée à des plumes intelligentes, vous pouvez voir tout le produit qu'on peut retirer de cet ensemble. Il y a là bien des éléments de succès ; savoir et bon vouloir, ordre et netteté partout. J'ajouterai que bien

que j'aie assisté à beaucoup d'assemblées délibérantes, je n'ai vu dans aucune le calme, la modération, l'indulgence et je dirai même l'abnégation que j'ai remarquée dans celle dont je parle. Cela peut s'expliquer par les éléments dont elle était composée; d'un côté, des hommes d'un vrai talent, qui par cela qu'ils savent beaucoup comprennent qu'ils ignorent beaucoup; d'un autre côté, ceux qui sentent leur infériorité et sont disposés d'avance à être contredits; et puis, ne faut-il pas l'avouer, dans une réunion formée presque au hasard de membres qui se connaissent à peine, il doit y avoir plus de modération et d'urbanité que parmi des gens qui se voient tous les jours. Une autre cause encore peut-être c'est que le Congrès n'émet pas d'opinion. Les questions sont pesées, étudiées, discutées, puis résumées dans le procès-verbal, avec le dire de chacun de ceux qui y ont pris part, mais la conclusion en est laissée à l'intelligence de la France et du monde. Et cela est bien, car s'il en était autrement, on pourrait voir une même question résolue d'une manière différente d'une session à l'autre. Il n'y a d'exception à cette marche ordinaire que lorsque la discussion révèle le besoin de formuler un vœu à l'effet de supplier le Gouvernement d'intervenir pour réformer un abus, ou pour satisfaire un besoin d'utilité générale. Alors la proposition est étudiée par la section compétente; si elle n'éprouve pas de vive contradiction on en fait un rapport à la séance générale qui accepte ou rejette. Mais comme on tient à éviter tout ce qui pourrait, même de loin, ressembler à une immixtion dans les affaires publiques, on est très-sobre de pareilles décisions.

Voilà, Messieurs, quelle est, si je puis m'exprimer ainsi la texture du Congrès scientifique. Cette organisation traditionnelle est la même partout; on a procédé au Puy comme à Nîmes et à Montpellier; on procédera à la Rochelle et à Grenoble comme au Puy.

Vous désireriez peut-être que je pusse vous entretenir de ce qui a été fait dans cette XXII^e session, mais Messieurs, le champ est trop vaste, et je ne pourrais d'ailleurs que rendre fort mal ce que j'ai vu. J'ai sollicité de MM. les secrétaires généraux un exemplaire du procès-verbal, et comme j'ai l'espoir qu'il vous sera donné, chacun de vous pourra bientôt en savoir plus que je ne pourrais en dire, je me bornerai à vous dire un mot tout à l'heure de ce qui vous intéresse particulièrement. Cependant je cède au désir de vous raconter un incident remarquable qui s'est produit à la section de géologie.

On avait trouvé dans la montagne de Danise, à une demi-heure du Puy des ossements humains. D'après les données de la science, le terrain de Danise est d'une formation qui ferait remonter l'âge des fossiles qu'elle contient à une époque antérieure d'une vingtaine de siècles à la date fixée par Moïse pour la création de notre espèce. Cette découverte était donc de nature à impressionner très-vivement l'attention publique. Ce sentiment s'était répandu au dehors, et l'on entendait parler partout de *l'homme fossile de Danise*. Il est vrai de dire que quelques débris humains venant à l'improviste convaincre d'imposture le livre sacré de la Génèse devaient justifier la curiosité publique; il m'a paru d'un autre côté que les habitants du pays, malgré leur foi religieuse, n'étaient pas indifférents à l'orgueil patriotique d'avoir donné lieu à un fait d'une si grande importance. En somme, la question était de nature à intéresser tout le monde. Le président de la section de géologie était un simple curé de campagne, grand par sa science, humble par sa priété; l'abbé Croizet sait allier l'aimable simplicité et la vertu timide du sacerdoce avec l'audacieuse investigation et les hardis faveurs qu'exige le savoir. Il porte sans orgueil sur sa poitrine la récompense de ses travaux scientifiques, récompense bien rare pour les hommes qui n'ont pas d'autres titres.

La question de l'homme fossile était de la plus haute gravité ; elle dura plusieurs jours. on discuta d'abord l'authenticité des ossements , ils furent rigoureusement examinés par les personnes les plus compétentes , on reconnut qu'ils appartenaient incontestablement à la race humaine. La section des sciences naturelles se transporta tout entière sur le terrain de Danise et fut obligée de convenir que sa formation remontait en effet à des temps bien antérieurs à la sixième époque de la Génèse. Le Président était toujours calme. Il croyait à une science qui lui était familière , mais il croyait plus encore aux paroles de Moïse ; il fallait selon lui qu'on en vint à concilier la discordance de ces deux lois positives. J'ajoute avec bonheur que bien d'autres que lui tendaient au même but. Il fut atteint , si je ne me trompe le cinquième jour. L'investigation s'était portée sur la nature des ossements, sur celle de la gangue, sur celle de la montagne , elle revint à son point de départ , et quelqu'un remarqua que les dents de la mâchoire ne paraissaient pas révéler une antiquité suffisante , on examine encore et bientôt l'on reconnaît que bien que composée des mêmes éléments que le terrain géologique de Danise, la gangue a été pétrie et arrangée à la main. Bientôt on sût qu'un industriel avait été dans le cimetière voisin prendre des débris humains, les avait arrangés avec une certaine habileté , et par un hasard calculé d'avance en avait provoqué la découverte. On fût même instruit que ce n'était pas la première fois que Danise avait procuré de modernes fossiles. C'est donc à la foi chrétienne , Messieurs , que nous devons la constatation d'une supercherie qui ne tendait à rien moins qu'à bouleverser toutes les idées reçues. En donnant à M. l'abbé Croizet les éloges qu'il mérite si bien , je ne veux pas être exclusif ; la section qu'il présidait l'a puissamment aidé , et tous les membres du Congrès ont applaudi au résultat de ce difficile travail.

Je vous prie , Messieurs , de me pardonner la longueur de ces détails ; ce qui m'a décidé à vous les raconter , c'est le désir que j'avais de vous montrer la manière sérieuse dont on traite les questions dans les Congrès , et la persistance laborieuse qui anime tout le monde.

Vous m'avez demandé de vous rendre compte de ce qui s'était passé relativement à notre pays ; ce rapport ne peut être que fort court. Notre collègue M. Emile de Moré a suivi avec ardeur les travaux de la section des sciences naturelles ; peut-être aura-t-il quelque chose à vous dire d'intéressant. Je ne puis vous parler moi-même que de ce qui a eu lieu dans la section d'archéologie et d'histoire , et dans celle d'agriculture auxquelles j'ai constamment assisté. J'ai revendiqué pour le pays des Gabales le tracé de l'itinéraire de l'armée romaine à travers nos montagnes. Les Velaviens prétendaient , par l'organe du savant abbé Sauzet , que César venant de chez les Helviens avait passé dans la vallée du Puy pour tomber sur les Cevennes. J'ai cherché à établir ce point historique tel que nous le croyons tous ici , et tel que , selon moi , César lui-même le raconte. J'ai appelé l'attention sur les ruines de l'antique Gabalum , sur le beau mouument de Lanuéjols et sur nos voies romaines. Je vous dirai plus loin les résultats obtenus. Tout cela est bien peu sans doute eu égard au vaste cadre que présentent ces matières , mais aussi pourquoi me suis-je trouvé si isolé ? Pourquoi ceux de vous qui mieux que moi se sont livrés à ce genre d'étude ne sont-ils pas venus prendre part à ce tournoi des connaissances humaines , et relever notre vieux Gévaudan de l'obscurité dont ils sont complices.

J'étais plus à l'aise dans la question d'agriculture et de mœurs rurales , car je trouvais là des appuis intelligents parmi les praticiens du Velay et de l'Auvergne , dont le pays montagneux comme le nôtre rendait entre nous beaucoup de

pensées communes. Vous savez, Messieurs, qu'un des travers de l'époque où nous vivons, est de vouloir tout généraliser et tout soumettre à une règle unique; c'est contre cette prétention que nous avons beaucoup lutté. S'il s'agissait d'améliorer la race des bestiaux par l'introduction des types étrangers, nous démontrions que la région même où siégeait le Congrès ne contenait pas assez de grandes exploitations pour accepter un moyen dont la dépense première serait dit-on de plusieurs milliers de francs pour chaque reproducteur. Que l'on vienne à nous de proche en proche, et nous arriverons à faire mieux, mais nous ne pouvons pas marcher les premiers, et d'ailleurs il faut non seulement chercher une race meilleure, mais d'abord la choisir parmi celles qui peuvent se contenter de ce que nous avons à leur donner. C'est une étude locale que nous ne pouvons pas accepter toute faite, et que nous ne pourrions même bien faire que lorsque des voisins placés dans des circonstances à peu près semblables aux nôtres nous auront montré leurs succès. On dit que le bois devient très rare en France, et l'on prétend qu'il faut semer ou même planter en essence forestière tous les terrains qui ne donnent aujourd'hui que des récoltes insignifiantes. Nous avons répondu que le pauvre paysan qui précisément possède ces sortes de terres ne pourra jamais se résoudre à se priver de leurs menus produits pour attendre cinquante ans la venue de quelques poutres. La suppression du parcours que l'on présentait aussi comme nécessaire a été également démontrée pour nous impossible dans les pays de montagne. Je ne fais ici Messieurs, qu'indiquer quelques questions, et je n'ai garde d'étendre ce rapport en les développant. Si plus tard vous vouliez les traiter vous-mêmes je me mets à vos ordres pour vous rendre compte de tous les documents qui ont apparus au Congrès. J'ai voulu seulement énoncer une ou deux de ces questions pour vous indiquer la part que la Lozère a pu y avoir.

Il fallait selon moi constater au grand jour que la grande culture qui doit être pour tous un enseignement ne peut pas être pourtant considéré partout comme un modèle général, que la vaste contrée des montagnes du centre a son essence propre qui mérite d'être connue et comptée pour quelque chose. Je m'incline volontier devant la science et l'expérience des hommes supérieurs au milieu desquels j'ai eu le bonheur de me trouver ; j'apprécie hautement les services qu'ils ont rendus, et je reconnais autant que qui que ce soit combien leur enseignement est précieux ; mais je prétends qu'en agriculture, comme en beaucoup d'autres choses, il faut faire la part de chaque pays. C'est le but que veut atteindre l'institution nomade du Congrès : c'est la tâche que j'ai cherché à remplir dans l'intérêt du Gévaudan.

La société académique du Puy mérite bien un souvenir de ma part. C'est une de celles de France qui remplit le mieux sa tâche. On y voit et en grand nombre des hommes laborieux dans tous les genres, on y trouve le savoir et la pratique, et par-dessus tout un zèle ardent. Elle possède un Musée dont beaucoup de villes importantes pourraient être fières. Les beaux-arts, l'histoire naturelle et l'archéologie montrent par leurs riches collections, combien est grand l'amour du travail dans cette compagnie. Cet exemple a produit un fruit que je ne saurais passer sous silence : une vingtaine de jeunes gens viennent de fonder une association littéraire, sorte de noviciat académique. Ils se sont placés sous la présidence d'un des hommes les plus distingués de la ville, et sous la surveillance d'un ecclésiastique de mérite ; c'est une pépinière qui se forme, les sujets viendront bientôt.

A côté de ses richesses propres, la Société académique nous a montré une très-belle exposition, comprenant d'un côté une grande salle remplie de ce que l'on nomme objets de curiosité et objets d'arts ; on avait fait appel à l'obligeance

de tout le monde et tout le monde avait répondu ; on voyait là des statuettes en marbre et en bronze , des tableaux de tout genre , des bas reliefs , des émaux , des armes , des meubles antiques etc. D'un autre côté se trouvaient deux salles destinées à l'industrie locale et actuelle ; vous comprenez qu'au Puy la dentelle devait occuper la première place aussi ce produit remplissait-il à lui seul une de ces salles ; on disait ces échantillons magnifiques. L'autre salle , que l'on avait construite exprès , était affectée à la mécanique , la chimie , le jardinage , l'ébénisterie , et une production des arts et métiers ; j'y ai vu de beaux velours. Devant l'entrée du Musée on voyait sur un tapis de verdure et sous l'ombrage de beaux arbres , trois corbeilles du meilleur gont que les jardiniers fleuristes montraient avec une complaisance artistique. Mais la plus belle des expositions n'était pas là ; c'est à la cathédrale qu'on nous mena pour la voir. Par une circulaire que tout le monde avait comprise et acceptée, M^r l'Evêque avait invité les membres de son clergé à lui confier toutes leurs richesses , et celles de leurs églises ; il avait prié également ses diocésains de lui prêter ce qu'ils pourraient avoir de beau dans le genre religieux. Une très-vaste galerie attenante à l'antique cathédrale , et un vieux cloître qui en dépend , étaient tous remplis d'objets les plus curieux ; de nombreux ecclésiastiques nous les montraient avec un goût qui décélait chez eux une parfaite connaissance du moyen âge , et M^r lui-même nous en fit les honneurs avec la plus grande aménité.

Je devrais m'arrêter , Messieurs , car ce rapport est déjà bien long, cependant j'ai besoin de vous communiquer encore une impression qui est une des plus vives de celles que je rapporte de ce voyage. M. le Préfet de la Haute-Loire, dans son discours de clôture, au milieu d'une assemblée générale ou toute la ville avait été invitée , s'est complu à signaler la

présence d'un grand nombre de jeunes gens qui ont pris une part active aux travaux du Congrès; il en a tiré un précieux augure pour l'avenir. Cette pensée, brillamment développée devant un auditoire de plus de mille personnes a produit une vive sensation, manifestée par des applaudissements énergiques. Pour moi, Messieurs, j'ai été peut-être plus ému encore qu'un autre, parce que depuis l'ouverture du Congrès j'avais admiré cette jeune phalange, et j'étais heureux de voir ma joie traduite et acceptée. J'y joignais une autre pensée que j'aurais voulu voir associer à la première: un mot d'éloge revenait de droit au Clergé, pour la manière brillante avec laquelle il s'était mêlé à tous les travaux de cette session. On accuse la jeunesse actuelle de ne pas aimer l'étude; on taxe le clergé d'obscurantisme; pour détruire ces allégations, ignorantes ou mensongères, il suffit d'assister à ces assises scientifiques, ou même d'en lire les procès-verbaux. Je dois ajouter que les ecclésiastiques et les jeunes gens dont on avait admiré l'intelligence et le savoir n'appartenaient pas exclusivement à la ville du Puy ni même à son département; il en était venu de l'Ardèche, de la Loire, du Puy-de-Dôme, de la Lozère, du Cantal, et d'ailleurs. Et cela dans une saison généralement consacrée aux délassements, aux visites, aux voyages. Pourtant, Messieurs, la vie que l'on mène au Congrès n'est pas un temps de repos et doit être dure pour qui craint le travail.

Je termine, Messieurs, par le compte-rendu que je vous ai annoncé plus haut sur nos monuments historiques.

En dehors des travaux du Congrès, nous avons ordinairement dans la soirée des réunions tenues, tantôt par l'institut des provinces, tantôt par la société française pour la conservation des monuments. Dans une de ces dernières, MM. Bretagne, de Moré et moi, avons entretenu nos collègues de ce que le Gévaudan contenait d'intéressant. Se

ruines de Gabalum ont attiré leur attention , et on a voté une somme de cent francs pour essayer de nouvelles fouilles. La surveillance des travaux est plus spécialement confiée au jeune de Moré qui est voisin de Javols. Je suis assuré , Messieurs , que si ces travaux amènent des nouvelles découvertes , la Société française les fera continuer , soit par ses ressources propres , soit par son intervention auprès du Gouvernement. Le monument de Lanuéjols a également beaucoup intéressé les membres de la Société et l'auditoire , mais avant qu'on puisse entreprendre de le déblayer et de le soustraire à des attérissements futurs , il y a des formalités administratives à remplir puisqu'il est classé ; on m'a chargé de ce soin , j'ai déjà eu l'honneur de m'en entretenir avec M. le Préfet , et j'ai lieu de croire que cet hiver on pourra mettre la main à l'œuvre.

Je termine, Messieurs, ce rapport que vous trouverez peut-être bien long , cependant je vous prie de considérer combien la matière était vaste, vous comprendrez alors je l'espère qu'il ne pouvait pas être beaucoup plus court.

Plante nouvelle

proposée comme fourrage artificiel.

M. Laurens aîné rappelle que notre savant et regrettable Prost, auquel la Société doit son précieux herbier de la Lozère, avait appelé l'attention sur une légumineuse qui croît spontanément dans nos montagnes granitiques et qui se rencontre en certaine abondance dans les cantons de Nasbinals, de Rieutort (vers Coulagnes Hautes) et même plus près de Mende, dans le terroir de Villeneuve par exemple. M. Laurens présente les échantillons de cette plante que Prost avait déposés lui-même dans notre herbier et qui y sont inscrits sous les noms suivants : *Vicia cassubica* de Linnée, *Vicia orobus*, *Orobus sylvaticus* de la Flore française. Ces échantillons sont remarquables par la vigueur de leur tige et l'abondance des rameaux et des feuilles. Prost croyait cette plante très-propre à donner un bon fourrage artificiel, même dans des terrains secs de médiocre qualité. M. Laurens convaincu de l'intérêt qu'il y a pour notre agriculture à donner suite aux observations de Prost, s'est attaché à recueillir une certaine quantité de graines de *Vesce orobe* qu'il dépose sur le bureau et met à la disposition de la Société. MM. de la Bastide et Théophile Roussel se chargent de donner leurs soins à une partie de ces graines ; le reste sera semé dans le champ d'expériences de la Société.

REVUE AGRICOLE.



M. le Président donne lecture des notices suivantes :

**1^o Des laines d'Afrique à l'Exposition universelle
et de l'amélioration des races ovines en Algérie.**

Il y a un certain nombre d'années, les arrivages nombreux de moutons d'Afrique sur les marchés de Marseille et de la Provence inspirèrent une vive inquiétude à l'agriculture de notre pays. Cette inquiétude a paru se calmer depuis. L'écoulement de nos produits vers le midi n'ayant pas cessé de se faire avantageusement, on est arrivé à redouter moins la concurrence des produits Algériens. La mauvaise conformation des animaux importés, la qualité inférieure de leur viande et la grossièreté de leur laine ont semblé à beaucoup de personnes des conditions suffisantes, en temps ordinaire, pour nous assurer, sur cette partie du marché national, la supériorité sur notre colonie. Nous n'avons pas pour but d'entreprendre la réfutation de ces idées optimistes. Il nous paraît utile seulement de mettre en garde nos cultivateurs contre les suites d'une fausse sécurité, en leur donnant l'éveil sur les rapides progrès que la production des troupeaux et l'amélioration des laines font en ce moment sur l'autre rive de la Méditerranée. L'Exposition universelle a fait à cet égard des révélations inattendues. Voici ce qu'on lit dans le n^o du 5 octobre du *Journal d'agriculture pratique* :

• Il y a une douzaine d'échantillons (de laines d'Afrique) instructifs à divers titres. C'est le lainier de M. Bernis, recueil d'échantillons prélevés dans toutes les tribus par le vétérinaire en chef de l'armée d'Afrique ; c'est celui de M. Belle, ancien lieutenant de vaisseau, devenu colon à Cherchell.

On y remarque encore 2 lots fort intéressants de toisons améliorées par le croisement avec les mérinos. L'un provient de M. Bonfort, propriétaire d'un troupeau de 3000 bêtes dans la province d'Oran; l'autre de M. Fauchaux, commissionnaire en laine à Paris, dont la bergerie est située à El-Haria, dans la province de Constantine. L'un et l'autre montrent combien les races d'Afrique se prêtent à une facile amélioration. M. Bonfort vient de vendre 280 fr. les 100 kil. à un négociant de Stockholm toute sa laine en suint prise à Marseille, tandis que dans les mêmes conditions la laine indigène d'Oran se vend seulement 140 fr.; ajoutons que la toison des métis pèse 2 kil. 50 à 2 kil. 75 tandis que la toison indigène dépasse à peine 1 kil.

« De tels faits, ajoute M. Jules Duval, et de tels chiffres constatent que s'il est permis à l'Angleterre, en quête de laines, de tourner ses regards vers l'Australie, les Français doivent d'abord faire appel à l'Algérie, terre française, située à 40 heures de Marseille, qui comprend 40 millions d'hectares de terres couvertes de plantes aromatiques, substantielles, imprégnées de sel, admirablement propres à l'élevage des moutons; patrie première au dire de plusieurs historiens, de la race mérinos, qui avec les Maures, dont elle prit le nom, passa en Espagne. »

En lisant ce tableau de la prospérité future de l'Algérie, nos compatriotes y verront sans doute un enseignement dont il faut se hâter de faire profit, et un motif pressant de travailler avec plus de suite et de résolution à améliorer nos races d'animaux et particulièrement de nos bêtes à laine.

2^e De la conservation des fruits.

La conservation prolongée des bons fruits est une chose si précieuse et si difficile qu'il nous paraît utile de signaler à

l'attention de tous ceux qui aiment à faire des expériences , la note suivante extraite du tome VIII des *Annales de la Société d'émulation des Vosges*.

« Il y a quelques années , dit M. Vadet , membre de cette Société, 2 mois environ après la récolte des fruits, je trouvai au pied d'un Doyenné blanc une poire tombée sur le sol et cachée sous des feuilles desséchées ; elle était encore verte et dans un état de parfaite conservation , tandis que tous les autres fruits du même arbre , qui avaient été rentrés dans un lieu clos , vers la mi-octobre , étaient passés depuis long-temps.

« L'année suivante je découvris un Beurré d'Aremberg caché sous des feuilles le long d'une ligne de Persil , lorsque la neige couvrait déjà le sol. Le fruit était bien conservé »

« Je résolus d'expérimenter cette recette de la nature. Pour cela je plaçai quelques poires dans une banquette de mon jardin , près d'un mur , en les recouvrant de quelques feuilles tombées ; mais je n'avais pas pris assez de précautions ; ces fruits furent rongés par les rats et les souris.

« Je vis qu'il fallait recourir à d'autres moyens ; je fis enlever le fond et le dessus d'une caisse ; la partie supérieure fut recouverte d'une toile métallique. Je creusai le sol , dans mon jardin , de quelques centimètres pour pouvoir y encadrer en quelque sorte la partie inférieure , sur une couche de feuilles sèches de 2 à 4 centimètres d'épaisseur sur la terre nue. »

Le 18 décembre , c'est-à-dire à l'époque où l'on a coutume de servir les *Passe Colmar*, M. Vadet déposa à côté les unes ces autres dans sa caisse 28 de ces poires qui étaient déjà jaunes et presque mûres. Il les couvrit d'une couche de feuilles de 2 centimètres , puis plaça la caisse dessus en l'enfonçant autant que possible. Un peu de paille fut jetée sur le tout,

« J'abandonnai , ajoute M. Vadet , mes fruits à toutes les intempéries d'une saison rigoureuse pendant plus de 3 mois ; le 24 mars , je procédai à la visite des poires en présence de M. Maud'heur , président de la Société d'émulation. Tout d'abord nous vîmes , entourées de feuilles humides et comme collées aux fruits des poires d'un jaune d'or bien luisantes. Sur 28 , 18 étaient saines , fermes et dans un état de conservation parfaite ; 7 avaient des taches noires simulant un commencement de pourriture , mais qui n'atteignaient que l'épicarpe ; 3 étaient pourries. Le 23 avril , un mois après leur rentrée à la cave , ces poires , même celles qui étaient tachées , avaient toutes leurs qualités.

Ces résultats nous ont paru suffisants pour engager les amateurs de bons fruits à tenter de nouveaux essais.

3° *Propriétés alimentaires de l'ortie.*

D'après le *Moniteur de l'agriculture* l'ortie commune (*urtica urens*) pourrait remplacer avantageusement les épinards , comme aliment. Il faut les cueillir lorsqu'elles sont encore tendres et récemment sorties de terre , en ayant soin d'envelopper la main qui opère l'arrachement avec un linge à tissu très serré. Une fois que l'ortie a été échaudée avec de l'eau bouillante , la liqueur mordicante qui s'échappe de ses piquants reste sans effet. On assure que cette plante si repoussante en apparence , donne en réalité un aliment d'une saveur très-délicate.

4° *Inoculation de la pleuropneumonie épizootique.*

La *Revue* publiée par la *Société Impériale* d'agriculture de Valenciennes , rend compte (n° d'octobre) des expériences sur l'inoculation de la pleuropneumonie épizootique consi-

dérée comme moyen préservatif de cette maladie , qui ont été faites depuis 1842 jusqu'à ce jour , par M. Huart , vétérinaire , sur plus de *quinze cents sujets*, observés sur divers points du département du Nord. Ces expériences ne résolvent pas complètement les objections élevées contre l'inoculation; elles prouvent cependant que l'idée de M. Willems, mérite que les vétérinaires y consacrent encore leurs plus sérieuses études. M. Huart, résumant les très-nombreux succès qu'il croit avoir obtenu , est d'avis que l'inoculation est surtout avantageuse lorsque l'on peut la pratiquer avant l'invasion du mal. Il conseille de la faire avec du virus au 2^e ou 3^e degré, pris de 2 à 4 jours au plus tard (selon la température) d'un poumon à l'état d'hépatisation rouge. Il conseille aussi de se servir, au lieu d'une lancette, d'une aiguille cannelée et légèrement recourbée afin d'introduire plus facilement le virus dans les tissus de la queue. Il reconnaît que l'opération peut avoir des suites assez graves : il l'a vue entraîner plusieurs fois la chute de la queue à partir de l'endroit inoculé, et une fois la mort de l'animal.

Cette opération qui a été dans le nord l'objet de vives controverses, n'a pas encore que nous sachions, été pratiquée dans notre pays, ou l'opinion s'est plus particulièrement occupé dans ces derniers temps des nombreux succès qui auraient été obtenus à l'aide d'un procédé empirique, par un cultivateur nommé Méjean. Ajoutons que pour mieux s'assurer de la réalité de ses succès, M. le Préfet de la Lozère a récemment nommé une *Commission spéciale* qui a déjà eu l'occasion de se mettre à l'œuvre et qui vient de déposer entre les mains de l'autorité un premier rapport, rédigé par M. le docteur Monteils et sur les conclusions duquel nous aurons occasion d'appeler ultérieurement l'attention de la Société.

5° *De l'emploi de l'eau chaude pour guérir différentes maladies des plantes cultivées en pots.*

Lorsque les plantes cultivées en pots se mettent à dépérir par suite d'arrosements trop abondants, d'un trop grand enfoncement en terre, de l'emploi de vases trop peu poreux tels que des vases vernisés ou trop cuits, ou par toute autre cause; lorsqu'on remarque que leurs parties supérieures jaunissent, que leurs feuilles se couvrent de taches, tandis que leurs racicelles brunissent de leur côté, on peut être presque certain que ces plantes sont empoisonnées par l'effet du développement dans la terre qui devait les nourrir de principes acides, tels que l'acide humique, ulmique etc.

Pour éviter ou arrêter ces sortes d'empoisonnements très-fréquents on a l'habitude de dépoter les plantes et de renouveler la terre. M. Lucas d'Hohenheim annonce dans le journal *Garten flora*, qu'il emploie avec grand succès un traitement beaucoup plus facile et qui consiste simplement en arrosements pratiqués avec de l'eau chauffée à 45 ou 50 degrés Réaumur, et assez copieusement pour que le liquide coule en abondance par le fond des pots. L'eau qui coulait ainsi, dans les expériences faites par M. Lucas sur des rosiers, des palmiers, des figuiers et autres arbres, restait d'abord claire, mais plus tard elle passait colorée en brun et dès lors présentait une réaction acide appréciable. Après ce lavage de la terre à grande eau, les plantes étaient placées près d'un poêle, dès le lendemain leurs feuilles se redressaient et elles avaient repris au bout de peu de jours toutes les apparences de la santé et de la vigueur. De son côté la terre ainsi lavée redevenait meuble et après avoir séché ressemblait à de la terre neuve.

LA MOUSTIALO ET LA MARTRÉ.

FABLE.

Par M. l'abbé BALDIT , membre ordinaire.

Uno joubé moustialo à la sédouso raoubo ,
Poulido è richo coumo l'aoubo ,
Dins lous traous del rastel d'uno bieillo paret,
Anabo è fosio lou furet ;
Pourtabo pertout l'espoubénto.
Dins lou méndré niset à rat ,
Leissabo pas amo bibénto.

Païré , maïré , menuchs , tout èro débourat,
Un bespré , où lou grond astré à la crinieiro bloundo ,
Anabo trescoula dins l'oundo ,
Uno martré aqui passo , al regar afamat ,
Pourtabo esrich soubré sa mino ,
E lous plissés dé soun ermino ,
Qué despïey lou mati , gaïré n'obio ploumat.
As jurat guerro à mor , s'ou dis , à la rataillo.
Tous coutélous sonnoun toujours.
Malgré qu'à ta cousino aboundé la bitaïllo ,
Perdés pas un moumén del jour.
N'és pas saché è prudén qué faï pas joc qué duré ,
E copo uno aouno, ou douos, quon suffis un miech pan.
Sons ouchuro monjo soun pan ,
Qué sap pas meinacha soun buré.

E piei rataillo én saoussu è rataillo én roustit !

Fi d'uno pareillo pasturo !

Meiruillo un paou toun apétit ,

En barién ta nourrituro.

Léou perd tout gous un alimén ,

Quon l'on s'én païs journéломén.

Laïsso murjos è rachs. Chaousis quicon qué baillo.

Bibo l'aléto d'un poulet ,

La cuisséto d'uno boulaïllo ,

Ou d'un joubé canar lou sabourous filet.

Sec-mé , tout aro la nuech toumbo ,

E lou mas n'és pas luén d'ici.

Dé rascléto énfilé la coumbo.

N'aourén pas péno à réussi.

Mestré , beilet , sirbéto è touto la famillo ,

Eschinachs per lous fiochs è lou trabal del jour ,

Bon soubré lur clujasso , ou la séco ramillo ,

Durmi , coumo lous mors dins lou soumbré séjour.

Séron bé fis , sé jal , ou poulo ,

Ou cano aquesto nuech , toumboun pas dins nostro oulo.

Lou couplé abénturous arribo pas à pas.

Tout lou moundé al lougis obio prés soun répas ;

E durmio d'un bouon souon. L'estialo ma tinieiro

Fasio lusi soun lun al nal del firmamén.

Per lou traou dé la chatounieiro ,

Toutos douos éntroun douçomén.

L'aloubido à l'uillet ardén coumo uno estialo ,

(Bolé diré la martré è noun pas la moustialo ,)

Boucheiro à tout sanna jusquos al fi dornio ,

D'un sal arribo al galinio ;

Séméno pertout l'espoubénto ;

A drécho , à gaoucho , sons rémor ,

Egorjo , sonno tout , à tout douno la mor.

Lou dornio cri del jal eibeillo la sirbénto.
L'alarmo es dins l'ousta. Lou mestré è lou beilet
Ré noun trobou dé bïou , ni poulo , ni poulet.
Tout jasio dins soun son. La bestio scélérate
 Obïo déjà lébat la pato.
Sons bruch è sons troumpéto , al chapïo del cuher ,
E sons s'énquiéta del sor dé sa coumpagno ,
 Per un fénestrou miech duber ,
Obïo gagnat lou largé à trabers la campagno.
Tout cerco dé soun miel l'animal malfétou.
Dins un traouquet founzut , per counserba sa bïdo ,
 La moustïalo s'èro cabïdo ,
 Pléjado coumo un eschaoutou.
Cadun passo è répasso è dégus noun la trobo.
 Lou mestré (eïci noubèlo probô ,
Qué ré gaïré n'eschapo à soun uël bigilén.)
 Applico al traouquet sa prunèlo ,
 E bei la bestio criminèlo.
 Bité uno cordo à nous coulén ;
Pas dé graço , s'ou dis , à l'énfamo canaïllo.
 N'aï pas sannat bostro boulaïllo ,
 Per mérita la pëndésou ,
 Respon én tromblén , la paouréto ,
Noun souï , coumo bését , ni martré , ni bésou ;
 Porté pas wémo couléréto.
 Souï moustïalo , bibé dé rachs.
 Aqui , touto ma nourrituro
 M'o pas fach naïssé la naturo ,
 Dé la raço des scélérachs.
Sé pot , mé des couquis qué débé camarado ,
 Coumo élés faï paouro pourrado.
Ou sabé , èrés eïci , per faïré toun répas
 Dé mous jals è dé mas poulétos.

Moustiale , puisqu'ou sios , tas bèles paraoulètòs
Dé la mor té sauboron pas.
En effet , sons miséricordo ,
Al col li passoun uno cordo ,
E la péenjoun al maï plantat dobon l'òusta ,
Per la canaillò espoubénta.
Qué bouo pas del mèchan partacha la fourtuno ,
Faï pas amb'él taoulo coumuno.
A la bertut , al bé , l'homé lou mièl pourtat
Sé lou fréquénto ès léou gastat.
Malur à qua s'en accoumpagho !
Finiro tôt ou tar , pèr la cordo ou lou bago.

PRIX DES GRAINS , PAR HECTOLITRE,

D'APRÈS LES MERCURIALES

DES MARCHÉS DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

Janvier 1856.

LIEUX DES MARCHÉS.	NATURE DES GRAINS.				
	Froment.	Méteil.	Seigle.	Orge.	Avoine.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Florac	37,40	28,75	25,35	20,08	»
Meyrueis	30,60	»	25,15	»	8,78
Pont-de-Montvert . .	35,00	»	25,00	»	10,00
La Canourgue	33,29	28,75	27,08	22,13	9,38
Saint-Chély	»	»	30,00	»	»
Marvejols	32,44	27,11	27,04	21,34	»
Serverette	»	»	28,38	»	»
Langogne	»	»	26,25	18,75	9,50
Mende	33,73	27,38	26,06	20,06	9,44
Villefort	32,50	»	27,63	»	10,50
PRIX MOYEN. . . .	33,56	27,99	26,99	20,47	9,60

Mende, Imprimerie de J.-J.-M. IGNON.

SOCIÉTÉ

D'AGRICULTURE , INDUSTRIE , SCIENCES ET ARTS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

BULLETIN DE FÉVRIER 1856.

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1856.

PRÉSIDENCE DE M. THÉOPHILE ROUSSEL ,
PRÉSIDENT.

Membres présents : MM. Rous , De Ligonnés , l'abbé Baldit , l'abbé Gaillardon , Second , Chevalier , juge , Bourrillon (Henry) , De Rozière , Ignon (Edouard) , De Lapierre , l'abbé Bosse , Moulin , Bouniol (Ch.) , l'abbé Chapelle , ch.

Concours régional de 1857 , à Mende.

M. le Président annonce qu'il a reçu avis de M. le Préfet , que M. le Ministre de l'agriculture a fixé , pour l'année 1857 , dans la ville de Mende , le siège du concours *d'animaux reproducteurs , d'instruments et de produits agricoles , institué pour la Région dont la Lozère fait partie* , Région qui comprend , en outre , les départements de la Creuse , de la Corrèze , du Cantal , de l'Aveyron , du Lot , de la Haute-Loire , du Puy-de-Dôme , de la Charente et de la Haute-Vienne. M. le Président exprime dès-à-présent la conviction que la Société joindra tous ses efforts individuels et collectifs

aux exhortations de l'administration pour décider nos éleveurs et nos cultivateurs à prendre part à cette lutte importante dont notre pays sera le théâtre pour la première fois.

Aussitôt que la Société aura reçu de M. le Ministre le programme de ce concours, le Bureau prendra des mesures pour que les dispositions de ce programme reçoivent la plus grande publicité possible dans le département.

Pépinière départementale.

M. le Président communique le *duplicata* d'une lettre en date du 23 janvier, par laquelle M. le Préfet informe M. le Maire de Mende qu'il vient d'être accordé une subvention de *mille francs* pour être employée aux travaux de défoncement de la pépinière départementale. Ces travaux seront prochainement terminés sur une surface d'environ 80 ares qui pourra être plantée dès ce printemps.

Election d'un Vice-Président.

En exécution de l'article 3 des statuts de la Société, il est procédé à l'élection d'un troisième Vice-président de la Société. Au 1^{er} tour de scrutin, M. l'abbé Gaillardon ayant réuni la majorité des suffrages, est nommé Vice-président de la Société.

Nominations.

Sont nommés membres titulaires, résidant à Mende, par quatre scrutins successifs :

MM. Barré, inspecteur de l'académie ;

Lambert-Pasque, professeur à l'école de tissage ;

Alexis Brun, négociant ;

Hippolyte Bonnefous, négociant flateur.

Machine à battre les grains.

Conformément aux dispositions adoptées au sein du Bureau, relativement à l'emploi de la *Machine Pinet* dont la Société a fait l'acquisition et afin que cette machine puisse

être mise au plutôt à la disposition des cultivateurs qui n'ont pas pu terminer leur dépiquaison dans le courant de l'hiver, M. le Président charge une commission composée de MM. de Lescure, Bourrillon (Henry) et Chevalier de préparer un règlement sur le mode et les conditions du service que devra faire la machine chez les propriétaires, qui désireront s'en servir.

Du hersage et de l'emploi d'une herse économique.

M. Albaret, propriétaire à Rouges-Parets et membre associé, fait part à la Société, dans une lettre adressée à M. l'abbé Baldit des résultats avantageux qu'il retire du hersage de ses terres. « Opération, dit-il, dont on fait trop peu d'usage dans le pays. » L'un des principaux avantages que signale M. Albaret, est l'économie de semence que cette opération lui permet; il assure que quoiqu'il sème un quart de blé de moins que ses voisins, ses blés sont toujours très-unis et presque trop épais.

« Il y a 7 à 8 ans, ajoute-t-il, que j'ai imaginé la herse dont je me sers, qui est traînée facilement par un cheval et construite de manière à herser quoiqu'il y ait des pierres. Bien confectionnée elle ne coûte guère plus d'une quinzaine de francs. Plusieurs de mes voisins en ont fait faire de semblables et ne cessent de se louer de ses bons effets. »

M. le Président prie M. l'abbé Baldit d'inviter M. Albaret à envoyer à Mende un modèle de sa herse construit avec soin, afin que l'essai de cet instrument puisse être fait sous les yeux de la Société et qu'il puisse être admis, s'il y a lieu, à participer aux récompenses qui seront décernées en 1857, par le jury du *Concours régional* dont le siège est fixé à Mende.

— M. l'abbé Baldit lit, aux applaudissements de l'assemblée une fable intitulée *l'Agnel et l'ou Chabrit*.

— M. l'abbé Bosse lit une note intitulée : *Résumé des observations météorologiques faites à Mende pendant le deuxième semestre de 1854 et pendant l'année 1855*. M. le Président remercie, au nom de la Société, M. l'abbé Bosse, du zèle dont il a fait preuve pendant 18 mois d'observations assidues.

COMPTE RENDU

de l'ouvrage intitulé : NOTES SUR L'AGRICULTURE

DES CANTONS GRANITIKES DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

1^{er} ARTICLE. — *DU SOL*.

Par M. THÉOPHILE ROUSSEL, Président.

Je viens, Messieurs, remplir un engagement que j'ai contracté, au mois de novembre dernier, envers la Société, lorsque je lui ai fait hommage, au nom de M. de Morangiés, d'un certain nombre d'exemplaires de l'ouvrage intitulé : *Notes sur l'agriculture des cantons granitiques de la Lozère*.

J'ai considéré comme une bonne fortune pour nous et pour tous ceux qui s'intéressent au progrès agricole autour de nous, l'apparition d'un livre recommandable à double titre, d'abord comme fruit des labeurs et de l'expérience d'un homme distingué ; ensuite à cause de son caractère pratique qui permet de le présenter comme une sorte de *manuel* des méthodes de culture perfectionnée applicables aux conditions particulières de notre région granitique.

J'éviterai de blesser la modestie de l'auteur en vous parlant de lui. Il semble avoir pris soin d'éviter l'impression de son nom en tête de son petit volume. Je me borne à dire

qu'en consacrant , ainsi qu'il l'a fait , ses loisirs au bien de son pays , il a suivi d'anciennes et nobles traditions de famille et qu'en écrivant les *notes* qui nous occupent , il a imité plus particulièrement l'exemple de son père , lequel sous un titre presque identique (1) et aussi sans nom d'auteur , publiait en 1831 , un ouvrage dont le souvenir méritait de trouver place ici.

J'arrive directement à l'ouvrage lui-même. Je pourrais négliger les *préliminaires* qui n'offrent qu'un certain nombre de généralités et d'indications bien connues. Il était bon toutefois d'enseigner les premiers éléments à des lecteurs peu instruits , car l'auteur a soin de déclarer qu'il écrit surtout pour les *cultivateurs praticiens et les paysans*.

On ne saurait trop , par exemple , répéter aux paysans de notre montagne les deux leçons que voici : 1° qu'il faut simplifier la culture , ne cultiver que des plantes réellement utiles , parfaitement fumées et produisant le plus possible , car les récoltes en général et les céréales en particulier ne donnent un bénéfice supérieur aux frais de culture *que si leur produit est porté à son maximum* par la bonne culture et l'abondance des engrais ; 2° qu'il faut nourrir et engraisser , surtout en peu de temps , en employant à cet usage les aliments qui sous le plus petit volume renferment le plus de principes nutritifs. Nous devons malheureusement avouer avec l'auteur que ce double objet , qui seul peut conduire au but essentiel de l'agriculture , c'est à-dire au *bénéfice net* , ne saurait être atteint en continuant à s'attacher obstinément aux pratiques traditionnelles du pays granitique.

Le petit volume que nous analysons forme la première partie d'un ouvrage dont la seconde partie , encore inédite , traitera des *animaux domestiques*. La première a pour objet

(1) Essai sur l'Agriculture de quelques cantons du département de la Lozère , Lyon , 1831. Broch. in-8° de 122 pages.

la culture ; elle contient six chapitres , dont le premier a pour titre : *du sol ; des moyens de l'améliorer avant sa mise en culture*. Il y est traité successivement des diverses espèces de sol et de leur valeur ; des murs de soutènement ; du dessèchement du sol ; des clôtures et des abris.

Le paragraphe relatif au sol ne contient qu'un résumé des notions généralement répandues. Nous contesterions , si c'était le lieu , l'assertion relative au *sol granitique* , que l'auteur dit être le plus ingrat et le moins fertile de tous. Le granit , (que la géologie ne considère plus , disons le en passant , comme *une roche primitive , aussi ancienne que le monde*) , offre au contraire , par le mélange de ses éléments désagrégés , c'est-à-dire du sable formé par sa partie quartzeuse , de l'argile résultant de la décomposition des feldspaths , des parcelles de mica etc. , la base d'un sol qui peut être porté par le travail de l'homme à un très-haut degré de fertilité. L'assertion qui précède ne saurait donc être admise que comme exprimant les conditions actuelles , mais non définitives et immuables de la plus grande partie de notre sol granitique Lozérien. C'est à ce propos qu'il importerait de redire aux misérables et ignorants cultivateurs de ce sol les vérités que l'auteur formule , un peu plus loin en ces termes : « On ne récolte pas en raison de l'étendue qu'on cultive , mais bien en raison des soins et des amendements prodigués au terrain à part quelques exceptions , il y aurait un avantage incontestable à abandonner , soit à la dépaissance , soit à la production des bois tous ces terrains inféconds , qui par leur exposition ou la nature de leur sol sont sujets à être ravinés etc. ; les *fonzals* , les terres comprises dans la deuxième classe du cadastre , tels sont les seuls champs sur lesquels pourrait avec profit s'exercer l'industrie du cultivateur. »

A propos des terrains en pente , l'auteur n'en conseille

pas cependant l'abandon général. Il reconnaît qu'il est des champs situés aux pentants des collines dont la couche arable est suffisante pour donner des produits satisfaisants. Il propose, pour en tirer le meilleur parti, de les épierrer d'abord et de construire des murs de soutènement avec les pierres roulantes ou les roches que l'on est parvenu à extraire. Lorsque la pierre manque ou que la pente n'est pas forte, il conseille de construire dos à dos en renversant la terre avec la charrue sur une bande de terrain d'un mètre environ de large, tracé sur une ligne de niveau. La charrue Dombasle seule peut accomplir ce travail, parce que la bande de terre supérieure doit s'appuyer contre l'inférieure; il pense qu'en semant de la graine de foin sur les côtés et le sommet de cette espèce de haut sillon on obtient un tertre artificiel plus indestructible peut être que ceux qui sont construits en pierres sèches.

Nous devons regretter qu'en abordant cette question des terrains en pente et du soutènement des terres, l'auteur n'ait pas trouvé l'occasion de s'élever contre l'un des abus les plus funestes que la misère des fermiers et l'insouciance des propriétaires ont fait naître dans nos pays granitiques : je veux parler de la *destruction des tertres*. Sur beaucoup de champs inclinés, nos anciens par un travail plein de sagesse avaient étagé le sol arable pour prévenir son entraînement par les eaux. De nos jours, sous prétexte de rendre le labour plus aisé sur des surfaces plus unies, mais en réalité pour retirer d'une étendue donnée de terre une ou deux récoltes, sans engrais, beaucoup de cultivateurs barbares et avides s'en vont nivelant avec la pioche et la charrue, des champs d'où bientôt la ravine qui survient, emporte ces terres imprudemment remuées, ensablant du même coup les prairies inférieures et entraînant l'humus dans le courant des rivières qui vont les déposer sur des bords plus heureux. Je

ne crains pas d'affirmer que dans certaines communes de nos cantons du nord, le domaine du labour a été ruiné dans une grande partie de son étendue par cette destruction des tertres et je ne sache point de réparation foncière plus urgente et plus utile que le rétablissement des tertres détruits et la création de tertres nouveaux partout où la pente du terrain en révèle la nécessité. Par malheur pour notre pays, de semblables opérations, de même que celle qui est conseillée par l'auteur et qui consiste à remonter au sommet des champs la terre des fonzals, sont rendues très-difficiles par la longueur et l'âpreté des hivers de nos montagnes. Elles ne deviendront possibles d'une manière générale que lorsque le *battage mécanique* des grains, dont la Lozère devra l'introduction à l'initiative de la Société, aura rendu disponibles pour ces travaux tant de journées si précieuses de l'automne qu'absorbent jusqu'aprèsent la dépiquaison ou le battage aux fléaux.

Le paragraphe consacré au *dessèchement du sol* contient seulement un exposé des pratiques communément employées pour la construction des *chaussées couvertes*. C'est là, si je puis ainsi dire le *Drainage* traditionnel du pays. Il est bon d'en conseiller un emploi bien entendu ; mais pour un livre nouveau et tel que celui qui nous occupe, ce n'est pas assez. Au reste ce qui nous porte à croire que la rédaction de ce paragraphe est un peu ancienne déjà, c'est que l'auteur, conduit à prononcer en terminant le mot de drainage, annonce qu'un département voisin du nôtre, celui de la Haute-Loire vient d'acquérir une machine à fabriquer des drains. Or, depuis que ces lignes ont été écrites, en dépit de mille obstacles (moindres cependant que ceux que le drainage semble rencontrer chez nous), la machine en question a fait son œuvre dans la Haute-Loire. Déjà, avant la fin de 1855, plus de 40,000 drains avaient été placés, dont 10,000 environ dans la seule ferme-école de Nohac.

Dans le peu de paroles qu'il consacre au drainage, l'auteur émet encore une opinion que nous ne saurions partager. Nous ne pouvons admettre que bientôt dans notre région granitique, on remplacera par l'emploi des tuyaux de poterie, « *les procédés économiques, il est vrai, dit l'auteur, mais cependant imparfaits du dessèchement au moyen de tranchées empierrées.* » Nous croyons, au contraire, et nous l'avons dit, il y a un an, dans un premier rapport sur le drainage lu dans cette enceinte et conforme à cet égard aux idées des hommes les plus compétents en matière de drainage, que les *tranchées empierrées*, pourvu qu'elles soient *méthodiquement construites, disposées avec des pentes convenables*, et des issues bien ouvertes, peuvent rendre les mêmes services que les tranchées à drains. « Dans « notre plateau granitique, disions-nous, les éléments nécessaires à un excellent *drainage en pierres* abondent « généralement. On sait à quel point le sol d'un grand nombre de champs est surchargé des débris de nos roches, « au milieu desquels l'araire antique poursuit tous les ans « sa marche lente, grâce à l'incurie du laboureur qui croit « même souvent que ces pierres accumulées servent à réchauffer son terrain et à protéger la germination du blé. « Qui ne voit qu'un *drainage méthodiquement pratiqué* à « l'aide de ces matériaux placés ainsi sous la main et à demi « préparés, rendrait un double service, celui de nettoyer « la surface et celui d'améliorer le fond en l'assainissant. Je « dis à dessein : un *drainage méthodique*, parce que le « drainage en pierres a aussi des règles et des procédés insités dans la pratique de nos anciennes *chaussées couvertes* « et que c'est seulement en se conformant aux préceptes de « l'art nouveau, que l'on pourra obtenir de l'emploi des « pierres tous les avantages qui résultent du drainage. »

On nous excusera de nous être cité nous même. Mais

L'importance que nous attachons aux opinions émises dans un ouvrage qui traite spécialement de notre pays est assez grande pour que nos objections, lorsque nous croyons devoir en faire, soient présentées avec un développement proportionné à l'importance des objets. Nous avons en vue d'ailleurs, en citant ce passage, non de relever une erreur, mais de compléter le trop court paragraphe consacré par l'auteur au drainage du sol granitique; et si son livre devait avoir, comme nous l'en jugeons digne, une seconde édition, nous nous permettrions de l'inviter à s'enquérir des remarquables travaux qui ont été exécutés en Ecosse, de consulter les publications récentes et en particulier les instructions sur le drainage en pierres, publiées dans le *Morton's cyclopedia of agriculture*, par M. John Girwood, agent de l'Etat en Angleterre pour l'exécution des travaux agricoles subventionnés.

Afin de ne pas épuiser en un jour l'attention que l'ouvrage dont nous lui rendons compte mérite d'obtenir de la Société, nous remettrons à notre prochaine séance l'analysé du second chapitre relatif à la grande et capitale question des engrais.



REVUE AGRICOLE.

Par M. THÉOPHILE ROUSSEL , Président.



1^o Des laines à l'Exposition universelle.

Le rapport officiel sur les laines de l'Exposition universelle présenté par l'un des membres du jury d'agriculture , M. Yvart , inspecteur général des bergeries impériales , contient des faits dont la connaissance importe à notre département , pays essentiellement producteur de laine , quoique n'ayant pas figuré comme tel à l'Exposition,

Toute l'Europe , à l'exception de la Russie , avait envoyé des laines au Palais de l'Industrie. La presque totalité de ces laines appartenait au type mérinos plus ou moins pur. L'Angleterre seule avait exposé des laines *longues* qui appartiennent à un type tout à fait distinct. Le pays qui s'est placé au premier rang comme producteur de laine , est l'empire d'Autriche , grâce aux magnifiques et immenses troupeaux des grands seigneurs de Moravie , de Silésie et de Bohême : les barons de Mundi , de Barstenstein , Baratta , Skribenski , Dalberg , Zesner ; les princes Kinski , Schwarzenberg , Liechtenstein , Lippe-Schaumburg , Aversperg ; les comtes Mitrowski , Thun , Wallis , Larisch-Mœnich , etc. , qui ont obtenu les médailles d'honneur ou ont été placés en 1^{re} ligne parmi ceux à qui le jury a décerné les médailles de 1^{re} classe.

L'exposition Prussienne (Silésie et Brandebourg) est venue après celle de l'Autriche. L'Espagne et la Saxe , pays très-renommés jadis pour la production de laines fines , n'ont au contraire offert que peu de spécimens. On sait en effet aujourd'hui que la race *mérinos* , soit qu'elle ait dégénéré dans sa patrie , comme on l'a dit , soit , comme il est plus

vraisemblable, qu'elle ait été améliorée dans les pays du nord, n'offre pas les plus beaux types en Espagne et qu'on a vu la reine d'Espagne elle-même chercher à améliorer ses lainages par l'emploi de béliers Saxons.

Dans un exposé sommaire qu'il donne des causes qui influent forcément sur les caractères des laines, M. Yvart fait les observations suivantes : « La finesse des laines, dit-il, est en relation directe avec le peu d'épaisseur de la peau ; moins la peau a d'épaisseur, plus fine est la laine. Les petites races ont le derme plus fin que les race de grande taille ; la production de la laine fine est donc plus facile avec les petites races. Le cultivateur qui substitue les moutons de petite race à de grands moutons, augmente l'étendue de l'organe sécréteur de la laine. Si 2 moutons du poids de 25 kilos chacun sont substitués à 1 mouton du poids de 50 kil., les deux peaux des animaux de 25 kil. dépasseront de beaucoup en étendue celle du mouton de 50 kilogrammes. (1)

« A l'Exposition universelle il a été facile de bien constater quelles toisons les plus fines ont été en même temps les plus petites et qu'elles ont été produites par les pays où l'on tire peu de parti de la chair des moutons, considérés comme animaux de boucherie, telles sont l'Allemagne et l'Australie.

« Pour conserver les races mérinos petites, il est reconnu qu'il faut les nourrir modérément surtout pendant la période d'accroissement ; or c'est le contraire que l'on doit faire lorsqu'on élèvera surtout en vue de la boucherie.

« L'élévation du poids des toisons dans les animaux médiocrement nourris peut être obtenue par le développement démesuré de la peau qui forme des plis sur le cou, sur les cuisses et sur d'autres parties du corps ; mais il arrive alors que la laine est fort grossière sur ces plis et que la toison est

(1) Mais peut on dire que l'entretien de 2 moutons de 25 kilogr. ne coûtera pas plus cher que l'entretien d'un mouton de 50 kilogr ?

fort peu homogène, tandis que sur de fortes races largement alimentées l'accroissement du poids des toisons provient surtout de l'allongement des brins de laine et de leur consistance plus grande. C'est ainsi que les laines mérinos Françaises deviennent fréquemment d'excellentes laines pour peigner, tandis que les laines mérinos étrangères plus courtes, plus fines, plus élastiques, présentent plus fréquemment les meilleures qualités pour subir l'action de la carde et entrer dans la fabrication du drap.

« Pendant sa croissance, dit encore M. Yvart, la laine est garantie du contact des corps étrangers qui peuvent l'altérer par une matière grasse sécrétée par la peau et qui entoure chaque filament de laine depuis sa racine jusqu'à sa pointe. Plus cette matière se conserve dans la toison, moins la laine s'impregne d'eau pendant les temps humides, moins elle se dessèche par une température opposée. L'action successive de la sécheresse et de l'humidité altère considérablement les laines fines. Cette disparition de la matière grasse est en outre très-grande quand les toisons sont pénétrées par du sable et de la poussière, ce qui arrive d'autant plus que les bêtes habitent et voyagent dans des pays plus sablonneux et portent des toisons moins tassées. Chaque grain de sable qui pénètre dans la toison lui enlève une partie de l'enduit qui défend la laine ; celle-ci en devient sèche et cassante. Les laines envoyées à l'Exposition par les départements des Bouches-du-Rhône et des Pyrénées-Orientales, toutes celles qui ont été envoyées par l'Espagne offrent à des degrés variés les altérations dont il s'agit. Dans quelques-unes elles s'étendent jusqu'à la racine des brins ; dans quelques autres elles se bornent à la pointe des mèches. La nécessité existe cependant pour ces pays de tirer parti des pâturages qui permettent d'entretenir à peu de frais des bêtes ovines ; seulement les laines très-fines s'y altérant plus que toutes les autres, il faut donner la préférence à des animaux de laine moins fine.

« Dans le centre et le nord de la France, ajoute M. Yvart, et dans les parties de l'Allemagne qui ont envoyé des toisons, la production des bêtes ovines cesse de constituer une industrie pastorale pour devenir une partie de l'agriculture. De là proviennent l'usage des bergeries et la formation d'approvisionnements de fourrages pour y nourrir les troupeaux et former des fumiers; de là aussi le parbage des moutons sur les terres labourées. De ces pratiques la dernière seule a de l'inconvénient pour la laine : le contact de la terre sur laquelle couchent les moutons n'altère pas toute la longueur des mèches, mais il peut nuire à leur extrémité. (Le parbage est beaucoup plus fréquent en France qu'en Allemagne). Plus le mouton est domestique, plus il est abrité dans les bergeries, plus les laines fines conservent leurs qualités. L'habitation dans les bergeries étant tout à fait nécessaire dans les pays froids, où l'hiver est fort long, on conçoit que les contrées froides sont surtout appelées à produire la laine qui a le plus de valeur. »

Après l'Allemagne qui s'est placée au premier rang pour la finesse et la valeur de la laine, vient la Suède. L'Exposition de ce pays a contribué à démontrer combien dans les pays froids, dont l'hiver est fort long, la laine mérinos peut acquérir de qualités et combien les troupeaux de cette race attirent l'attention en Suède. — L'Australie, où la production des laines a pris un développement qui ne paraît pas près de son terme a obtenu à l'Exposition six médailles de première classe et quatre de deuxième classe. On sait que dans ce pays les animaux vivent constamment en plein air et si, malgré cela les laines exposées ont offert toutes à divers degrés la douceur et la longueur qui les font rechercher pour plusieurs emplois par des manufacturiers de l'Europe, il est certain que ces laines n'ont pas le même degré d'élasticité que les laines du nord de la France et de l'Allemagne.

L'exposition de la France comprenait : 1° des toisons mérinos du plus grand poids , d'une finesse moyenne , en général destinées à être peignées. Ces toisons proviennent de troupeaux très-estimés en ce qu'ils donnent beaucoup de laine et des animaux qui se vendent bien pour l'engraissement. (Aisne , Seine-et-Marne , Eure-et-Loir). 2° des toisons mérinos plus fines et moins lourdes (troupeau de Rambouillet), de Naz (Ain) ; 3° des produits de la nouvelle race mérinos de M. Graux, de Manchamp ; 4° des laines des sous-races obtenues par l'emploi des béliers anglais ; 5° des laines anglaises de types purs.

A propos des laines provenant de la bergerie impériale de Rambouillet , M. Yvart s'exprime ainsi : « lorsqu'en 1786 on fonda le troupeau de Rambouillet au moyen de mérinos que le roi d'Espagne donna à Louis XVI , on fit peindre des béliers et des brebis de ce troupeau. M. le baron Daurier , directeur actuel , a eu l'heureuse idée de placer ces portraits sous les yeux des agriculteurs qui visitent l'Exposition et des Daguerreotypes pris sur les animaux qui en 1855 composent la bergerie. Depuis 1786 jusqu'en 1855 le troupeau s'est toujours reproduit par lui-même , sans introduction de béliers et de brebis autres que ceux qui l'ont primitivement formé. La comparaison des animaux de 1786 avec ceux de 1855 démontre combien la conformation des seconds a été avantageusement changée. Considérés comme bêtes de boucherie les mérinos de Rambouillet sont bien meilleurs que les anciens mérinos espagnols.

Quant à la laine , une série d'échantillons prouve que depuis quelque temps les mèches en sont devenues un peu plus longues. Les toisons de Rambouillet sont de moyenne finesse. Il ne pourrait en être autrement à cause de la grande taille de ces animaux et de la nourriture abondante qui leur est donnée. Elles sont cependant un peu plus fines et moins

lourdes que celles de beaucoup de troupeaux de la Picardie, de la Beauce et de la Brie formés originairement par l'emploi des béliers de Rambouillet. Le troupeau de Rambouillet ne parquant pas, donne aussi des toisons peu chargées de terre.

Parmi les autres troupeaux français dignes de fixer l'attention publique, il faut noter celui que le général Girod a créé dans le département de l'Ain, à Naz, au commencement de ce siècle. Celui créé à Mauchamp (Aisne) par M. Graux; le troupeau impérial de Gévrolles (Côte-d'Or); le troupeau de l'école vétérinaire d'Alfort, etc. M. Yvart s'exprime ainsi sur le premier : « Le troupeau de Naz constitue en France un troupeau exceptionnel. Nul autre ne possède une laine aussi fine, d'autant de qualité; mais peu de troupeaux français sont d'aussi petite race. Les bêtes à laine vivent à Naz sur de maigres pâturages qui ne pourraient entretenir un type de plus forte taille; elles ne sont pas employées au parcage des terres, elles n'émigrent pas et ne voyagent pas comme le font chaque année les troupeaux de la Provence. »

Arrivant ensuite à s'occuper des laines si remarquables du troupeau de Mauchamp, M. Yvart observe, que suivant leur destination pour la carde ou pour le peigne les troupeaux doivent être différemment dirigées. M. Graux, dit-il, a développé au plus haut degré, dans des animaux de race mérinos plusieurs des qualités des laines destinées à être peignées. Son exposition comprend des laines d'une longueur, d'une douceur et d'un brillant exceptionnels, ne présentant que très-peu d'ondulations et très-peu d'élasticité, mais beaucoup de force et de résistance. Ces laines se rapprochen bien plus par leur forme des caractères des toisons anglaises du Kent et du Leicestershire que des caractères du type mérinos; mais infiniment plus douces et plus fines que ces toisons anglaises elles sont d'une valeur beaucoup plus grande. En se

servant d'abord en 1828 d'un béliet qui avait accidentellement ce lainage exceptionnel, en employant à la reproduction des béliet qui avaient hérité de ce lainage, en écartant de la bergerie tous autres étalons M. Graux est parvenu à créer aujourd'hui un troupeau de plus de 600 bêtes dont la laine se vend un prix fort élevé. Un filateur lui a donné le nom de *Caehemire indigène*, qui a l'avantage de donner une idée de la douceur et de la finesse de la laine de M. Graux, et l'inconvénient de faire supposer que l'animal qui la produit appartient à l'espèce caprine.

« Pour produire des laines aussi fines que celles de M. Graux, il faut nécessairement, ajoute M. Yvert, que les animaux croissent lentement et restent petits. La *Bergerie impériale de Gévrolles* sert à démontrer ce que devient la race de M. Graux, lorsqu'elle est abondamment nourrie et d'un autre côté elle sert à faire voir les caractères des toisons que donnent les béliet de Mauchamp, lorsqu'on les emploie dans un troupeau de mérinos à laine terne et onduée. Les toisons résultant de ces accouplements diffèrent de celles de l'ancien type mérinos par un peu plus de douceur et de résistance, qualités fort recherchées pour plusieurs genres de fabrication. Leur élasticité est suffisante pour qu'elles se peignent et se filent par les moyens employés pour tirer parti des laines mérinos ; les laines pures de Mauchamp, ont si peu d'élasticité, elles ont une surface tellement lisse qu'elles ne peuvent être employées tout à fait comme les laines mérinos. »

La catégorie des toisons provenant d'animaux de sous-races métisses obtenues par l'emploi des béliet anglais, offre des laines d'un brin toujours plus dur, surtout lorsque dans la création de la *race charmoise* (créée en vue de la boucherie), le sang anglais a été mêlé surtout à celui de nos races communes du Berri ou de la Sologne.

Enfin l'examen des toisons provenant des animaux de race anglaise, élevée en France, tend à démontrer, selon M. Yvart, combien s'altèrent rapidement dans nos bergeries les toisons à laine très longue, que les anglais produisent aisément sur des animaux maintenus constamment en plein air.

Lorsqu'on met, dit-il, des dishleys et surtout des Cots-wolds dans des bergeries où vivent en communauté un certain nombre d'animaux, leurs mèches de laine sont disposées à se mêler quelquefois d'une manière inextricable, par suite des pressions qu'exercent sur les toisons les portes, les rate-jiers et le contact des autres moutons. La toison peut se feutrer sur le dos des animaux et se gâter à cause des débris de fourrage qu'elle contient. Elle contribue alors en outre à altérer la santé des animaux en ce qu'elle laisse difficilement passer la transpiration cutanée. •

Tels sont les faits les plus remarquables que l'Exposition universelle a permis à M. Yvart de mettre en lumière, relativement à la production de la laine de France et de l'étranger.

2^o *Des nouvelles machines agricoles.*

Notre collègue, M. Henry Doniol, dit M. le Président, nous a donné dans un récent *Bulletin*, une notice intéressante sur les expériences faites à Trappes et particulièrement sur les machines à battre. Nous croyons utile d'insérer ici comme complément de cette notice quelques résultats que nous trouvons exposés brièvement dans la 1^{re} partie des *Visites et études du Prince Napoléon au Palais de l'Industrie*. (2 vol. Perrotin 1855). On lit page 56.

« Le *Battage*, a été plein d'intérêt. L'importance que les machines à battre ont prise s'explique par les résultats prodigieux qu'on obtient. Voici les résultats obtenus en une demi-heure.

Six batteurs en grange avec leurs fléaux
ont donné en une demi-heure : 60 litres de blé.

La machine Pitts des Etats-Unis a produit 340 litres.

La machine Clayton (Angleterre) 410 litres.

Ces deux machines criblent et nettoient le blé. En outre, quand un épi n'est pas entièrement battu, la machine Pitts le reprend et le reporte à la batteuse.

La machine Duvoir a donné 250 litres

La machine Pinet 150 litres.

Cette machine a un manège très-remarquable ; mais elle ne nettoie et ne crible pas. »

On peut remarquer que ce passage reproduit presque dans les mêmes termes l'appréciation précédemment faite par notre collègue M. Doniol. Ajoutons que la machine Pinet est celle que la Société a cru devoir choisir pour propager le battage mécanique dans notre pays et qu'elle tient dès à présent à la disposition des agriculteurs Lozériens.

Pour l'*ensemencement en lignes* et le *sarclage* on a remarqué surtout à Trappes : 1° le *semoir Garret* (Angleterre) qui semait à la fois du blé et du plâtre ; 2° le *semoir Hornsby* et 3° le *semoir Claës* (Belgique) dont le mécanisme est beaucoup plus simple que celui des semoirs anglais et qui est beaucoup moins coûteux.

• L'opération du *moissonnage*, continue le rédacteur des *Visites*, a présenté aussi un vif intérêt. Ici encore on a voulu faire l'épreuve du bras de l'homme luttant contre la puissance des machines. Deux expériences étaient indiquées :

1° *Fauchage de blé à la faux et par les machines ;*

2° *Fauchage de luzerne par des faucheurs et par les machines.*

1° **BLÉ.** — 6 machines étaient présentes. Chacune avait 12 ares à couper ; 6 faucheurs accompagnés de 6 femmes pour faire les javelles avaient une parcelle égale.

La *machine Mac-Cormick* (Etats-Unis) a fait son travail en 12 minutes.

La *machine Manny* (Etats-Unis) a mis 15 minutes.

La *machine Wright* (Etats-Unis) a mis 18 minutes.

La *machine Cournier*, de St-Romans (Isère) a mis 19 minutes.

Les 6 faucheurs ont eu besoin de 25 minutes.

Les machines Mac-Cormick, Manny et Cournier sont servies par deux hommes, un pour la conduite des chevaux, l'autre pour faire la javelle. Dans la machine Wright il n'y a que le charretier. L'ouvrier javelier est remplacé par un automate.

Dans la machine française de Cournier, la scie (qui coupe les tiges) est remplacée par des cisaillles. Ces cisaillles s'engorgent facilement et c'est pour cette raison qu'elle ne peut couper le vert, de la luzerne par exemple.

Les machines de Manny et de Cormick sont tout à fait rivales. La construction de celle de Manny est plus soignée et doit être supérieure, mais Cormick est l'inventeur premier du système..... Du reste l'idée des machines à moissonner est très-vieille. Pline et Columelle en décrivent.

2° LUZERNE. — Pour pouvoir fonctionner dans la luzerne les machines doivent être modifiées. — Les machines et six faucheurs avaient à couper des parcelles de 14 ares.

Manny est arrivé le 1^{er}; il n'a mis que 16 minutes; Mac-Cormick en a mis 19; les 6 faucheurs ont employé ce même temps, mais ils allaient à pleine fauchée, à la course.

Quatre rateaux sont entrés derrière les machines afin de ramasser le foin. Celui de Howard et celui du Canada ont le mieux fonctionné.

Un magnifique appareil, celui de M. Salaville pour la *conservation indéfinie des blés*, manquait à cette visite. Au moyen de ce système qui remplacera le pelletage et l'ancien

silo et qui consiste dans une ventilation ingénieuse et puissante , à l'aide de tuyaux mobiles de la plus économique simplicité , non seulement le blé est nettoyé grain à grain , mais les ovicules et sporules d'insectes ou de végétaux nuisibles y sont complètement atrophies. L'Angleterre n'a pas laissé échapper l'heureuse et philanthropique idée de cette découverte dont l'application sera bientôt universalisée chez elle , qui peut fonctionner sur l'aire la plus modeste , aussi bien que dans le magasin le plus vaste , à bord des bâtiments , dans les granges, moulins et manutentions et qui doit compter au nombre des plus belles , les plus sûres et les plus utiles inventions modernes,

3° Du mélange du sel au purin et au fumier.

Un homme qui porte un nom célèbre en agriculture , M. Wilhem de Fellenberg , fils du fondateur de Hoffwyl , écrit à M. Félix Villeroy une lettre publiée dans le n° du 20 janvier du *Journal d'agriculture pratique* , et dont nous extrayons les passages suivants , dont la connaissance pourrait être fort utile dans nos campagnes , si les droits qui pèsent sur le sel permettaient à nos cultivateurs de se pourvoir de cette denrée en quantités suffisantes :

« Vous avez entendu dire qu'en Suisse on augmente l'action fertilisante du purin en y ajoutant du sel. Le fait est vrai et c'est le hasard qui a amené la découverte.

« Un paysan avait fraudé un sac de sel ; se voyant découvert et poursuivi il jeta le sac dans sa fosse à purin où les gardes n'allèrent pas le chercher. Dans la crainte d'avoir gâté son purin il ne l'employa qu'avec beaucoup de précaution après avoir fait couler l'eau des toits dans le réservoir pour diminuer les mauvais effets qu'il redoutait du sel. Mais grande fut sa surprise quand il remarqua que l'herbe du pré arrosé avec ce purin , avait une végétation beaucoup plus vigou-

reuse et qu'ensuite il vit que les bêtes préféraient beaucoup ce fourrage à tout autre.

« Après avoir vidé son réservoir il réitéra l'expérience avec du sel non purifié qu'il acheta à bon marché à la saline et les résultats furent les mêmes. La connaissance de ce fait se répandit bientôt ; le gouvernement même s'en occupa et les magasins sont maintenant approvisionnés de *sel-engrais* (dung-salz) que l'on vend aux cultivateurs au prix de 5 fr. les 100 kil. C'est du sel non purifié auquel on ajoute tous les déchets de la saline, mais qui contient encore 75 à 80 0/0 de sel.

« On emploie environ un demi kil. de sel par hectolitre de purin ; dans les terres pierreuses et sèches un peu plus ; dans les terres naturellement humides un peu moins ; dans les terres oxposées à souffrir de la sécheresse, sur les pentes arides, on emploie aussi le sel en le répandant mêlé avec de la terre. Son effet est surtout sensible sur les pois et sur les légumineuses de tout genre, sur les racines, pommes de terre, carottes et rutabagas. On ne s'en sert pas dans les terres fortes et argileuses. Cependant lorsqu'elles sont drainées elles s'en trouvent bien aussi.

« Le sel est encore employé pour l'amélioration des fumiers. On mêle alors ce sel à de la terre pour répandre ce mélange sur chaque couche de fumier et par cet emploi du sel, on obtient chez nous, par l'amélioration des fumiers les mêmes résultats qu'on obtient dans les terres fortes par l'emploi du plâtre.

« Je vous engage beaucoup à faire l'essai du sel dans vos terres légères, bien fumées ou en bon état ; ce n'est que là qu'il fait du bien. »

L^o Du baromètre et de son utilité en agriculture.

La Société ayant décidé qu'elle consacrerait une somme sur son budget de 1856, à l'achat des instruments de physique

nécessaires pour établir sur différents points du département des postes d'observations météorologiques, il nous a semblé opportun d'offrir aux cultivateurs Lozériens, qui lisent notre *Bulletin* un tableau précis des indications utiles que l'agriculture peut tirer de l'emploi d'un instrument qui ne se rencontre peut être dans aucune de nos exploitations rurales, nous parlons du *Baromètre*.

Le baromètre sert à mesurer le poids de l'atmosphère, poids qui varie suivant la plus ou moins grande quantité de vapeur d'eau que l'air contient. Les différences dans les quantités de vapeur d'eau sont liées elles-mêmes étroitement avec les changements de temps, et c'est ainsi que lorsque le baromètre indique que l'air devient plus léger ou plus lourd, bien qu'il ne constate qu'un fait physique simple et un état présent de l'air, il peut servir à faire prévoir, ainsi que l'expérience l'a établi quel est le temps qui se prépare et qui va suivre.

Voici le résumé que nous empruntons au n° 3 du journal *le Draineur*, des principales probabilités établies à cet égard par l'observation.

« Lorsque le baromètre baisse lentement et pendant plusieurs jours, on peut être presque assuré que la pluie est prochaine, et s'il continue à baisser pendant la pluie, il indique la continuation du mauvais temps; s'il descend par une grande chaleur il indique l'orage ou la tempête.

« Son abaissement par un temps de gelée annonce le dégel.

« Un abaissement brusque et un peu considérable coïncide souvent avec un peu de pluie ou un orage, mais cela n'arrive pas toujours.

« Souvent le baromètre baisse pendant plusieurs heures d'une petite quantité pour s'élever ensuite et s'abaisser de nouveau, il n'y a rien à conclure de ces variations.

« Si le baromètre monte pendant plusieurs jours on peut à coup sûr prédire le beau temps.

« Pendant l'hiver l'ascension annonce la gélée et lorsqu'il gèle la neige.

« Si le beau temps vient aussitôt après que le baromètre a monté il est ordinairement de peu de durée ; par contre la pluie qui vient aussitôt après son abaissement dure peu.

« Pour peu que le baromètre monte et continue à s'élever après ou pendant une pluie abondante ou longue, il y aura du beau temps.

« En général le baromètre monte beaucoup quand les vents sont du nord et de l'est ; il descend quand ils sont du sud ou de l'ouest.

« Lorsqu'il y a deux vents qui soufflent en même temps l'un près de terre et l'autre dans la région supérieure de l'atmosphère, si le vent plus haut est nord et que le vent bas soit sud, il survient souvent de la pluie quoique le baromètre soit alors plus haut. Si au contraire c'est le vent du sud qui est le plus élevé et le vent du nord le plus bas, il ne pleuvra pas quoique le baromètre soit fort bas.

« Lorsque la colonne barométrique monte et descend comme par bonds, elle annonce de grandes perturbations dans l'atmosphère, telles que trombes, ouragans, tremblements de terre. »

NOTE

SUR LES RESTES D'UN OËNOTAPHE DU PAPE URBAIN V,

CONSERVÉS AU MUSÉE D'AVIGNON.

ET SUR

LE TOMBEAU DE CE PONTIFE ET SON ÉPITAPHE

Par M. THÉOPHILE ROUSSEL, Président.

Me trouvant à Avignon au mois d'avril de l'année dernière, je visitais en compagnie de notre compatriote M. Laur, ingénieur des mines, le *Musée Calvet*. Je remarquai dans la salle des sculptures du moyen âge une grande table en pierre blanche fixée au mur et contenant une inscription consacrée à la mémoire de l'illustre pontife qui est une des gloires de notre pays. Au-dessous de cette table se trouvait une statue couchée, de grandeur naturelle, mutilée à sa partie inférieure, très-remarquable d'ailleurs par le détail et le fini du travail. C'était une statue du pape Urbain V et tous les caractères de ce monument me paraissaient indiquer une œuvre du 14 siècle. Je m'adressai, pour avoir de plus amples informations, au conservateur du musée, M. Deloye, qui fit à mes demandes le plus gracieux accueil et voulut bien promettre de m'adresser une note écrite que je désirais afin de donner plus de précision et d'autorité tout à la fois aux renseignements que je me proposais de communiquer à la Société sur cet intéressant monument.

Voici cette note que je viens de recevoir par l'entremise de mon ami, le docteur Chauffard, médecin en chef des hôpitaux d'Avignon.

« Le monument dont il s'agit, conservé au musée Calvet., dit M. Deloye, est un cénotaphe élevé par la reconnaissance des bénédictins de St-Martial d'Avignon à leur bienfaiteur et fondateur.

« St-Martial, situé sur la paroisse de St-Didier, après avoir été successivement le palais du roi de Majorque, puis celui de la reine Jeanne, fut, en effet, donné par Urbain V, en 1363, aux moines de Cluny, qui le convertirent en monastère en 1369.

« On sait que le corps d'Urbain V, mort l'année suivante, fut d'abord déposé à Notre-Dame des Doms d'Avignon, dans la chapelle de Jean XXII, puis transféré, suivant ses volontés, à Marseille, pour être enseveli dans l'abbaye de St-Victor. Le tombeau tel qu'on le voit aujourd'hui au musée Calvet est du 14^e siècle. Il se compose d'une statue en albâtre représentant le pape couché. La partie inférieure est mutilée. Au-dessus on lit l'inscription suivante, qui est sur pierre et paraît, d'après la forme des lettres, avoir été refaite au dernier siècle :

VRDANUS V. HUIUS MONASTERII COL
LEGII BENEFACITOR ABBATIE CLUNIACEN
DECANUS AB INNOCENTIO VI. S GERMANI
ANTISSIOD⁽¹⁾ AC POST MODUM S. VICTORIS MASSIL.
ABBAS CREATUS APOSTOLICUS APUD MEDIOLAN
LEGATUS AVENIONE SUMMUS PONTIFEX ELIGITUR
AETATIS SUÆ ANNO LIII CHRISTI MCCCLXII
POST EXCEPTAM ROMÆ JOAN. PALLEOL IMPERA
CONSTANT. FIDEI PROFESSIONEM ET IN HAC
CIVITATE JOANNIS GALLIARUM REGIS OBEDIEN
TIAM PONTIFICATUS SUI ANNO VIII MENSE IV
MONACHALI QUEM NUMQUAM DIMISERAT INDU
TUS HABITU MORTUUS IN METROP. AVENION.
SEPULTUS XVII POST⁽²⁾ MENSE MASSILIAM
TRANSLATUS⁽³⁾ MULTIS DIU
CLARUIT⁽⁴⁾ MIRACULIS.

(1) Au lieu de AUTISS, par erreur.
(2, 3 et 4) Ces trois lacunes existent sur l'inscription lapidaire. — Suivant une copie faite par l'abbé Deveras vers 1750, l'inscription se terminerait ainsi :
..... SEPULTUS DECIMO POST MENSE MASSILIAM TRANSLATUS IN
ABBATIA D'YLTORIS MULTIS DIU CLARUIT MIRACULIS,

« Il n'existe plus de traces de l'inscription primitive qui a été reproduite plus ou moins fidèlement au XVIII^e siècle sur la pierre conservée au musée.

• Cette pierre, aujourd'hui placée au-dessus de la statue, était autrefois au-dessous, comme l'indique cette note de l'abbé Devéras (Ms. de la Bibl. du musée Calvet) :

« Sous la statue du B. pape Urbain V, qui est contre la muraille, directement au fond de l'église, on lit sur une pierre blanche ces paroles. » Suit l'inscription ci-dessus transcrite, avec de légères variantes.

La statue du pape Urbain fut retrouvée vers 1836 dans le jardin de St-Martial, où elle avait été jetée pendant la révolution lors de la violation des tombeaux de cette église. L'inscription refaite était restée dans l'église. Le tout a été donné par la ville au musée Calvet, à l'époque de la découverte.

La statue, qui est mutilée à la partie inférieure, un peu au-dessous du genou, a encore 1^m 72 de longueur à partir du sommet de la tiare. La figure est évidemment un portrait. Le nez seul est mutilé. La tête paraît un peu plus grande que nature, ce qui était du reste dans les habitudes des artistes du moyen âge. »

Ce caractère massif et puissant de la tête, dont parle M. Deloye, ne doit pas être attribué uniquement au goût de l'artiste ; il faut probablement y voir aussi, sinon la reproduction exacte au moins une réminiscence de la figure même d'Urbain V, que nous savons, par d'autres documents, avoir offert ce même caractère qui s'observe fréquemment chez les enfants du Gévaudan. Papirius Masson nous assure que la statue qui se voyait de son temps sur le véritable tombeau du Pape, dans l'église de St-Victor, le représentait avec le *visage obèse* et les *joues pendantes*. (1)

(1) In mœde Victoris ubi sepultus jacet effigies ejus adhuc viditar quæ obæso vultu et pendentibus genis illum fuisse demonstrat.

On me permettra de ne pas quitter ce sujet sans ajouter quelques mots sur la destinée qu'a eu ce dernier monument et sans rappeler la pénible émotion que j'éprouvai, lorsqu'il y a seize ans, recherchant en divers points de la France et de l'Italie la trace des bienfaits et des œuvres d'Urbain V, je vis qu'il ne restait plus le moindre souvenir de ce grand pontife dans cette ville de Marseille qu'il avait comblée de faveurs et où il voulut être enseveli, au milieu de ses frères de l'abbaye de St-Victor.

Ses restes y furent, suivant sa volonté, transportés 17 mois après sa mort, sous la conduite du cardinal Anglic de Grimoard, son frère, escorté de la plupart des prélats et abbés des provinces du Midi. Le corps, enfermé dans une caisse de bois recouverte de velours rouge, fut remis solennellement à l'abbé de St-Victor, en présence des *Damoiseaux et Syndics* de Marseille, et placé dans un tombeau situé, suivant l'historien Ruffy (1), *à droite du grand autel de l'église supérieure du monastère*. Ce tombeau, d'après les formelles prescriptions du Pape, était simple et sans ornements; mais l'auréole de sainteté qui entourait le nom d'Urbain, attirant bientôt de toute part les fidèles, les moines de St-Victor jugèrent qu'une pierre sans inscription était indigne du personnage qu'ils étaient si glorieux d'avoir eu pour abbé. Ils ouvrirent le tombeau en 1381 et en retirèrent les restes qui se trouvaient contenues dans deux caisses dont l'une enfermait le corps et l'autre les derniers vêtements du pontife et un peu de terre d'Avignon. Ils les placèrent bientôt après dans un monument somptueux à la splendeur duquel le frère du roi Charles V, Louis d'Anjou, roi de Naples et comte de Provence, voulut contribuer. Ce prince fit don de lampes magnifiques qui devaient brûler perpétuellement

(1) Hist. de Marseille. Livre XI.

devant le tombeau, à la garde duquel un religieux fut spécialement attaché avec le titre de *gardien du tombeau du pape Urbain de sainte mémoire*.

C'est ce monument que Papirius Masson paraît avoir connu et qui fut dévasté pendant les troubles dont Marseille fut le théâtre au 16^e siècle. Ruffy assure que la figure du Pape était entièrement en argent.

Nous savons que les moines avaient composé en rimes latines, une épitaphe en l'honneur d'Urbain, laquelle avait aussi disparu au temps de Ruffy. Mais nous considérons comme hors de doute que ce morceau n'était pas autre que celui qui nous a été conservé par Duchesne (1) et qui « *se lisait*, dit-il, *sur un tombeau de marbre, joignant le grand autel de la chapelle de St-Pierre en l'abbaye de St-Victor de Marseille.* » Voici cette épitaphe :

Hic requiescit Urbanus Pontifex in ordine quintus
Summus divinitus Romanorum præsul electus,
Auctor bonorum, lux, censor norma que morum
Speculum cunctorum dogma, dux que monachorum
Bonorum ductor, malorum quoque corrector
Justiciæ tutor studiorum que reparator
Nullius acceptor direxit justiciæ libram
Virtutibus fulgens, cunctis jura reddidit idem
Atque simoniam sui splendore fugavit
Ecclesias, nempe reparavit Romæ divinitus
Apostolorum que capita nunc recondidit
Pauperes alendo Christi mandata complevit.
Hic que Bonus Pastor ad fidem Christi reduxit
Græcorum Cæsarem erroris caligine tectum
Post labores tandem multos desuperque vocatus

(1) Hist. des Card^x franc. T. 2. preuves.

Inter fratrum manus , illa facta , membra resolvens
Ad tumulum hujus languentum membra sanantur
In multis aliis provinciis que clare constat
Necnon Italiâ ab ipso multum amata
Miraculis late hoc in Hispaniâ patet
Ac in Bohemiâ nobilique Franciâ totâ
Gaudet provincia , Arelatensis sive vocata
Per tanta signa , meritis Urbani ornata
Ergo , mente purâ , te , Urbano Beato ,
Pontifici summo , Lector devote , commenda
Anno millesimo trecento quoque septuageno
currente domini , mensisque decima nona
Decembris erat dies anni , beatus iste
Urbanus ad Christum , transitu felici , migravit.

Lorsque je parcourais, près du port de Marseille, au pied du mont de Notre Dame de la Garde, les ruines de cette antique abbaye qui étendit sa juridiction jusque dans notre Gévaudan, dont les principaux monastères bénédictins étaient sous sa dépendance, je remarquai, non sans tristesse, que les étrangers curieux, qui vont encore en petit nombre visiter ces lieux, n'y rencontrent plus aucun souvenir de celui qui en fut le principal et le plus glorieux bienfaiteur. Ils retrouvent dans l'église souterraine de Saint-Victor la grotte à laquelle demeurent attachées la tradition du repentir de Madelaine et la mémoire de Cassien, ce premier père des moines d'Occident; mais l'église supérieure ne présente plus que des murs délabrés et sans aucun vestige de ce tombeau somptueux près duquel les fidèles ont été si long temps attirés par la renommée du pontife et par le bruit des miracles accomplis à son intercession.

EPITRO A JON

SOUBRÉ L'AGRICULTURO ,

Par M. l'abbé BALDIT , Membre ordinaire.

L'hiber o coumençat sa curso
Lou négre è cruel aquiloun
Eschapat des antrés de l'Ourso ,
Régno én mestré dins lou baloun.
La neou dins la campagno aboundo.
Dé le nuech lou soufflé brutal
Dé la ribieiro o glaçat l'oundo ,
E hastit dé pouons dé cristal.
Tout es én do dins la naturo.
Lous bousquechs soun muchs è désers.
La troupo des chantrés des ers ,
Faouto d'abric è dé pasturo ,
Bé dé quitta nostré séjour.
Tou- es flétrit dins lou parterro.
Lou grond uël dé l'astré del jour
A regret esclairo la terro.
Dins las campagnos é dins l'er ,
Dé la mor lou silénço régno.
Hurous qu'o prou blat è prou légno ,
Per passa lou téms dé l'hiber.
Té ta porto toujours barrado.
Sons lous tapa laïssés pas traou ,
Ni fénto qué dounoun éntrado
A l'halé glaçat del mistraou.
Cocho lou frech dé ta démore.

Tont qué pourras té lou déforo.
L'homé al trabal n'es pas ardit,
Quond o lou cors tout éngourdit.
Moumén perdut noun si récobro.
Toutes las sasous on lur obro.
Per lou bouriaïré diligén,
Quond aourio soun cobré è d'argén,
L'hiber n'es pas un téms dé brodo.
Lou trabal es toujours dé modo
Té luèn del mas l'oisibétat.
Faï tous espléchés per la primo.
Met tous éntimbrés én estat.
A l'obro fasios pas la frimo
Es houro dé planta lou bon
Met-té bîté én trin à l'émbon.
Monco à tas clédos dé tabèlos.
Met los è faï né dé noubèlos,
Per parga pus tar tous montous.
Del charri réparo l'émbaïsso.
Pétasso lous traous dé là caïsso.
Sarro lous anels des boutous.
Met d'aoureillètos à l'araïré
Margo bien justé lou dénta,
Quéqué siajo ajudo al laouraïré,
E tout né bal miel per l'ousta.
A l'exémplé des mestrés sachés,
En haléno té tous messachés.
Sons countestatïou ni rambal,
Qué cadun oné à soun trabal.
L'homé prudén eomto sas maillos,
E tout ou beï sous soun chapel.
Surbeillo dé près tas aoumaillos,
E faï caouco bisto al troupel.

Qué cado douno sio réclado ,
E la pasturo bien mesclado
E qué del bioou à l'agnélou ,
Tout atrapé soun moucélou.
Per qué sio méns inhabitalé ,
Faï cado jour cura l'estaplé ,
E pourta lou fêns al rétrach.
Laïssés pas ré , ni pis , ni bousou.
Plognés pas un cop de balach ,
Per essugna la terro eibousou.
Ou sabés , Jon , la prouprétat
Es l'amigo dé la santat.
Saché bouriaïré ré n'estrasso.
Felzé , canisso , paillo traço ,
Tout li ron serbicé à la fi.
N'as dé cobré , faï bien litieiro.
Léou beires l'estaplado éntieiro
Mètré dé graïssou è lou pia fi.

Laïssés pas pèndén la journado ,
Sons occupatiou ta meinado.
Paou , coumo al malaouté , è soubén.
Joubé è biel , l'obro tout coubido.
Sé counserbo touto la bido ,
Cé qué s'inouculo al joubén.

Lou termé dé la taillo expiro.
La dubén toutés à l'Estat.
Aquel diouté un cop acquittat ,
L'on es à l'aisé è l'on respiro.
Lou bras for del Gubernomén
Té l'horro licénço asserbido.
E faï coula sons pessomén
Lous jours d'aquesto courto bido.
Nous asséguro aquel impaous

La libertat è lou répaous.
Amaï siajo labado è néto ,
Négligés pas maï ta lanéto.
Es houro dé la travailla.
Tusto li d'estoc è dé taillo.
Fai d'argén per paga le taillo ,
E d'estofo per t'habilla.
Jusqu'al pastré qué tout travaillé.
Laïssés pas dégus én répaous.
Despartis toun obro à prépaous ,
Sé bouos faire quicon qué baillé ;
E té l'i tous géns abisachs.
Gaïre dégus n'aouro la flémo ,
Siajo al chabalet , siajo as aehs.
Sé dounés l'exémpilé tu mémo.
Met pénchés è tournet én trin ;
Qué la sirbénto fialé prin.
Aouras maï dé pèços à faire ,
E miel onoro toun affaïré.
Dé la preïssou tout sé ressén.
Bien è prou bon pas dé coumpagno.
Qué noun s'arresto à la campagno ,
Sas.flourétos gaïré noun sén.
Jamaï mèschantou merchandiso
Noun o fach bouono chaïandiso.
Lou courré arret leou lou chabal.
Quon l'aouro es forto, ma l'on bénto.
Fai-né méns è miel. A la bénto ,
Lou près pagaro toun trabal.
Tenios pas la gorjo barrado ,
Al rouar qué caouco l'airado.
Miel lou mestré soun asé païs ,
Miel l'aourellar porto lou faïs.

N'espèrés pas jamaï bèlo obro ,
D'aoubrié qu'à taoulo noun manobro.
L'on o bel faïré è marouna ,
Suiban la bido lou journa.
Cha sous dréchés à la naturo.
Sé bouos qué sijoun diligéns ,
Clabes pas la micho à tous géns.
Pas dé trabal sons nourrituro.

Del diménché fidéломén ,
Faï garda lou coumandomén.
Té tous garçons luën dé l'aouberjo ,
E tous messachés atabé.
S'és nécessari , prén la berjo.
Païré è mestré ac'os toun débé.
O léou l'halé dé la licenço
Flétrit la flou dé l'innouçénço ,
E dounat à l'amo la mor.
Lou joc è lou libertinaché ,
Aqui , cado jour , sons rémor ,
Fon lou pus hourriplé earnaché.
Qué d'éfons rabiehs sons rétour ,
A la maternello téndresso.

Méns afamat es lou booutour ,
E méns cruèlo la tigresso.
En l'i pènsén lou cur bous do.
Eici mémo . qué d'oustalados ,
Qué dé famillos désoulados
Né portoun éncaro lou do.

Talo es dé l'amo la naturo.
La prièro es sa nourrituro ,
Coumo lou granet dé froumén
Del cors dé l'homé es l'alimén.
Lou justé ambé soun assisténço ,

Sé toumbo , s'ès léou rélébat.
L'esprit del ma sons résisténço
Li cèdo lou chom del coumbat.
La mountogno d'aquesto bido
Sons grons oubstaclés es grabido
S'aquel anjo sec pas à pas.
A la prièro humblo è ferbènto
Què la foué ron toujours bibénto ,
Lou ciel jamaï résisto pas
La prièro ambé la sachesso
Fon d'aquesté mourtel séjour
Tout l'ournomén e la richesso.
Cado bespré è mati del jour ,
Séloun lou biel è sént usaché ,
Préjat énsémbilé lou Bouon Dious ,
E per lous mouors è per lous bious.
Beiras prouspéra toun meinaché.
Sourréto dé la piétat ,
La pèsiplo fèl'citat
Séro ta fidèlo coumpagno.
La grèlo è lou négre aquiloun ,
Tout respectoro ta campagno ,
E lous aoubrechs dé toun baloun.
A miéchour sé l'estialo es bèlo ,
Aro qué l'obro preisso méns ,
Dispaouso dé caouqués mouméns.
Prén lou martel è la manouèto ,
E baï léba lous bédélous.
Grons è pichochs de touto espèço ,
N'as dous , ou très , à cado pèço.
La terro par à bels malous.
Garò , s'arribo la rahino ;
Dé tous chomps adious lou founza :

Cher ou pago qué trop lambino ,
E qué del téms sap pas usa.
Amaï té costé un paou dé péno ,
Dé tous choms pétardo lous rons.
Faï né dé flochs , sec bien la béno.
Paouso à la pèdo lous pus grons.
Ta paret séro pus soulido.
E piei tas pénos è toun téms ,
Té lous pagaro la culido ,
Sé noun ou gasto lou printéms.

Baï quond auras lébat lous passés ,
Faïré uno butado as clapassés.
Garò peiros è rouquillous.
Où naïssio pas un plampoun d'herbos ,
Récoultaras poulidos gerbos ,
E tous chons débéndron millous
Coumo li faï , cadun l'i trobo.
Qué siajo chom , que siajo prat ,
Ba lou douplé bien réparat.
S'ou crésés pas , faï-né l'esprobo.
Maï lou trabal es dur è lon ,
E maï la terro ambé largesso ,
Proudigo à l'homé , al bout dé l'on ,
E sous trésors è sa richesso.
Del laourairé è del meïssounio
La susou ramplis lou granio.

Un trabal à l'antré faï plaço ,
Coumo lou jour succèdo al jour.
Bouon mestré gaïré noun sé lasso.
A l'ohro es lou prémio toujour.
As à faïré la pus urgénto.
Lous chamis soun én piétre estat.
Met l'antré trabal dé coustat ;

Prén ta famillo diligénto :
Joun tous rouars atialo-lous.
Ou bésés, las horros abessos ,
E las rabinos pus dibessos
N'on fach dé toutos las coulous.
Animo toun moundé à l'aoubraché,
Qué tout travaillé ambé couraché ,
L'i sios lou pus éntéressat.
Dirai bé maï : l'i sios fourçat.
Per lous bioous è per la mounturo ,
Malgré qu'ajoun prou dé couret ,
N'es pas poussiplo la culturo ;
E méns encaro lou carret
E del fêns è dé la récolto.
Tout toun bé n'és pas à la porto.
As dé choms luën , lous cha fuma ,
E piei las gerbos estréma.
Las réjos où la rodo énraillo ,
Coublo-los ambé dé peiraillo.
Siajo dé maril , ou dé graou ,
Sons lou rompli , laïssés pas traou.
Per dé destours è de bricolos ,
Quond toumboro l'aïgo del ciél ,
Faï-la bersa dins las rigolos.
Lou chémi s'én trouboro miel,
As passerachs tirés ta poudro ,
E susés inutilomén ;
Sé noun curés è terro è loudro ,
Per li douna d'escoulomén.
Occupo tous géns , las beillados ,
Après qu'aouret prés lou répas.
Ou bésés l'obro monco pas.
Tas cadieiros soun despaillados ;

Las charbos moncoun as panios ;
A las deschos las coustadieiros.
Ton miet , sé tous amarinhos ,
As poudat è tas aonganieiros.
Tous paillassous noun baloun ré :
Al drissadou monco un grillaché.
As bésoun d'ou préné à derré ,
E dé faire un bouon rébillaché.
Moplé biel qu'on l'as réparat ,
Té ser eoumo un noou bien daourat.

La founto dé la néou couménço.
A gronds passés bé lou bel téms.
Haléno déjà lou printéms.
Abon d'assaca la seménço ,
Al chom carréjo toun fumié.
N'espérés pas qué l'agaouséto
Entrinqué dins l'er sa muséto ,
E qué roucoulé lou ramié.
Adoun l'obro séro preissado ,
E la sésou fort abançado.
Laïssés pas briso ucompo tout.
Mé té récoumondé surtout ,
Lou migou del bestia dé lono.
Aquel éngrais o dé balou ,
Né ba la péno , souegno-lou.
E sec la charra la pus plono ,
D'un cop d'arpo l'auuras chanjat.
As émbirouns dé la sènt Jordi ;
Quond boudras séména toun ordi ,
Toun fèns séro tout carréjat.
Lou téms dé la quinzéno arribo.
Ou sabés , sé cha coufessa.
Es houro , Jon , dé li pénsa.

Bouon biaché faï qué bien estribo.
Maleirous qué met dé coustat ,
L'affaïrè dé l'éternitat.
Qué per soun moundé o dé tendresso ,
Lou drech chémi li diou moustra.
Quond lou païré tiro la resso ,
Lou garçou tiro lou peitra.
Per toun exéplè stimulado ,
Sur pé sé mettro l'oustalado ,
Per s'acquitta coumo coumbé ,
D'aquel gron è pious débé.
Lous jours dé la sémmono sénto ,
Préjat ambé maï dé ferbou ;
Ménat uno bido innoucénto :
Démandat al ciel la fabou
Dé la pus bibo répénténço.
Per lou juné è la péniténço
Préparat à Dious humblomén ,
Uno démore dins hostro amo ,
E demandat li qué sa flamo
La counsumé èternéломén.

ÉTUDES CRITIQUES

SUR L'ORIGINE DE L'ÉGLISE DE MENDE

ET

SES PREMIERS EVÊQUES.

(SUITE.)

La Bulle d'or est plus explicite sur l'origine, la nature et l'étendue de la puissance des évêques-princes du Gévaudan ; Louis VII, roi de France, au nom de qui elle fut donnée reconnaît la puissance souveraine et indépendante dont ils ont joui jusqu'alors, et tout en recevant le serment de fidélité de l'évêque Aldebert, il ne se réserve aucun droit sur ses terres (1). Du reste la Charte ne parle pas de la tradition de Saint-Sévérien. Les termes de cet acte sont loin, par leur réserve étudiée, d'être aussi favorables aux droits de l'évêque que ceux du Paréage. Nous relèverons entr'autres un détail qui n'est pas sans quelque importance. L'acte du Roi dit, en parlant du motif qui a déterminé l'Evêque à prêter le serment de fidélité : *Religiosè cogitans mortalis gladii justitias ad virgam regni pertinere* ; un acte postérieur explique d'une manière plus plausible la conduite de l'Evêque ; voici ses expressions : « en icelui temps y avait un Evêque et

(1) S'il était besoin, on confirmerait les termes de la Bulle d'or par de nombreux actes postérieurs. Il en est un surtout remarquable à cause de la solennité qui l'environna. C'est une enquête faite avant le Paréage de 1306. Parmi les dépositions des témoins on en trouve plusieurs qui déclarent avoir vu, et l'un d'eux avoir porté lui-même à certaines processions, un aépêtre remis par Louis-le-jeune à Aldebert comme insigne de la souveraineté que cet évêque et ses successeurs devaient conserver sur le Gévaudan (*Instruction* pour Messire de Baglion de Lasale § 4, p. 26 et § 10 p. 73.)

« Roi , qui était de la maison de France , appelé Aldebert ,
« lequel considérant que sa propre charge n'était pas de gou-
« verner et conduire ledit royaume, désirant vivre et vaquer
« en oraisons et contemplations , et voyant qu'aucun de ses
« voisins lui donnaient plusieurs grandes vexations et tra-
« vaux , tendant afin de lui enlever , usurper et ôter son dit
« royaume , et que les grands et puissants vassaux de son
« dit royaume , le condamnaient et méprisaient tellement
« qu'à grand peine en pouvait il avoir domination , à cette
« cause l'an 1161 , il s'était retiré devers le Roi Louis
« etc. » (1)

On comprend cette conduite de la part d'un Evêque , quand on voit les tracasseries que l'exercice de la puissance temporelle trainait à sa suite. Outre les conflits nombreux qu'il créait entre l'Evêque et le chapitre, c'était des vasseaux insoumis à dompter ou à retenir , comme en fait foi l'acte que nous venons de citer ; c'était les habitants de la cité de Mende , qui eux aussi aspiraient à leur part d'indépendance (2) , qu'il fallait rappeler au devoir , quelquefois même en luttant contre l'autorité royale qui cherchait à amoindrir la puissance des grands seigneurs , au profit de la royauté ou des communes. (3) Un de ces Evêques est obligé de prendre les armes contre Pierre II Roi d'Aragon, (4) d'autres entrent

(1) Arrêt du grand conseil du 20 septembre 1494. Un acte de 1300 confirme tous ces détails. (*Instruction*. § 8. p. 59)

(2) Voir la transaction rapportée par M. Gustave de Burdin , *Documents historiques sur la province de Gévaudan*. Tom. 2. p. 189.

(3) Ibid. p. 183 et 183.

(4) Pierre II roi d'Aragon était Seigneur de Montpellier , par Marie son épouse , fille de Guillaume IV , (d'autres disent Guillaume VIII) le dernier des Seigneurs de cette province. La vicomté de Grezes dans le Gévaudan , appartenait à la Seigneurie de Montpellier ; et c'est pour réprimer les sévices du représentant du roi d'Aragon que l'Evêque Guillaume de Peyre l'assiégea dans le château de Marvejols ; s'étant

en composition et traitent presque d'égal à égal avec des rois tels que S. Louis, Philippe-le-Bel, etc. Mais ce qui surprendra bien autrement, avec les idées nouvelles qui règnent aujourd'hui, c'est de voir un Roi d'Espagne, et Louis IX lui-même vassal d'un évêque de Gévaudan. (1)

La bulle d'or et l'acte d'échange avec S. Louis nous amènent par ordre de date au fameux acte de Paréage qui pendant plus de quatre siècles va devenir comme la loi fondamentale dans tous les rapports entre les Rois de France et nos Evêques. Nous y trouvons consignée l'antique tradition du pays ; l'Evêque Guillaume Durand, (le neveu du célèbre

saisi de sa personne, il le chassa du Gévaudan. Quelques années plus tard Pierre d'Aragon ayant été tué à la bataille de Muret, (1213), les fiefs qu'il possédait en Gévaudan, ainsi que ses autres possessions en France, furent confisqués comme ayant appartenu à un prince hérétique. C'est ainsi que la vicomté de Grèzes passa sous la domination de l'Evêque de Mende. (*Instruction pour Messire de Baglion de Lasale, contre le syndic du chapitre de Mende.* § 3 pag. 22. V. Hist. du Languedoc. Tom. V. Liv. 20. § 82.)

(1) En vertu d'un accord (en 1258) entre S. Louis et Jacques 1^{er} roi d'Aragon, celui-ci cèda au roi de France tout ce qu'il possédait en deça des Pyrénées. C'est ainsi que Louis IX devenu Seigneur duchâteau de Grèzes et de ses dépendances était par le fait vassal des princes-Evêques du Gévaudan. Cet état de choses cessa par un échange qui eut lieu entre le Roi et l'Evêque Odilon de Mercœur (1266). Il est à présumer que les Evêques de Mende avaient rendu au fils de l'hérétique Pierre d'Aragon, les biens confisqués après la victoire de Muret. On voit on effet que Marie mère de Jacques 1^{er} morte à Rome en 1219, avait recommandé son jeune fils au Pape Honorius, qui prit ce prince et tous ses biens sous la protection du St Siège. Nous savons d'ailleurs que Guillaume de Peyre était honoré de la confiance du Pape Honorius, et que Etienne II successeur de Guillaume sur le siège de Mende fut sacré à Rome ; on a même prétendu qu'il fut sacré par le Pape Honorius. Etienne est le prédécesseur immédiat d'Odilon de Mercœur. *Instruction* etc... loc. cit. et Sainte-Marthe, *Gallia Christiana. — Gabalum.*)

Durand, dit *Speculator*) l'invoque comme la preuve principale de ses droits temporels : « *Dictus Episcopus et ejus* » *prædecessores Mimatenses, seu Gaballitanorum Episcopi dicebant quòd totus Episcopatus Gaballitanus tam ex* » *privilegiis antiquis Regum Franciæ etc.* voilà pour la bulle d'or. Voici pour la donation primitive ou possession immémoriale, *quàm ex consuetudine antiquâ, et usu longissimo pleno jure pertinebat ad ipsos etc.* . . . On remarquera la ressemblance, presque l'identité d'expression entre l'acte de 1306 (1) et la charte de 1161 ou bulle d'or; celle-ci portait : « *Longè est à memoriâ hominum mortalium nostri temporis quòd aliquis Episcopus Gaballitanorum etc.* Le Paréage, *ex consuetudine antiquâ, et usu longissimo.* »

Nous pourrions relever un grand nombre d'expressions semblables dans l'enquête qui précéda le paréage : et ici c'est la contrée toute entière, clergé, grands et peuple, qui est appelée à attester juridiquement la croyance universelle. On peut voir ces dispositions dans l'*Instruction* de M. gr de Lasale (2).

Il paraît du reste qu'à l'époque de cet accord définitif appelé par nos anciens *Paréage* ou *Pariage*, les pièces par

(1) Le *Gabalum* dit 1296; c'est une erreur, ou une faute du copiste. Peut-être il y aura eu confusion de dates, car les actes qui se rapportent au Paréage sont nombreux. Il y eut d'abord l'échange fait avec S. Louis en 1266. et dont nous avons déjà parlé; en 1269 l'enquête solennelle; en 1299 une sentence arbitrale pour quelques différends entre l'Evêque et le chapitre; en 1300, acte, du consentement du chapitre, pour autoriser l'Evêque à traiter avec le Roi; le Paréage fut signé à Paris, février 1306; survinrent enfin diverses procédures en 1307 etc. soit pour délimitation des domaines du roi et de l'Evêque, soit pour la signification de l'acte ou la mise à exécution par les officiers du roi. — Il n'est pas exact non plus de dire avec le *Gabalum* que l'Evêque *renouela* le traité de Paréage.

(2) § 4. p. 25 et suiv.

lesquelles l'Evêque prouvait ses droits étaient nombreuses , car nous lisons dans l'acte : *Quòd plures testes et instrumenta quam plurima , registra , acta et alia quam plurima munimenta producta fuerunt*. Nous avons eu occasion d'en faire connaître quelques unes pour l'époque antérieure à 1306 ; en voici d'autres qui continueront cette chaîne *ab antiquo* , dont les premiers anneaux se perdent dans la nuit des temps.

On pourrait mettre en première ligne un manuscrit de la bibliothèque de la ville de Mende , qu'on donne comme étant du 13^e siècle. Il y est fait mention expresse de la fête de S. Sévérien *Festum Sancti Severiani Mimatensis* , ce qui confirme ce que nous avons dit ailleurs d'après les martyrologes de Bède , d'Adon et d'Usuard (7^{me} et 9^{me} siècles) , et reçoit d'eux plus de poids et de valeur.

Vers la fin du 14^{me} siècle (en 1404) le grand bailli du Velay ayant fait quelques empiètements sur la juridiction de l'Evêque de Mende , celui-ci se pourvut devant le lieutenant général du bailli , et droit fut fait à sa requête. Or , le prélat n'invoque d'autre titre que la tradition de S. Sévérien , disciple de S. Martial , et la donation faite par le roi des Gabales. Nous ne rapporterons pas le texte de ce document , ni des suivants : on peut en voir des extraits dans les recherches de M. Baldit , et dans l'*Instruction* ou *Mémoire* de M. gr de Lasale.

De semblables attestations abondent pendant toute la durée du 15^e siècle. — Privilèges et libertés de l'église de Mende. — Procès pour l'évêque de Mende contre le procureur du roi. — Dires et conclusions de Clément de la Rovère , contre les officiers de la sénéchaussée de Beaucaire , au sujet de la puissance temporelle de l'évêque. — Dires et conclusions de François de la Rovère , dans le même sens. — Requête présentée au roi par le syndic de Mende contre

le bailli de Marvejols. — Arrêt du grand conseil contre les habitants de la ville de Mende, qui avaient surpris du roi Louis XI certains privilèges concernant la police et le consulat. Cet arrêt (1494) ouvre presque le 16^e siècle.

Nous pourrions pousser plus loin cet inventaire, mais à quoi bon ? Il est bien prouvé, je pense, qu'à cette époque c'était une opinion universellement reçue et avouée de tous que le haut domaine dont jouissaient dans tout le Gévaudan les évêques de Mende se rattachait, dans son origine, à la donation faite à S. Séverien.

Cette opinion, dis-je, était reçue de tous : nous l'avons vu par les livres liturgiques, par les actes publics, par les arrêts sauvegardant les droits des évêques contre les prétentions des représentants de la puissance même appelée à prononcer. Il est juste cependant d'observer que vers la fin du 17^e siècle, à l'époque précisément où s'instruisait le procès qui donna lieu au mémoire de M^{sr} de Lasale. le chapitre se séparait de cette croyance universelle, et l'attaquait, 1^o comme manquant de fondement et donnant lieu à de graves difficultés historiques; 2^o et comme fausse. attendu que le pouvoir des évêques de Mende dérivait d'une donation faite par les rois d'Aragon. — Nous dirons un mot en passant de cette seconde et singulière assertion, réservant la première pour une dernière partie de notre travail où nous examinerons les conclusions du *Gabalum* en ce qui regarde l'époque où évangélisa S. Séverien.

C'est au moins une singulière assertion, avons nous dit, que celle qui invoque une donation des rois d'Aragon pour fonder les droits de nos évêques. Aussi l'*Instruction* de M^{sr} de Lasale en fait-elle bonne justice, à grand renfort d'érudition. Nous ne la suivrons pas sur ce terrain, et ce n'est vraiment pas la peine. Nous nous contenterons de reproduire une observation que lui nous avons déjà empruntée : Alphonse II

et son fils Pierre II, rois d'Aragon sont les premiers qui aient eu quelque possession en Gévaudan, le premier comme héritier (1166) de Raymond-Béranger, son cousin germain (*Hist. du Languedoc*. Tom. II. Notes. XLVI^{me} n. 15.); le second par son mariage avec Marie, fille de Guillaume, Seigneur de Montpellier. Pierre d'Aragon n'entra dans ces droits qu'en 1204 Or la bulle d'Or qui proclame les droits de souveraineté la plus absolue des Evêques du Gévaudan est de 1161. D'ailleurs on a le texte d'un hommage de Jacques I fils de Pierre II, et comme lui roi d'Aragon et Seigneur de Montpellier; il reconnaît tenir de l'Evêque et de l'Eglise de Mende le château et la vicomté de Grèzes. L'hommage est de 1225; l'accord avec S. Louis et le Paréage qui confirment la Bulle d'or et l'expliquent plus expressément relativement à l'origine de la puissance temporelle des Evêques sont de 1266 et de 1306; donc les Evêques possédaient et jouissaient de leurs droits longtemps avant l'époque ou apparaît pour la première fois, dans le Gévaudan, la domination des rois d'Aragon; et après comme avant, les actes de nos rois et la soumission des princes étrangers attestent que le titre de la puissance des Evêques est dans une possession immémoriale.

Maintenant résumons ces recherches, préliminaire obligé pour la vérité que nous voulons établir. Il est de toute évidence historique que pendant huit siècles au moins et même bien au-delà (*longè à memoriâ*) (1) les Evêques de Mende ont joui d'un droit de souveraineté temporelle dans le Gévaudan; droit qu'ils ont dû consentir à voir transformer et restreindre

(1) Longè est à memoriâ hominum quod... tota terra illa difficillima aditu et montuosa in potestate Episcoporum semper extiterit, non tantùm ad faciendum ecclesiasticam censuram, sed etiâ ad judicandum in gladio super illos quos culpa sua monstrabat sic redarguendos.
Bulle d'Or.

pour acquérir et salarier une tutelle puissante qui les mit à l'abri de tracasseries longues et menaçantes ; droit qui a pu être revendiqué en partie, quoique à tort, par leur chapitre, mais qui n'a jamais été mis en question par lui ; voilà un premier fait acquis à notre thèse.

Il n'est pas moins évidemment démontré que , quant à l'origine de ce droit souverain et indépendant au moins à sa source , l'opinion régnante tant des peuples que des gouvernants et des tribunaux jugeant et décernant dans l'impartialité de la justice, que l'opinion universelle, et nous pouvons dire unanime , la reconnaît dans une donation dont le souvenir s'appuie sur une tradition immémoriale , corroborée par des documents antérieurs à l'acte solennel qui la constate et la proclame au 12^e siècle ; tradition et croyance qui n'est jamais abandonnée ni démentie depuis , quoiqu'elle traverse quatre siècles de contestations contre des rois, des seigneurs puissants , un peuple entier , et un corps savant qui a tout intérêt à la ruiner, qui dispose de riches et antiques archives à lui propres, et qui à diverses fois a pu puiser en maître dans le trésor plus riche encore des archives de sa partie adverse. Tradition , pourrions-nous ajouter , qui seule explique et justifie la nature d'un droit , qui est cependant reconnu de tous , une véritable souveraineté absolue , une *puissance royale*.

Or, cette tradition atteste toujours et uniformément trois faits si constamment unis ensemble qu'ils font évidemment le fonds de la tradition même , et qu'en nier un , c'est désavouer nécessairement les deux autres: 1^o un roi du Gabalum a laissé ses biens et sa souveraineté à S. Séverien apôtre et premier Evêque de cette contrée ; 2^o cet Evêque était venu dans le pays avec S. Martial, et y avait été établi Evêque par lui ; 3^o ces événements se passaient vers la fin du premier siècle ou au commencement du second de l'ère chrétienne.

Ce dernier point , longtemps reconnu , mis en question au siècle passé par des érudits dont plusieurs étaient sous l'influence de préoccupations de parti, ce dernier point a de nos jours trouvé un digne défenseur , après lequel , surtout lorsqu'il aura mis la dernière main à son œuvre , la critique et la science se déclareront sans doute satisfaites.

Il semblerait donc que notre tâche est remplie. Mais on a répandu quelques ombres sur ce qu'à bon droit nous pouvons déclarer si clair ; et puis , il faut l'avouer , quoique les deux faits que nous venons d'établir soient inattaquables en eux-mêmes, le second à une portée, ou arrive sans intermédiaire à un aboutissant bien éloigné. Cela fait l'effet d'un raisonnement à *priori*, ou, comme dit l'école, d'une démonstration *ab absurdo*, qui est vraie mais qui ne satisfait pas l'esprit. Peut-être pourrons-nous ajouter quelque lumière encore.

Reprenons les faits. Nous avons suivi les traces de la tradition jusque vers le milieu du 12^e siècle, époque où elle était regardée comme *immémoriale*. Dès lors ce n'est pas sans doute trop accorder à la vérité de cette expression que de reculer la certitude de l'existence du fait jusqu'au 11^e ou 10^e siècle ; et là encore , par les témoignages d'Usuard , de S. Adon et du vénérable Bède , nous remontons , toujours appuyés sur la même certitude , jusqu'au 7^e siècle. Mais au-delà y a-t-il d'autres témoignages, ou faut-il se résigner à admettre cinq siècles de silence et d'obscurité sur la vérité que nous défendons ? C'est ce que nous allons examiner brièvement , en observant toutefois que , y eut-il absence complète de documents dans ce court espace de temps , la valeur des preuves déjà apportées n'en saurait être amoindrie : la vérité acquise reste , et elle suffit à notre démonstration.

Notons, comme autant de jalons debout dans cette route obscure où nous avançons , quelques dates encore. On possède le texte de deux hommages rendus aux Evêques de

Mende, et qui témoignent de leur souverain domaine ; l'un est de 1139, il est cité dans l'*Instruction* § 5. p. 33. l'autre vient d'être publié dans le *Bulletin de la Société d'agriculture etc.* de la Lozère (juin 1855. p. 192) ; il est de 1134 : c'est le plus ancien monument de ce genre que nous ayons vu produire dans cette question. De plus on cite outre la fondation de l'Evêque Guillaume, en 1123, un acte de donation de l'Evêque Étienne en 951. Nous n'en rapporterons que ces mots : « Ego Stephanus, ecclesiæ Mimatensis episcopus, cum pro posse providerem clerum et plebem mihi subjectam, etc. » (1)

On sait que le droit de battre monnaie appartient à la souveraineté temporelle. M. Ignon secrétaire de la Société d'agriculture de Mende, a fait connaître d'après le *Traité des monnaies de France* par Leblanc, des pièces frappées évidemment au nom des Evêques de Mende, comme l'indiquent assez leur légende GVALETANO ou GAVELETANO, et leurs insignes, un calice, une croix et quelquefois un sceptre. Leblanc énumère six espèces de ces monnaies qu'il fait remonter au 6^e siècle. (*Bulletin de la Société d'agriculture etc.* 1831. pag. 128). (2)

(1) *Mémoire du Chapitre contre les Choriers* 1773, pag. 9 et 11. On le trouvera cité intégralement parmi les preuves de l'histoire du Languedoc. Tom. III. Edition du chev. Du Mège. n. 37 et 90.

(2) M. Du Mège dans les *Additions* ajoutées à l'*histoire du Languedoc* tom. I. p. 629, cite le passage de Leblanc et se range à son avis sur l'époque de ces monnaies. Rien ne prouve cependant, comme le pensent ces auteurs qu'il faille attribuer ces pièces à Palladius gouverneur du Gévaudan au nom du roi Sigebert, ni qu'il faille déterminer l'époque où elles furent frappées par celles où ce seigneur auvergnat exerçait son autorité dans le Gévaudan. Tout porte à croire que ce sont des monnaies des Evêques de Mende ; elles peuvent être antérieures ou postérieures à l'époque qu'on assigne. Au moins est-il hors de doute que plus tard les Evêques de Mende ont eu leur monnaie propre. Mais ce qui prouve que les monnaies décrites par Leblanc sont très anciennes, c'est que celles du 12^e ou du 13^e siècle portent à la légende le nom de S. Privat, parce que sans doute à cette époque les Evêques de Mende avaient quitté le titre d'Evêques de Javoult.

Mais venons à des indications plus précises et plus positives. Qu'on nous permette d'abord de rapprocher quelques textes. Voici ce qu'on lit dans un manuscrit de l'abbaye de S. Maximin de Trèves cité par les Bollandistes (21 janvier) : « Tunc
« *regioni illi sive Ecclesiæ Sanctus Privatus præsidebat* ,
« *sedem in Mimatensi habens viculo* , propterea quod antè
« *ipsum qui Episcopatus ordinem tenuerant* , in eo loco morati
« *fuerant et sepulti* . » Ce passage est parfaitement conforme
au récit des *Actes de S. Privat* , rapportés par Surius (21
Augusti). Tillemont prétend que ces Actes sont postérieurs à
S. Grégoire de Tours, et il les croit du XI^e ou du XII^e siècle;
mais il est prouvé que le raisonnement sur lequel il appuie
son jugement est faux. (1) La légende du saint, dans les
anciens livres de l'église de Mende, raconte les mêmes
détails, et des documents authentiques nous permettent de
reculer l'époque de cette légende jusqu'au delà du 13^e et

(1) Tillemont suivi en cela par Ruinart (S. Grég. de Tours. p. 178. Note h. Edition Migne) argue de ce que dans ces actes il est fait mention de *Mimatensis Viculus* ou de Mende comme servant de résidence au saint Evêque Privat. D'abord le manuscrit ne dit pas que *Mimas* fut le siège épiscopal ; seulement il laisse entendre que c'était un lieu de dévotion qu'aimait le saint ; et il indique la raison de cette predilection. Il est faux d'ailleurs, que les évêques du Gévaudan n'aient été qualifiés d'évêques de Mende qu'au onzième siècle, ainsi que le prétend Tillemont. Nous venons de transcrire quelques mots d'un acte de donation de l'évêque Etienne en 931 ; il y est appelé *episcopus Mimatensis* . Une charte de 998 s'exprime de la même manière : (Hist. du Lang. Tom. III. Preuves. n. 90.) Les actes de saint Véran, (qui assista à un concile de Macon en 585) portent ces mots : « *Veranus in numerum*
« *clericorum Ecclesiæ Mimatensis divinitus vocatus* , ipso die beato
« *Privato sacrâ* , inter eos omni virtutum genere micuit. » Je ne saurais assigner l'époque où fut rédigée cette antique légende, mais au moins elle parle d'un clergé de l'Eglise de Mende comme connu sous ce nom au sixième siècle. De plus cette légende est confirmée par un acte dressé par Cortin, notaire et procureur du chapitre en 1336. où

même du 12^e siècle. (1) S. Grégoire de Tours (*Hist. Franc.* Lib. I. Cap. 32.) s'exprime ainsi sur le même évènement :
 « Irruentibus autem Alamannis in Gallias, sanctus Privatus
 Gabalitanæ urbis episcopus, in Crypta Mimatensis montis
 reperitur. populo Gredonensis castri in munitione concluso.
 Sed dùm oves suas bonus pastor lupis tradere non con-
 sentit etc. »

Nous ne pouvons discuter ici la valeur historique de ces divers documents ; le dernier est admis sans conteste. Le premier, le manuscrit de Trèves, mérite le plus grand respect, tant à cause de son ancienneté qu'à cause de l'autorité

les chanoines de la cathédrale demandent que la fête du saint soit élevée, dans le propre de Mende, au rit double, parce que, ajoutent-ils, saint Véran, *ut apparebat, fuerat dùm vivebat de « Collegio dictæ « Universitatis. »* (Mémoire du chapitre 1775. 1^{re} partie. Sect. 1. § 1. Pag. 14. — Voir la légende de S. Véran. Labbe, *Biblioth.* Tom. II. pag. 690). Enfin nous pouvons ajouter à toutes ces preuves un nouveau témoignage, décisif contre Ruinart et Tillemont ; nous le devons à la bienveillance de M. l'abbé Arbellot. Le savant défenseur de la cause de saint Martiel, nous écrit qu'il a trouvé les *Actes de S. Privat* dans un manuscrit du *dixième siècle* de la bibliothèque impériale (fonds Saint-Germain latin, n^o 487, folio 9, verso). Tillemont avoit lui-même reconnu comme un cachet d'antiquité dans ces récits antiques ; mais de son temps c'était la mode, et peut-être un besoin de la polémique de chercher à donner une date récente à ces anciens documents.

(1) On trouve dans les archives de la Lozère un catalogue des privilèges ou prérogatives des évêques de Mende. Ce catalogue est de 1269, et il porte : « Cum prædicto privilegio concordat legenda Beati « Privati patroni Ecclesiæ Mimatensis in quâ continetur quod.... « præerat regioni Gabalitanæ.... noluit reddere gentem etc. » (*Recherches* etc. par M. Baldit pag. 20). Les *actes sur la passion et les miracles de S. Privat* recueillis dans un manuscrit, depuis l'an 1171 jusqu'en 1360, parlent aussi de cet ancien office ou légende, et confirment les anciens actes dont ils ne sont peut-être qu'une reproduction abrégée.

que lui reconnaissent d'éminents critiques. (1) Les actes de S. Privat paraissent fort embarrasser Tillemont, parce que

(1) Le manuscrit de Trèves rapporté par les Bollandistes, s'accorde presque littéralement avec une chronique latine qui se trouve dans le *Livre de S. Privat*. On donne ce nom à un ancien manuscrit dont nous avons déjà parlé, où sont recueillis depuis l'an 1171 jusqu'en 1360, les miracles de S. Privat et l'histoire de ses reliques. Un mémoire fait mention de ce recueil en ces termes : Le chapitre de Mende conserve un livre, dont l'écriture prouve l'ancienneté, appelé *Sancti Privati*, qui contient l'histoire de la vie, du martyre et des miracles de S. Privat. (Mémoire du Chapitre de Mende, 1775, page 15.) On a publié l'extrait d'un manuscrit de la bibliothèque impériale. (Fonds de Camps n° 59, Languedoc), qui cite souvent ces actes de notre saint; il les désigne toujours sous le nom de *Livre de S. Privat*. (Bulletin de la Société d'agriculture de Mende, juillet 1854, p. 112). — Nous ne répéterons pas ce que nous avons dit de la vie ou des Actes qu'on lit dans Surius; il est démontré contre Tillemont, qu'ils sont antérieurs au onzième siècle. — Enfin nous avons l'ancienne légende de S. Privat, si toutefois il faut la distinguer des deux chroniques dont nous venons de parler. On la trouve à la suite d'un eucologe qui a servi à une communauté de franciscains. (Manuscrit de la bibliothèque de la ville de Mende); elle est fort longue et entre dans de grands détails sur le martyre du saint. On ne saurait douter qu'elle ne soit d'une époque antérieure à celle du manuscrit où elle est transcrite; nous l'avons vue mentionnée dans un catalogue des privilèges ou prérogatives des évêques de Mende qui est de 1249. Le *Livre de S. Privat* en parle aussi : « Saint Privat souffrit le martyre l'an 264 qui estait le troisième de l'empire de Galien et Valerian sous le consulat de Numius Albinus et Maximus dexter. » Dans le cayer de l'office de Mende au lieu de ces mots, *Numius Romæ consule* on y a mis *Memmio Romæ consule*. Cette erreur se vérifie par les fastes consulaires où on voit que c'est Numius et non Memmius qui estoit consul ladite année 264. »

Du reste il y a beaucoup de variantes ou de différences entre ces divers récits; mais il y a cela de remarquable que tous rapportent dans les mêmes termes le passage qui nous sert de preuve *tum regioni illi etc.*, excepté peut-être le manuscrit de la bibliothèque impériale où se trouve cette variante *sed in Mimatensem habitans viculum*.

sans doute ils gènent ses combinaisons au sujet de S. Sévérien et de S. Privat; on sait que cet historien rejette S. Sévérien, et place le martyr de S. Privat au 5^me siècle : « Ce
« qui nous embarrasse, dit-il, c'est que ces Actes mettent
« S. Privat sous Valérien et Gallien, comme fait S. Grégoire
« de Tours.... et qu'ils font en même temps S. Privat
« capable de persuader à tous les peuples des environs de
« se soumettre à Chrocus. S. Grégoire de Tours paraît avoir
« voulu dire la même chose. » Notons cette circonstance, qui, selon la remarque de Tillemont, se rapporte évidemment à ces mots de Grégoire de Tours en les expliquant, *oves suas bonus pastor lupi tradere non consentit*. Ce qui offusque Tillemont va devenir preuve pour nous. La phrase qui précède dans Grégoire de Tours est au moins fort obscure, si même elle peut être comprise; sans nul doute le pieux historien a voulu indiquer un détail historique qui n'était pas nécessaire à son récit, et sur lequel il passe rapidement. Le manuscrit de Trèves et les deux *Actes* du saint sont plus explicites.

Quel est donc ce *peuple* dont parle Grégoire de Tours :
« Le peuple s'étant enfermé dans la forteresse du château de Gredone (Grèzes), » (1) si ce n'est le peuple soumis au saint évêque, et que les barbares savaient pouvoir être livré

(1) Le Gabalum traduit ainsi le passage de S. Grégoire de Tours :
« Il y (dans la grotte de la montagne de Mimat) avait été renfermé
« par la garnison de Gredon ; » cette traduction nous paraît fautive en plusieurs points. Une seconde version du texte latin, citée dans l'édition de Grégoire de Tours par Dom. Ruinart, et qui se rapprocherait davantage de cette interprétation, ne peut pas même avoir ce sens; *populi Gredonensis castri munitione conclusus*, ne peut vouloir dire que entouré du peuple du château de Gredone comme d'une forteresse; c'est ainsi que cite et que traduit l'*Instruction* pour Mgr de Baglion de Lasale. Les actes du martyr et des miracles de S. Privat ne laissent

par lui à leur domination. Et il paraît bien que ces mots de S. Grégoire *oves suas bonus pastor lupis tradere non consentit*, sont mis avec inention, car dans un autre endroit, il revient sur ce fait, et il se sert des mêmes expressions : *Adeste Privatus ex Gabalis, qui oves suas barbaris tradere noluit* (Lib. II miracul., cap. 30). Ailleurs le même S. Grégoire, racontant les différents entre le comte Palladius et l'évêque du Gévaudan, Parthenius, parle encore du *peuple* de cet évêque : « *Palladius.... criminibus obruebat episcopum pervadens res ecclesiæ spoliansque homines ejus.* » (Hist. Franc. Lib. IV, cap. 40). Ce qui rappelle un mot semblable de l'évêque Etienne (951) dans un acte que nous avons déjà produit : « *Ego Stephanus ecclesiæ Mimatensis episcopus, cum pro posse providerem clerum et plebem mihi subjectam.* » S'il pouvait y avoir quelque doute sur le sens que nous donnons au texte de Grégoire de Tours, il ne saurait y en avoir sur la signification des mots que nous avons cités des autres siècles : « *regioni illi sive ecclesiæ præsi, debat ;* » or nous trouvons ce détail, et dans les mêmes termes, dans le manuscrit de Trèves, dans celui de la bibliothèque impériale, dans la chronique du *Livre de Saint Privat*, et dans la légende du saint ; on ne peut admettre qu'un fait reproduit avec tant de soin soit indifférent ; il a certainement frappé les chroniqueurs qui se sont accordés à le rapporter fidèlement, tandis qu'ils abrégeaient ou rendaient à leur manière le reste du récit. Quant à S. Grégoire de Tours, nous ne croyons pas avec Dom Ruinard (Lib. miracul. loc.

aucun doute sur ce point, car ils ajoutent : S. Privat s'était retiré dans la grotte qui porte son nom pour y vaquer à l'oraison ; il y fut pris par les barbares qui apprirent après deux ans de siège de ladite forteresse de Grèzes que l'évêque ne s'y était pas enfermé avec les peuples du pays.

cit.) que son récit soit antérieur aux *Actes* de S. Privat ; nous croirions plus tôt qu'il les avait sous les yeux quand il rédigeait cet endroit de son histoire ; il suffirait de rapprocher son texte de celui-ci : « Ad montem cui Gredona nomen pro
« rei necessitate concurrunt, quem non-cura munierat sed
« natura. . . . Cùm regionis populi mentis munitione se
« clausissent etc. » (*Livre de S. Privat* et manusc. de Trèves). Il y a là des circonstances que le narrateur n'a pas prises dans S. Grégoire ; et d'ailleurs n'est-il pas naturel de penser que les *Actes* ont dû être rédigés dans le pays où le saint avait vécu et où il était mort ? Ces divers passages s'expliquent et se confirment mutuellement.

Voilà donc à ne pouvoir s'y tromper la trace que nous cherchions de cette puissance temporelle, de cette souveraineté des évêques du Gévaudan. Et c'est le plus grand historien de nos églises, un écrivain du 6^{me} siècle qui nous fournit la preuve. Il serait facile peut-être par les textes mêmes que nous avons produits, de remonter au-delà de Grégoire de Tours ; car le saint rédigeait ses annales d'après les traditions établies, ou sur d'anciens documents qu'il avait recueillis, comme pouvait être celui de Trèves, et ceux que nous trouvons cités dans les divers *Actes* de S. Privat. Du reste, et cela nous suffit, au 6^{me} siècle, au moins, il existait une tradition qui attribuait aux évêques de Mende cette autorité que nous les avons vus revendiquer pendant cinq ou six siècles, dont nous avons trouvé les vestiges dans le 9^{me} et le 7^{me} siècles ; cette tradition du 6^{me} siècle S. Grégoire la constate, et d'autres témoins vraisemblablement plus anciens que lui l'expliquent. S. Privat vivait incontestablement au 3^{me} siècle ; c'est donc jusqu'au troisième siècle que les témoignages les plus dignes de foi nous permettent de reconnaître et d'affirmer l'existence de cette puissance temporelle, monument permanent de la tradition de S. Sévérien.

Au delà les preuves nous manquent ; mais il est permis d'espérer que tout n'est pas dit sur cette question , et que les découvertes inattendues que l'érudition historique exhume chaque jour de la poussière des bibliothèques et de l'obscurité des manuscrits, achèveront un jour ce que notre démonstration peut laisser à désirer.

Il ne nous reste plus qu'à satisfaire à quelques difficultés soulevées dans le *Gabalum* et ailleurs pour la défense de l'opinion opposée à la nôtre.

§ III. A quelle époque a vécu S. Sévérien ?

I. Avant de répondre aux arguments de l'auteur du *Gabalum*, commençons par écarter quelques autres objections historiques qui lui ont échappé dans ses recherches ou qu'il a dédaignées et avec raison. Du reste elles n'appartiennent qu'indirectement à la question de S. Sévérien ; car elles s'attaquent uniquement au fait de la puissance temporelle des évêques de Mende.

Ce fait , dit-on , a contre lui le récit de César dans ses *Commentaires* , le témoignage de S. Grégoire de Tours et autres auteurs qui racontent les irruptions des barbares dans les Gaules , et notamment des Allemands sous la conduite de Chrocus ; au moins le Gévaudan ne put certainement se soustraire à la domination que les empereurs romains exercèrent dans les Gaules ; il paraît même certain qu'il fut cédé aux Visigoths par l'empereur Honorius. Nous voyons cette province conquise de nouveau par le roi Pepin dans ses guerres contre le duc d'Aquitaine. Enfin , ajoute-t-on , les seules possessions temporelles dont aient joui les évêques du Gévaudan et que leur reconnurent la Bulle d'Or , et les actes postérieurs , ils les devaient à la munificence des rois d'Aragon.

Nous avons répondu déjà à cette dernière objection ; mais il faut voir quel roman les adversaires ont bâti là-dessus. On n'a qu'à lire le P. L'Ouvreleul, de la doctrine chrétienne (*Mémoires Historiques sur le pays de Gévaudan*. Nouvelle édition, 1825, p. 15), et Moreri, dans son *Dictionnaire historique*. Les dates seules des pièces que nous avons eu occasion de mentionner dans le cours de ces études, sont une réponse plus que suffisante. On se sera sans doute mépris ; et en voyant le nom du Gévaudan, ou plutôt de quelques terres du pays de Gévaudan, énumérées parmi les possessions des comtes de Provence et de Toulouse, et plus tard des rois d'Aragon, les compilateurs de chroniques ou les annalistes auront fait les autres frais du récit, et sous leur plume les comtes de Provence et les rois d'Aragon seront devenus seigneurs du Gévaudan, Du reste le *Mémoire* ou *Instruction* de M^{re} de Baglion de Lasale a suivi cette difficulté historique dans tous ses détails ; on peut le consulter.

Nous ne pouvons pas non plus entrer dans les développements que demanderait la réponse aux autres difficultés qu'on oppose : pour réunir, expliquer, discuter toutes les pièces relatives aux points énoncés, il faudrait un travail à part. Il nous suffira de dégager la vérité de notre thèse, par de courtes observations. Sur quelques uns de ces points, l'*Instruction* est plus explicite ; nous y renvoyons.

1^{er} César a certainement parcouru ou traversé le Gévaudan dans ses diverses excursions pour la conquête des Gaules ; il en parle dans ses commentaires (*De bello gallico* Lib. VII), et les voies romaines dont on trouve encore les restes dans ce pays, attesteraient au besoin qu'il fut souvent visité par les légions romaines (1). César raconte aussi plusieurs victoires

(1) V. sur les voies romaines dans le Gévaudan les utiles recherches de M. Ignon. (*Mémoires de la Société d'agriculture* etc. de Mende. 1840. 1841. p. 133 et suiv.)

remportées sur l'armée de Vercingétorix dont les Gabales faisaient partie; mais nulle part il ne dit qu'il les ait soumis à sa domination; il ne les nomma pas parmi les peuples qu'il obligea de recevoir des garnisons romaines (*ibid. circa finem*); rien n'empêcherait donc d'admettre que le roi ou seigneur du pays aurait conservé ou reconquis son indépendance, ou du moins aurait obtenu du vainqueur des Gaules de continuer à exercer sa souveraineté, à la condition de ne pas entrer à l'avenir dans les coalitions si communes à cette époque, contre les romains; mais rien ne nous oblige à défendre cette conjecture qui ne manque pas de vraisemblance. (1) Admis même que le Gévaudan eut passé au temps de César sous la domination romaine, le fait historique que nous avons établi, au sujet du roi des Gabales, à savoir sa souveraineté, au premier siècle de notre ère, et de la transmission de sa puissance à saint Sévérien, n'est nullement attaqué.

(1) On peut voir dans l'*Hist. du Languedoc* de Dom. Vaissette et Dom. de Vic (Tom. I. Liv. II. § 3 et note VII.) des faits semblables. Strabon (Lib. IV. p. 190. Edition de 1620) parle des Velaunes ou peuple du Velay comme se gouvernant par eux-mêmes de son temps (Strabon vivait dans le commencement de l'ère chrétienne); César dit la même chose des Helviens ou peuple du Vivarais (*De Bell. Gall.* — Lib. I. 19. et Lib. VII.); les Gabales habitaient entre ces deux peuples. Mais leurs âpres montagnes les rendaient moins accessibles. Tout cela n'ajoute-t-il pas à la vraisemblance de notre conjecture? On sait d'ailleurs que la politique des romains était de laisser aux peuples qu'ils avaient conquis une partie au moins de leur indépendance; souvent même ils se les assimilaient, soit en leur accordant la jouissance du *droit latin*, soit en leur accordant les droits de citoyens romains. Telles furent la plupart des colonies romaines fondées dans la Gaule avant et après César. — Ajoutons que nonobstant toutes les conquêtes des romains, on voyait encore dans les Gaules, lors de l'invasion de Clovis, de ces rois, *reguli*, comme les rois de Cambrai, de Cologne, etc. (V. S. Grég. de Tours. *Hist. Franc.* Lib. II. Cap. 41, 42, etc.)

Cette difficulté est donc purement négative, et encore ne repose-t-elle sur aucun fondement.

2° Les bandes de Chrocus dévastèrent le Gévaudan, mais ne s'y établirent pas. Encore même ne purent-elles s'emparer de la forteresse de Grèzes où les habitants de la contrée s'étaient retirés. Bien plus l'antique légende de S. Privat porte que les barbares voyant l'inutilité de leurs efforts pour amener le saint évêque Privat à leur livrer son peuple, se décidèrent à demander la paix. « Ad hoc tantum ad Gredonensem locum de quo profecti fuerant retulerunt, ut ab inclusis pacem quemadmodum postularent; qui datis multis muneribus obsessis et pacem et commercia inierunt. »

3° Quant aux droits que peuvent avoir exercés sur le Gévaudan les empereurs romains, les Visigoths et les rois Francs dans les temps antérieurs à Louis-le-jeune, nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons dit dans le cours de ce travail. Quelle qu'ait été leur puissance, ce fait ne détruit pas, il n'attaque pas même notre thèse.

En fait d'autorités, on ne nous oppose, (toujours en ce qui regarde la puissance temporelle des évêques de Mende, son origine, sa nature et sa transmission) que le *Dictionnaire* de Moréri, Catel dans ses *Mémoires* sur le Languedoc et les Bénédictins de Saint-Maur, auteurs de l'*Histoire du Languedoc*. Nous ne parlons pas d'autres écrivains qui ont puisé à ces sources principales; réfuter les premiers, c'est répondre en même temps à leurs copistes ou imitateurs. Du reste, ni Moréri, ni le P. l'Ouvreleul, ni Catel ne produisent aucun document, n'allèguent aucune raison que nous n'ayons eu occasion d'examiner dans cette étude.

La même réponse s'applique en partie à l'*Histoire du Languedoc* par Dom Claude de Vic et D. Vaissette. Ces deux illustres historiens ont reproduit tout ce qu'on avait dit

avant eux de plus sérieux contre la thèse qui nous occupe ; ils ont comme épuisé ce que l'érudition peut fournir de monuments et de preuves à l'appui de leur opinion. C'est ce qui nous dispense de recourir à des ouvrages plus modernes, et dont la discussion, après celle de l'opinion des deux savants Bénédictins, ne saurait avoir beaucoup d'intérêt. Entre nous et nos redoutables adversaires, la seule question qui reste à élucider est celle-ci : Les comtes ou vicomtes du Gévaudan, dont il est fréquemment fait mention dans les actes anciens, étaient-ils Seigneurs de tout le Gévaudan ; ou bien, peut-on concilier tout ce qu'on en rapporte avec le fait de la puissance de nos évêques, telle que nous l'avons défendue ?

Nous avons à prouver que notre thèse n'est nullement ébranlée par les documents accumulés dans l'*Histoire du Languedoc* ; il nous semble même, que de tout cet appareil d'érudition il ne sort pas une nouvelle difficulté sérieuse.

Nous pouvons d'abord mettre de côté tout ce qui est antérieur au dixième siècle. Nous avons parlé des gouverneurs romains et des comtes du Gabalum sous les empereurs romains et les rois Francs ; ni les uns ni les autres n'empêchaient S. Privat de « commander dans la contrée, » ses successeurs « d'avoir leurs vassaux ou leurs sujets, » ou comme s'exprimait en 951 l'évêque Etienne *plebem sibi subiectam*. — Du reste nos auteurs eux-mêmes prennent la polémique, au sujet des comtes et des vicomtes, seulement vers le milieu du X^e siècle. (Hist. du Lang. Tom. II. Notes XLVI^{me}).

Afin d'abrégier nous ferons une observation générale qui répond à peu près à toutes les nouvelles objections : il y a erreur dans l'interprétation des actes qu'ils allèguent : il s'agit invariablement de comtes, vicomtes ou seigneurs *qui ont des possessions dans le Gévaudan*, et non de seigneurs ou

maîtres de tout le Gévaudan. Une fois ou deux, les termes des actes sont ambigus, mais ils s'expliquent par la nature même des droits en question, ou par le contexte des actes. Presque toutes les pièces apportées en preuve regardent la vicomté de Grèzes et quelques autres terres, c'est-à-dire précisément ces mêmes fiefs, qui sont exceptés dans les transactions où sont spécifiés les domaines de nos Evêques. (1) N'est-il pas étrange qu'on érige en maîtres absolus du Gévaudan les possesseurs de ces fiefs, tels que sont les seigneurs de Montpellier et les rois d'Aragon leurs héritiers, ou même des arrière-vassaux qui tenaient de ces grands feudataires quelques terres en Gévaudan, tandis qu'il est prouvé que les Evêques de Mende ont de tout temps reçu l'hommage pour la vicomté de Grèzes et toutes les terres qui en dépendent ? Du reste les auteurs de *l'Hist. du Languedoc* nous donnent eux-mêmes la preuve de leur méprise ; partout ils supposent, et souvent ils disent explicitement « que la « vicomté de Grèzes n'est pas différente du comté du Gévaudan. » Après cet aveu nous sommes dispensés de toute autre preuve. Nous aurions bien à ajouter un mot sur leur manière d'expliquer la Bulle d'or ; mais nous y renonçons : nous sommes sûrs que quiconque lira le texte de cette chartre et l'explication des deux historiens, se demandera comment on a pu violenter à ce point le sens d'un acte solennel, vingt fois ratifié et au besoin expliqué pendant une durée de six à sept siècles.

Nous n'entrons pas dans les détails ; ce serait prolonger sans utilité une discussion déjà bien longue. Nous avons hâte de finir. Venons aux difficultés du *Gabatium*, et rentrons directement dans notre thèse.

(1) V. l'acte d'échange avec S. Louis, l'enquête et les procédures qui précédèrent et suivirent le Paréage.

II. Saint Sévérien a-t-il vécu dans le premier siècle ou dans le troisième ?

L'auteur du *Gabalum* tient pour le troisième siècle ; nous avons cherché à démontrer par une foule de documents historiques que l'opinion contraire était la plus fondée, la seule admissible.

Voici en résumé notre première preuve : Saint Sévérien était certainement disciple de saint Martial ; tous les documents que nous avons sur le saint évêque du Gévaudan s'accordent sur ce point ; les légendes de saint Martial font foi qu'il a contribué à établir la religion dans le pays des Gabales. Or, les preuves qui établissent que saint Martial est venu dans les Gaules vers le milieu du premier siècle sont irréfragables. Supposons qu'il y ait dans notre argumentation quelques difficultés en ce qui regarde saint Martial. Voici sur quoi nous basons notre première preuve ; nous avons à l'appui la tradition presque universelle et constante de l'Aquitaine et de la Gaule jusqu'au dix-septième siècle, tradition discutée par une nuée de juges capables, intègres, qui ont pris tous les moyens pour ne pas être trompés. Nous avons trois ou quatre Conciles au moins, où ce que la Gaule méridionale avait de plus illustre parmi les princes et les ecclésiastiques ont porté l'autorité de leurs lumières et de leur sainteté ; de plus, et cela seul nous suffirait et au-delà, deux papes, Jean XIX et Clément VI, ont solennellement reconnu, proclamé, sanctionné cette vérité ; tout récemment encore, une nouvelle constatation de sa valeur historique a été faite par la Sacrée Congrégation des Rites, autorité sans contredit la plus compétente, la plus savante, la plus circonspecte de l'univers ; et d'après son avis unanime, une troisième approbation du souverain-Pontife Pie IX est venue clore la question. Voilà notre appui. Et que nous oppose-t-on ? L'opinion de

quelques critiques dont les prétendues raisons ont été mises néant. Pouvons-nous hésiter ?

Il y a cependant une difficulté propre au sujet que nous traitons ; sa solution fera notre seconde réponse.

Voici d'abord la difficulté , elle existe pour l'une et pour l'autre opinion. D'après le *Gabalum* , la mission de saint Martial aurait eu lieu vers l'an 245 ; l'apostolat de saint Sévérien , vers 255 ; la mort de saint Privat , vers 265 ou 262. Donc , entre saint Sévérien et la mort de saint Privat , il y aura une espace de dix ans au plus. Or , dans cet intervalle de dix ans , il faut placer l'apostolat de saint Sévérien , qui , au dire de la tradition , a converti toute la contrée ; l'apostolat de saint Privat , qui a dû être assez long , puisque d'après le *Gabalum* , il doit être regardé comme le véritable fondateur de l'Eglise gabalitaine , soit que les populations fussent retombées en partie dans l'idolâtrie , soit simplement à cause de ses travaux apostoliques , et parce que le premier il aura organisé la hiérarchie ecclésiastique dans le pays , aura fait succéder le diocèse à la mission. De plus , dans ce court espace de dix ans , il faut encore trouver la place de *plusieurs prédécesseurs* de S. Privat. Il est vrai que le nom de ceux-ci est inconnu , et que leur existence peut être mise en question ; mais ce fait est attesté par la tradition , et moins que personne l'auteur du *Gabalum* peut le rejeter ; car il admet sur ce point le récit du manuscrit de Trèves , il en fait la base de son opinion , comme le point de départ de ses travaux (*Défense* , p. 5.) : *Ante ipsum* (saint Privat), dit ce manuscrit célèbre , *qui episcopatus ordinem tenuerant, in eo loco morati fuerant et sepulti.*

L'ancienne légende de l'office de saint Privat confirme cette tradition ; les *Actes* du saint ne s'expriment pas autre-

ment, et c'est encore une des choses qui offusquent l'illément.

Là-dessus une simple question. Pourquoi le *Gabalum* ne fait-il plus mention de ces prédécesseurs ? Il ne donne pas de raison de cette exclusion. C'est que sans doute ces nombreux Evêques le gênent, et qu'il était historiquement et physiquement impossible de placer saint Sévérien et saint Privat dans un laps de temps aussi court. Voilà notre seconde réponse ; elle cède peu à la première, qui cependant est irréfragable. Il est donc avéré, il est donc de nécessité historique que saint Sévérien ait vécu dans une époque antérieure à celle que lui assigne le *Gabalum* (vers le milieu du troisième siècle) ; tout concourt à prouver que la tradition qui le fait vivre dans la seconde moitié du premier siècle et le commencement du deuxième est fondée.

Mais cette opinion est-elle sans quelque difficulté ? C'est ce qui nous reste à examiner. Un des orateurs du second concile de Limoges, cité dans les actes de ce concile (*Pratolog.* Migne, tome 142, p. 1367), croit pouvoir, suivant la tradition, fixer la mort de S. Martial vers l'an 40 après Notre-Seigneur. (1) Supposons que le voyage du saint apôtre dans le Gévaudan a eu lieu de l'an 30 à l'an 40. C'est de cette époque que datera l'épiscopat de saint Sévérien ; donc, pour arriver à l'époque de la mort de saint Privat, au plus tard l'an 265, un intervalle de 230 ans. Pour occuper ce vide, nous avons d'abord l'épiscopat de saint Privat et de saint Sévérien. Il n'y aurait aucune témérité à prendre une cinquantaine d'années pour la durée de chacun de ces deux épiscopats, si l'on se rappelle ce que nous avons dit ailleurs de leurs œuvres. Mais, si l'on veut, réduisons encore et accordons

(1) La légende de S. Martial, au Propre du Bréviaire de Limoges, porte l'an 47 après la résurrection de Notre-Seigneur.

qu'il y a eu non-seulement 150 ans , mais quelques années de plus de lacune entre la vie de nos deux saints. C'est cette lacune qui étonne M. l'abbé Pascal et avec lui tous ceux qui , depuis le dix-septième siècle , avaient abandonné la tradition touchant l'apostolat de saint Martial. A cela trois réponses :

1^o J'avoue que la difficulté existe ; elle est grande si l'on veut ; mais elle ne suffit pas à faire révoquer en doute l'apostolat de saint Martial , et par conséquent la fixation de l'époque de saint Séverien au premier siècle. Des difficultés ne détruisent pas les preuves : elles laissent intacte une vérité démontrée.

2^o Nous avons rapporté des témoignages qui parlent de *prédécesseurs* de saint Privat ; nous sommes en droit d'en supposer plusieurs. (1) Il n'en faut pas un grand nombre pour remplir un espace de 150 ou même de 180 ans , surtout si l'on admet que le siège épiscopal de Mende a été vacant à cette époque pendant de longs ou de fréquents intervalles

3^o Nous sommes en droit de supposer que le Gévaudan et plusieurs autres sièges épiscopaux de la Gaule ont eu de pareilles vacances à cette époque. D'abord , *à priori* , qu'y a-t-il là qui puisse étonner ? Bien plus , n'est-il pas vraisemblable , probable , qu'il a dû en être ainsi , si l'on considère la multitude des lieux à évangéliser , la rareté des apôtres , les guerres nombreuses qui se livraient alors , en Gaule surtout , entre peuples , ou même entre provinces d'un même royaume.

(1) Un ancien catalogue des évêques de Mende , après avoir fait mention de saint Séverien , ajoute : « Subsequentium antistitum « nomen ad ducentos fere annos incognitum nobis est , usque ad sanctum Privatium. » — Catel dans ses *Mémoires sur le Languedoc* fait la même observation.

me ; les fréquentes incursions des Barbares , etc. ? On peut comparer ces temps et ces évènements à ce qui se passe de nos jours dans les missions étrangères. Or , que de fois n'a-t-on pas constaté de pareilles intermittences de cent ou deux cents ans , pendant lesquels une contrée déjà évangélisée s'est trouvée privée de pasteur , par suite d'une persécution ou à cause de l'éloignement des lieux , de la pénurie d'ouvriers évangéliques ; plus tard , nous la voyons visitée en passant par quelqu'autre missionnaire , jusqu'à ce qu'enfin la foi y est solidement plantée et le ministère ordinaire ou la hiérarchie ecclésiastique définitivement établie.

Les faits viennent confirmer cette explication. Il serait facile d'énumérer les églises de France qui signalent de semblables lacunes dans le catalogue de leurs évêques (1) , et elles sont nombreuses. Mais à quoi bon ? Le fait est constaté par nos adversaires eux-mêmes. Voici ce que dit M. Pascal en résumant les recherches qui ont été faites en ce sens : « Les sept principaux sièges mentionnés par Grégoire « de Tours, et qu'il faudrait reculer jusqu'au premier siècle, « sont dans la même pénurie de noms des successeurs jusqu'au milieu du troisième siècle. Il en est ainsi dans 50

(1) S. Sidoine Apollinaire dit en parlant des incursions de barbares à une époque un peu postérieure : « Le siège épiscopal de Bordeaux , « les sièges des peuples du Périgord , du Rouergue , du Limousin , du « Gévaudan... et de beaucoup d'autres cités ou provinces ont vu leurs « pontifes moissonnés par la mort , sans qu'on ait mis de nouveaux « évêques à leur place. Le mal augmente tous les jours par le vide « que laisse la mort des pontifes ; » car , ajoute le saint évêque de Clermont , quand meurt un prêtre dans ces églises désolées , le sacerdoce meurt avec lui. (S. Sidon. *Epist.* Lib. VII. ep. 6.) — Il est vrai que S. Sidoine parle d'une incursion de Visigoths au cinquième siècle ; mais on sait que plusieurs autres aussi désastreuses avaient eu lieu dans les siècles précédents.

« autres sièges épiscopaux de la France. » (*Gabalum*, p. 368.)

(1) L'auteur nous demande d'expliquer cette lacune. Nous ne nous chargeons pas de l'expliquer autrement que nous venons de le faire, ou en appliquant à notre sujet ce qu'il dit lui-même d'une autre époque : « Nous convenons que les noms « des successeurs de saint Séverien jusqu'à saint Privat ont « pu se perdre, soit parce que les annales de cette église « ont été négligées dans ces temps reculés, soit pour toute « autre raison. » Mais nous répondrons toujours par notre argument péremptoire : toutes ces difficultés ne sont pas aussi fortes que la seule difficulté, que dis-je ? que l'impossibilité de fixer l'époque de saint Martial, et par suite celle de saint Séverien, autre part que dans le premier siècle.

Terminons en disant que la raison et l'autorité, d'accord avec les documents et la saine critique, nous autorisent à admettre non-seulement l'existence de saint Séverien comme premier évêque de Mendé, mais encore à reculer l'époque de son apostolat dans le Gévaudan jusqu'au premier siècle de l'ère chrétienne. et que rien ne s'oppose à ce que nous reconnaissons qu'il a existé, après saint Séverien, plusieurs autres évêques de Gabalum prédécesseurs de saint Privat. Ce serait seulement une question non encore suffisamment éclaircie de savoir si les prédécesseurs de saint Privat ou saint Privat lui-même avaient transporté le siège épiscopal de l'ancienne Gabalum (qu'on croit avoir existé sur l'empla-

(1) Tillemont embarrassé dans un cas semblable, donne la même solution que nous. « Il est fort possible qu'il y eut eu déjà des chrétiens à Toulouse, à Paris et autres lieux, surtout à Arles avant que ces évêques y vinssent. Il n'est pas impossible même qu'il y eût eu aussi des évêques, mais qui n'avaient point laissé de successeurs. Nous disons ce qui peut avoir été, et ce que nous sommes prêt de croire quand il s'en trouvera des preuves. » (*Mémoires* etc. S. Denys de Paris. Tom. IV. p. 443.)

cément qu'occupe aujourd'hui Javols) (1) à Mende ; ou bien, ce qui est plus probable , s'ils avaient seulement dans cet endroit, *in Minatensi viculo* , une sorte de résidence épiscopale. Ce qui expliquerait leur prédilection pour ce séjour serait la chapelle que saint Martial y avait consacrée à la très sainte Vierge , comme l'attestent la tradition et tant d'anciens monuments ; on conçoit dès-lors que ces pieux évêques aient tenu à honneur de voir leur dépouille mortelle reposer comme à l'abri du sanctuaire de Marie , et que plus tard , lorsque surtout Gabale ou Javols eut été ruinée , ils se soient déterminés à fixer le siège de leur épiscopat dans un lieu si plein de religieux souvenirs , et qui chaque jour devait gagner en importance.

Qu'il nous soit permis maintenant de tirer quelques conclusions des consciencieux travaux de M. l'abbé Pascal.

Espérons d'abord que ses vœux et le but de ses doctes et pieuses recherches seront remplis, et qu'un jour, qui ne saurait être loin, l'Eglise de Mende , rentrant en possession de la liturgie romaine , verra réhabiliter dans ses dyptiques son premier apôtre et évêque , le disciple du glorieux saint Martial. Le but que s'est proposé l'auteur du *Gabalum christianum* est aussi le nôtre dans les modestes observations que nous venons de lui soumettre. Seulement il nous a semblé qu'il fallait modifier un des points d'appui de sa thèse , sous peine de compromettre les intérêts même qu'il voulait servir ; car, enfin , Rome s'est prononcée dans la cause de saint Martial , et à moins de se déjuger , elle n'aurait pu admettre comme disciple de l'apôtre de l'Aquitaine un saint qu'on présentait comme ayant vécu au troisième siècle.

(1) Voir sur Javols les intéressantes recherches faites par M. Ignon secrétaire perpétuel de la Société d'agriculture de la Lozère. (*Mémoires ou Bulletin de la Société etc.* 1840. 1841.)

Nous nous rangeons aussi , et ce sera notre seconde conclusion , à l'opinion du jésuite Rosweyde , cité par M. Pascal, d'après les Bollandistes. Après avoir rappelé les mots qu'on lit dans les anciens martyrologes , le 25 janvier : *Item civitate Gavalis , sancti Severiani Episcopi , mirandæ sanctitatis et doctrinæ viri* , Rosweyde ajoute : « *Quare considerandum fortassè erit, num hic paragraphus novo Martyrologio romano restituendus sit , cum sit in veteri Romano impresso (nempe Belini) Usuardo et Adone.* » Puisse le vœu du savant écrivain , si dévoué au culte des saints , être exaucé. Cette réhabilitation serait surtout accueillie avec transport par les pieux fidèles du Gévaudan , qui verraient avec bonheur leur père dans la foi recouvrer la commémoration solennelle dont il a joui pendant de longs siècles dans toute la chrétienté.

(1) S'il n'y avait pas trop de hardiesse dans la plus modeste observation de notre part sur un sujet si important, nous ferions une réserve touchant l'ancienne formule du martyrologe d'Usuard. S. Séverien y est appelé « *Vir mirandæ sanctitatis et doctrinæ.* » C'est sur ce dernier mot que porterait notre réserve. Serait-ce trop avancer de supposer que le motif qui avait porté autrefois Baronius à retrancher du martyrologe tout ce qui regarde S. Séverien , était fondé seulement pour le mot *doctrinæ* ? Il ne serait certainement pas invraisemblable de penser que quelque ancien copiste , prenant S. Séverien marqué au martyrologe , pour Séverien de Gabala , en Syrie , connu pour son éloquence , aura ajouté de son chef le mot *doctrinæ*. Toujours est-il que parmi les monuments qui rappellent la mémoire de S. Séverien du Gévaudan , il n'en est pas , que je sache , qui justifient ce titre.

RÉSUMÉ

DES OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES ,

FAITES A MENDE ,

PENDANT LE 2^e SEMESTRE DE 1854 ET L'ANNÉE 1855.

Par M. l'abbé BOSSE , membre ordinaire.

Lorsque nous avons ajouté aux publications ordinaires de la Société une série d'observations météorologiques pour la ville de Mende, observations malheureusement incomplètes et qui remontent déjà à 18 mois de date, cette publication a dû paraître d'un intérêt bien minime. On a pu croire que c'était une curiosité toute puérile que de savoir quelle moyenne de chaleur ou de froid nous donnait chaque mois, de quel côté le vent avait soufflé, si le ciel avait été pur ou couvert de nuages etc.

Quelques mots suffiront pour en faire juger autrement.

Parmi les intérêts qui doivent être chers à la Société, ceux de l'agriculture sont en première ligne; et, un des buts qu'elle se propose, c'est surtout d'encourager, de propager tout ce qui peut lui être utile, c'est d'apprendre à connaître tout ce qui peut lui être nuisible. Or, personne n'ignore que la vie de l'agriculture se trouve intimement liée aux influences atmosphériques. Sans doute il n'est pas au pouvoir de l'homme de modifier ces influences, il faut qu'il les accepte telles qu'elles lui sont envoyées. Mais, noter les variations de ces influences, et, par l'ensemble de ces observations, fournir ainsi les moyens de profiter de ce que ces influences ont de favorable, ou de se précautionner autant

qu'on le peut contre ce qu'elles ont de nuisible, n'est-ce pas là une œuvre éminemment utile aux progrès de cette agriculture ? Noter, par exemple, l'insuffisance des pluies d'automne 1854 comme cause du retard dans la germination de nos blés d'hiver qui n'ont pu ainsi résister à la mauvaise saison et n'ont donné, au moins sur nos montagnes, qu'une si triste récolte, n'est-ce pas un avertissement utile pour qu'en pareille circonstance on se précautionne contre les éventualités d'une mauvaise récolte ?

C'est d'ailleurs ce qu'on a déjà fait sur un certain nombre de points de la France ; ce qui a permis de tracer un aperçu de son histoire climatologique. Des stations se sont formées sur divers points ; et, lorsqu'au bout d'un certain nombre d'années on en a réuni les observations, on a pu établir, par exemple, une moyenne de température pour la France, on a pu déterminer des zones dans son climat, tracer la limite des influences maritimes ou continentales ; on a pu diviser approximativement son sol en régions climatoriales selon que ces parties ont été trouvées soumises à tel ou tel vent, à la prédominance des pluies dans une saison plutôt que dans une autre, à une échelle plus ou moins étendue dans les variations du thermomètre ou du baromètre.

Mais dans ces appréciations, nous avons été privé de voir que pour notre pays tout se réduisait à peu près à cette formule que nous trouvons dans un résumé météorologique : *en excluant le plateau central dont le climat nous est entièrement inconnu. Inconnu*, c'est bien là un des mots les moins amers qu'on nous applique.

Contribuer à faire connaître la partie de ce plateau central auquel nous appartenons, offrir pour cela les observations faites au chef-lieu du département qui semble tenir si heureusement le milieu entre les températures si diverses de nos basses Cévennes et des crêtes si élevées de nos montagnes ;

offrir surtout par là des indications qui pourront plus tard être utiles aux essais, (1) aux améliorations qu'on pourra tenter pour notre pays si déshérité par rapport à ceux qui l'environnent, voilà la pensée qui nous a dirigé dans le recueil des observations météorologiques.

Je ne dis pas que les résultats répondent à d'aussi bonnes intentions. Nous ne nous sommes pas dissimulé les difficultés de la tâche que nous avons essayé d'entreprendre. Nous pouvons dire pourtant que, les faits météorologiques déjà publiés, nous les avons constatés consciencieusement; et c'est pour cela même que nous nous sommes convaincu que, pour ces observations, il faut plus que du dévouement; il faut pouvoir disposer librement de son temps et c'est ce qui nous a fait choisir 5 heures du matin; midi et 7 heures du soir; nos occupations ne nous auraient pas permis d'observer consciencieusement à d'autres heures qui auraient été plus convenables; il faut des instruments sur la précision desquels on puisse compter, et tous savent combien il est peu facile de se procurer ici ces instruments.

Mais une idée utile, jetée en bonne terre, ne peut que germer et porter ses fruits. Nous sommes persuadé que l'essai que nous avons tenté éveillera l'émulation de plus d'un membre de la Société, que l'imperfection de la méthode que nous avons suivie, que l'insuffisance des observations que nous donnons exciteront cette émulation à faire mieux, à nous mettre au niveau des observations dignes d'être réunies à celles qu'on recueille dans les autres stations de la France. Nous espérons plus encore; cette émulation s'étendra aux

(1) En dehors de la moyenne de température qui leur convient, les plantes ne font plus que végéter, ne donnent que des produits nuls ou insignifiants et finissent par périr. On évitera tant de mécompte, dans les essais qu'on pourra tenter lorsqu'on connaîtra bien les conditions climatologiques de notre pays.

membres qui ne résident pas à Mende. Ils se mettront à l'œuvre et ils nous donneront des points de comparaison entre les principales localités de notre département et fourniront ainsi de précieux matériaux pour son histoire locale. Nous ferons surtout des vœux pour qu'il surgisse bientôt à Mende quelqu'un de plus capable, de plus libre pour recueillir ces observations que, malgré notre bonne volonté, nous ne pourrions pas continuer assez longtemps pour leur donner une valeur réelle. Nous continuerons jusque là notre tâche. Nous aurons peu sans doute, si nous le comparons à ce que publient les observateurs des autres départements ; mais au moins aurons-nous quelque chose qui donne une idée du climat de notre pays et qui nous rattacherà ainsi un peu à la grande famille française dont nous ne sommes malheureusement que les trop obscurs enfants.

(Suit le résumé des observations.)

Voici le résumé de ces observations dant 18 mois.

TEMPÉRATURE MOYENNE.		1854. 2 ^e semestre.	1855.
	1854 (2 ^e sem.)	1855	
5 h. du matin.	10. 4	6. 5	Maximum : 30
midi.	14. 0	11. 5	31
3 h. du soir.	11. 4	8. 5	Minimum : — 6
		Mois le plus chaud.	— 13
		Mois le plus froid.	— 13
		Le maximum de chaleur a été le 24 juillet	Août
		Et le minimum — le 12 décembre	Décembre
		Le nombre des jours de gelée a été de	8 juillet
			12 décembre
		Le nombre des jours de pluie a été de	23
PLUIE.			81
Ils se divisent :			141
pour la partie d'été (juillet, août)			Été 33
Pour l'automne (septembre, octobre, novembre)			Automne 42
Pour la partie d'hiver (décembre)			Hiver 27
Pour le printemps (mars, avril, mai)			Printemps 41
Les jours de neige ont été de			38
Les jours sereins de			115
VENTS.			
Nombre de jours pendant lesquels chaque vent a soufflé :			
		N.	59
		N. E.	21
		E.	15
		S. E.	10
		S.	34
		S. O.	24
		O.	43
		N. O.	45
Les vents les plus pluvieux pendant le 2 ^e semestre de 1854 ont été O. et S. O. En général, les pluies ont été peu abondantes, deux fois seulement elles ont duré un jour et une nuit.			13
			Et pour 1855,
			S. et S. O. :
			les pluies ont
			été compara-
			tivement plus
			abondantes.
Les jours de brouillard ont été de			42
Orages, Leur nombre a été de			14
Ils se divisent :			11
pour la partie d'été (juillet, août)			Été 13
pour l'automne (sept., octo., nov.)			Automne 6
Ils viennent entre le S. et le N. O.			
Les jours de grêle ou de grésil ont été de			3
ainsi partagés :			1
pour le printemps			»
pour l'été			3
pour l'automne			2

On voit par là que les environs de Mende ont été peu maltraités par les orages pendant cette période de 18 mois. Il n'en a pas été de même pour le reste du département, notamment le Valdonnez et la partie dite *terre de Peyre*.

MÉTÉOROLOGIE.

Observations faites à Mende

Par l'abbé Bossu.

(Altitude : 743 m.)

1856.	HEURES.	Janvier.	Février.
TEMPÉRATURES MOYENNES en degrés centigrades.	5 heures du matin.	2. 3	— 1. 5
	Midi.	4. 6	4. 4.
	7 heures du soir.	3. 1	1. 4.
	Maximâ.	8	9.
	Minimâ.	* — 6	— 6
Jours de pluie		19	5
Jours de neige		3	5
Jours de gelée		4	23
Jours de gelée blanche . . .		1	7
Jours de grêle ou de grésil .		1	»
Jours de brouillard		3	5
Jours d'éclairs		1	»
Jours de tonnerre.		»	»
Jours où le vent a eu les directions. . .	N.	4	4
	N. E.	»	3
	E.	»	1
	S. E.	7	5
	S.	4	4
	S. O.	8	6
Jours où le vent a été généralement	O.	4	2
	N. O.	2	4
	Fort	13	9
	Variable	7	12
	Faible ou nul	11	13
Jours où le Ciel a été généralement	Beau	1	16
	Nuageux	6	5
	Couvert	24	8

* Le trait — marque les degrés au-dessous de zéro.

TARIF POUR LE PEAGE

ET AUTRES DROITS DU SEIGNEUR ÉVÈQUE DE MENDE ,

DE L'ANNÉE 1622.

(Extrait des archives de la préfecture de la Lozère.)

Par M. l'abbé BALDIT , membre ordinaire.

Sur les frequentes plainctes quont este faictes de ce que ceulx quy sont commis par le fermier du peage appartenant a monseigneur de mende comte de geuaudan i excedoit en plusieurs cas ce quy est legitimement dub pour raison dycel-luy et font payer plus qu'on ne souloit anciennement. sous pretexte que les titres et pancartes anciennes quy pouuoient estre ez archiues de leuesché ou maison de ville sont perdues depuis l'occupation et pilliaige de la presente ville par ceulx de la religion prethendue resformee aduenue en lan mil cinq cens septante neufte ayant este requis par le procureur juridictionnel et de la maison consulaire d'y apporter quelque reglement du moins par provision et le fonder sur la verification sommaire que nous pourrions faire de l'ancien usaige tant sur les rolles des fermiers, qu'ont cy deuant leuó le dit droict par la deposition d'iceulx ou aultres quy nous ont este remises.

Nous affin dhoster tout subject de plaincte et foulé a ceulx qui hantent les foires et marchés de la presente ville et empescher la perte dudict droict , ven lenqueste pour raison de ce faict par nous faicte et quelques ungs des vieulx rolles quy ont este remis par deuent nous auons procedé a la taxe suy-uante en laquelle nous auons suyuy tant quil a este possible le contenu aux depositions des dits fermiers et papiers jour-naulx d'iceulx . quy sera gardée et obseruée jusques a ce que les dits tittres recourrés , ou plus ample verification faicte y soiet plus à plein prouuée,

Pour chasque beste grosse qu'on admenera aux foyres de la présente ville soiet cheuaulx caualles mullets beufs vaches taureaulx velles soiet que le dit bestail se vende ou non sera payé ung sol et ce au retour tant seullement et non en venant.

L'horsque le dit bestail sera admené en la dite ville hors de foyre , soiet au marché ou autrement , ou qu'on ly passera

pour le conduire ailleurs sera payé pour chascune beste six deniers

Ne sera payé auleung droict de peage des cheuaults ou caualles que les paisantz ou aultres monteront et desquelles ils se seruiron pour l'usaige de leur personne pourueu que le tout soit sans fraude.

Pour chascun pourceau quy sera admené en ceste dite ville hors des foyres trois deniers et aulx jours de marché au autrement passant par la presente ville pouestre vendus en icelle ou pour estre debités ailleurs ung double (ou deux deniers.)

Pour chasque cheure es temps de foyre trois deniers et autrement dix sols pour cent.

Pour chasque mouton ou brebis es temps de foyre ung double et hors de foire sept sols six deniers pour cent.

Pour chasque charge de ris et pomes raisins passerilhes amandes figes agriottes seiches sera paye une liure pour charge.

Pour le regard des chandelles et sauon une liure pour charge et ce une foys lan pour les dites chandelles et sauon tant seullement.

Pour chaque chargé d'oignons ou haulx une tresse ou corde appelé rech.

Chaque verrier venant vendre verres payera ung verre une foys lan.

Ceulx quy apportent en la presente ville potz escuelles platz et aultres ustancilles de terre payeront une piece mediocre de leurs dites marchandises une foys lan tant seullement.

De mesmes sera faict des cuues seaulx de boys et rastaulx pelles et aultres semblables marchandises une fois l'an tant seullement.

Les marchands estrangers qui estallent marchandise tant au dedans que dehors la ville payeront deux sols six deniers chascun une foys lan.

Ceulx qui apportent des sabotz en la presente ville en payeront ung paire pour chascune charetée une foys lan tant seullement et payeront semblable droict ceulx qui les apportent avec bestes pour chascune charge.

Pour le regard de ceulx quy en apportent a vendre sur leurs espaulles ne sera rien payé deux, pourueu quils ne soyent

treuüés en fraude de les auoir fait conduire par voiture pres la présente ville pour appres les y apporter eu diuers voiaiges sur le col auquel cas oultre la confiscation des dits sabots ils seront punis ainsin que le cas requerra.

Des denrées dont le payement ne se doit faire qu'une fois l'an le fermier sera tenu faire registre fidelle de ceulx quy payent affin quilz ne soyent contraints de payer deux fois.

Les mulatiers ou autres voyturiers apportantz du vin en la presente ville soit huile fromaiges ou aultres denrées aultres que celles quy sont cy devant especifiées dont le fermier a droict de prendre une livre pour charge comme dict est, ne payeront aucun droict de peaige, ou seroyt lhorsquils ne vendent pas les dites danrées auxquels cas ils payeront cinq deniers pour beste. la mesme chose se pratiquera par ceulx qui passent par la presente ville ou passage d'icelle voyturant les dites danrées ou aultres ailleurs.

Les muletz ou aultres bestes apportantz du bled en la presente ville avec bast ou autrement ne payeron aulcung peaige ou seroict que celles a bast sen retournant soient chargées de quelque marchandise que ce seict auquel cas payeroit ung double.

Et toutes les aultres bestes a bast enant en la presente ville vuides soyct quelles sen retournent en cest estat ou chargées payeront un double pour le dit peaige.

Inhibitions et deffenses sont faites au fermier dudit peaige de contrevenir au present reglement sur peyne de cinq cens liures damande et luy est ejoinet de bailler à ceulx quil com-mettra pour la dite leuée ung double du present reglement affin quil nen pretende cause d'ignorance desquels il demeurera responsable et oultre ce inhibitions et deffenses sont faictes aux dits commis d'oultrepasser le contenu en la dite taxe sur peyne destre punis sellon que le cas exigera.

Les habitants des villages matriculés et tailhables a la presente ville seront quietes prouisionnellement en payant le dit droict de peaige une fois lan tant seulement et ce à la foyre de Toussaint.

Le present reglement a. este faict tant pour l'article precedant que aultres cy dessus inseres par prouision et jusques a plus grand esclarcissement du droit et sans entendre par icelluy prejudicier aux droits de mon dit seigneur et de son esche ny d'aultruy.

Faict a mende ce dix-neuuesme jour du moys doctobre mil VI. C. vingt deux ; Cheualier baille , Chanolhet juge , Dejean lieutenant , Cheualier procureur juridictionnel ainsy signes a loriginal qui est a mon pouuoyr deuement conserue.
Julian. fermier.

PRIX DES GRAINS , PAR HECTOLITRE ,

D'APRÈS LES MERCURIALES

DES MARCHÉS DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

Février 1856.

LIEUX DES MARCHÉS.	NATURE DES GRAINS.				
	Froment.	Méteil.	Seigle.	Orge.	Avoine.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Florac	35,12	28,09	25,12	20,10	»
Meyrueis	30,30	»	25,15	»	8,77
Pont-de-Montvert	35,00	»	24,50	»	10,00
La Canourgue	32,63	»	25,50	»	9,25
Saint-Chély	»	»	28,00	»	»
Marvejols	31,85	24,30	26,60	20,69	»
Serverette	»	»	25,00	»	10,00
Langogne	»	»	23,75	15,00	9,50
Mende	32,92	26,73	25,08	20,53	8,70
Villefort	32,00	»	26,25	»	10,00
PRIX MOYEN.	32,83	26,38	25,50	19,08	9,46

Mende, Imp. de J.-J.-M. IGNON.

SOCIÉTÉ

D'AGRICULTURE , INDUSTRIE , SCIENCES ET ARTS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

BULLETIN DE MARS 1856.

SÉANCE DU 6 MARS 1856.

PRÉSIDENCE DE M. THÉOPHILE ROUSSEL,
PRÉSIDENT.

Etaient présents MM. J. J. M. Ignon , Rous , l'abbé Baldit , Laurens , aîné , l'abbé Gaillardon , Grousset , Genuer , Bouniol , Brun , Bonnafous , Tourrette.

Monument de Lanuéjols.

M. le Président donne lecture à l'assemblée de la copie qui lui a été adressée d'une lettre de M. le Préfet à M. le maire de Lanuéjols par laquelle ce dernier est invité à faire entreprendre dans le plus bref délai possible les travaux de déblaiement et de conservation que réclame le Monument romain, travaux pour lesquels une somme de 2,000 fr. a été accordée à cette commune. » Je dois, ajoute M. le Préfet, vous faire observer, M. le maire , que la Société académique de la Lozère, s'est depuis long-temps intéressée à la conservation du Monument de Lanuéjols ; que récemment elle a nommé à cet effet une commission composée d'hommes spéciaux et que dès-lors

elle est mieux à même que personne de donner de bons avis et d'utiles conseils pour la bonne exécution des travaux dont il s'agit, au point de vue archéologique et scientifique. Je vous prie en conséquence de vouloir bien, dès à présent, vous mettre en rapport avec le président de cette Société et de vous concerter avec lui, afin de donner aux travaux dont il s'agit la direction la plus convenable. »

Afin de répondre dignement à cette nouvelle marque de confiance de M. le Préfet, M. le Président invite M. Tourrette, architecte départemental et M. Laurens aîné, agent-voyer en chef, présents l'un et l'autre à la séance, à se réunir à lui afin de se concerter immédiatement avec M. Second fils, maire de Lanuéjols et prendre les mesures nécessaires pour donner, suivant le vœu de M. le Préfet, la meilleure direction aux travaux que nécessite le Monument de Lanuéjols.

Moulage en plâtre offert à la Société.

M. le Président donne lecture d'une autre lettre par laquelle M. le Préfet annonce à la Société qu'il envoie pour son musée un moulage en plâtre de la tête de l'assassin Rousson, qui lui a été offert par M. Mingaud, pharmacien à St-Jean-du-Gard. En exprimant les remerciements de la Société pour cet envoi, M. le Président témoigne le regret que ce moulage en ne reproduisant qu'un segment de la tête, enlève à cet objet une grande partie de l'intérêt qu'il pourrait avoir au point de vue scientifique.

Circulaire ministérielle.

M. le Ministre de l'instruction publique, par une circulaire en date du 19 février 1856, annonce que le comité de la langue, de l'histoire et des arts de la France, qui a été instituée près de son ministère dans le but de recueillir des documents relatifs à notre histoire nationale, poursuit avec activité l'œuvre que la sollicitude du Gouvernement lui a

confiée et qu'afin d'établir entre le comité et les sociétés savantes des rapports vraiment féconds pour la science il a décidé que les publications de ces compagnies qui se rattachent à la philologie, à l'histoire ou à l'archéologie nationales seraient examinées par une commission choisie dans les différentes sections du comité qui en rendrait compte chaque mois en assemblée générale. M. le Président observe que le conseil d'administration de la Société voulant établir avec le *Comité* ce lien utile que M. le Ministre a en vue de resserrer, a souscrit, dès leur première apparition, aux trois publications mensuelles qui ont lieu sous la direction du comité, à savoir *Le Bulletin des Sociétés savantes*, le *Bulletin du Comité*, les *Archives des missions scientifiques*. La circulaire du 10 février est une preuve de la sollicitude de M. le Ministre, pour les travaux si peu appréciés jusqu'ici qui se poursuivent dans les départements. La Société académique de la Lozère enverra son modeste contingent et elle espère qu'il lui sera tenu compte des difficultés exceptionnelles que le travail scientifique et les études historiques en particulier rencontrent dans le milieu où elle est placée.

Nominations.

Sont nommés membres titulaires de la Société par des scrutins successifs :

- MM. Henri Lefranc, ingénieur des ponts et chaussées,
à Mende ;
- Camille Mercier, avoué, à Mende ;
- Monteils, docteur en médecine, à Florac ;
- De Chambrun, archiviste-paléographe, à Paris.

Machine à battre les grains.

M. le Président annonce que la machine à battre, système Pinet, d'Abilly, qui appartient à la Société, vient d'être mise à la disposition de M. Paradis, propriétaire du domaine

des Armes, près Mende, et que d'après la première expérience, qui a eu lieu aujourd'hui même, il est permis d'attendre que que l'emploi de cette machine donnera de très-bons résultats. Malgré les tâtonnements et les pertes de temps inévitables dans le maniement d'une machine par des hommes inexpérimentés, des épreuves plusieurs fois répétées ont prouvé que dans un espace de 10 à 12 minutes la machine servie par sept personnes (dont 2 pour le manège et 5 pour la batteuse) pouvait battre d'une manière satisfaisante 100 gerbes du volume ordinaire des environs de Mende. Dans les bonnes années ces 100 gerbes donnent à peu près un sétier (de Mende), c'est à dire 6 doubles décalitres, ce qui ferait un travail d'environ 6 hectolitres par heure. On pense que cette année le^s 100 gerbes dépiquées au domaine des Armes donnent tout au plus 4 doubles décalitres.

D'après ce premier essai, en 8 heures de travail de la machine on peut battre aisément 4,000 gerbes, donnant, année moyenne, environ 48 hectolitres et pour la récolte de 1855, environ 32 hectolitres.

Dans une aire de dimension ordinaire des environs de Mende, en travaillant avec 2 chevaux et 5 hommes on dépique, dit-on, d'ordinaire 1,600 gerbes, et on ne dépasse pas 1,800. Au reste les expériences vont continuer et dans peu de temps elles permettront de donner à la Société des renseignements encore plus positifs.

Peu de jours après avoir fait cette communication à la Société, M. le Président a reçu de M. Paradis, propriétaires aux Armes, la note suivante :

« D'après l'essai que nous avons fait le lundi, la machine qui fonctionnait au moyen d'une paire de bœufs et d'un cheval a fait 100 gerbes dans 12 minutes, ce qui fait 500

gerbes par heure, et le mardi quand elle a fonctionné au moyen de deux paires de bœufs elle fait 700 gerbes à l'heure. Le mouvement était beaucoup plus rapide et plus régulier.

« En supposant que 140 gerbes fassent un sétier ancienne mesure, la machine ferait 4 sétiers par heure; de manière que dans le mois d'août, la machine en fonctionnant 12 heures par jour ferait 48 sétiers.

« Selon toutes les apparences cette machine donnerait de meilleurs résultats en battant l'orge, soit pour en faire davantage, soit pour mieux conserver la paille.

« Il est même certain que si le manège était placé sur la terre au lieu d'être sur le pavé le mouvement serait plus rapide.

« Il faut nécessairement pour bien faire fonctionner la machine de six à huit personnes pour obtenir les résultats ci-dessus énoncés.

« Plus tard nous ferons l'essai, où nous examinerons quelle peut être la quantité de grains qui reste à la paille. »

D'un rapport adressé à la Société d'agriculture de Boulogne, par M. Adam, son président, il résulte que dans cette localité le battage des céréales revient :

	Au fléau.	Machine à bras.	Machine à manège.
Blé	1 25 et 1 38	1 16 et 1 38	» 63 et » 82
Avoine	» 58 et » 70	» 41 et » 48	» 38 et » 41

Igname de la Chine.

La Société a reçu au mois de septembre dernier une boîte contenant des bulbilles de *Dioscorea Batatas*, qui lui étaient adressés de la part de la *Société d'acclimatation*, et qui, d'après les instructions qui accompagnaient cet envoi, furent

confiés aux soins de l'agent spécial de la Société, pour être tenus en réserve jusques au mois de mars, époque désignée pour leur plantation. M. le Président fait apporter sur le bureau et mettre à la disposition des membres ces *bulbilles*, dont un grand nombre malheureusement, n'ont pu être conservés intacts. A cette occasion M. le Président donne les renseignements suivants, qui joints à ceux déjà insérés dans le Bulletin de la séance du 23 septembre dernier, suffiront pour diriger les essais de culture qui pourraient être faits : Il résulte des informations les plus récentes produites au sujet de cette plante au sein de la Société impériale d'horticulture que la multiplication par tronçons est préférable à celle par bulbilles ou boutures ; que les tubercules ou rhizomes de l'igname végétant pendant l'hiver même sous notre latitude, il convient de ne les arracher qu'au printemps (Decaisne) ; que l'igname n'aime pas le fumier et que les Chinois, grands partisans des engrais, n'en emploient jamais à sa culture.

D'un premier essai de culture en grand tenté par M. Rémont, de Versailles, il résulte que l'hectare a pu fournir 65,000 kil. de tubercules d'igname, et un essai de panification fait par le même a prouvé qu'un mélange de 4 cinquièmes de farine de froment et un 5^e de fécule d'igname a donné un pain d'excellente qualité. M. Rémont pense que la proportion de fécule d'igname par rapport à la farine de froment pourra être portée à 35 p. 0/0.

Le rendement en fécule des ignames cultivés l'an dernier par M. Decaisne a été de 17 à 18 p. 0/0. (On sait que le rendement des pommes de terre en fécule varie de 14 à 27 p. 0/0.)

Voici encore d'après la *Revue horticole* quelques résultats dignes d'être notés : six pieds d'igname qui avaient été plantés en 1854 au jardin du Muséum et arrachés le 2 novembre

1855 (après avoir traversé en terre des froids de 10 et 12 degrés) ont donné les poids suivants :

N ^o 1.....	0 k 340	N ^o 4.....	1 k 640
2.....	0 260	5.....	1 535
3.....	1 260	6.....	1 506

Ce qui donne en moyenne pour chaque pied 1 k 09. Les tubercules avaient en général 0 m. 50 c. de longueur.

« L'expérience paraît démontrer que l'igname doit être planté très-serré. 0 m. 15 à 0 m. 18 de distance entre les pieds semblent suffire, eu égard à la forme allongée du Rhizome et à la brièveté des radicelles qu'il émet sur toute sa longueur. Il importe moins d'obtenir des tubercules de 1 à 2 kilos que d'en faire croître le plus possible sur une surface donnée de terrain. Il suffirait pour les usages ordinaires de la consommation que les tubercules atteignent la grosseur d'une carotte moyenne et il ne semble pas nécessaire de mettre entr'eux plus d'intervalle qu'on n'en laisse communément entre les pieds de ce dernier légume. Si à cette précaution on ajoutait celle de planter sur sillons de 0 m. 30 à 0 m. 35 il est probable qu'on obtiendrait beaucoup de produit et que l'arrachage n'offrirait pas beaucoup plus de difficultés que pour les pommes de terre. »

On a obtenu en Angleterre des résultats tout à fait semblables aux précédents. Ils prouveraient la possibilité d'établir avec profit la culture de l'igname dans ce pays ou cette plante a paru se montrer plus rustique que la pomme de terre elle-même et on espère qu'elle prospérera surtout dans les sols profonds sablonneux et tourbeux.

En Angleterre on recommande aussi de planter sur des billons très-élevés, d'abord afin de pouvoir ainsi cultiver l'igname sur les sols peu profonds, ensuite parce que l'arrachage sera grandement facilité, enfin parce qu'on pourra

ainsi laisser les tiges volubiles plantées sur les talus des billons, sans avoir besoin de les soutenir avec des tuteurs.

Le journal de *Sud Est*, publié à Grenoble rend compte de la manière suivante des essais tentés dans l'Isère, par M. Burdinat, jardinier du général Randon, à St-Ismier. :

« Des fragments d'igname Batate, provenant de la pépinière centrale d'Alger, de 4 à 5 centimètres de long sur 2 à 3 c. de diamètre ont été plantés dans les premiers jours de mai 1855, en pleine terre et à la façon des melons. Le fond du sol était pierreux et très dur. Chacune des racines a pénétré de 20 c. dans ce mauvais sous sol, là trouvant de la résistance elles se sont ramifiées. Les plantes ont été soutenues avec des rames de 3 m. de long, plusieurs ont fleuri. Trois de ces tubereules recueillis en automne ont pesé ensemble 1675 grammes. »

COMPTE-RENDU

DE L'OUVRAGE INTITULÉ : *Notes sur l'agriculture des cantons granitiques du département de la Lozère.*

2^e ARTICLE. — DES ENGRAIS.

Par M. THÉOPHILE ROUSSEL, Président.

Un vieux dicton normand très en vogue parmi les cultivateurs de nos plus riches provinces définit ainsi l'agriculture : *du fient, du fient et du fient*. C'est là une exagération. La bonne agriculture ne consiste pas toute entière dans le fumier ; il reste encore une large part à faire à l'art et à la science. Mais si le fumier n'est pas tout, il est évidemment le principe vital de la culture des terres, l'agent indispensable de toute production. En dehors de quelques circonstances exceptionnelles et passagères on peut dire d'une manière presque absolue que là où manque cet élément, l'agriculture meurt, que là où il est rare elle languit ; elle fleurit au contraire partout où il abonde.

On ne trouverait peut-être plus aujourd'hui en France une région où l'agriculture se présente plus languissante et plus arriérée que dans nos cantons granitiques. Pour expliquer cette situation je sais que l'on a coutume d'invoquer d'abord la rigueur du climat et la pauvreté naturelle du sol ; ensuite l'appauvrissement incontestable des paysans que l'on explique à son tour par des causes diverses (1). Nous n'avons pas à

(1) On cite parmi ces causes la décadence de notre industrie, jadis si importante, des tissus de laine ; l'extension démesurée donnée au labour aux dépens du sol forestier ; l'aggravation croissante des charges publiques sans proportion avec l'accroissement des produits ; les abus de l'usure, des procédures, des expropriations forcées ; la perversion même des habitudes rurales en l'absence de ce mouvement des esprits et de l'activité à produire qui se manifestent dans les autres pays.

examiner ces causes en ce moment et quelle que soit d'ailleurs la part d'influence qu'elles exercent, il est au fond de cette situation que nous déplorons, un fait matériel qui frappe tout d'abord et révèle la cause immédiate et palpable de cette faiblesse extrême de la production agricole: c'est l'insuffisance des engrais.

Les engrais manquent à notre région granitique, par suite: 1° de l'insuffisance du bétail ou plutôt des fourrages; 2° du traitement vicieux des fumiers; 3° de l'absence complète de tout engrais autre que le fumier de ferme. Il y a là, à notre avis, trois vices qui opposent un obstacle capital à tout accroissement de la production agricole parmi nous, et nous croyons d'autant plus essentiel de les indiquer en traitant la question des engrais au point de vue de notre pays, que ces vices sont, en partie au moins rémédiabiles, même avec les ressources présentes de notre population rurale.

Nous regrettons que l'auteur des *notes sur l'agriculture des cantons granitiques*, n'ait touché qu'indirectement et d'une manière incidente à ces questions. Dans le chapitre II^e dont nous allons présenter une analyse à la Société, chapitre qui a surtout, comme le livre en général, le caractère descriptif, il traite successivement de la nature et du mode d'emploi des différents engrais qu'il croit pouvoir s'appliquer le mieux à la nature de notre sol et au système de culture pratiqué dans nos campagnes. Il étudie ainsi dans autant de paragraphes: 1° le *fumier* proprement dit, 2° les *matières* propres à remplacer la paille comme litière et à être converties en engrais, 3° les engrais animaux autres que le fumier de ferme; 4° les composts; 5° les engrais végétaux; 6° les engrais minéraux. Il traite ensuite de l'emploi des engrais, du parage et termine en présentant un tableau qui a pour but de permettre de se rendre compte, pour ainsi dire, à chaque instant, de la masse du fumier disponible eu égard au nombre d'animaux entretenus.

Nous allons suivre l'auteur dans chacune de ces divisions. Le fumier d'étable est rangé par l'auteur dans l'ordre suivant, quand à ses qualités et à sa force productive :

1° Fumier des bœufs à l'engrais ;

2° Fumier de mouton (que l'auteur déclare un peu plus loin le plus *substantiel* de tous. Il aurait du dire , à notre avis , le plus *chaud* et l'un des plus prompts à fermenter) ;

3° Le fumier de cheval (auquel on peut rapporter ceux de mulet et d'âne) ;

4° Le fumier des bœufs d'attelage ;

5° Le fumier de vache , (« moins bon, dit l'auteur , que le précédent , parce que les parties nutritives des fourrages qui leur sont distribués tournent à la production du lait) ;

6° Le fumier des cochons.

C'est à bon droit que l'auteur place au premier rang le fumier des bêtes à cornes et par-dessus tout celui des bœufs à l'engrais. Tandis que le fumier de cheval convient particulièrement aux terres froides et humides , à cause de sa chaleur et de sa tendance à fermenter , celui des bêtes à cornes plus froid , conservant plus long-temps son humidité et ses principes actifs, est l'engrais pas excellence des terres sèches et sablonneuses de nos cantons granitiques.

Quant à la différence entre le fumier des bêtes de travail ou autres plus ou moins mal nourries et celui des animaux de même espèce à l'engrais elle ne mérite pas moins d'être signalée. La masse du fumier est proportionnelle à la somme des aliments et nullement au nombre des têtes de bétail , et sa valeur est en rapport avec la qualité des substances consommées. C'est là une vérité banale et on ne saurait trop néanmoins la répéter à nos paysans dont la pratique est en opposition flagrante avec cette vérité.

L'auteur est-il fondé à placer au dernier rang pour la valeur productive le fumier de cochon ? Il observe il est vrai que s'il

le classe ainsi, « c'est parce que la nourriture qui est consacrée aux porcs est trop souvent d'une qualité médiocre ; que partout où ils reçoivent de bons aliments, leurs déjections ne sont point inférieures à celles de tout autre bétail. » Nous croyons pouvoir ajouter que même dans ces dernières conditions, le fumier de porc est assez généralement considéré comme le plus riche de tous. On lui reproche même d'être tellement actif, surtout s'il est employé frais qu'il brûle les plantes. Le peu de valeur attribué à ce fumier par l'auteur tient donc à notre pays et s'explique par le régime, généralement très-misérable auquel l'espèce porcine est soumise.

Les déjections des animaux dont il vient d'être parlé, mêlées en proportion diverse avec la litière, ou en d'autres termes le *fumier* proprement dit, composent l'engrais par excellence et nous devons ajouter l'unique engrais employé dans nos cantons granitiques. Les autres débris variés de la nature organique qui peuvent, comme les excréments animaux, fournir en se décomposant de nouveaux éléments à l'organisme des végétaux et dont on a tiré un parti si avantageux dans les pays plus avancés, sont inconnus de nos paysans. Leur langue ne possède aucun mot qui corresponde à celui de *compost* et c'est à peine si l'on trouverait 3 ou 4 fermes de la montagne disposées de manière à pouvoir recueillir la partie la plus précieuse des déjections du bétail et à utiliser le *purin*.

Et comment y recueille-t-on le fumier lui-même, cette unique et si peu abondante source de la production ? Prend-on la moindre précaution pour empêcher ses principes les plus actifs de s'évaporer, pour les soustraire à l'action du soleil qui les sèche, de la pluie qui les lave et en entraîne la substance la plus précieuse ? On peut dire sans crainte d'exagérer que par la manière dont on traite chez nous le

fumier, ceux-ci perdent, avant d'être utilisés dans les champs, les deux tiers (1) de leur valeur sinon de leur volume.

On voit donc quel bienfait apporterait dans nos campagnes l'adoption d'une bonne méthode de traitement des fumiers. L'auteur donne à cet égard de sages conseils que nous ne pouvons malheureusement reproduire sans dépasser les justes limites d'une analyse. Il se prononce avec raison pour l'enlèvement fréquent du fumier et son entassement méthodique hors des étables et dans un lieu spécial dont il indique les dispositions essentielles. Il est certain que le système d'entassement sous les animaux, dont on a proclamé les avantages, particulièrement là où l'engraissement du bétail est pratiqué dans des *boxes* (2), n'est pas praticable dans les conditions de nos constructions rurales.

Arrivant aux matières propres à remplacer la paille comme litière et à être converties en engrais l'auteur indique comme telles : 1° la terre, le gazon et la tourbe ; 2° le sable ; 3° les feuilles d'arbre ; 4° la mousse et les joncs des prairies ; 5° la bruyère, la fougère et les genets. Il conseille avec raison l'emploi comme litières particulièrement dans les bergeries,

(1) M. de Gasparin affirme que le fumier conservé pendant un été sans addition de chaux ou de tout autre substance conservatrice perd plus de la moitié de son poids et les deux tiers de son azote.

(2) On s'est particulièrement occupé dans ces derniers temps des *Litières* de M. Decrombègue. Voici en quoi elles consistent : on place les bœufs que l'on veut engraisser dans autant de boxes séparées entr'elles par des claire-voies. Chaque Boxe est défoncée à la profondeur de 1 m. 20 c. au dessous du sol. On y dépose des bottes de paille avant d'y faire descendre la bête ; tandis que le fumier s'y entasse on se borne, pour tout travail à le répartir également dans la Boxe et à y étendre dessus de l'argile pour mieux assurer sa conservation. La crèche étant mobile on a soin de l'élever à mesure que s'élève la litière ; la nourriture se faisant entièrement au coupage, on pas besoin de ratelier.

des terres et des sables , avec addition d'un peu de paille pour entretenir la propreté des animaux. L'emploi de ces matériaux est à peu près inconnu dans nos cantons et quoique nos terres de la montagne soient généralement privées de l'élément calcaire que l'on a coutume de rechercher dans les litières terreuses , il est hors de doute que les *terres glaises* qui abondent dans la plupart de nos cantons pourraient être employés très avantageusement.

Dans le paragraphe consacré aux *urines* l'auteur donne le renseignement suivant: « il est prouvé que la masse d'urine produite par jour est approximativement :

Pour un homme de 625 grammes ou 228 kil. par an.

Pour une vache de 8 kilos 200 grammes ou 2993 kil. par an.

Pour un cheval de 1330 grammes ou 485 kil, par an.

La première de ces quantités suffit pour fumer plus d'un are de terrain ; la seconde 24 ; la troisième 60 centiares.

Il dit encore à propos des *débris d'animaux* : « La chair des animaux morts , les os qui forment leur charpente leurs poils et leurs sabots, peuvent être utilisés comme engrais : les sabots sont excellents pour fumer les prairies et pour cela il ne s'agit que de les enfoncer en terre tels quels à une certaine distance les uns des autres. Les cheveux des hommes sont aussi des engrais dont la durée égale la richesse ; il en est de même des chiffons de laine , et dans un pays tel que le nôtre , ou cette matière constitue presque exclusivement l'habillement de la classe agricole il ne sera pas sans intérêt d'indiquer la manière d'utiliser cet engrais si peu coûteux et si efficace.

« On a calculé que 666 kilos environ de chiffons de laine pouvaient fournir à la fumure d'un hectare. Leur décomposition très lente les rend efficaces pendant 7 à 8 ans ; leur action est remarquable surtout dans les étés secs. Lorsqu'on

répand ces chiffons dans les sillons semés en pommes de terre, les plantes se distinguent par leur feuillage-vert foncé et surtout par leur grand produit. Avant d'enfouir des chiffons il convient de les diviser le plus possible. On y parvient à l'aide d'une lame de faux implantée à angle droit sur un billot; mais cette opération manuelle peu coûteuse laisse des débris coupés un peu trop larges. On doit veiller à les rendre aussi petits que possible ».

L'auteur arrive ensuite aux *composts* dont nous regrettons qu'il n'ait pas donné une définition suffisamment précise, à cause de l'ignorance générale de nos cultivateurs de la montagne sur ce point. La théorie des *composts* est fondée sur la propriété qu'ont les terres alcalines d'amener les substances organiques à un état de décomposition favorable à la végétation. Les mélanges qui se font dans ce but sont du reste extrêmement variés. L'auteur examine d'une manière particulière ceux qui se font avec les débris d'animaux morts, les gazons et les excréments humains. Les différents engrais et mélanges qui se composent avec cette dernière substance mériteraient un examen séparé et ne rentrent pas d'ailleurs complètement dans la théorie des *composts*, telle que nous venons de la donner. Quant à l'utilisation des chairs des animaux morts voici le procédé qui nous paraît préférable, et qui se rapporte, à quelques modifications près, à celui qu'indique l'auteur : on ouvre une fosse d'un ou deux mètres de profondeur et suivant les circonstances, on en jonche le fond de paille de jones ou de bruyère. On recouvre ce premier lit d'une couche de 1 à 2 doigts de chaux vive, de terre calcinée ou de cendres. Par-dessus on place ensuite une couche de chairs, que l'on arrose, si l'on peut, avec une dissolution de sulfate de fer. Au-dessus on étend de nouveau une couche de paille, de bruyères, de cendres ou de terres, puis encore des chairs, de la chaux etc. Enfin on recouvre

le tout avec la terre provenant de la fosse. Si le mélange a été convenablement opéré, on peut bouleverser le tout au bout de quelques semaines la décomposition est opérée.

La chaux vive est l'alcali dont on fait surtout usage pour la fabrication des composts ; et comme cette substance fait souvent défaut dans nos cantons granitiques , il est bon de rappeler que l'on peut très bien la remplacer par la soude ou la potasse. Et c'est ainsi que les terres calcinées et les cendres (surtout celles récemment sorties de l'âtre) peuvent servir à composer d'excellents mélanges.

A propos de ce qu'il appelle le *Compost de gazon* l'auteur s'exprime ainsi : « Le recurage des fossés, les terres provenant du nettoyage des pièces d'eau ou des mares, les gazons situés au bord des chemins, ne sauraient être mieux employés qu'à former des engrais pour les prairies. Pour cela on compose un tas régulier dans lequel on fait alterner une couche de gazon et une couche de fumier, chacun d'environ 20 centimètres d'épaisseur. Quelquefois aussi on y ajoute un peu de chaux et elle est même indispensable lorsque les gazons sont en grande partie formés d'herbes dures et d'une décomposition difficile ; mais dans ce cas on doit éviter par dessus tout de mettre la chaux en contact avec le fumier ; le mieux est de la placer entre deux couches de gazon ; on pose la couche inférieure le vert en haut, la couche supérieure le vert en bas : la chaux se trouve ainsi entre les deux parties gazonnées des mottes, le fumier entre les terres de ces mêmes mottes, et le tas ainsi composé offre les dispositions suivantes :

Fumier, première couche.

Gazon, deuxième couche.

Chaux, troisième couche.

Gazon, quatrième couche.

Fumier, cinquième couche et ainsi de suite.

On laisse le tas livré à lui-même pendant quelques mois et on l'arrose souvent avec de l'eau de mare mêlée de purin ou avec le purin seul, puis on le coupe en tranches avec la bêche pour s'en servir comme engrais.

On comprend que les formules pour fabriquer des composts peuvent varier à l'infini et que chacun peut en créer d'après les conditions où il se trouve. Toutefois, comme cet objet est entièrement nouveau pour nos pays de montagne, nous nous permettrons d'ajouter encore ici quelque chose à ce que nous enseigne l'auteur et nous voudrions pouvoir recommander aux cultivateurs l'emploi de la formule suivante qui nous paraît aussi simple que bien adaptée aux circonstances propres à nos cantons granitiques. Le compost que nous proposons peut être fait avec les débris de toute espèce de plantes que l'on ramasse et que l'on dépose d'abord pour les faire mourir dans des fossés ou des tonneaux remplis d'eaux grasses ou d'urines.

Après quelques jours de macération on étend sur le lieu où l'on doit faire le tas de compost (et nous conseillons pour éviter les transports répétés, de choisir un point du terrain même où le compost sera employé), une couche des végétaux recueillis. On recouvre cette couche d'une couche de chaux vive, ou, si l'on n'a pas de chaux, de cendres ou de terres calcinées et par dessus une couche de la terre même du champ sur lequel on opère. Puis sur cette terre une 2^e couche de plantes, puis encore de la chaux, des cendres, etc. et puis de la terre et on continue ainsi jusqu'à la fin. Lorsque tout est employé on arrose copieusement le tas et on le recouvre d'une bonne couche de terre mouillée que l'on bat à la surface; on laisse le tas environ deux mois avant de l'éventrer pour répandre l'engrais.

Nous avons cru devoir nous étendre sur cet article parce que les composts en général conviennent très bien aux terres

friables et que ceux que l'on fait avec des débris végétaux , des vases de fossés et d'étangs sont réputés excellents pour les terrains sableux analogues à ceux de beaucoup de nos champs de la montagne.

Ajoutons enfin que nos paysans pourraient très-bien utiliser la tourbe qui abonde dans certains cantons en procédant comme il suit : faire une grande fosse communiquant avec des latrines ou avec la fosse à purin ; y jeter par tranches de la tourbe qu'on a fait sécher préalablement ; l'y laisser quinze jours environ , puis la retirer , l'égoutter et dès qu'elle est sèche la transporter sur les champs ou elle doit être employée et l'enfouir de suite.

Dans le paragraphe consacré aux engrais végétaux , l'auteur se borne à mentionner en passant les ressources que l'agriculture peut tirer de l'enfouissement à la charrue des fourrages artificiels. C'est encore là une ressource à peu près inconnue à nos cantons granitiques. Il ne traite que des engrais provenant des végétaux consumés , c'est-à-dire la suie et les cendres.

« Nul engrais n'est préférable à la suie pour détruire la mousse des prairies qui ont été préalablement desséchées et le trèfle sur lequel on la répand donne des produits supérieurs à ceux que l'on obtient à l'aide du plâtre. C'est là une assertion bonne à noter pour un pays où le plâtre ne peut être acquis qu'à un prix à peu près inabordable.

Quant aux cendres, l'auteur nie que celles qui ont servi à la lessive aient perdu leurs qualités. Il conseille de les appliquer surtout aux terrains argileux. « Personne, ajoute-t-il , n'ignore que répandues sur les prairies humides , surtout après que celles-ci ont été desséchées , elles produisent les meilleurs résultats en faisant naître en abondance le trèfle blanc et les herbes succulentes. On emploie 20 à 25 hectolitres par hectare . . . Dans les montagnes de la Westphalie

ce n'est qu'en appliquant de la cendre au seigle qui précède l'orge sur lequel on sème le trèfle que l'on parvient à obtenir cette graminée. »

Sous le titre plus ou moins admissible d'*engrais minéraux*, l'auteur mentionne la *chaux* et le *plâtre*. Il donne quelques renseignements sur la pratique du chaulage, ne se dissimulant pas que la grande cherté de la matière ne permettra pas de long-temps au moins, d'utiliser ces renseignements. On peut en dire autant du plâtrage qui n'offre d'ailleurs de très-grands avantages que pour la culture des légumineuses, que nos campagnes ne connaissent guère que comme plantes de jardin.

L'auteur consacre ensuite à l'*emploi des engrais* un long paragraphe dont voici les conclusions, que nous reproduisons sans commentaires :

1° Si la pente d'un champ est rapide, enterrer de suite le fumier, afin d'empêcher qu'il ne soit entraîné par les eaux.

2° Le fumier enterré frais se conserve plus long-temps, mais son action sur la récolte qui suit immédiatement est moins forte et moins sensible que sur les récoltes suivantes.

3° Le fumier étendu à la surface du sol, sans être recouvert ne perd nullement de sa force fécondante, mais seulement il se décompose plus facilement et plus vite que lorsqu'il est enfoui.

4° Lorsqu'on ne peut pas disposer d'une grande quantité d'engrais il faut l'enfouir immédiatement.

5° L'application des engrais en couverture est une pratique simple, facile et recommandable dans une foule de circonstances surtout lorsqu'elle est employée pour les récoltes légumineuses.

Le chapitre se termine par un paragraphe consacré au *parcage* que l'auteur recommande non-seulement comme évitant la dépense qu'occasionnent le transport et la réparti-

tion des engrais , mais encore parce que , dit-il , les terres parquées se distinguent par l'état d'ameublissement du sol parce qu'elles sont moins infestées de mauvaises herbes , que a paille des céréales y est plus abondante. Il est nécessaire d'ajouter toutefois que le parcage ne peut produire ces derniers effets qu'à une condition , celle d'avoir été précédé par un bon labour. Enfin , il ne faut pas s'y tromper , les éloges donnés au parcage , mérités en ce qui concerne notre pays , ne sauraient être acceptés d'une manière absolue. Pour les pays d'une agriculture avancée la vérité se trouve plutôt dans cette parole de l'auteur illustre des *Annales de Roville* : « Toutes les fois que je ne manque pas de paille , je préfère au parcage le fumier que l'on fait à la bergerie. »

L'auteur cite en passant le parcage sur les prairies que l'on veut amender. Nous pouvons rappeler à ce propos que l'un des fondateurs et le premier président de cette Société , le baron Florens , avait beaucoup appliqué ce moyen à l'amélioration de ses prairies de la Margeride et qu'il s'en louait beaucoup. Sur des terrains qui n'étaient auparavant que d'assez maigres pâturages , il avait obtenu des récoltes de 200 quintaux de foin par hectare. Jamais la santé des animaux n'avait éprouvé la moindre atteinte de ce mode de parcage.

J'espère que la Société voudra bien excuser la longueur des commentaires auxquels a donné lieu le chapitre que nous avons à analyser. Qu'elle nous permette en quittant ce sujet si important pour la plus grande partie de la Lozère de citer quelques paroles empruntées à Jacques Bujault : « le *climat* et les *gelées* , disait le cultivateur de Charouc , ont moins d'influence sur les terres bien fumées ou bien amendées que sur les sols épuisés. J'observe cela chaque année et chaque année je dis : » fumez et améliorez vos terres , toute l'agriculture est là. J'ajoute encore : « pour un bon cultivateur , il n'y a pas de mauvaises années. »

DES CHEMINS DE FER

Dans les vallées

De la Haute-Loire, du Tarn et du Lot,

Et des intérêts de la Lozère dans les tracés projetés.

Par M. THÉOPHILE ROUSSEL, président.

M. le Président présente à la Société deux brochures intitulées l'une la *Haute-Loire et ses chemins de fer*, l'autre le *Tarn et ses chemins de fer*. L'auteur de ces écrits, dit M. le Président, est un ingénieur distingué, M. J. Barrande, qui peut être considéré par nous comme un de nos compatriotes, car il est originaire de la ville de Saugues, partie détachée de l'ancien Gévaudan. « Puisque vous vous intéressez, me dit-il dans la lettre qui accompagne les deux brochures, aux grandes questions de voies ferrées en pays de montagnes, je me plais à espérer que vous trouverez dans les études sur le Tarn et la Haute-Loire des faits, des considérations, des conseils qui, si je ne me trompe, pourraient bien être de quelque utilité à la Lozère.

« Le département du Tarn met en pratique les idées que les hommes les plus haut placés du pays ont bien voulu me demander.

« Si le département de la Haute-Loire avait voulu suivre l'impulsion que j'ai essayé de lui donner en 1853, il serait à la veille de posséder la satisfaction complète de ses intérêts, tandis qu'il devra l'attendre encore pendant une assez longue période d'années. »

Malheureusement, ajoute M. le Président, le département de la Lozère semble bien plus éloigné encore que la Haute-Loire de l'époque où l'établissement d'un chemin de fer viendra donner satisfaction à nos intérêts et à nos besoins que nous avons coutume, depuis 50 ans, de voir ignorés ou méconnus. On doit regretter qu'un ingénieur du mérite de M. Barrande, qui est le premier auteur du projet du grand central, n'ait pas été mis à même déjà d'exécuter à notre profit une étude qui aurait pu prendre pour titre : *Du haut Lot et des chemins de fer*. Cette étude aurait complété et à quelques égards rectifié sans doute les travaux et les idées de l'auteur sur les système des voies ferrées à travers nos montagnes centrales.

Lorsqu'on jette les yeux sur une carte de France et que l'on remarque l'absence presque complète de grandes voies ouvertes au transit de l'Est à l'Ouest, particulièrement à travers nos provinces du centre et du midi, c'est-à-dire en deçà du 47^e degré de latitude, il semble inconcevable que l'attention ne se soit pas fixée encore sur cette ligne si bien tracée de la vallée du Lot, qui va pour ainsi dire comme d'un trait de la Gironde au Rhône et qui formerait la voie la plus courte de Marseille à Bordeaux. Par malheur, l'ouverture d'un pareil tracé, dont l'importance est incontestable, si l'on considère l'avenir et les intérêts généraux d'un grand nombre de départements laissés jusqu'ici dans les plus mauvaises conditions sous le rapport de leurs relations mutuelles et de la possibilité d'échanger leurs produits, n'a pas rencontré en sa faveur quelques uns de ces arguments décisifs comme certaines grandes influences financières et politiques, groupées le plus souvent autour d'intérêts privés, ont su en produire en faveur de tracés à coup sûr moins intéressants pour l'ensemble du pays. Le temps viendra sans doute où le *Réseau des montagnes centrales* paraîtra au Gouvernement aussi



digne d'intérêt que ce *Réseau Pyrénéen*, dont les premières études appartiennent à M. Barrande, et qui semble à la veille d'être mis à exécution. En attendant, il faut reconnaître que la ligne, qui, sous le nom de *Grand Central*, promettait de passer presque à nos portes, à quelques kilomètres de distance de St-Flour, ne paraît pas devoir, de long'temps, s'avancer vers nous en réunissant les deux tronçons extrêmes et mériter le nom de *Grand Central*. La voie qui semble offrir le plus de chance d'une prochaine exécution et qui effleurerait au moins notre territoire est celle qui, se détachant du *Grand Central*, gagnerait Alais et le, Rhône en suivant l'Allier ; mais cette voie elle-même ne saurait donner satisfaction aux intérêts Lozériens, qui n'auront leur légitime sauvegarde que dans la construction d'une ligne transversale du Lot au Rhône, en prenant le tracé déjà suivi par la télégraphie électrique.

Le Conseil général de la Lozère entendit, il y a deux ans, avec reconnaissance la déclaration de M. le Préfet, que *le Gouvernement veut étendre le bienfait des voies ferrées sur tous les départements et que sa bienveillante attention s'est déjà portée sur la Lozère.* » Il faut toutefois, ajoutait M. le Préfet, que préalablement des études soient faites. A cet égard, l'administration supérieure a décidé en principe qu'aucunes études ne seraient commencées, si les localités intéressées ne participaient pour une large part aux dépenses qu'elles occasionnaient. J'ai fait remarquer combien nos ressources étaient restreintes et nos besoins nombreux. M. le directeur des chemins de fer a parfaitement apprécié mes raisons. Néanmoins, il insiste pour qu'un crédit soit ouvert au budget départemental. J'y ai inserit par conséquent la somme de 1,200 fr. Vous accueillerez, j'aime à le croire, cette demande etc. »

C'est ainsi que la question des voies ferrées s'introduisit

officiellement, il y a deux ans, au rang des questions d'intérêt départemental. Le Conseil général vota la somme demandée, en sollicitant du Gouvernement l'étude de deux tracés : l'un du Nord au Sud, par la vallée de l'Allier ou de la Trueyre ; l'autre de l'Ouest à l'Est, par le Lot, le Tarn ou la Jonte et le Mimente.

A la session de 1855, la question s'est précisée un peu plus : « Le 7 mai dernier, disait M. le Préfet, M. le Ministre des travaux publics m'informait qu'il avait examiné avec une grande attention la demande que vous lui aviez faite qu'il fût procédé à l'étude de deux lignes de chemin de fer, destinées l'une à prolonger jusqu'à Alais la section de Clermont à Lempdes et l'autre à mettre cette nouvelle ligne en communication avec celle de Clermont à Montauban, au moyen d'un raccordement qui aurait lieu dans le département de l'Aveyron.

» La ligne qui prolongerait jusqu'à Alais la section de Clermont à Lempdes a paru à M. le Ministre présenter un intérêt sérieux, et il serait disposé à autoriser l'étude, si les départements qu'elle doit traverser consentaient à en supporter les frais, dont le total s'élèverait approximativement à 30,000 fr. Sur ma demande et sur celle de mon collègue de la Haute-Loire, M. le Ministre s'est chargé de faire lui-même une répartition de cette dépense entre les 4 départements traversés (Haute-Loire, Lozère, Ardèche et Gard.)

» La part affectée à la Lozère est de 5,000 fr. Déjà, vous aviez inscrit dans votre budget de 1855 une somme de 1,200 fr.; j'ai porté cette année un nouveau crédit de 3,800 fr. »

Le Conseil a voté le nouveau crédit et renouvelé le vœu exprimé en 1854 pour qu'il soit fait également des études pour l'établissement d'un autre chemin de fer qui joindrait celui de Montauban et le Grand-Central avec celui de Clermont à Alais, en suivant la vallée du Lot ou celle du Tarn.

Tel est l'état officiel de la question des chemins de fer en ce qui nous concerne. « Je suis heureux , ajoute M. le Président , que les deux brochures de M. Barrande m'aient fourni une occasion de soulever pour la première fois dans le sein de la Société cette question , dont l'intérêt ira croissant pour nous d'année en année Elle ne cessera plus , nous l'espérons , de se présenter à chaque session du Conseil général jusqu'à ce qu'elle ait reçu sa solution définitive , et , on ne saurait trop le répéter , la seule solution présentement admissible qui sauvegarde les intérêts Lozériens en général , c'est le chemin de la vallée du Lot. La vallée de la Trueyre, que nous devons citer , puisque son nom figure dans le procès-verbal des séances du Conseil général ne peut donner lieu qu'à des projets , sinon chimériques , au moins d'un avenir éloigné. »

M. Grousset, secrétaire du Conseil général, prend la parole pour faire connaître les principales données produites dans ce Conseil; il entre, relativement à la marche actuelle et aux projets supposés de la compagnie du Grand Central, dans des détails qui viennent à l'appui de l'opinion émise par M. le Président sur le peu d'espoir que doit avoir la Lozère de voir cette grande compagnie diriger ses travaux de manière à servir les intérêts Lozériens. Un jour peut-être , le Grand Central trouvera d'importants avantages à transporter vers le Rhône et Marseille les houilles et les minerais de l'Aveyron. Alors seulement, suivant M. Grousset, nous pourrions espérer de voir la vallée du Lot parcourue par un chemin de fer.

M. le Président, ramenant la question à son point de départ, c'est-à-dire aux brochures de M. Barrande, décide , avec l'assentiment unanime de l'assemblée , que M. H. Lefranc, ingénieur des ponts et chaussées , sera prié de vouloir bien se livrer à un examen plus approfondi des données contenues dans ces publications , les rapprocher de cel-

es que l'insuffisance des études du terrain nous permet d'avoir sur le tracé par la vallée du Lot, présenter enfin , au doint de vue des légitimes intérêts de la Lozère , une appréciation et un complément des travaux de M. Barrande.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1856.

PRÉSIDENCE DE M. THÉOPHILE ROUSSEL,
PRÉSIDENT.

Membres présents : MM. Rous , Barbot , D. M. , Vachin , Laurens aîné , Laurens (Paulin), l'abbé Gaillardon , Monteils , D. M. , l'abbé Blanc , Portalié (Casimir), l'abbé Bosse , Vincens , Bonnefous , Lambert-Pasque , H. Lefranc , ingénieur des ponts et chaussées.

Correspondance administrative.

Subvention ministérielle pour 1856.

M. le Ministre de l'agriculture donne avis à M. le Président qu'il vient d'accorder à la Société, à titre de subvention pour l'année courante, une somme de quinze cents francs , qui devront être employés ainsi qu'il suit :

Primes aux meilleures exploitations ;

Concours de charrues ;

Récompenses aux serviteurs ruraux.

M. le Président fait remarquer que, pour être conforme à ces nouvelles prescriptions ministérielles , le programme des prix et récompenses à décerner en 1856 , tel qu'il avait été tracé dans les prévisions du budget de cet exercice , doit

subir certaines modifications. Comme le temps presse, le conseil d'administration de la Société s'est déjà occupé de cet objet et un programme nouveau, résultat de ses délibérations, sera soumis, dans la prochaine séance, au vote de l'assemblée.

*Enseignement agricole pratique dans les écoles
normales primaires.*

M. le Préfet fait savoir à la Société qu'en réponse à la demande qu'il a adressée à M. le Ministre de l'instruction publique d'une allocation pour contribuer à rétribuer un pépiniériste qui, outre la direction des travaux de la pépinière départementale, aurait été chargé de donner des leçons pratiques aux élèves de l'école normale primaire, S. E. annonce que les charges nombreuses qui pèsent sur les fonds de l'Etat ne permettent pas de les faire concourir à cette dépense.

« Cet insuccès de la demande de M. le Préfet, ajoute M. le Président, doit nous inspirer des regrets et peut être aussi quelque surprise, après la publication faite au *Moniteur* du 17 février dernier et après les sacrifices que le département et la Société se sont imposés par la création d'une pépinière sur les terrains dépendant de l'école normale et plus récemment par la création de la pépinière départementale. Voici en effet ce que disait M. le Ministre dans le *Rapport* publié le 17 février et accompagné de l'approbation impériale :

« dans sa sollicitude pour le bien-être des classes laborieuses,
» Votre Majesté a pensé que l'enseignement pratique des
» notions agricoles et de l'horticulture était le complément
» nécessaire de l'instruction donnée dans les écoles primaires-
» Avant que des mesures générales fussent prescrites elle
» a voulu qu'on eût constaté par des expériences partielles
« les résultats qu'il était possible d'attendre d'un enseigne-

ment de cette nature. » Et M. le Ministre ajoute que les essais tentés ont déjà permis d'apprécier tout ce que renferme de fécond cette idée d'un enseignement agricole pratique dans les écoles populaires ; il déclare qu'il est temps de substituer à des tentatives locales un système régulier d'enseignement dans les établissements où se forment les instituteurs primaires et d'assigner un caractère pratique à cet enseignement qui, d'après le règlement du 24 mars 1851, y est (ou devrait y être) donné sous une forme théorique.

» Appelé, continue M. le Ministre, à donner son avis sur la marche à suivre, le conseil impérial de l'instruction publique a exprimé le vœu que : *les connaissances agricoles pratiques fussent données aux élèves des écoles normales, toutes les fois que les circonstances le permettront.* »

Pour réaliser ce vœu, M. le Ministre, ayant pensé qu'une première mesure était nécessaire il a réclamé et obtenu l'assentiment de l'Empereur « *à une disposition en vertu de laquelle, nonobstant les termes du décret du 24 mars 1851 qui interdisent d'appeler dans les écoles normales primaires des maîtres étrangers, le Ministre est autorisé à charger, s'il y a lieu, du cours d'agriculture pratique dans ces écoles des personnes étrangères à ces établissements.* »

Après une pareille manifestation de la pensée du Gouvernement, n'y avait-il pas lieu d'attendre que la demande du Préfet de la Lozère obtiendrait un accueil favorable ? Mais, ajoute M. le Président, nous ne devons pas désespérer du succès : la pensée du Gouvernement subsiste et nous sommes convaincus qu'il prendra, pour la mettre à exécution, des mesures proportionnées à l'énergie de sa volonté et à l'importance du but qu'il poursuit. Le département de la Lozère a plus que tout autre un pressant besoin de cet *enseignement agricole pratique*, que le Gouvernement considère comme étant et qui est, en effet, l'un des éléments essentiels de la

régénération de l'agriculture Française. Faisons bien connaître à M. le Ministre notre situation et aussi les efforts que nous tentons, et il ne refusera plus de nous venir en aide. Il demande lui-même, dans son rapport, le concours des Conseils généraux. Disons-lui que, grâce aux sacrifices que s'est imposés notre Conseil général, la Société d'agriculture de la Lozère peut mettre à la disposition des élèves de l'école normale, pour des travaux de culture, près d'un hectare de bon terrain à proximité de l'école et deux hectares plantés en pépinière. Disons-lui que l'arboriculture n'est nulle part aussi négligée et nulle part plus essentielle que chez nous, et qu'aucune autre branche de l'enseignement agricole ne pourrait être plus convenablement et plus aisément propagée que celle-là par les instituteurs primaires. Nous sommes persuadés que M. de Fleury, notre nouveau Préfet, secondera à cet égard le vœu de la Société avec ce zèle bienveillant auquel nous ont accoutumés ses prédécesseurs et que, mieux informé et plus libre dans la répartition des fonds de son budget, M. le Ministre de l'instruction publique accordera sur le prochain exercice la subvention qu'il a dû nous refuser pour cette année.

*De l'existence de la sangsue officinale
dans la Lozère.*

M. le président rapporte qu'ayant remarqué dans la *Faune de la Lozère* par M. Paparel, dont il a présenté le manuscrit à la Société et qui sera l'objet d'un rapport particulier de M. le docteur Barbot, la mention de la *sangsue officinale*, il a cru devoir s'adresser à l'auteur de la *Faune* et lui demander des renseignements sur ce fait intéressant et sur les circonstances qui ont amené à sa découverte et peuvent conduire à en apprécier l'importance. M. Paparel s'est empressé de répondre à cet appel.

Voici la lettre qu'il vient d'adresser à M. le Président.

« D'après votre désir , je vous envoie quelques renseignements sur la mare où se trouve l'*hirudo officinalis* (Savigny), mentionnée dans mon *catalogue* des animaux de la Lozère. Cette mare est d'une contenance d'environ deux hectares et se nomme *la Sogne de Blase*. Distante de Nasbinals d'un kilomètre et à 40 mètres de la route départementale n° 21, entre Montgros et Nasbinals, elle est de forme ovalaire; l'eau qui la recouvre en hiver est de trente-cinq à quarante centimètres de hauteur; la vase a de quarante-cinq à cinquante centimètres d'épaisseur et offre une couleur noirâtre, qu'elle tient du sol basaltique sur lequel elle repose ; ses bords sont relevés de chaque côté , excepté vers l'ouest par où les eaux s'échappent avec lenteur dans une prairie voisine. Il y croît des herbes à feuilles larges et triangulaires de couleur jaunâtre, où se réfugient des masses de Batraciens qui y déposent leurs œufs et les Têtards qui en naissent au bout de quelque temps servent de pâture aux sangsues.

« C'est pendant la belle saison et particulièrement à l'époque de l'accouplement que les annélides sortent de la vase, où ils restent cachées la plus grande partie de leur vie. Au moment d'accomplir l'acte de la reproduction , on les voit s'agiter en tout sens ; peu après ils disparaissent de nouveau dans la vase, ou sous les racines des plantes aquatiques.

La manière de prendre les sangsues adoptée par les habitants de Nasbinals faute de n'en pas connaître d'autres , est de se mettre à l'eau et d'attendre quelles viennent s'attacher aux pieds. Les gens de la localité les préfèrent à celles qu'on vend chez les pharmaciens ; ils disent qu'elles se gorgent plus de sang , que la piqure coule davantage et qu'enfin une en vaut deux des pharmacies.

« J'ajoute , M. le Président , que la mare dont il s'agit est de peu de valeur , comme propriété. Elle appartient en

commun aux habitants de Montgros et de Montgrosset, commune de Nasbinals. Sa situation est très-favorable pour faire des essais d'*hirudiniculture* à peu de frais. On pourrait l'agrandir en faisant un léger barrage qui maintiendrait aussi constamment l'eau à la hauteur voulue pour prévenir les effets de la sécheresse, qui finit de temps en temps par la dessécher complètement et entraîne ainsi la mort d'un grand nombre de sangsues. Les oiseaux de passage, les hérons, les canards et les bécassines y font une halte de quelques jours, à l'époque de leur migration, et en détruisent aussi beaucoup. Il serait d'un haut intérêt de tenter quelques expériences d'*hirudiniculture*, afin de mettre l'achat de ce précieux et utile annelide à la portée de tout le monde. »

Pour confirmer ce que dit M. Paparel des avantages qu'aurait l'existence de la véritable *sangsue officinale* dans les mares de notre pays, M. le Président rapporte que, se trouvant sur la route n° 107 peu de temps après le dernier accident arrivé au courrier de Lempdes à Mende et ayant cru devoir conseiller une large application de sangsues au postillon qui était gravement blessé, il put constater qu'à Serverette les sangsues se vendaient 75 cent. la pièce. On voit par là que c'est un moyen de traitement à peu près inabordable à la plus grande partie des malades de nos campagnes.

En remerciant M. Paparel de sa communication, M. le Président le fera inviter à compléter son œuvre par l'envoi à la Société d'un certain nombre de sangsues de la *mare de Blase*, qui seront examinées et pourront être l'objet d'une expérience à Mende, par les soins des docteurs Barbot et Monteils qui veulent bien s'en charger.

Faune du département de la Lozère.

M. le docteur Barbot a la parole pour lire le rapport suivant :

MESSIEURS,

Vous avez bien voulu me charger de vous faire un rapport sur un *catalogue zoologique de la Lozère*, qui vous a été présenté par M. Paparel, percepteur à Nasbinals, membre de la Société entomologique de France et l'un de vos membres associés les plus actifs. Je regrette de ne pas avoir les connaissances spéciales nécessaires pour analyser dignement un pareil travail et vous démontrer tous les avantages qui pourraient résulter de sa publication, soit pour les sciences, les arts et l'économie domestique, soit pour l'étude de la zoologie de notre pays.

Sous le rapport du règne végétal, notre sol a déjà été exploré par d'illustres naturalistes, mais surtout, je dirai même, à fond par notre regrettable collègue M. Prost. Cet ardent botaniste a, comme vous le savez, parcouru notre département dans tous les sens et dans toutes les saisons. Il y a même découvert plusieurs plantes inconnues jusqu'à lui et pour lesquelles M. de Candolle a dû créer de nouveaux noms et de nouveaux genres. Il vous a légué le fruit de son labeur, ce bel herbier de la Lozère, qui est une des flores départementales les plus riches en sujets et que nous pouvons montrer avec orgueil à l'étranger.

La géologie de notre pays a été aussi l'objet des études et des recherches de quelques minéralogistes, mais plus spécialement de feu M. Auguste Ignon, l'un de nos collègues les plus éminents et les plus zélés, enlevé trop tôt à la science et qui cependant a pu encore laisser une collection minéralogique très-remarquable.

La partie de l'histoire naturelle de la Lozère, qui a été la

moins étudiée, ou qui ne l'avait été que d'une manière incomplète jusqu'à M. Paparel, est bien sans contredit la zoologie. M. Duponchel, ancien receveur particulier de l'arrondissement de Florac, a publié, il est vrai, un catalogue bien intéressant des Lépidoptères et des Coléoptères qu'il a découverts dans cet arrondissement; mais là se sont bornées ses utiles investigations. M. Ecoffet, ex-directeur des contributions indirectes à Mende, après avoir chassé beaucoup aux coléoptères de notre département, en dressa une liste fort curieuse, qu'il voulut bien communiquer à M. Paparel. M. Bellier de la Cluvarerie et M. Guillemot de Thiers, entomologistes distingués, ont aussi publié un catalogue des espèces non mentionnées dans celui de M. Duponchel. Tous ces travaux partiels sont certainement très précieux; mais il nous manquait un travail d'ensemble, le catalogue zoologique général de la Lozère.

M. Paparel, mettant à profit les observations de ses prédécesseurs, s'est livré à son tour à des recherches aussi opiniâtres que minutieuses, qui l'ont mis à même de dresser cet intéressant catalogue.

Si le botaniste étranger à notre pays est étonné de la multiplicité et de la variété des végétaux qui croissent sur notre sol ou dans nos eaux, le zoologiste ne le sera pas moins en parcourant cette longue liste d'animaux qui se meuvent sur ce même sol ou dans ces mêmes eaux. En effet, Messieurs, nous pouvons compter, sans parler de la grande classe des *animaux vertébrés*, près de quatre mille sujets de la classe des *invertébrés* ou de celle des *articulés*, parmi lesquels on remarque un grand nombre d'espèces alpines et méridionales. Une telle richesse zoologique ne saurait cependant nous étonner, si nous voulons bien jeter un coup d'œil sur la nature diverse de nos eaux, les unes vives et pures, les autres marécageuses; sur les variétés de notre sol; sur la

diversité de ses hauteurs, de ses pentes et de ses expositions, circonstances qui nous donnent le privilège de climats divers et favorisent nécessairement la génération d'une foule d'animaux.

Je croirais, Messieurs, sortir des bornes de mon sujet, si j'insistais davantage sur l'objet de ce rapport, qui est de vous proposer l'insertion dans vos bulletins de cet essai de faune Lozérienne, qui vous est présenté par M. Paparel sous le titre modeste de catalogue zoologique et qui pourrait être le digne pendant de notre belle flore.

M. le Président fait observer qu'il s'est déjà entretenu avec M. Paparel de la question du mode de publication du *catalogue zoologique de la Lozère* et que ce dernier a reconnu qu'un pareil travail ne pouvait pas entrer dans le cadre de notre Bulletin. Ce travail n'en est pas moins digne d'éloges et M. le Président propose à la Société de le prendre sous son patronage et de recourir, s'il y a lieu, pour en faciliter la publication à la bienveillance de M. le Préfet et du Conseil général, qui a déjà consenti à diverses reprises à fournir des ressources pour l'impression de travaux qu'il jugeait utiles à notre pays.

La proposition de M. le Président est adoptée.

Industrie des laines dans la Lozère.

M. Lambert-Pasque, directeur de l'école de tissage, donne lecture de la note suivante :

J'ai eu l'honneur, dans la séance du 3 janvier dernier, de vous indiquer les moyens que l'on doit employer dans la filature et dans le tissage, pour améliorer la fabrication des escots. Nous ne devons pas nous étonner si jusqu'à ce jour nous n'avons pas encore obtenu des résultats aussi satisfaisants que nous pourrions le désirer, car, si nous étudions la marche

de toutes les villes industrielles de France, nous reconnaissons qu'elles ont progressé lentement; seulement, elles ont le grand avantage d'avoir commencé depuis long-temps. Mende ne peut aujourd'hui remédier à sa situation qu'avec de grands efforts et surtout en changeant la *direction* de sa fabrication qui, contrairement à celle des autres villes industrielles, se trouve entre les mains des ouvriers au lieu d'être dirigée par des personnes qui réunissent les moyens pécuniaires et intellectuels.

La ville de Marvejols, qui a déjà reconnu cette vérité, marche dans une voie de prospérité; tandis que la fabrication de Mende diminue de jour en jour, les maîtres-tisserands se découragent et presque tous les jeunes gens du pays préfèrent toute autre profession à celle de tisserand, qui ne leur donne plus les moyens de subsister. Cet état de choses doit nous engager à changer le mode de fabrication, comme on a changé celui de la filature: des établissements se sont fondés pour l'un, des établissements doivent aussi se fonder pour l'autre; c'est le seul moyen d'améliorer la fabrication des escots et de créer en même temps des articles de fantaisie qui donnent plus de bénéfices aux fabricants et des salaires suffisants aux ouvriers.

Les fabricants de toutes les villes industrielles ont traversé, comme Mende, des époques qui les forçaient à changer leur fabrication, et ces fabricants, sans avoir égard aux vieux articles qui diminuaient de valeur tous les jours et au mauvais vouloir des ouvriers, se sont jetés résolument dans la fabrication d'autres articles, et sont parvenus à régénérer leurs pays et à leur donner une prospérité toute nouvelle.

Si je voulais faire ici l'histoire industrielle des pays qui sont les plus heureux aujourd'hui, je prouverais que beaucoup se trouvaient, il y a quelques années, dans une position plus difficile que celle de Mende; les villes de Rouen, Reims et

Roubaix principalement ont dû changer complètement leur fabrication.

Rouen ne fabriquait, il y a quarante ans, que des articles unis en coton; il a fait depuis des articles de coton façonnés à la Jacquard, des articles en laine et demi-laine mélangés de soie, coton etc., et aujourd'hui il compte au rang des villes qui donnent le goût et la mode

A la même époque, Reims se trouvait dans la même position que Mende; il abandonnait les articles Burats pour voile de religieuse et ses petits draps dits Royal et Silésie, qui ne donnaient plus de profits, pour fabriquer les mérinos, les napolitaines, les étoffes demi-laines pour gilets et pour robes et beaucoup d'articles façonnés à la Jacquard.

Maintenant, voyons ce qu'était Roubaix avant 1830 et comparons sa détresse de l'époque avec sa prospérité actuelle. Roubaix n'était qu'un village, jeté à l'une des extrémités de la France; on y fabriquait péniblement des tissus en coton qui diminuaient de valeur de jour à autre. Cette position critique obligea ses fabricants à changer leur fabrication; ils commencèrent leur régénération par des tissus façonnés en laine, et ils sont parvenus par leur persévérance à fabriquer des articles de fantaisie en demi-laine mélangés de soie, qui fixent aujourd'hui le goût de toute la France.

Je ne vous parlerai pas de la prospérité croissante des villes de Lyon, St-Etienne, Nîmes, Mazamet, Vienne, etc., qui vous sont trop connues; je me contenterai de vous rappeler que les villes de Limoges et de Roanne, avec leur fabrication naissante, exposaient beaucoup de tissus en demi-laine à l'exposition dernière.

Après vous avoir fait connaître les diverses transformations de la prospérité des villes industrielles de France, je dois vous dire aussi que beaucoup de ces villes ont conservé leur

fabrication première comme base fondamentale de leurs productions. La Lozère est dans la même position, relativement à ses escots ; il faut les améliorer, tout en se disposant à fabriquer d'autres articles qui devront donner une existence nouvelle au pays. C'est donc sur les articles de fantaisie que je dois attirer votre attention ; ce sera peut-être de la fabrication de ces articles que naîtra l'amélioration des escots , parce que la vieille routine , de laquelle les ouvriers ne veulent pas encore se séparer , devra crouler d'elle-même en présence des moyens nouveaux dont on devra se servir pour la production nouvelle. Ces moyens sont trop identiques à ceux que réclame l'amélioration des escots pour ne pas y avoir bientôt recours.

Pour vous donner une preuve qu'avec la bonne volonté on peut toujours obtenir de bons résultats , j'aurai l'honneur de vous annoncer que l'intérêt particulier , que vous prenez à la prospérité de l'école de tissage , porte déjà ses fruits. Grâce à votre généreuse intervention, les leçons sont exactement suivies , et sur douze élèves j'ai déjà pu en distinguer trois qui, au premier besoin, pourront rendre des services à la fabrication du pays. Les douze élèves semblent disposés à accepter les nouveaux moyens d'amélioration de l'escot, aussitôt que leurs maîtres tisserands voudront les outiller d'après le nouveau système. Je dois ajouter aussi que la moitié au moins de ces douze ouvriers , se familiarise avec le nouvel outillage propre à la fabrication des articles fantaisie , qu'ils désirent voir prendre faveur dans la localité.

Je compléterai la preuve des succès que l'on doit attendre du pays dans la fabrication des tissus , en vous soumettant quelques essais que j'ai faits et fait faire par des enfants de 15 à 16 ans. Ces essais sont bien éloignés de ce qu'on doit espérer d'une fabrication suivie , parce qu'ils sont faits avec des laines de rebut de différentes qualités et jetée

ensemble sur l'étoffe sans assortiment de couleurs et sans apprêt convenable, à cause des diverses qualités d'étoffe réunies sur un seul morceau.

Hé bien ! Messieurs, malgré tous ces éléments contraires, les échantillons que j'ai l'honneur de vous soumettre tiennent déjà le rang du milieu entre les productions analogues de Roubaix et de Roanne. Demandons nous donc, ce que l'on peut attendre d'une fabrication faite avec des fils, choisis chacun pour les articles auxquels on veut les destiner, surtout si ces fils sont teints en assez grande quantité pour obtenir de bons coloris et enfin si les étoffes sont apprêtées avec le traitement qui leur convient. Quant à moi, je suis persuadé qu'avec les conditions que je viens d'indiquer nous pourrions arriver à des résultats aussi satisfaisants que ceux obtenus dans les autres villes industrielles ; mais je dois répéter ce que j'ai déjà dit bien de fois : ce ne sont pas les malheureux maîtres-tisserands sans capitaux, n'ayant d'autres ressources que de vendre leurs escots sur le marché, qui peuvent entreprendre une fabrication nouvelle ; il leur manque le goût de la mode et les connaissances nécessaires au placement des étoffes. C'est donc aux négociants, qui peuvent faire voyager, à joindre la fabrication des tissus à leur filature ; par ce moyen, chaque fois qu'ils voudraient fabriquer un article demandé, ils pourraient filer eux-mêmes les fils dont ils auraient besoin.

J'avais déjà proposé un terme moyen pour vaincre l'hésitation des négociants ; c'était de monter une petite fabrication modèle ou plutôt d'épreuve : un capital de 5,000 fr., que l'on réaliserait par actions, suffirait pour la fonder, et cette fabrication aurait pour but principal d'améliorer la fabrication des escots, de fabriquer quelques articles de fantaisie et de former des ouvriers et ouvrières qui plus tard travailleraient chez les fabricants. Je suis certain à l'avance que, malgré

les sacrifices indispensables des commencements, les bénéfices que ferait la fabrication d'épreuve assureraient au moins l'intérêt du capital.

Après cette lecture, M. Lambert-Pasque fait passer sous les yeux de la Société une série d'échantillons, qui confirment les assertions qu'il vient d'émettre et qui frappent vivement l'attention des membres présents à la réunion.

Moniteur des comices et des cultivateurs.

Plusieurs cultivateurs s'étant adressés à M. le Président avec prière de leur indiquer un journal d'agriculture à bon marché, M. le Président croit devoir signaler comme très-digne de fixer le choix de nos compatriotes la publication que dirige M. Auguste Jourdier sous le titre de *Moniteur des Comices* et qui paraît le premier de chaque mois, en un cahier in-8°, orné de gravures, au prix de 6 francs par an. On s'abonne chez M. Lahure, éditeur, rue Vaugirard, n° 9, par un mandat sur la poste ou encore mieux en envoyant 5 timbres-poste de 1 fr. et 1 de 80 c., et employant à affranchir la lettre d'envoi un timbre de 20 centimes qui complète les 6 francs. Beaucoup de cultivateurs ne savent comment s'y prendre pour s'abonner à un journal, et c'est pour ce motif que nous avons cru devoir consigner ici ce court renseignement.

SÉANCE DU 30 AVRIL 1856.

PRÉSIDENCE DE M. THÉOPHILE ROUSSEL,
PRÉSIDENT.

Membres présents : MM. le marquis de Fleury , Préfet de la Lozère, J. J. M. Ignon, De Ligonnes , Barbot , D. M., l'abbé Baldit , Vachin, Monteils-Charpal (Od.), Laurens aîné, Laurens (Paulin), l'abbé Gaillardon, Grousset , Monteils, D. M. , l'abbé Blanc , De Lapierre , Coumoul, Portalié (Cas.), l'abbé Bosse , Moulin , Bouniol , Vincens , Tourrette , Brun (Alexis)

*Concours régional à Tulle ,
Et Concours universel d'agriculture à Paris , en 1856 ,
Concours régional à Mende en 1857.*

M. le Président annonce à la Société qu'il vient de recevoir communication d'un arrêté de M le Ministre de l'Agriculture, qui le désigne pour remplir les fonctions de membre du jury du concours régional agricole qui aura lieu à Tulle (Corrèze), les 7 et 8 mai prochain. « Je crois , dit M. le Président , devoir faire cette communication à la Société , parce que ce n'est pas à ma personne , mais à son Président, que M. le Ministre a pensé , en me confiant cette honorable mission.

Toutefois , je dois ajouter qu'en envoyant à M. le Ministre mon acceptation et des remerciements au nom de la Société, je ne lui dissimulerai pas un regret que j'éprouve à la veille de me rendre à Tulle, celui de penser que notre département

ne prendra probablement qu'une faible part à ce concours de même qu'au concours universel agricole, qui doit avoir lieu à Paris à la fin de mai. Je suis informé, pour ce qui concerne ce dernier concours, que M. le Ministre de l'agriculture s'est ému de ne voir présenter pour cette grande solennité aucun des produits de notre département et qu'il a témoigné son pénible étonnement à M. le Préfet, de qui j'ai reçu à cet égard la lettre suivante :

« Monsieur le Président,

« Il importerait que les principaux produits agricoles du département figurassent au concours universel qui se tiendra cette année à Paris.

« Je vous prie de vouloir bien, de concert avec les autres membres de la Société, engager immédiatement quelques agriculteurs à y faire des envois. Vous les préviendrez que leurs déclarations, conformes au modèle C, peuvent être adressées au ministère jusqu'au 4 mai.

« Ci-joint un nouvel exemplaire de l'arrêté du concours. »

« Je me permettrai de faire observer à M. le Ministre, ajoute M. le Président, que l'état de défiance et d'apathie dans lequel l'isolement de notre pays maintient encore la plupart de ceux qui se livrent à la vie agricole ; l'idée que nos cultivateurs et nos éleveurs se font des dépenses à supporter, des grandes distances à franchir ; les difficultés de déplacement, beaucoup plus considérables en réalité pour la Lozère que pour les départements qui l'entourent, constituent encore présentement des obstacles devant lesquels les efforts de la Société d'agriculture, comme ceux de l'autorité administrative, paraissent devoir échouer. Toutefois, la pensée que Son Excellence a eue de choisir la ville de Mende pour siège du concours régional, en 1857, sera peut être l'origine d'un changement heureux pour notre pays. Nos producteurs pourront alors, en effet, se mesurer sur

leur propre terrain avec leurs voisins ; ils apprendront à connaître les avantages du concours ; en appréciant à leur juste valeur les éléments actuels de notre fortune agricole , ils seront à même de comprendre le profit qu'il peut y avoir pour eux à s'approprier une partie des richesses des pays qui nous entourent. »

M. Grousset, prenant la parole, dit qu'il est heureux de pouvoir annoncer à la Société et à M. le Préfet , qui est présent à la séance, que les craintes de M. le Ministre et de M. le Président ne se réaliseront pas entièrement. Déjà , à l'heure qu'il est , un certain nombre de bêtes bovines de la race d'Aubrac , provenant des étables de MM. Durand , de Salles-Basses et Talansier , de Marvejols et de la ferme-école de Recoulettes, sont en route pour Tulle. L'intention des propriétaires de ces animaux est de les envoyer à Paris , après le concours de Tulle.

Service hydraulique et drainage.

M. le Préfet avait adressé , le 31 mars , à la Société la lettre suivante :

« Monsieur le Président ,

« Des fonds avaient été demandés , sur le crédit du service hydraulique , à M. le Ministre de l'agriculture , du commerce et des travaux publics , pour réaliser , avec le concours de la Société que vous présidez , les améliorations que comporte le département en ce qui concerne les irrigations.

« S. E., avant de donner suite à cette demande, exprime , par lettre du 20 mars courant , le désir de connaître le nombre , la nature et l'importance des projets non seulement d'*irrigation* , mais encore de *dessèchement* , de *curage* ou de *drainage* à étudier et quelle somme serait nécessaire pour la dépense de ces études. Elle prescrit , en conséquence , que M. l'Ingénieur en chef se mette immédiatement en rela-

tion avec la Société d'agriculture et les principaux propriétaires du pays et expose ensuite dans un rapport aussi détaillé que possible les projets qui peuvent, dès-à-présent, être mis à l'étude, en commençant par ceux dont l'exécution plus facile et moins dispendieuse serait de nature à procurer les résultats les plus immédiats, et qui, à ce titre, pourraient ouvrir une nouvelle ère à l'agriculture dans la Lozère.

« Je compte, Monsieur le Président, que vous voudrez bien, avec les autres membres de la Société, seconder efficacement M. l'Ingénieur en chef dans la préparation du travail qui lui est réclamé. »

— A la date du 16 avril M. le Préfet a encore écrit la lettre que voici :

« Monsieur le Président,

• Un crédit de 1,200 fr. vient d'être mis à ma disposition pour le drainage, sur les fonds de 1856, par M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

« M. l'Ingénieur en chef des ponts et chaussées qui, d'après les prescriptions de S. E., doit présenter des propositions pour l'emploi de ce crédit, est chargé de se concerter à leur sujet avec la Société d'agriculture. J'espère qu'elle voudra bien lui prêter son concours. Ces propositions sont indépendantes du rapport dont je vous ai entretenu le 31 mars dernier.

« Je transmets à M. l'Ingénieur une lettre d'un fabricant de machines à tuyaux, de Toulouse, contenant des offres de service. »

M. le Président fait observer qu'il a cru devoir réunir ensemble ces deux communications de M. le Préfet, parce qu'à ses yeux les irrigations et le drainage ne forment, dans la Lozère, qu'une seule et même question.

On doit savoir gré au Gouvernement d'avoir insisté, malgré les assertions de certains ingénieurs, qui ont déclaré qu'il

n'y avait rien à faire dans notre pays , pour les irrigations, et d'insister encore pour que cet important objet soit sérieusement étudié. Il y a immensément à faire dans notre pays, non seulement pour l'irrigation , mais encore pour les autres objets mentionnés dans la lettre du 31 mars , à savoir le drainage , le curage et le dessèchement. Sous ce dernier rapport seulement , quels services ne rendrait-on pas à notre agriculture pastorale , en même temps qu'à notre production fourragère, par le dessèchement de ces innombrables *sagnes* , marécages et fondrières tourbeuses , qui couvrent de joncs et de plantes malsaines une partie de nos hautes montagnes , où périssent assez souvent des animaux et au milieu desquels le voyageur est fréquemment embarrassé pour se frayer un chemin ? N'y aurait-il pas lieu encore de signaler à l'attention de l'autorité, qui réclame les avis de la Société, le dessèchement (que généralement on prétend aisé) de ces lacs , dont plusieurs occupent des cratères de volcans éteints et sur lesquels se forment, suivant l'opinion commune, tous ces nuages chargés de grêles dévastatrices qui affligent si souvent, dans les mois de mai , juin et juillet , les cantons d'Aumont , Serverette et St-Chély ?

Quant aux irrigations , cette question est complexe dans notre pays et , à certains égards , on peut dire qu'elle est neuve. Ainsi combien n'y a-t-il pas à faire dans notre montagne où il ne se trouve aucun cours d'eau important , mais où naissent presque à chaque anfractuosité du sol des sources limpides qui font pousser l'herbe et marquent, suivant le langage local , la *tête* de ces innombrables petites prairies dont se compose, avec les bois de pin et les champs de seigle, la région granitique. Quels avantages n'obtiendrait-on pas , dans de pareilles conditions , de l'application des règles de l'hydraulique à la distribution et à l'aménagement de ces sources et des ruisseaux qui résultent de leur réunion ?

Combien de mauvais *pacages* deviendraient des prés de première valeur ? Combien de communes verraient, par un travail collectif fait sur un plan régulier tripler en peu d'années leurs richesses ? Mais on ne peut pas attendre, au milieu des luttes des intérêts privés, de l'ignorance et de l'apathie, que ces transformations s'opèrent par les seuls efforts des individus. On verrait bientôt au contraire, sous une direction plus haute et lorsque des vues d'intérêt général présideraient à ce travail, ce vaste réseau capillaire, qui arrose la montagne, faire circuler partout la vie et la fécondité.

Nous nous bornons à effleurer aujourd'hui cet important sujet que l'autorité elle-même propose à notre étude. Nous ne le quitterons pas toutefois sans répéter ce que nous disions plus haut, qu'à notre avis l'irrigation et le drainage se donnent la main dans cette partie de notre pays et ne doivent pas être séparés dans l'étude ni dans la pratique. L'irrigation distribue l'eau à la surface, le drainage la reprend là où elle stagne et cesse de profiter. Il peut la rendre encore pour une nouvelle irrigation des parties situées à un niveau inférieur.

Déjà, au mois de février 1855, dans un premier rapport sur le drainage, je signalais ce point de vue à l'attention de M. le Préfet : je disais qu'un système de drainage, largement appliqué à la haute région de nos pâturages de montagne, activerait non seulement la végétation au printemps, y ferait multiplier les herbes salutaires, mais encore procurerait à la zone moyenne et inférieure de cette région les eaux d'irrigation les plus précieuses. L'importance de ce point de vue est frappante pour quiconque a exploré notre pays de montagne.

Ce que je disais alors d'une manière générale, des effets à attendre du drainage de la région supérieure ou *pacagère* de nos montagnes, peut s'appliquer d'une manière particulière à tous les terrains plus ou moins en pente du pays de

montagne, où nous voyons, par suite de la mauvaise distribution des eaux, les parties hautes des prés, les *Bouiges*, comme on dit, manquer d'eau, tandis que les parties basses souffrent par le séjour des eaux croupissantes.

En somme, l'art de la direction, de l'aménagement et de la distribution des eaux est tout entier à créer dans cette région montagneuse déshéritée, au sujet de laquelle des ingénieurs, distraits et pressés d'arriver à un meilleur poste, ont dit qu'il *n'y avait rien à faire pour les irrigations*. Le gouvernement ne pensera pas comme eux, parce qu'il y a là un grand intérêt public, et une application utile et peut-être neuve des règles de l'hydraulique. L'irrigation, en effet, et par conséquent les travaux du *service* hydraulique ne doivent pas cesser à un point déterminé du cours d'une rivière, ils doivent remonter aussi loin qu'il est possible d'utiliser un cours d'eau; dans notre pays, ils doivent remonter jusqu'aux sources et le même ingénieur devrait être souvent chargé de combiner les procédés de l'irrigation et ceux du drainage et comprendre dans un seul plan ce double travail qui n'a en réalité qu'un seul et même but.

M. le Président propose d'ajouter les développements que mérite cette question dans une prochaine séance à laquelle pourra assister M. Henry Lefranc, ingénieur des ponts et chaussées, occupé en ce moment à l'étude du tracé du chemin de fer projeté à travers la vallée de l'Allier.

DU PIN NOIR D'AUTRICHE

*et des avantages de cet arbre pour le boisement de nos
causses et de nos terres calcaires à grande pente.*

Par M. THÉOPHILE ROUSSEL, président.

On s'est beaucoup occupé en Allemagne de la culture en grand, de l'exploitation et des produits fort avantageux d'un arbre résineux que quelques uns considèrent comme identique au *Pin laricio*, quoiqu'il n'exige pas les mêmes conditions de climat et de sol. Cet arbre, dont le nom figure depuis quelques années sur presque tous les catalogues des pépiniéristes français, quoiqu'en réalité sa culture soit inusitée dans la plus grande partie de la France, est le *Pinus austriaca* ou *Pin noir d'Autriche*.

L'attention de la Société impériale et centrale d'agriculture a été appelée, au mois de décembre dernier, sur ce conifère étranger, par la lecture d'un rapport de M. Pépin, sur un mémoire adressé à l'académie de Reims par M. le docteur Leuchsenring et relatif à *l'introduction et à la culture du Pin noir dans les plaines stériles de la Champagne pouilleuse*. Nous ne connaissons pas ce mémoire, non plus que celui, très-intéressant, dit-on, qu'a publié le comte Urkull, grand maître des forêts du Wurtemberg; mais il suffirait des citations que M. Pépin en fait, pour être persuadés qu'il y aurait de grands avantages à tenter l'introduction de cet arbre précieux dans les terres arides de nos causses et sur nos pentes calcaires des vallées du Lot et du Tarn, dont le boisement constitue, ainsi que nous l'avons démontré ailleurs, au point de vue agricole, un intérêt public du premier ordre pour notre département.

« L'arbre que je décris , disait en 1845 le comte Urkull , est sans doute un des plus utiles et des plus remarquables de tous ceux qui ornent nos forêts. Réunissant à la beauté de son jet la durée de sa croissance , sa grande utilité pratique et sa plus que modeste tempérance , qui s'accommode des plus mauvais sols , le pin noir d'Autriche répand sa bien-faisante influence sur des *terrains composés seulement de roches nues , calcaires , inaccessibles à toute espèce de végétation.* »

Ne semblerait-il pas que le grand maître des forêts du Wurtemberg a voulu retracer dans ces dernières paroles le portrait de ces vastes surfaces désolées qui forment à nos vallées du Tarn et du Lot , une si triste couronne. Mais l'analogie n'est pas seulement dans les apparences. M. Pépin assure (sans parler des terrains crayeux de la Champagne auxquels se rapportent les observations de M. Leuchsenring) que le calcaire alpin ou dolomie , le grès de Vienne , répandu dans le Steinfeld (plaine de pierre). entre Vienne et Neustadt , paraît être le séjour de prédilection de cet arbre qui y prospère , naturellement avec un luxe extraordinaire de végétation.

Vers le commencement de ce siècle, on a songé au boisement de grandes étendues de notre territoire français , dépourvues de toute espèce d'arbres de temps immémorial. Telles sont les plaines de la Champagne , beaucoup de landes de la Sologne et du Gatinais , tels sont nos causses ; seulement ici , c'est à peine si l'on peut citer , dans ces dernières années, quelques tentatives sérieuses : la plus importante est probablement celle qu'a exécutée M. l'abbé Gaillardon , dans une étendue de six hectares sur le causse de Malavieille.

La possibilité et les avantages du boisement de nos causses sont cependant démontrés , non seulement par les exemples

des plantations faites avec succès , ainsi que nous l'avons dit ailleurs , mais par l'existence de bois de pin sylvestre de très-belle venue sur différents points des causses de la Canourgue, de Malavieille et surtout du causse du Masségros, qui doit à ses bois une grande partie de sa supériorité sur les plateaux analogues de notre département.

Mais , dira t-on , puisque le pin sylvestre , qui est notre essence indigène et rustique par excellence , réussit très-bien dans les conditions dont vous parlez, pourquoi proposer une espèce exotique , d'un succès plus incertain et d'ailleurs très-difficile à se procurer ? Deux mots suffiront pour expliquer notre préférence et le conseil que nous osons donner : la transplantation du pin sylvestre est une opération toujours très-délicate et, malgré la réussite que chacun de nous peut constater à Bellesagne , il suffit de considérer l'état présent des plants , le nombre des années écoulées , les soins infinis dont Madame de Thilorier et le général de Thilorier , notre ancien président , avaient entouré cette plantation , pour reconnaître que le boisement par le pin sylvestre ne peut être tenté qu'à l'aide des semis ; or les semis artificiels sont une méthode toujours fort longue et qui exige la précaution et la surveillance la plus minutieuse pendant un assez grand nombre d'années. Nous en appelons à cet égard à l'expérience de M. l'abbé Gaillardon , qui après s'être mis , tant par les labours et la préparation du terrain que par les clôtures les plus rigoureuses , dans les meilleures conditions possibles , a passé plusieurs années à désespérer presque du succès. C'est à peine , après sept ans d'attente persévérante, s'il peut aujourd'hui considérer le boisement de son terrain comme assuré. Ce sont de pareilles lenteurs et surtout ces difficultés et ces incertitudes qui décourageront et éloigneront toujours beaucoup de propriétaires qui voudraient boiser.

Tout porte à croire que ces lenteurs et ces difficultés, seraient considérablement diminuées avec le pin noir d'Autriche. On assure et cette assertion est confirmée par M. Huzard, que ce pin est non-seulement un arbre des plus robustes, mais qu'à la différence des autres pins, il reprend très-bien à la transplantation. Ce fait paraît avoir été constaté non-seulement en Allemagne, mais dans les différents points de la France où la plantation en a été faite depuis environ 15 ans. Sur tous ces points lorsqu'on a pu comparer ces derniers essais avec ceux tentés à l'aide du *pin maritime*, du *pin sylvestre*, du *laricio*, de l'*épicea*, la supériorité, quand au succès, a semblé appartenir au conifère d'Autriche. M. Pépin dit en parlant de ceux qui croissent dans la Champagne près de Boul, St-Remi etc. : « plus de 50,000 pieds y prospèrent ; les plus âgés d'entr'eux n'ont encore que dix à douze ans et en comparant la vigueur de cette espèce de pin aux plantations existantes des différentes espèces résineuses, la végétation s'en est montrée partout bien supérieure dans ces terrains, à tel point que M. St-Devis, l'un des grands propriétaires de la Champagne a dit : « que n'avons nous connu cet arbre vingt ans plutôt, nous n'en aurions pas connu d'autres ! »

En Autriche on utilise non-seulement ce pin comme bois de construction, mais encore on tire un grand profit de sa résine, et sous ce double rapport les membres de la Société centrale les plus expérimentés en silviculture MM. Brongniart, Passy, Huzard, ont partagé l'opinion de M. Pépin et de M. Leuchsenring sur la grande valeur de l'arbre qui nous occupe.

C'est à l'allemand Hoëss, qui a décrit vers 1830 cet arbre sous le nom de *Pinus nigricans austriaca*, que nos pépiniéristes et nos silviculteurs doivent la première connaissance de ses précieux avantages. Il est temps que les propriétaires éclairés de notre pays, et en particulier ceux de nos causses songent à en profiter.

Ici se présente la question des moyens de se procurer le plant ou la graine. Pour ce qui touche ce plant nous espérons que dès l'année prochaine la commission de la pépinière départementale se mettra en mesure de pouvoir fournir dans une certaine mesure ce moyen de boisement, le seul applicable aux terrains à grande pente de nos vallées. Quant aux graines pour semis, nous apprenons que M. le docteur Leuchsening se propose de les faire venir du Palatinat et du grand duché de Baden. C'est à l'Allemagne aussi sans doute que s'adressent nos pépiniéristes, car la France est encore dépourvue de ressources propres à cet égard. Il se pourrait donc que nous fussions dans un grand embarras, si le conseil que nous donnons aux propriétaires des Causses, trouvait immédiatement faveur parmi eux. Il nous resterait cependant un moyen qui n'a jamais fait défaut à notre Société, je voulais dire l'assistance du Préfet de la Lozère et de l'administration. Il y a peu de temps la préfecture a distribué et fait distribuer par l'entremise de la Société une certaine quantité de graines de *Pin laricio*. La Société sait qu'une partie a été semée dans le terrain de la pépinière départementale et aussi dans le terrain qui lui appartient sur les pentes de St-Privat. Nous pouvons ajouter que ces semis ont été exécutés par les élèves de l'école normale et conformément aux instructions émanées du ministère de l'agriculture. Le reste des graines confiées à la Société n'a été remis qu'en bonnes mains. Espérons donc que les résultats de ces semis, seront plus heureux que ceux qui ont suivi les précédentes distributions de graines fait à la préfecture. Quoiqu'il en advienne nous pensons que d'après les faits et les considérations exposées dans cette note la Société jugera utile de s'adresser dès à présent à cette attentive sollicitude pour nos intérêts agricoles, dont M. de Fleury nous a donné

et nous pouvons dire réitéré l'assurance. Nous proposons en conséquence d'appeler son attention sur les faits qui viennent d'être rapportés et le prier de vouloir bien demander au Gouvernement de mettre à la disposition de la préfecture de la Lozère, de préférence à toutes autres graines d'arbres résineux, celle du pin noir d'Autriche qui semble convenir d'une manière particulièrement avantageuse à la portion du département qui a le plus besoin d'être reboisée.

Ces conclusions sont adoptées.

DE L'ALGÉRIE

Considérée comme pays producteur de laines et des intérêts Lozériens dans cette question.

Par M. THÉOPHILE ROUSSEL, Président.

Nous disions dans un article, inséré au *Bulletin* du mois de février dernier, que la Lozère est un pays éminemment producteur de laines, quoiqu'elle n'ait pas figuré comme telle à l'*Exposition universelle*. Cette conviction déjà ancienne nous avait conduit à prendre en nous-même l'engagement de ne laisser perdre aucune occasion de nous éclairer sur cette question majeure, moins grave encore dans le présent que dans l'avenir en face des tendances commerciales nouvelles et irrésistibles auxquelles le décret du 19 janvier 1856, est venu (en ce qui concerne les laines) donner un commencement de réalisation.

Dans une des notes de la *Revue agricole* du 3 janvier dernier, nous appellions l'attention des propriétaires Lozériens sur l'amélioration des races ovines en Afrique ; nous faisons comprendre que si notre alarme était prématurée lorsque nous avions redouté la concurrence des moutons d'Algérie sur les marchés du midi, comme animaux de boucherie, peut-être notre inquiétude est trop complète aujourd'hui en présence des faits qui révèlent les rapides progrès que la production des troupeaux et l'amélioration des laines font depuis quelque temps sur l'autre rive de la Méditerranée.

Cette pensée nous était suggérée par les remarquables collections d'échantillons de laines africaines exposées par deux colons, M. Bernis et M. Belle et par les réflexions d'un écrivain, M. J. Duval, qui constatait que l'Algérie *terre*

française , située à 40 heures de Marseille , comprend 40 millions d'hectares de terrains admirablement propres à l'élevé des moutons.

Un mois environ après la communication de cette note , l'étude de ces mêmes échantillons africains , faite par un de nos agronomes les plus éminents , M. Baudement , donnait lieu à la lecture , devant la Société impériale et centrale d'agriculture , d'un mémoire et peu de jours après (30 janvier et 6 février) une discussion , qui donnent à notre sollicitude des arguments nouveaux.

Il résulte en effet de l'ensemble des opinions émises que l'Algérie est aussi un pays éminemment producteur de laines et que la laine doit occuper nécessairement un des premiers rangs parmi ses véritables richesses ; que si nos colons , qui pourront peut-être un jour produire des laines fines en Afrique, n'élèvent pas encore le mouton, les Arabes, malgré tout ce que la guerre a anéanti pendant 20 ans , comptent , dit-on , environ dix millions de têtes , c'est-à dire près du tiers de la population ovine de la France entière (évaluée à 34 ou 35 millions); que si ces troupeaux sont encore soumis à un détestable régime , exposés à mourir de faim pendant le sommeil de la végétation; si les agneaux y sont mal soignés; si les toisons y sont d'une saleté horrible ; si l'usage des ciseaux pour la tonte y est aussi inconnu que celui de la faux pour couper le foin et en faire provision pour l'hiver , cependant , toutes ces conditions désavantageuses tendent à s'atténuer ; que déjà , depuis la loi de 1851 , qui a ouvert aux laines comme aux autres produits de l'Afrique l'entrée en France en franchise de droits, le prix des laines a monté en Algérie de 50 p. 0/0; que l'exportation s'en élève aujourd'hui à près de 4 millions de kilogrammes , ce qui correspond à plus d'un 6^e de la quantité de laines que la France tire annuellement du dehors , (l'importation a atteint en 1855 le

chiffre de 35 millions de kilogrammes, mais la moyenne des 20 dernières années est de 22 millions de kilogrammes) et a près d'un 8^e de notre production (1) intérieure annuelle.

Ajoutons que malgré tout ce qui a été dit sur l'extrême grossièreté des laines d'Afrique, la commission spéciale chargée par le ministre de la guerre de s'occuper de ces laines a été unanime pour remarquer que, non-seulement dans la province de Constantine, mais dans toute l'Algérie, en dépit de l'incurie indigène, la laine offre le type mérinos. Ajoutons maintenant l'influence, déjà sensible à Laghouat, des efforts des bureaux Arabes et du gouvernement, de l'envoi répété et maintenant régulier de ces Béliers, de Rambouillet, de Naz, de Mauchamp etc., de la création d'une bergerie expérimentale de 1800 bêtes à Laghouat et des créations analogues qui sont annoncées sur plusieurs autres points.

En présence de pareils faits, dont il est inutile d'étendre le tableau, nous nous sommes demandé s'il n'est pas temps que nos producteurs Lozériens prennent enfin l'alarme ou tout au moins l'éveil. Nous ne sommes pas de ceux qui s'effraient pour les générations à venir. Meilleures que nous, elles auront sans doute un destin meilleur. Nous avons foi au progrès, et cette foi basée sur l'histoire et la raison nous assure que la tendance du progrès est l'augmentation du bien-être du plus grand nombre et non de quelques uns. Les théories audacieuses du libre échange ne nous causent donc pas plus d'effroi pour l'avenir de l'agriculture que celles de Malthus pour l'avenir de l'humanité. Nous considérons le progrès comme une loi de Dieu, et la terre comme devant suffire aux besoins des multitudes que la providence appelle à la vie.

(1) On évalue à 1 kilogramme par tête de laine lavée la production moyenne de nos moutons, dont le nombre est évalué lui-même à 35 millions. Les laines importées sont généralement lavées.

Mais par cela seul que l'homme a reçu l'intelligence , il a l'obligation de prévoir et d'agir. C'est à ce prix que sont attachées la richesse et la prospérité en ce monde.

Sachons donc prévoir et sachons agir , sans agitations et sans récriminations vaines. Pour nous , loin de nous joindre à ceux qui blâment le gouvernement de travailler à accroître et à améliorer la production des laines algériennes et de leur avoir ouvert en franchise nos marchés , nous pensons qu'il a rempli ses devoirs en accordant protection indistinctement à tous les membres de la famille française. Remplissons nos devoirs particuliers comme enfants de la Lozère, en travaillant à améliorer nos produits et à les rendre plus capables de rémunérer notre travail, sous l'empire de cette loi de la libre concurrence qui sera évidemment dans peu de temps la loi universelle et définitive de l'agriculture comme de l'industrie.

Progrès de l'agriculture dans le Causse Méjean.

M. le Président donné lecture des passages suivants d'une lettre de M. Frédéric Cazalis, docteur en médecine et licencié en droit, qu'il présente comme membre titulaire pour le canton de Meyrueis, et dont le père, M. Cazalis Allut, Président de la Société centrale d'Agriculture de l'Hérault est proposé comme membre correspondant :

« Mon père a fait depuis un an l'acquisition d'une propriété qui a plus de 700 hectares et qui, située sur le Causse Méjean, se trouvait certainement dans les plus mauvaises conditions de culture, lorsque renonçant au système d'exploitation par fermiers je me suis chargé de l'exploiter moi-même. L'assolement triennal qui y était suivi depuis longues années avait épuisé presque tous les champs et j'ai de suite résolu de le remplacer par des assolements plus judicieux en cultivant les fourrages qui, comme le trèfle, la minette, le sainfoin et les vesces, améliorent les terres et dispensent jusqu'à un certain point des fumiers. Mon intention est de suivre autant que possible les exemples qui nous sont donnés par les propriétaires du Larzac en réduisant mes cultures de céréales et en augmentant de plus en plus mes prairies artificielles. C'est dans ce but que j'ai commencé à faire épierrer mes champs qui étaient dans un état vraiment pitoyable. J'ai déjà fait faire cette opération très-coûteuse sur plus de 60 hectares, et avant deux ans j'aurai probablement épierré mes autres champs qui ont ensemble une contenance de plus de 150 hectares. J'ai fait faire également quelques défoncements, à bras d'homme, pour chercher à détruire les luzernes et les vesces sauvages qui nuisent tant aux céréa-

les ; je donnerai par la suite plus de développement à ces grands travaux qui exigent de grandes dépenses , mais qui augmenteront considérablement la valeur productive de nos terres.

« J'ai introduit dans ce domaine de *Saubert* des charrues perfectionnées et un *trieur Pernollet* pour nettoyer mes semences de toutes les mauvaises graines qu'elles contiennent habituellement.

« J'ai également dès l'année dernière cherché à modifier nos races de moutons du causse , à la laine si grossière , en donnant à nos brebis des béliers du Languedoc et des béliers de Larzac , et les agneaux que j'ai obtenus de ces premiers croisements se distinguent facilement par la finesse de leur laine et par la beauté de leurs formes.

« Je vais cette année introduire dans mon domaine la *batteuse Pinet* , qui a obtenu une médaille de 1^{re} classe à l'exposition universelle , et j'espère que mon exemple pourra contribuer à faire sortir de l'ornière de la routine les cultivateurs du Causse Méjean.

« J'ai cultivé , l'année dernière , le betterave et la moutarde blanche et j'ai eu lieu d'être satisfait de ces cultures qui n'avaient jamais été pratiquées sur le Causse Méjean , et qui sont pourtant d'une si grande ressource pour les bestiaux. »

M. le Président ajoute que la Société ne peut qu'applaudir à des travaux si bien commencés et qui contribueront à la régénération de l'une des parties les plus arides du domaine agricole Lozérien.

CHEMIN DE FER PAR LA VALLÉE DU LOT.

« Vous vous souvenez, Messieurs, dit M. le Président, que dans votre séance du 6 mars dernier, nous avons eu occasion de soulever pour la 1^{re} fois dans cette enceinte, au sujet des publications qui m'ont été adressées par M. l'ingénieur Barande, la question d'un tracé de chemin de fer, par la vallée du Lot, question en apparence encore chimérique pour beaucoup d'esprits et cependant en réalité d'une importance vitale pour l'avenir de notre pays. J'éprouve une véritable satisfaction d'avoir à vous signaler une publication particulièrement intéressante pour nous sur ce même objet : elle est due à un de nos compatriotes qui nous tient de très-près, soit comme vice-président honoraire de cette Société, soit comme ancien maire de cette ville à laquelle il a rendu de grands services ; c'est, Messieurs, vous nommer M. Borrelli de Serres. Son travail a pour titre : *Projet d'un chemin de fer destiné à réunir les réseaux ferrés de l'Est et de l'Ouest et à établir des communications les plus directes entre l'Océan et la Méditerranée par les vallées du Lot, du Chassezat et de la Cèze.*

« Quoique beaucoup d'entre vous, aient reçu sans doute cette publication, je crois devoir insister sur les principales données qu'elle renferme parce qu'il me paraît nécessaire d'en bien pénétrer tous ceux de nos concitoyens qui lisent nos bulletins.

« M. Borrelli se place, et avec raison, à un point de vue plus élevé que celui de l'intérêt Lozérien pour proposer l'exécution d'une voie ferrée par le Lot, le Chassezat et la Cèze ; il montre que ces cours d'eau sont le plus court et le meilleur chemin du Rhône à la Garonne, c'est-à-dire d'une part de Lyon, de la Savoie, de la Suisse, des Alpes etc., à

Bordeaux , d'autre part de Marseille et de la Méditerranée à l'Océan. Ajoutons que cette ligne du Lot qui oscille autour du 45° degré de latitude serait , à peu de chose près , à égale distance des deux réseaux qui sillonnent déjà la France de l'Est à l'Ouest , l'un au Nord de Bourges , et l'autre le long de la chaîne Pyrénéenne et la Méditerranée. Une telle ligne mériterait à coup sûr le nom que nous osons dès présent proposer à ses entrepreneurs futurs de *Grand transversal*.

D'après le travail de M. Borrelli , il suffirait pour réaliser une telle pensée , d'excuter en addition aux tracés en projet ou en voie de construction par la compagnie du Grand Central , une ligne de 160 à 170 kilomètres de longueur. Cette ligne se détacherait en effet du Grand Central , à Gages , (à 11 kilom. en deçà de Rodez) , remonterait l'Aveyron jusqu'à Palmas , prendrait alors le cours d'eau de la Serre jusqu'au-dessous de Pierrefiche (point culminant) ; se dirigerait par la vallée du Lot par St-Geniez , ou par la Capelle et St-Laurent , suivrait la rive gauche de cette rivière jusqu'à Chanac , où elle passerait à la rive droite qu'elle ne quitterait plus jusqu'au col des deux mers ; celui-ci serait traversé par un tunnel de 3,000 mètres , ou même en remontant le ruisseau de St-Jean jusqu'au petit col du Chancel , il suffirait d'une percée de 600 à 800 m. pour déboucher dans le bassin du Rhône. Dans ce bassin , au sortir du tunnel , le tracé devrait se développer à la base de la Lozère , passer à la hauteur de Neyrac , franchir le ruisseau de Cubières , suivre le flanc Ouest du col de Bourbon , l'espace de 800 m. , le traverser par un tunnel de 600 m. , rejoindre l'Altier par le ruisseau de Redoussac , suivre constamment ce cours d'eau et celui du Chassezat jusqu'à Chaudolas , entre Joyeuse et les Vans , où il se souderait au chemin de fer d'Alais à Valence (en projet) , ou se poursuivrait jusqu'à cette ville.

— L'embranchement destiné à relier le chemin direct de

Marseille serait établi par le viaduc près le viaduc de Villefort, passerait près de cette ville, atteindrait les sources de la Cèze par un tunnel de 600 m. et irait par ce cours d'eau faire sa jonction près de Sénéchas avec le chemin de fer en construction des houillères de Portes et de Bessèze à Alais.

« Dans ce tracé, le chemin n'atteindrait jamais une élévation de plus de 950 m. au-dessus du niveau de la mer ; le tunnel le plus considérable n'aurait pas plus de 3,000 m. ; les pentes les plus fortes ne dépasseraient pas de 8 à 9 millimètres et les courbes se feraient dans les conditions rigoureuses de l'art.

« Le travail de M. Borrelli n'indique pas sur quelles études se fondent ces assertions. Nous les acceptons sur sa parole ; mais ne fussent-elles pas entièrement exactes, l'exécution du chemin n'en reste pas moins dans la limite des choses relativement aisées pour notre époque, qui a creusé le souterrain de la Nerthe, construit les voies de fer avec des courbes de 300 m. de rayon, avec des pentes de 20 millim. par mètre, difficultés dont aucune ne doit se présenter sur le tracé qui nous occupe.

« Cette question des difficultés matérielles devrait néanmoins reculer beaucoup nos espérances, si la ligne du Lot ne répondait qu'à l'appel de nos intérêts et de nos besoins locaux ; mais elle perd presque toute sa gravité du moment que l'on admet que nos vallées peuvent ouvrir une des voies de transit les plus directes et les plus rapides au commerce de l'Orient du monde avec l'Occident. Dans les considérations qu'il présente à cet égard, M. Borrelli ne craint pas de rattacher le projet de ce que j'ose moi-même appeler le *Grand transversal*, au projet si long-temps chimérique aussi, et aujourd'hui sur le point d'être réalisé du percement de l'isthme de Suez. Le rapprochement est des plus naturels en effet, s'il est vrai, comme l'avance M. Borrelli, que le tracé

de Marseille à Bordeaux par le Lot offre une avance de 72 kil. sur le même tracé par les chemins de la Garonne et du midi et que de Marseille à Nantes par la même vallée, l'économie s'élève à 220 kilomètres.

« Au reste, sur cette question, grave sans doute, mais nullement décisive, je le répète, des difficultés matérielles, en attendant les études officielles et complètes, qui devront la résoudre, la Société espère pouvoir connaître prochainement l'opinion de notre collègue M. Henry Lefranc, qui s'occupe en ce moment même par ordre du Gouvernement du chemin projeté par la portion Lozérienne de la vallée de l'Allier et qui, à cette occasion aura sans doute porté aussi son attention sur les vallées du Chassezat et de la Cèze, et probablement sur la partie la plus élevée du cours du Lot. M. Lefranc a bien voulu se charger, sur ma prière, de nous rendre compte prochainement des travaux de M. Barrande, considérés au point de vue de l'intérêt Lozérien; il voudra bien encore, j'en suis convaincu, faire entrer dans le cadre de ses appréciations et de son étude, la brochure de M. Borrelli de Serres. »

M. le Préfet, présent à la séance, fait connaître qu'il adopte en principe les vues développées dans la brochure de M. Borrelli de Serres.

Relativement à la question des chemins de fer, M. le Préfet informe la Société qu'à-propos du projet d'imposition extraordinaire votée en 1855 par le Conseil général du département, et dont la sanction au Corps Législatif paraîtrait douteuse, si l'on se fondait sur certains bruits, il a eu occasion de dire aux membres d'une commission du conseil municipal de la ville de Mende qu'il n'y aurait pas lieu de se décourager quand même le projet dont il s'agit serait complètement rejeté.

Aux époques où le Gouvernement affectait des sommes

considérables, soit à l'amélioration des grandes routes, soit à l'ouverture de celles qui n'étaient encore qu'à l'état de projet, le département de la Lozère n'a pas été moins bien traité que les autres parties de la France. Aujourd'hui que les voies de terre ont cédé le pas au réseau ferré qui sillonne l'Empire, la Lozère est en droit de demander que la construction d'un chemin de fer dans son périmètre soit promptement et sérieusement mise à l'étude. Alors il y aurait certainement lieu d'apporter de notables modifications aux tracés de ses routes et de ses chemins vicinaux, car la ligne ferrée deviendrait, par la force des choses, la grande artère avec laquelle toutes les autres voies de communication viendraient se coordonner.

En résumé, M. le Préfet pense que, désormais, l'établissement d'un chemin de fer dans la Lozère doit dominer dans toute question relative à l'amélioration des routes du département.

Toutefois, ce Magistrat ne se dissimule pas qu'il en sera dans la Lozère comme dans la plupart des départements, c'est-à-dire que l'établissement d'un chemin de fer pourra froisser, compromettre même, quelques intérêts privés. Malgré cela, sa conviction personnelle est que les avantages de toute nature que procure une voie ferrée, doivent faire écarter toute objection, toute opposition émanant d'intérêts isolés. Du reste, pour ne pas agir sans s'être préalablement pénétré de l'opinion publique, M. le Préfet se propose de créer une commission qui sera appelée à étudier la question d'un chemin de fer dans la Lozère sous le point de vue des avantages et des inconvénients qui en résulteraient pour le département. Il invite, en même temps, la Société à s'occuper activement de cette question.

Si, comme l'espère M. le Préfet, la question est résolue dans un sens favorable à l'établissement d'une voie ferrée,

il pourra se faire que cette ligne n'offre pas en perspective des bénéfices assez nets pour tenter une Compagnie. Dans ce cas, il y aurait lieu, pour le département de la Lozère, de se placer à un point de vue plus élevé que celui de l'intérêt exclusivement Lozérien, et de réclamer l'établissement d'un tronçon destiné à relier entre elles d'autres sections du réseau des voies ferrées, au même titre qu'il a pu avoir droit antérieurement à l'établissement de routes impériales destinées à compléter l'ensemble du réseau des voies de terre. Ainsi prise, la question s'élèverait, et cesserait de présenter aux compagnies la perspective de dépenses sans bénéfices; car il serait possible, sans doute, de réclamer l'application partielle, sinon entière, de la loi du 11 juin 1842, qui est devenue pour ainsi dire sans objet dans les contrées riches, où la circulation et la production sont déjà très-actives, mais que l'on pourrait appliquer avantageusement dans la Lozère comme dans toutes les contrées pauvres et d'un accès difficile.

M. le Président félicite M. le Préfet d'avoir su le premier rattacher la question d'un chemin de fer avec les travaux d'amélioration des routes départementales. C'est une idée que ni la brochure de M. Borrelli ni les projet administratif de 1855 n'ont eue en vue. Il se met à la disposition de M. le Préfet et lui promet le concours le plus dévoué des membres de la Société.

Nominations.

Sont nommés membres titulaires :

MM. Nègre, juge de paix à Chanac.

Rivière (Henri), propriét. à Langlade, c. de Brenoux.

Foulquier, directeur de l'école norm. prim. de Mende.

Membres associés :

Macary, aîné, propr. à Chassagnes, c. de Ribennes.

Seguin (Pierre), propr. à la Roche, c. de Rientort.

Odoul, maître-adjoint à l'école norm. pr. de Mende.

CONCOURS RÉGIONAL AGRICOLE DE TULLE.

Le concours agricole de la région du centre, dont le département de la Lozère fait partie, a eu lieu à Tulle le 7 mai courant conformément un programme officiel du 7 mai 1855.

L'exposition a été nombreuse et remarquable par la beauté des animaux et des produits exposés.

Malgré la pluie, l'affluence des visiteurs a été telle que, d'après le *Corrézien*, la ville de Tulle a manqué de logements et de vivres.

L'empressement avec lequel on se rend aux solennités agricoles suffit pour prouver leur utilité.

En appelant l'attention publique vers l'agriculture, elles en donnent le goût, multiplient les efforts individuels pour la faire progresser, propagent les connaissances acquises dans chaque localité, fournissent des éléments précieux d'étude aux esprits observateurs, sécouent l'inertie des cultivateurs craintifs et timides. Qui pourrait nier que l'impulsion, le mouvement, l'activité, la diffusion des connaissances, les comparaisons, les appréciations et l'émulation qui s'en suivent demeurent sans effets ?

A cause de son éloignement le département de la Lozère n'a pu prendre qu'une très-faible part au concours régional de Tulle.

MM. Grousset, directeur de la ferme-école de Recoulettes, commune de Barjac, Talansier, de Marvejols et Charles Durand, de Salles-Basses, commune des Salces, ont exposé des sujets de l'espèce bovine, race d'Aubrac. M. Charles Durand a obtenu une médaille de bronze et un prix supplémentaire de 175 fr. pour un taureau âgé de 38 mois, un

autre taureau âgé de 24 mois a été désigné pour aller au concours universel de Paris.

Dans l'espèce bovine, la race d'Aubrac, si justement préférée par nos cultivateurs, puisqu'elle répond si bien à leurs soins, a concouru avec la race de Salers et a été mise en relief principalement par M. Baduel, propriétaire à la Guiole, éleveur distingué, possédant plusieurs exploitations considérables sur le plateau même qui donne son nom à la race. Le jury lui a décerné 1^o une médaille de bronze et 300 fr. pour un taureau âgé de 38 mois; 2^o une médaille de bronze et un prix de 150 fr. pour une vache âgée de 36 mois; 3^o une médaille en bronze et un prix de 100 fr. pour une autre vache du même âge; et 4^o une médaille de bronze pour une pièce de fromage dit de la Guiole ou *forme*.

Le Président de notre Société, M. Théophile Roussel, dont le dévouement et l'activité ne le cèdent ni à son savoir ni à son amour pour son pays, a honorablement rempli le mandat que S. E. le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics avait daigné lui confier en le nommant membre du jury du concours. Comme rapporteur, il a présenté le compte-rendu des travaux de la 2^e section du jury, comprenant les animaux de basse-cour, les machines, appareils, instruments, ustensiles, produits agricoles et récompenses aux serviteurs ruraux.

De Tulle il s'est rendu au concours universel de Paris, qui doit s'ouvrir prochainement.

Nous ne doutons pas que M. Th. Roussel ne nous rapporte une abondante moisson d'observations pratiques et de renseignements utiles pour notre agriculture Lozérienne, dont il a tant à cœur le progrès et la prospérité.

En attendant qu'il puisse en faire lui-même la communication à la Société, ses membres pourront apprécier les résultats du concours de Tulle, d'après les intéressants rapports

qui suivent et qui sont extraits du *Corrézien*, journal publié à Tulle.

Mende, le 20 mai 1856.

RAPPORT de la 1^{re} section du jury, chargée d'apprécier le mérite des animaux au Concours régional de Tulle, en 1856, par M. JUSSERAUD, juré pour le Puy-de-Dôme.

« Messieurs ,

« Avant de présenter l'exposé des opérations du jury dont j'ai l'honneur d'être ici le rapporteur, qu'il me soit permis de faire entendre quelques réflexions générales qui, en même temps qu'elles vous expliqueront certaines décisions du jury, serviront aussi à les excuser auprès des personnes qui auraient voulu peut-être l'exécution tout-à-fait rigoureuse du programme officiel de cette solennité.

« Et d'abord, Messieurs, reportons aux pouvoirs publics qui ont créé les concours régionaux d'animaux reproducteurs ou de boucherie, le tribut de véritable reconnaissance qui leur est dû pour les mesures dont l'application de jour en jour plus développée, aura certainement été le point de départ d'une ère toute nouvelle pour l'agriculture française et qui, avec l'aide de l'enseignement rural à ses divers degrés, doit lui ouvrir une carrière d'énergique puissance qu'elle ne connut jamais.

« Avant cette époque en effet, Messieurs, sauf quelques exceptions, les cultivateurs de nos différentes régions, de départements même assez rapprochés, ignoraient mutuellement les faits qui les touchaient les uns et les autres ; ils trouvaient bien dans certains grands marchés de bestiaux, par exemple, des races qu'ils prisaient à une haute valeur et regardaient comme fort désirables ; mais sans faculté pour constater les origines ou pour contrôler les moyens d'élevage, sans autre

relations entr'eux que celles qui s'établissent entre vendeurs et acheteurs, il ne venait à la pensée de personne de remonter aux sources mêmes de la production et d'imiter ou de modifier au profit de localités nouvelles, des races dont la création restait ainsi à tout jamais comme le privilège exclusif de régions déterminées.

« Contenus ainsi par la force des choses, les hommes voulant agir sur les animaux, compagnons de leurs rudes labeurs, allaient s'épuisant en efforts d'améliorations auxquelles ne pouvait présider ce qui doit désormais assurer notre triomphe, c'est-à dire la science de tous, examinée, vûe de près chez tous et prise pour ainsi dire sur le fait partout où elle laisse apercevoir son flambeau.

« Quant à cette puissance d'investigation, si bien secondée d'ailleurs par nos moyens de transport, se joint l'émulation qui surgit inévitable chez l'homme des champs, accessible comme tout autre à l'impulsion d'un légitime orgueil, on ne saurait tarder à voir se produire ce que nous avons aujourd'hui sous les yeux, c'est-à-dire, sur un mot d'appel du pouvoir, l'élite des agriculteurs de dix départements se réunissant pour choisir et couronner l'élite des animaux divers, dont l'ensemble constitue la richesse la plus certaine du pays tout entier.

« Pour rester convaincu de la puissance d'avenir que révèle l'institution des concours, il suffit, Messieurs, de constater la progression incessamment croissante dont s'accompagne chaque solennité de cette nature.

« En 1854, notre circonscription, c'est-à-dire les dix départements formant le plateau central de la France, n'envoyait à Guéret que 88 animaux. Clermont en 1855 en recevait 97 et Tulle aujourd'hui en présente 117 ; encore dois-je faire observer que le nombre des déclarations s'est élevé au chiffre énorme de 181, et que, sans doute, sans

le temps déplorable qui a tourmenté nos opérations , l'écart entre les déclarations et les animaux présentés eut été bien moins considérable. Il est d'ailleurs incontestable pour les hommes qui se tiennent au courant de ces assises de l'agriculture , que la qualité des animaux ne s'élève pas moins que leur nombre. Ainsi nous constatons ici , sous ce rapport , une supériorité marquée sur le concours de Clermont.

« Je n'ai pas besoin , Messieurs , de faire remarquer que l'éloignement extrême de certains de nos départements ne leur a guère permis d'envoyer leurs élèves ; ainsi la Charente n'a point été représentée ; ainsi la Haute-Loire , le Puy-de-Dôme , et le Lot ne l'ont été que dans de très-faibles proportions

« Il faut faire des vœux pour que des voies de fer nouvelles interviennent ici pour abréger les distances , ou que l'étendue de notre circonscription soit modifiée.

« Je vous disais, Messieurs, que le programme du concours avait , en quelques points , été changé par le jury ; en effet, ce programme attribuait six prix aux races étrangères et nous n'en avons donné que quatre , réservant ainsi les fonds devenus disponibles à la création de prix supplémentaires pour des animaux de races indigènes assez nombreux auxquels , dès l'abord et malgré notre désir , nous n'avions pu donner que des mentions honorables. Les races étrangères, d'ailleurs , n'avaient ici que des animaux en nombre assez restreint mais dont plusieurs , il faut le dire , se présentent avec les qualités éminentes qui distinguent cette catégorie.

« Le jury , Messieurs , s'associe aux éloges donnés aux races anglaises améliorées dont le mérite tout spécial est incontestable , mais il lui appartient de faire remarquer que nulle part plus que dans notre circonscription , ces animaux ne doivent être accueillis avec plus de prudence et de réserve. Nous ne pourrions les introduire utilement qu'alors que cette

agriculture en voie décidée de progrès sera parvenue à mettre les moyens d'alimentation en rapport avec les exigences légitimes de ces races nouvelles.

« Il ne faut point oublier, Messieurs, qu'en général les animaux qui, par le sang ou le régime, s'élèvent à l'école de la précocité et de l'aptitude à l'engraissement, s'abaissent souvent aussi d'autant à celle de l'aptitude au travail.

« Nous inclinons à penser qu'il y a lieu de conserver intacte leur race précieuse de labour à des contrées où le travail est la condition absolue de la vie des bêtes bovines. Les races admirables de Salers et d'Aubrac, celles du Limousin, sont, nous ne l'ignorons pas, dans des mains intelligentes et fermes qui sans doute ne repoussent pas le progrès, mais ne l'accepteront qu'à leur escient et à son heure.

« Nous pensons qu'à l'égard de ces belles races vouées au travail, les améliorations, bien longtemps encore, devront s'opérer par des sélections habiles et persévérantes faites en elles-mêmes.

« Le jury a remarqué avec plaisir, que les animaux de Salers tendent à la correction d'un défaut souvent reproché à cette excellente race; le bipède postérieur, relativement un peu étroit chez un grand nombre de sujets, prend de l'étoffe et se carre.

« Les éleveurs habiles de cette région ne laisseront pas longtemps sans doute leurs animaux en butte aux reproches dont je viens de parler.

« C'est avec peine que le jury a vu la bonne race d'Aubrac si faiblement représentée quant au nombre. Si, comme il faut l'espérer, les éleveurs de cette région importante envoient dans l'avenir de plus nombreux sujets, il sera nécessaire de demander le maintien de ce qui avait été adopté pour le concours de Clermont, c'est-à-dire deux catégories, l'une pour les Aubrac, l'autre pour les Salers confondus ici dans une seule.

« Les animaux limousins ont montré dans le concours les caractères distingués qui depuis longtemps les signalent au choix des cultivateurs ; il nous a cependant paru qu'une confusion assez fréquente, acceptable d'ailleurs, s'établissait entre cette race et la race agenaise qui nous a offert aussi quelques beaux types.

« Par exception dans ce concours nous avons rencontré et primé des sujets fort méritans de la race charollaise, race qui, assez propre au travail et très-bonne pour la boucherie, tend à s'étendre et s'améliorer rapidement entre les mains des éleveurs renommés du centre,

« Le jury a regretté de ne voir paraître au concours aucun animal du Mezenc, Haute-Loire, race fort estimée sur tous les marchés du midi et dont la population est considérable dans cette partie des montagnes de notre région.

« Le mouton, si important pour plusieurs de nos départemens, dont il est la richesse capitale, n'a point été représenté à ce concours comme il aurait dû l'être.

« Cependant quelques beaux animaux mâles et plusieurs lots satisfaisants de femelles, ont permis au jury de placer utilement les primes énoncées au programme.

« Deux animaux extrêmement remarquables, mais hors de concours parce qu'ils sont nés en Angleterre, ont fixé l'attention spéciale du jury. L'un southdown et l'autre cotsword.

Espérons qu'entre les mains intelligentes qui les possèdent, ces animaux deviendront la souche de croisements précieux pour le pays auquel ils sont destinés.

Les races porcines ont été assez faiblement représentées comme nombre, plus encore peut-être comme qualité; force a donc été au jury de primer un plus grand nombre de races étrangères, dont le mérite supérieur se révélait à tous les yeux avec une évidence qui devrait pousser les cultivateurs éclairés de la circonscription, à suivre des croisements bientôt féconds

en améliorations importantes pour eux et pour tous. La race du Hampshire principalement précocce, bonne marcheuse et prenant bien le sel, interviendrait utilement pour des croisements judicieux.

Plusieurs beaux sujets de cette race ont été primés ainsi que des animaux mâles et femelles d'Essex et du New-Leicester.

Le jury de ce beau concours, Messieurs, ne saurait terminer sa tâche sans féliciter la Corrèze de l'énergique impulsion que paraît vouloir imprimer à l'agriculture son premier administrateur; sans doute, Monsieur le Préfet, ce département, tout agricole et qui comprend l'importance attachée aux enseignements de la science moderne, sera touché, comme l'ont été les membres du jury, de la sollicitude, des soins éclairés et de la bienveillance dont vous avez su entourer une solennité qui n'est pas seulement un événement local, mais qui se présente encore comme la fête des grands intérêts de dix départements. En regagnant nos foyers, Messieurs, nous serons heureux d'avoir à y raconter comment les autorités de la ville de Tulle ont compris la mission acceptée par elles.

Le jury doit et veut aussi rendre publiquement hommage à M. le commissaire du gouvernement, qui s'il en eût été besoin, lui aurait donné l'exemple de l'impartialité et de la justice, comme il lui a donné celui de l'activité et du zèle. Nous remercions M. l'Inspecteur général d'avoir facilité notre tâche par le concours de son expérience et de ses lumières.

Nota. — Le jury me charge, Messieurs, de signaler une erreur grave qui s'est glissée dans les désignations de plusieurs animaux primés. Plusieurs vaches appartenant à des habitants du Cantal, ont été indiquées comme étant de la race d'Aubrac; c'est à la race de Salers qu'appartiennent ces animaux.

**RAPPORT présenté au nom de la deuxième section du jury
par M. Théophile ROUSSEL.**

Messieurs ,

« Je viens rendre compte des travaux de la deuxième section du jury , dont les appréciations ont porté sur trois catégories d'objets : animaux de basse-cour , instruments , machines , ustensiles et appareils servant à l'agriculture , produits agricoles.

1^{re} CATÉGORIE. — Animaux de basse-cour.

« Dans l'examen des objets compris dans la première catégorie , la section a été dominée par cette pensée que la région agricole à laquelle nous appartenons , est une de celles où l'éducation et la bonne tenue des animaux de basse-cour sont le plus négligées. A ce point de vue , tout en encourageant les essais heureux pour introduire et naturaliser des volailles des races étrangères les plus estimées des amateurs , elle a réservé son plus sérieux intérêt aux efforts dirigés dans le sens de l'amélioration de nos races indigènes , par le choix des animaux et par les bons soins. Par ce motif , elle a accordé sa principale récompense à un lot remarquable de coqs et de poules du pays.

2^{me} CATÉGORIE. — Instruments , machines , ustensiles et appareils servant à l'agriculture.

« En abordant l'examen des objets beaucoup plus nombreux qui composent cette catégorie , la section du jury dont j'ai l'honneur d'être l'organe , s'est encore préoccupée des intérêts et des besoins particuliers de notre région.

« Elle sait que ce groupe de départements montagneux auquel nous appartenons est , sans contredit , la partie de la France dans laquelle l'emploi des instruments perfectionnés , et même une juste notion des services qu'on peut retirer de

ceux de ces instruments que l'expérience a rendu classiques, ont fait le moins de progrès. C'est par ce sentiment du besoin qu'à notre agriculture du centre d'entrer largement, à cet égard, dans les voies nouvelles, de renoncer aux pratiques définitivement condamnées, que la section a repoussé avec une vigueur que quelques personnes trouveront peut-être excessive, les tentatives faites pour donner un vernis moderne et comme un cachet de nouveauté à de vieux instruments qui, dans cette transformation, semblent, en perdant l'avantage du bas prix, n'avoir reçu de l'emploi de la fonte et de la couleur qu'une plus grande évidence de leurs défauts.

« La pensée que nous venons d'exprimer devait, au contraire, disposer la section à accorder tous ses encouragements aux constructeurs et fabricants qui se sont signalés pour la bonne confection des instruments agricoles et qui continuent à bien mériter de l'agriculture par les améliorations qu'il apportent à leur fabrication.

« A la tête de ces honorables industriels, la section a classé la maison Tritschler, de Limoges, qui, l'une des premières, a introduit dans ces contrées les instruments nouveaux, et qui a produit à l'exposition actuelle un remarquable ensemble de machines et instruments dont plusieurs offrent des modifications heureuses. Parmi ces objets, la section a distingué un petit tarare de grange, une machine à égrener le maïs, un appareil à faire des rigoles de différentes largeurs, s'adaptant à la charrue Tristschler.

Par des motifs analogues, la section a accordé le même encouragement à M. Rayet, fabricant d'instruments aratoires à Lussac (Creuse), qui a présenté des charrues de dix modèles différents et parmi lesquelles ont été plus particulièrement remarquées, une charrue en fer pour défrichement des bruyères et plusieurs petites charrues estimables par leur construction et la modération de leur prix.

« Après avoir récompensé les services rendus à notre région par les fabricants d'instruments, la section devait songer aux agriculteurs qui, par leur exemple et leur initiative, contribuent à en propager l'emploi et s'attachent à y apporter les améliorations que la pratique révèle. C'est à ce point de vue qu'un rappel de médaille d'or a été accordée à M. le comte d'Ussel et qu'un encouragement a été décerné ensuite à M. Vidalin, de Césarín, (département de la Corrèze) et à M. le colonel Corrèze, de Laboudie. Ce dernier a produit un assez grand nombre d'instruments ou machines, dont quelques-uns prêteraient peut-être à une critique sévère, mais qui constatent une longue suite d'honorables efforts. — Quant à l'exposition de M. Vidalin, elle permet d'apprécier d'un coup-d'œil la série des progrès réalisée dans le travail de la terre, depuis l'antique araire de nos montagnes jusqu'à la charrue-Armelin, introduite par M. Vidalin dans une contrée qui semble destinée, plus que toute autre, à tirer avantage de l'ingénieuse disposition du soc spécial à cette charrue. Cette disposition consiste en ce que le soc, au lieu d'être formé d'une seule pièce, à la manière ordinaire, se compose de deux parties : une *aile* en fonte et une pointe qui n'est autre chose que l'extrémité d'une barre en fer forgé et aciéré que l'on pousse en avant, à mesure qu'elle s'use, qui s'affute d'elle-même en s'usant, et assure ainsi un travail sans interruption à nos laboureurs. Le mérite de cette disposition sera bien senti dans les pays où dominent les terres arables de nature siliceuse, dans lesquelles il suffit souvent de quelques heures de labour pour mettre hors d'usage les socs généralement usités dans les charrues.

« C'est aussi, Messieurs, en considération d'un intérêt pressant et bien démontré à quiconque observe l'état actuel des surfaces cultivées ou incultes des pays du centre, que la section a décerné un encouragement aux travaux de drainage,

qn'un ouvrier , venu du département de l'Oise , le sieur Delimermont, dirige et exécute dans la Haute-Vienne et dont il a offert , au voisinage de Tulle , un exemple au jury et au public nombreux attiré par la solennité du concours régional.

Enfin , parmi les objets exposés , la section a cru devoir examiner avec un intérêt un peu exceptionnel ceux qui se rapportent à des cultures ou des besoins locaux , et qui , par cette raison , avaient moins de chances d'être bien appréciés et récompensés ailleurs. Telle est une machine à ventiler et frotter toutes sortes de grains et particulièrement le sarrasin, exposée par le sieur Marqueyssac , du Jassou (Corrèze). Tel est encore un essai de moulin pour décortiquer les châtaignes sèches.

3^{me} CATÉGORIE. — *Produits agricoles.*

« Les choix de la deuxième section du jury devenaient plus difficiles au milieu des nombreux produits envoyés à l'exposition par huit des départements dont se compose notre région. Les départements de la Lozère et de la Charente , empêchés par l'éloignement, n'ont été représentés par aucun produit.

« Au premier rang des objets primés , la section a placé l'envoi fait à M. de Flaghac de St-Georges d'Aubrac (H.-Loire), et qui comprend , outre des échantillons de laines du type anglais , de remarquables produits de récoltes sarclées , différentes espèces de céréales et un magnifique échantillon de chanvre du Piémont.

La section a cru devoir placer aussi au premier rang des produits agricoles de notre région les vins rouges et blancs de différentes années , provenant de la propriété de M. Planchard de la Grèze , commune de Beaulieu (Corrèze).

Une nombreuse collection de produits , grains , légumes , tubercules , parmi lesquels figuraient quelques rhizomes

d'igname de la Chine , avaient été envoyés par M. le comte d'Ussel. La commission a particulièrement distingué de beaux échantillons d'arbres et arbustes provenant des pépinières de la ferme-école des Plaines. Enfin, elle a cru devoir encourager l'introduction dans la Corrèze d'un instrument sécateur de la paille pour la fabrication des tresses de paille fendue.

Un rang distingué parmi les produits exposés appartient encore aux échantillons de soie , apportés de divers points des départements du Lot et de la Corrèze , entr'autres des propriétés de M. le marquis de Cosnac et de M. Terriou , propriétaire à Corrèze.

Le jury a distingué , en outre , un envoi de fécule de marrons sauvage pour servir à la fabrication du papier , par M. Claudin , régisseur à Coussac-Bonneval (Haute-Vienne) , et un envoi de M. Célarié , directeur de la ferme-école de Montal , près Cahors , contenant de beaux échantillons de betteraves , carottes , topinambourgs , moha , ainsi que des vins de Cahors et des soies .

« Enfin, Messieurs, le jury a cru devoir un encouragement à une industrie nouvelle dans ce département et qui figure dans le programme officiel parmi les objets admis aux expositions des concours régionaux d'agriculture , nous parlons des conserves alimentaires (viandes , légumes , fruits et laitages) , dont le sieur Fourneaux , marchand de comestibles à Tulle , a présenté de nombreux échantillons.

« Parmi les produits de la laiterie si importante dans cette Région , les fromages ont occupé la première place à l'exposition , tant par le nombre que par le mérite des échantillons. La section a distingué surtout les petits fromages , façon Neufchâtel , exposés par M. Fronty , de Chabrignac (Corrèze) , et la belle pièce dite *forme de la Guiole* , envoyée par M. Baduel , d'Oustrac (Aveyron). Des divers échantillons de beurre , le plus estimable par sa qualité était celui

que M. Léonce de Lavergne a envoyé et qui se fabrique dans sa propriété de Péruse avec du lait de vaches bretonnes.

« En terminant cette énumération de ses décisions, la section croirait n'avoir pas rempli sa tâche avec une pleine justice si elle omettait de mentionner les produits nombreux appartenant à la 1^{re} et à la 3^e catégorie, exposés par M. le baron de Thouron. Ces produits auraient eu une part aux récompenses décernées par la section, si l'exposant, qui était en même temps membre du jury, n'avait déclaré vouloir demeurer hors du concours.

« En résumé, Messieurs, l'exposition des objets dont s'est occupée la 2^e section du jury, a été digne par le nombre autant que par le mérite des produits, de l'exposition des animaux reproducteurs dont l'importance a surpris les exposants aussi bien que les juges et a dépassé l'attente que faisaient naître nos précédents concours régionaux. C'est là, à coup sûr, un résultat de bon augure pour l'avenir de l'agriculture de ces montagnes du Centre, si long-temps oubliées et encore aujourd'hui si retardataires à quelques égards. Nous devons cet avenir meilleur à l'institution des concours, naguère encore si mal comprise ; aux encouragements du Gouvernement qui semble résolu de donner à l'agriculture le rang et la place qui lui appartiennent, et enfin, Messieurs, à cette presque indispensable condition de toute prospérité durable et légitime, à l'énergie et à la persévérance de nos efforts.

« Je croirais, Messieurs, tromper l'attente de mes collègues comme des exposants, si, appelé à prendre la parole le dernier, j'oubliais de témoigner, au nom des étrangers venus à Tulle, à M. le Préfet, à M. le Maire et aux habitants en général, le souvenir reconnaissant que nous emporterons tous de la sympathique et gracieuse hospitalité que nous avons reçue. »

MÉTÉOROLOGIE.

Observations faites à Mende

Par M. l'abbé BOSSU.

(Altitude : 743 m.)

1856.	HEURES.	Mars.	Avril.
TEMPÉRATURES MOYENNES en degrés centigrades.	5 heures du matin.	1. 6	4. 3.
	Midi.	8. 2	9. 6.
	7 heures du soir.	3. 8	6. 1.
	Maximâ.	11	13.
	Minimâ.	* — 3	— 1.
Jours de pluie		10	20
Jours de neige		1	2
Jours de gelée		12	2
Jours de gelée blanche . . .		2	2
Jours de grêle ou de grésil .		2	2
Jours de brouillard		1	3
Jours d'éclairs		2	2
Jours de tonnerre		2	2
Jours où le vent a eu les directions. . .	N.	2	3
	N. E.	2	2
	E.	6	1
	S. E.	7	2
	S.	8	12
	S. O.	3	2
	O.	1	10
Jours où le vent a été généralement	N. O.	2	2
	Fort	8	15
	Variable	11	8
Jours où le vent a été généralement	Faible ou nul	12	7
	Beau	12	2
	Nuageux	4	12
Jours où le Ciel a été généralement	Couvert	15	16

* Le trait — marque les degrés au-dessous de zéro.

PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE,

D'APRÈS LES MERCURIALES

DES MARCHÉS DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

Mars et Avril 1856.

LIEUX DES MARCHÉS.	NATURE DES GRAINS.				
	Froment.	Méteil.	Seigle.	Orge.	Avoine.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Florac	30,63	27,42	24,90	18,55	7,75
Meyrueis	29,00	»	24,33	»	8,63
Pont-de-Montvert . .	32,19	»	25,00	»	10,00
La Canourgue	31,50	26,83	25,56	22,00	8,75
Saint-Chély	»	»	26,38	»	»
Marvejols	27,20	25,28	24,69	18,65	8,43
Serverette	»	»	25,19	»	»
Langogne	»	»	23,38	16,69	9,07
Mende	31,32	25,94	23,80	19,90	8,30
Villefort	31,50	»	24,93	»	10,75
PRIX MOYEN. . . .	30,48	26,15	24,82	19,16	8,96

Mende, Imp. de J.-J.-M. IGNON.

SOCIÉTÉ

D'AGRICULTURE , INDUSTRIE , SCIENCES ET ARTS
DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

BULLETIN DE JUIN 1856.

SÉANCE DU JEUDI 5 JUIN 1856.

PRÉSIDENCE DE M. DE LIGONNÉS, VICE-PRÉSIDENT.

Membres présents : L'abbé Baldit, Vachin, l'abbé Gailardon, Monteils, D. M., Moulin, Portalié (Casimir), l'abbé Blanc, l'abbé Bosse, Brun, Bonnefous, H. Lefranc, Pouget.

M. le Président donne lecture de deux lettres de M. le Ministre de l'instruction publique relatives, l'une aux inscriptions des monuments de France, l'autre aux autographes du cardinal Mazarin, qui peuvent se trouver dans les archives de province.

M. Théophile Roussel, qui arrive de Paris, dépose sur le bureau plusieurs publications qu'il a retirées à la librairie des Sociétés savantes.

Il communique, en outre, diverses pièces de correspondance, et d'abord une lettre de M. Frédéric Cazalis, propriétaire à Saubert, qui annonce avoir fait achat d'une ma-

chine à battre, du système Pinet, et appelle l'attention de la Société sur les épierrements considérables qu'il a faits et qu'il continue dans son vaste domaine situé sur le Causse Méjean.

Monument de Lanuéjols.

M. Théophile Roussel lit une lettre de M. Bretagne annonçant qu'il a adressé à M. Auguste Pelet, inspecteur des monuments historiques à Nîmes, un croquis du *monument de Lanuéjols*, en l'engageant à faire la réduction de ce monument, à l'aide du procédé appliqué si heureusement aux réductions bien connues des édifices anciens du midi de la France et de l'Italie.

La lettre de M. Bretagne contient la copie ci-jointe d'une lettre de M. Pelet.

« Je vous remercie, écrit ce dernier à M. Bretagne, des détails que vous voulez bien me donner sur la découverte nouvellement faite à Lanuéjols.

« L'inscription est claire et ne peut laisser aucun doute ; ce monument *ad honores* fut consacré à l'honneur et à la mémoire de *Julius Pomponius Bassianus* et à (son frère), fils les plus tendres, par *Bassianus* leur père et *Pomponia Regoia*, leur mère, qui élevèrent cette *ædes*, de fond en comble et la consacrèrent ainsi que les édifices qui l'entourent.

« Vous savez, Monsieur, qu'il y a cette différence entre les *ædes* et les temples que ces derniers étaient *inaugurés* après leur consécration, tandis que les *ædes* avaient été seulement consacrées. Cette construction fut probablement la suite d'un vœu fait par un père et une mère d'élever une *ædes* à une divinité quelconque, si leurs fils bien-aimés échappaient à quelque danger dont ils étaient menacés.

« Si vous étiez sur les lieux, Monsieur, je vous aurais prié d'achever votre œuvre de complaisance en me faisant faire un dessin des deux archivoltes et celui de l'une des trois niches, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, en cotant les hauteurs et indiquant le nombre des assises. Ce serait un moyen d'avancer l'ouvrage que vous me proposez de faire et de diminuer par là le temps que j'aurais à rester sur les lieux.

« Je ne doute pas que cette *œdes* ne fut couverte et probablement par une voute, car la forme irrégulière ne comporte guère qu'une couverture pareille. »

M. Théophile Roussel ajoute qu'il est heureux de constater que, grâce aux efforts de la Société, le monument de Lanuéjols excite enfin l'attention des savants et de l'autorité. Il exprime son regret de ce que les circonstances qui ont précipité son retour de Paris, ne lui ont pas permis de se mettre en rapport avec le *Comité de la langue, de l'histoire et des arts de la France*, et de lui remettre les renseignements qui ont été en quelque sorte réclamés de la Société, par l'organe du rapporteur de ce comité M. Beulé. En attendant que ces renseignements, qui offriront un résumé de tout ce qui nous a été révélé par les travaux exécutés cet hiver, soient transmis au Comité, M. Th. Roussel annonce que les beaux dessins du monument faits par M. Tourrette ont été adressés par l'entremise de la préfecture au ministère d'Etat, où il faut espérer qu'ils aideront puissamment à éveiller la sollicitude du *Comité des monuments historiques* et à provoquer une décision ministérielle en vertu de laquelle nous verrions enfin mettre le monument dans un état convenable et définitif de déblaiement et de protection, et entreprendre peut-être une recherche sérieuse des *édifices circonvoisins* dont parle l'inscription latine.

Pour ce qui concerne le projet de M. Bretagne de faire

reproduire le monument par les remarquables procédés de M. Auguste Pelet, M. Th. Roussel exprime la conviction que cette reproduction exige impérieusement la venue de M. Pelet sur les lieux. Il propose en conséquence de répondre à M. Bretagne, en le remerciant de sa nouvelle communication, que la Société approuve sa pensée et qu'elle est disposée à contribuer à sa réalisation en facilitant autant qu'il dépendra d'elle le travail de M. Pelet, dans le cas où ce dernier voudrait bien se rendre sur les lieux. Cette proposition est adoptée.

Origine de l'église de Mende, -- Episcopat de St-Sévérien.

M. Théophile Roussel donne lecture d'une lettre qu'il vient de recevoir de M. l'abbé Pascal, membre correspondant de la Société, et qui est relative principalement à la question des origines de l'église de Mende et au travail que M. l'abbé Gaydou a publié sur ce sujet dans les *Bulletins* de la Société. M. Pascal annonce qu'il a remis à l'académie des Inscriptions et Belles-lettres, pour le concours des travaux sur les antiquités nationales une dissertation sur l'époque de la mission de St-Denys, 1^{er} Evêque de Paris, et que dans ce travail il traite aussi la question des apostolats de St-Lazare à Marseille et de St-Martial à Limoges. En attendant que ce travail apporte une réfutation plus détaillée des principales assertions émises, soit par M. l'abbé Arbellot, de Limoges, relativement à Saint-Martial, soit par M. Gaydou, relativement à l'épiscopat de St-Sévérien, disciple de St-Martial, M. Pascal proteste de la manière suivante contre deux propositions ou assertions de M. l'abbé Gaydou :

« 1^o L'auteur du travail inséré au Bulletin du 7 février dernier, attache une importance à ce qu'il appelle ou semble appeler une décision désormais inattaquable de Rome sur l'apostolat de St-Martial, au 1^{er} siècle de l'ère chrétienne.

« La congrégation des Rites s'est nécessairement bornée à autoriser l'office du commun des apôtres pour la fête de St-Martial. Elle n'a pas pu décider que ce saint était un membre du Collège apostolique et qu'il avait érigé le siège de Limoges peu de temps après la promulgation de l'Evangile. Une époque de chronologie n'est pas un dogme que l'église romaine prétende fixer. Lorsque la liturgie romaine accepta pour l'office de St-Denis la confusion du premier évêque d'Athènes avec le premier évêque de Paris, ce qui eut lieu à la fin du seizième siècle, grâce au milanais Galésini, contrairement à la distinction qui y avait été constamment suivie jusqu'à ce moment, il faudrait donc dire que la question a été dès lors irrévocablement décidée. Et pourtant le célèbre Jésuite Jacques Sirmond, l'immortel honneur de cette société, ne se dispensa point, environ cinquante ans après, d'attaquer vigoureusement la légende romaine qui confondait les deux Denys. Cela n'a pas empêché les plus savants et les plus éminents jésuites de partager et de défendre l'opinion de leur confrère. Rome a-t-elle réclamé ? Non, jamais.

« 2^o S'il était vrai que St-Martial eut fondé à Mende une église ou chapelle durant le premier siècle, ce serait à coup sûr la plus ancienne fondation de ce genre qui eut jamais existé dans l'univers catholique en l'honneur de la mère de Dieu. S'il faut ajouter foi aux légendes limousines, cette chapelle aurait été fondée à une époque où Marie était encore sur la terre, car selon les traditions, la sainte Vierge mourut vers l'an 68 ou 69. Or on n'est point encore parvenu à prouver et bien loin de là qu'un oratoire quelconque ait été érigé, durant le 2^e siècle, en l'honneur de la mère de Dieu. La première église érigée à Limoges par S. Martial lui-même ne reçut pas le vocable de Marie, mais bien celui de Saint-Etienne 1^{er} martyr.

« Il est bien entendu, Monsieur, que je ne prétends pas faire ici une réfutation complète de tout ce que je lis dans le Bulletin du 7 février et dans les précédents sur cette question. Monseigneur l'évêque de Mende a eu entre les mains pendant 18 mois une dissertation que j'avais eu l'honneur de lui envoyer sur cette question et qui m'a enfin été renvoyée sur ma demande. Je ne puis pas ici la transcrire. Plus tard, je la ferai imprimer et je me ferai un devoir d'en faire hommage à la Société dont vous en êtes le Président à juste titre.

« Je me contente de demander en ce moment qu'on veuille bien insérer ces quelques mots dans le prochain Bulletin. Il me semble que j'ai quelque droit à cet acte de justice et d'impartialité. Mon éloignement de Mende ne me permet pas de répondre verbalement au sein de votre intéressante réunion académique.

« Que cherchons-nous les uns et les autres ? la vérité, toute la vérité sur l'origine de notre église gabalitaine. Mais il faut marcher à la poursuite de cette vérité sans système préconçu avec un sincère désir de la découvrir.

Chemin de fer par la vallée du Lot.

M. Théophile Roussel donne lecture d'une lettre de M. Borrelli de Serres relative à la constitution d'une *société d'études d'une ligne de chemin de fer projetée* de Rodez à l'Ardèche avec embranchement sur Alais. Les auteurs du projet, à la tête desquels figure M. Borelli, s'adressent plus particulièrement pour cette société aux habitants des trois départements de l'Aveyron, de la Lozère et de l'Ardèche, et proposent la souscription de 300 parts de cent francs pour former un capital de *trente* mille francs nécessaire pour *es* études du tracé, dont l'autorisation a été demandée au gouvernement. Le Bulletin de la séance du 30 avril dernier prouve suffisamment combien la *Société* l'intéresse au succès de cette entreprise.

Nominations.

Membre titulaire: M. Frédéric Cazalis, docteur en médecine, licencié en droit, propriétaire à Saubert (canton de Meyrueis).

Membres correspondants :

MM. Cazalis-Allut, président de la société centrale d'agriculture de l'Hérault, à Montpellier.

Bretagne, directeur des contributions directes au Puy (Haute-Loire).

Florac au point de vue de l'hygiène publique.

M. Théophile Roussel fait hommage à la Société, de la part du docteur Monteils-Pons, membre titulaire, d'un ouvrage intitulé : *Florac au point de vue de l'hygiène publique*. Le but principal de ce travail présenté en 1852 au conseil d'hygiène de l'arrondissement de Florac, est, de rechercher toutes les causes locales d'insalubrité qui peuvent se rencontrer dans cette ville et de les signaler à l'administration. Notre collègue y a joint diverses études statistiques sur les lois de la population et de la mortalité ; des notes sur la topographie, les mœurs, la nature des eaux, la météorologie, un plan de la ville divisé en 3 feuilles et faisant connaître la localité dans ses plus minutieux détails, telle que le docteur Monteils-Pons l'a étudiée c'est-à-dire non-seulement rue par rue, mais maison par maison, et on pourrait presque dire personne par personne.

Dans des instructions transmises il y a quelques années, par le comité consultatif d'hygiène publique, l'administration déclarait attacher un grand intérêt à ce que dans chaque commune on procédât à une enquête semblable, « à une sorte de recensement maison par maison de manière à

recueillir tous les renseignements propres à la diriger elle-même dans l'assainissement des localités. »

Combien y a-t-il de médecins en France qui aient répondu comme notre collègue à l'appel de l'autorité ? Combien de communes qui aient été l'objet d'une étude aussi consciencieuse ? Bien peu sans doute ; en tout cas le travail dont Florac a été l'objet, paru jugé digne de remarque et d'éloge entre tous. Voici en quels termes le comité consultatif d'hygiène publique l'appréciait en 1854. *« Rien de plus complet de mieux fait que ce travail ; c'est un véritable modèle. Il prouve ce que pourraient faire les conseils d'hygiène et les renseignements précieux qu'ils seraient dans le cas de fournir. De pareilles recherches exécutées dans toute la France seraient la meilleure et la plus vraie des statistiques. Il serait à désirer que ce travail fut imprimé. »*

Cette citation dispense de tout autre éloge. Il resterait à faire connaître le mémoire lui-même, si les travaux de ce genre pouvaient s'analyser. Nous nous bornerons à citer parmi les résultats les plus dignes d'être signalés quelques faits relatifs à la mortalité à Florac et au mouvement de la population de cette commune.

L'auteur constate d'abord qu'à Florac, il n'y a guère de maisons absolument insalubres par elles-mêmes ; qu'il n'y a pas encombrement de population ; qu'on n'y voit pas de profondes misères ; que le climat n'y est pas insalubre et cependant la mortalité y est considérable et la durée moyenne de la vie y est notablement inférieure à la moyenne générale de la France. Pour prouver ce dernier point M. Monteils-Pons a additionné, heure par heure, le nombre d'années pendant lesquelles ont vécu tous les individus décédés à Florac depuis le 1^{er} janvier 1831 jusqu'au 1^{er} janvier 1852. Il a obtenu une somme de 40,944 ans, 2 mois, 19 jours et 19 heures.

Ce produit divisé par le chiffre total des décès pendant ces 21 années lui a fourni la vie moyenne des 1,385 personnes décédées pendant ce laps de temps et lui a permis de conclure : *« que chaque enfant qui naît à Florac ne peut avoir l'espoir de vivre que 29 ans, 6 mois, 22 jours, 11 heures et quelques minutes. »* En France en général la vie moyenne s'élève à 33 ans, 8 mois et 11 jours.

Les calculs auxquels M. Monteils-Pons s'est livré relativement au mouvement de la population donnent des résultats analogues. En 20 ans la population de Florac n'a augmenté que de 113 habitants, soit annuellement de 1 sur 337,16 ; l'accroissement annuel en France est d'après M. Boudin de 1 sur 149. Ainsi le doublement de la population de Florac n'aurait lieu qu'au bout de 390 ans, tandis que celui de la population générale en France devrait avoir lieu au bout de 103 ans. Et d'autre part cependant, chose très-remarquable la *moyenne des naissances dans la commune de Florac est comparativement plus forte que celle des naissances pour le reste de la France*. Ainsi la moyenne des naissances à Florac est, de nos jours, de 1 sur 31,10 habitants. Or depuis 1811 la statistique de la population générale de la France n'a pas fourni des résultats aussi avantageux. Les naissances au contraire y ont suivi une marche décroissante telle qu'on n'y comptait plus en 1847 que 1 naissance sur 39 habitants.

En revanche la mortalité est bien plus forte, puisque la moyenne des décès pour la commune de Florac est de 1 sur 35,56, tandis qu'elle n'était, en 1846, pour la France en général, que de 1 sur 45.

L'auteur attribue ces résultats désavantageux à des causes d'insalubrité accidentelles, factices pour ainsi dire, qui tiennent à certaines coutumes, qu'il serait urgent de faire disparaître et dont les plus funestes résident dans la cohabitation

des bêtes avec les hommes, dans la présence continuelle d'animaux dans les maisons et la fermentation au sein même de ces habitations d'un nombre très-considérable de dépôts de fumiers, qui constiuent tout autant d'établissements insalubres.

Les *feuilles d'inspection* établissent en effet qu'il existe dans Florac, un nombre d'animaux considérable et entre autres 185 cochons au moins et que le nombre de loges ou de lieux d'infection est à celui des habitations 1 à 2. Que l'on y compte, en moyenne, 112 tas et dépôts de fumiers ou établissements insalubres de 1^{re} classe et que la proportion de ces établissements aux maisons égale celle de 1 à 3.

Nous n'ajouterons rien à ces chiffres. Ils sont plus éloquents qu'une dissertation. Il faut avouer seulement *que s'ils expriment un fait exceptionnel en France*, ils trahissent au contraire malheureusement des conditions d'existence communes à la plupart des localités de notre département, et nous n'hésitons pas à dire que si une enquête aussi minutieuse s'exécutait à Marvejols, par exemple, elle y révélerait des conditions d'insalubrité encore plus répugnantes et plus fâcheuses, dues aux causes indiquées par M. Monteils-Pons.

Erratum. — Dans cet article page 212, ligne 7, au lieu de *paru jugé digne*, lisez : *a paru digne*.

REVUE AGRICOLE.

Par M. THÉOPHILE ROUSSEL, Président.

Influence de la betterave sur la production du blé.

Un ministre du roi Louis-Philippe avait dit en 1847 :
« La culture de la betterave tend à réduire la production des céréales. »

La Société d'agriculture de Valenciennes a répondu depuis en ces termes à cette assertion : « Le point de départ de nos progrès agricoles (dans le département du Nord) a été la culture de la betterave ; c'est elle qui a créé notre situation , qui l'aurait faite malgré nous-mêmes. C'est elle qui nous a forcés à doubler notre bétail , à l'améliorer , à l'engraisser ; c'est elle qui nous a appris à cultiver . . . »

« De 1822 à 1832 l'agriculture du Nord était en décadence ; de 1832 à 1849 progression marquée à cause de la culture de la betterave. »

A cette réponse la statistique est encore venue ajouter les arguments suivants : « L'arrondissement de Valenciennes produisait il y a vingt ans , une moyenne de 20 hectolitres de blé à l'hectare ; aujourd'hui il est arrivé à en produire 30. En 1822 il nourrissait 400 bœufs ; en 1851 il en engraisait 10,784. L'emploi de la pulpe a permis de remplacer le cheval par un moteur plus économique et a permis d'augmenter dans une proportion considérable le nombre des bêtes bovines. »

C'est ainsi que l'expérience a réfuté l'assertion aussi fausse que dangereuse d'un homme d'Etat. Elle a montré comment

la betterave avait supprimé la jachère dans le Nord et y avait substitué à l'assolement triennal partout condamné (quoiqu'il soit celui des meilleures terres argilo-calcaires de nos vallées Lozériennes), la culture *alterne*, source de tant d'autres améliorations.

Enfin le *Bulletin* du comice agricole de St-Quentin (t. iv), contient sur ce sujet un rapport intéressant auquel nous emprunterons encore les passages suivants qui tendent à prouver que la betterave, partout où elle s'est introduite, loin de diminuer la production des céréales l'a accrue, l'a rendue plus certaine, a porté le sol à un haut degré d'amélioration, et enfin a presque décuplé la production de la viande.

L'auteur du rapport, M. Georges, établit que la betterave est une ressource incomparable pour arriver au seul assolement rationnel, l'assolement *alterne*. « En effet, dit-il, pour faire alterner les céréales avec des plantes différentes, la culture ordinaire ne trouve à sa disposition que les trèfles qui ne se reproduisent volontiers qu'à de longs intervalles; quelques plantes commerciales qui épuisent beaucoup; les fèves qui sont une médiocre préparation pour le froment et les vesces diverses qui en sont une moins bonne encore.

« Le trèfle ne revient avantageusement que tous les 7 ou 8 ans, tandis que la betterave peut revenir tous les 2 ans. Le trèfle salit le sol, la betterave le nettoie. Le trèfle multiplie les insectes, le vermeau, au point qu'il est établi par la pratique que le blé qui lui succède doit se semer un tiers plus dru. Après la betterave au contraire on ne voit jamais le vermeau attaquer le blé.

« Les trèfles, les vesces, les fèves, les colzas, laissent le sol dans un état de porosité presque toujours nuisible au blé qui ne se plaît pas dans la terre creuse. Après la betterave la plante de blé trouve le fond ferme et consistant qui lui convient.

« Voyons maintenant ce que peut la betterave au point de vue de l'engrais : si elle est cultivée pour le bétail, aucune plante ne donne une nourriture plus abondante. Est-elle cultivée pour l'industrie, le résidu qu'elle laisse, la pulpe, équivaut encore comme qualité et comme volume aux meilleures récoltes fourragères. C'est là le secret des brillants résultats qu'elle a produits dans le nord. Avec la pulpe et du tourteau, quelque peu de grain ou de son, on obtient un engraissement prompt et économique. Et non-seulement on nourrit et engraisse ainsi plus de bestiaux, mais le fumier du bétail ainsi engraisé est d'une valeur infiniment supérieure au fumier du bétail maigre, nourri de paille ou de de trèfle, fumier qui se compose de longues litières à peine maculées de quelques rares et maigres déjections.

« Avant de cultiver les racines, disent les agriculteurs du Nord, notre bétail était alimenté de trèfle, fèves, vesces, etc. Nous avions alors des fumiers pailleux, volumineux, qui tenaient nos terres soulevées et développaient surtout la végétation herbacée. Alors nos froments poussaient plus en paille, mais étaient sujets à la verse. Une récolte promettait elle de dépasser 25 hectolitres à l'hectare, il était rare que la verse ne la vint pas réduire à néant. Aujourd'hui, grâce à la pulpe et à son accessoire obligé le tourteau, nous avons des engrais plus courts, plus concentrés, donnant plus de richesse sous un moindre volume. Par leur action nous obtenons après betteraves des blés moins hauts, mais à paille plus résistante, et qui nous donnent jusqu'à 40 hectol. et plus sans redouter la verse. »

Nous avons cité les passages qui précèdent à titre de renseignements précieux, bons à consigner dans une *Revue agricole*. Si nous voulions les considérer au point de vue des applications que peut en faire l'agriculture de nos contrées, nous ne saurions accepter pleinement la critique que

M. George adresse au rôle des légumineuses et autres plantes fourragères dans les assolements alternes, et peut-être trouverions nous aussi que les éloges adressés à la betterave sont un peu trop exclusifs. Il nous suffit de conclure de tout ce qui précède que la betterave a rendu d'immenses services aux pays qui ont pu l'adopter, et que cette immense révolution agricole, qui consiste dans la substitution des assolements alternes aux vieux systèmes de culture reconnus impuissants à porter la production agricole au niveau des besoins de la consommation et des faits croissants de la main d'œuvre, ne peut s'accomplir heureusement que par l'adoption des plantes racines.

Sur le travail comparé de la faux, de la faucille et de la sape, pour le moissonnage des blés.

Tout le monde sait combien la levée des moissons est une opération toujours pénible, et souvent même compromise chez nous, par suite du manque de bras. On sait aussi quel énorme tribut nos montagnes payent pour cette opération aux hommes du Rouergue et de l'Albigeois qui chaque année, comme de longues bandes d'oiseaux de passage, arrivent presque à jour fixe et après avoir traversé nos villages en chantant et abattant nos blés, s'en vont emportant nos écus. On sait enfin que ces *Rouergats* suffisent à peine à l'œuvre malgré leur infatigable ardeur au travail et au gain.

N'y a-t-il rien à faire pour affranchir notre pays de ce tribut onéreux et lui procurer de meilleures ressources pour la levée des récoltes? Nous ne voulons pas invoquer la ressource des moissonneuses mécaniques, mais seulement chercher dans les moyens d'action employés par d'autres populations plus industrieuses que nous.

Dans plusieurs départements où l'on souffre, comme chez nous, de la rareté toujours croissante de la main-d'œuvre,

au moment des moissons , on supplée au travail fatigant de la faucille par le travail plus rapide de la faux ; et comme ce dernier travail ne peut être accompli que par des hommes vigoureux , il est certains pays , tels que la Picardie et la Flandre , où l'on a recours en outre avec un grand succès à un instrument inconnu dans nos contrées , la *Sape* , qui est plus expéditif que la faucille et peut être maniée par les femmes et par des enfants de 12 à 14 ans.

Dans un pays plus rapproché du notre une société d'agriculture a eu l'an dernier la pensée d'expérimenter comparativement le travail par ces trois procédés et dans ce but a institué un concours de *moissonnage* qui a eu lieu le 6 août 1855 , et dont nous croyons devoir signaler à l'attention de nos compatriotes les résultats tels qu'ils sont consignés dans les *éphémérides de la société d'agriculture de Châteauroux* :

« Par les trois manières, est il dit dans le rapport du jury de concours , ce blé était parfaitement amassé en javelles , on ne voyait nulle part d'épis écartés , pas plus derrière les faucheurs et les sapeurs qu'après les faucilleurs.

« La faux coupait plus près de terre , la sape venait en seconde ligne sous ce rapport. Ces deux instruments ne laissaient sur la terre ni paille , ni herbe ; tout était récolté.

« Quant à l'économie de l'ouvrage on a trouvé qu'il faut pour couper un hectare :

50 heures 51 minutes d'un moissonneur.

35 — 19 — d'un sapeur.

18 — 30 — d'un faucheur et de son aide.

« En d'autres termes (en chargeant le compte du faucheur de 11 heures 06 minutes représentant la valeur du travail de son aide , ce qui donne 29 heures 36 minutes) , on peut dire que la sape a sur la faucille une avance de 30 p. 100 , et la faux une avance de 12 p. 100 sur la sape et de 42 p. 100 sur la faucille.

« Il ne reste à la faucille qu'un avantage, celui de permettre de faire des javelles dont les brins sont mieux alignés ce qui facilite le battage au fléau. »

Après avoir exprimé l'espoir que bientôt, grâce à ces expériences la faux remplacera la faucille en Berri comme dans tout le nord et l'est de la France, le rapporteur M. Bouault continue ainsi: « le travail du faucheur est fatigant sans doute, mais n'est-il pas moins pénible que celui du moissonneur courbé tout le jour sous un soleil ardent?... »

« L'expérience nous a prouvé que l'ouvrage de la sape est un peu inférieur à celui de la faux... La sape est incomparable cependant pour recueillir les récoltes irrégulièrement versées... Mais c'est un instrument nouveau on ne sait ni l'ajuster ni la manier.. Au contraire la plupart des habitants des campagnes sont faucheurs. Il n'est pas plus difficile pour eux de faucher des blés que des prés, etc. »

Renchérissement du bétail et de la viande de boucherie.

M. le Préfet de la Vienne, en novembre 1854, avait adressé à la *Société académique etc.* de Poitiers diverses questions d'un intérêt assez actuel pour que nous croyons devoir les reproduire avec les réponses que la société académique y a faites et que nous trouvons consignées dans le n° 36 de son *Bulletin* :

1^{re} question. A quelles causes doit être attribuée l'élévation actuelle du prix de la viande de boucherie ?

Réponse : Il serait difficile d'indiquer ces causes en totalité, mais on peut signaler les suivantes : l'accroissement du nombre des acheteurs de bestiaux, les besoins de bétail de l'agriculture, la facilité de transport présentée par les chemins de fer, l'augmentation du capital social, l'abaissement du taux de l'intérêt et le renchérissement de toutes les denrées.

2^e question. Le prix du bétail sur pied a-t-il augmenté dans la même proportion que le prix de la viande de boucherie ?

Réponse : Oui , les bestiaux sur pied se vendent même proportionnellement un peu plus cher que la viande.

Aux autres questions de M. le Préfet , dont nous négligerons de reproduire le texte, la *Société de Poitiers* a répondu :

Que dans le département de la Vienne l'élevage du bétail n'a pas subi de diminution sensible dans ces dernières années; que la consommation de la viande de boucherie s'y est accrue, mais d'une assez faible quantité; que la cause de cet accroissement de consommation est l'accroissement de la population; que le décret du 22 septembre 1853 , qui réduit les droits à l'entrée des bestiaux et des viandes n'y a eu aucun effet apparent ; que dans certaines localités du département le commerce de la boucherie est libre , dans d'autres il est soumis à la taxe , mais que l'un ni l'autre de ces régimes n'a amené de diminution du prix de la viande.

La discussion des questions qui précèdent a fait ressortir quelques autres faits bons à noter , à savoir , que les départements de la Vendée et des Deux-Sèvres qui alimentent en grande partie Poitiers de viande de boucherie , envoyaient jadis peu d'animaux à Paris , mais des animaux de bonne qualité seulement. Depuis les chemins de fer on en fait partir des bandes de 3 à 400 , la plupart de mauvaise qualité et dont la vente à la criée trouve néanmoins le débit avec facilité .

Il a été établi aussi que si la consommation *de la viande* avait augmenté un peu parmi les ouvriers, notamment parmi ceux qui travaillent aux chemins de fer et y gagnent un salaire élevé , il n'y a au contraire aucune augmentation sensible dans les campagnes.

Le comice agricole de St-Quentin (Aisne) interrogé sur ces mêmes questions par le sous-préfet de cet arrondissement

attribue l'élévation du prix de la viande à la plus grande consommation qui en est faite généralement et aussi à la diminution qu'à subie l'élevage par suite de la dépréciation apportée à la vente du bétail dans certaines années. La dépréciation monétaire amenée par la grande quantité d'or introduite actuellement en France, paraît aussi au comice de St-Quentin, devoir être une des causes de l'élévation non-seulement du prix de la viande, mais encore d'une partie des denrées alimentaires de première nécessité !

Le comice est disposé à croire que le prix élevé de la viande se maintiendra encore quelque temps.

Dans un rapport adressé plus récemment au Préfet de l'Aisne, le comice de St-Quentin émet la conviction que la culture des racines fournit seule les moyens de produire la viande à bon marché, et il espère avec pleine confiance que la culture de la betterave, qui envahit peu à peu tout l'arrondissement y produira bientôt les mêmes résultats que dans le Nord, où en 15 ans, elle a doublé la production du froment et décuplé la production de la viande.

E semencement du blé.

Il résulte d'expériences rapportées dans le *Moniteur des Comices* que la profondeur à laquelle il convient le plus de déposer le blé en terre est 55 *millimètres*. A cette profondeur 140 grains ont donné 1,593 épis qui ont produit 30,840 grains.

Au-dessus et au-dessous de ce point il y a eu diminution progressive dans les produits.

De la Taupe et du Carabe doré considérés comme animaux utiles.

Le bulletin de la *Société d'agriculture du Gard*, reproduit sous ce titre : la *Taupe est utile à l'agriculture*, un

article emprunté à l'*Agriculteur praticien* dans lequel on cherche à démontrer que la Taupé est absolument innocente de tout le mal qu'on lui attribue, que loin de nuire dans ses promenades souterraines cet animal n'a pas d'autre but en creusant ses boyaux dans nos prés que de purger la terre d'une foule d'insectes nuisibles ; que jamais elle ne ronge les racines d'aucun végétal , et qu'elle contribue surtout à la destruction des mans qui se retirent dans les cavités des taupinières l'hiver , et deviennent la proie de la taupe lorsqu'elle sort de son engourdissement hivernal.

Deux naturalistes célèbres prétendent également que certains coléoptères du genre carabe sont utiles aux cultures , particulièrement les carabes dorés qui dévorent une grande quantité de femelles de hanneton au moment où elles viennent pour s'enfoncer sous la terre et y déposer leurs œufs. Les jardiniers ont donc grand tort de tuer ces jolis insectes que nous voyons si souvent prisonniers entre les mains des enfants.

Conservation des œufs.

Pour conserver pendant long temps , à l'état frais , les œufs recueillis au moment de la ponte , on les plonge dans une dissolution d'une partie de sel de cuisine sur 10 parties d'eau. On les y laisse jusqu'à ce qu'ils tombent au fond. A ce moment ils sont suffisamment pénétrés et recouverts par le sel. On les retire pour les sécher et on les conserve en caisse. La caisse doit par précaution , contenir ou du grain bien sec , ou du sable pur , ou de la sciure de bois.

Mode d'exploitation des terres.

Le comice agricole de St Quentin , appelé à fournir des renseignements à M. le préfet de l'Aisne sur les différents modes d'exploitation des terres dans l'arrondissement , après

avoir déclaré que les deux tiers de la superficie sont exploités par le fermage et un tiers par les propriétaires, reconnaît qu'il y a peu de différence entre les résultats des deux modes, lorsque le fermage est avec des baux de longue durée, c'est-à-dire de 9 ans et plus, ce qui est le cas d'une grande partie des baux de ce pays. Le fermage se montre au contraire un mode désavantageux lorsque les baux sont au-dessous de neuf ans.

Dans cet heureux arrondissement l'assolement triennal avec jachère ne se voit plus que chez les exploitants qui n'ont pas assez de ressources pour faire les avances en capitaux et engrais que nécessite le remplacement de la jachère. Dans les assolements nouveaux les céréales alternent avec les plantes sarclées et les légumineuses, d'après l'ordre variable qui suit :

Colza ou œillette. -- Blé. -- Trèfle. -- Blé ou orge. -- Fèves avec fumier. -- Racines ou oléagineux. -- Blé. -- Vescs. -- Avoine. -- Trèfle. -- Blé. -- Oléagineux ou racines. -- Blé. -- Fèves -- Blé.

Analyse et vérification des engrais.

M. Baudrimont, vérificateur en chef des engrais du département de la Gironde, a adressé à M. le Préfet de ce département un rapport intéressant, publié dans le dernier n° de 1855, des *Annales de la Société d'agriculture* de la Gironde, et duquel il résulte : que la composition, quelque compliquée qu'elle soit, d'un engrais ordinaire se résout par l'analyse chimique en trois sortes de matières fort distinctes : 1° de l'eau hygroscopique ; 2° de la matière organique combustible, dont l'azote est l'agent essentiel ; 3° de la matière minérale incombustible qui peut être formée de trois parties : une soluble dans l'eau (sels de potasse et de soude, sulfate de chaux), une insoluble dans l'eau mais soluble dans

l'acide azotique dilué (carbonate de chaux, phosphate de chaux, alumine); une enfin insoluble dans l'eau et l'acide azotique, qui est de la matière inerte (sable siliceux ou micacé, argile, peroxyde de fer.)

M. Baudrimont divise en six groupes les engrais vérifiés par lui.

Le 1^{er} groupe, qui se compose des engrais dont l'azote est le principal agent, contient les engrais artificiels dits de Ballard, Amiet, de Javel, les résidus de colle forte etc. L'Engrais de Javel, dont notre Société a fait usage cette année dans le champ d'expériences, a donné à M. Baudrimont de 243 à 383 pour 100 d'humidité; de 15 à 29 d'azote et de 260 à 360 de matières organiques complémentaires de l'azote; de 19 à 22 de sels solubles dans l'eau; de 3 à 17 d'acide phosphorique et de 4 à 19 de chaux unie à cet acide; de 106 à 130 de chaux carbonatée, alumine, oxyde de fer; enfin de 202 à 227 de résidu inerte insoluble dans l'acide azotique.

Dans le 2^e groupe, celui des engrais dont l'acide phosphorique est le principal agent, on trouve le noir de raffinerie et les charrées ou cendres lessivées. — Dans le 3^e, qui est celui des engrais azotés et phosphatés, se présentent les poudrettes et les guanos artificiels; un autre groupe, sous le nom d'engrais azotés, phosphatés et salins, comprend les guanos du Pérou. Enfin dans le dernier groupe nous trouvons des tourbes dont M. Baudrimont a donné l'analyse suivante :

Humidité.....	156 0/0
Azote.....	16
Matière organique complémentaire de l'azote	545
Alumine d'oxyde de fer.....	24
Sels solubles et carbonate calcaire.....	2
Résidu inerte (gravier et argile ferrugineuse.	257

Battage des récoltes à façon.

En attendant que la Société ait pu régler l'emploi de la machine à battre dont elle a fait l'acquisition, nous croyons utile de recueillir les renseignements que nous fournit la presse agricole sur les progrès que le battage des récoltes à façon fait dans un assez grand nombre de départements. Nous lisons dans le Bulletin du comice de St Quentin que dans la Seine-Inférieure, dès 1854, un entrepreneur allait battre avec succès les récoltes de village en village de grange en grange, moyennant une rétribution de 4 fr. par 100 gerbes. En 1855 un membre du comice a de même introduit dans le canton du Catelet une locomobile de Lotz avec laquelle il a fait battre avec le plus grand succès les récoltes d'un grand nombre de fermes au même prix que dans la Seine-Inférieure. La machine battait jusqu'à 1200 gerbes par jour. Le prix était le même pour le blé, l'orge ou l'avoine.



SÉANCE DU 3 JUILLET 1856.

PRÉSIDENCE DE M. THÉOPHILE ROUSSEL ,

PRÉSIDENT.

Membres présents : MM. Rous, l'abbé Baldit, De la Pierre, Coumoul, l'abbé Blanc, l'abbé Bosse, Moulin, Bonnefoux, Lambert-Pasque, Genuer, Bouniol, H. Lefranc, Foulquier, Frédéric Cazalis, Pouget.

— Lettre de M. le Ministre de l'agriculture qui annonce l'envoi *franco* d'un certain nombre d'exemplaires de l'ouvrage de M. le marquis de Bryas que l'auteur adresse, par son entremise, à la Société, dont il est membre correspondant. Des remerciements seront adressés à M. le marquis de Bryas.

École de tissage.

M. Lambert-Pasque donne des renseignements sur la situation de l'école de tissage. De 15 élèves, cette école est actuellement réduite à dix ; mais ce sont, suivant M. Lambert, dix élèves de choix, assidus et appliqués, capables bientôt, pour la plupart, de diriger eux-mêmes la fabrication des articles nouveaux que M. Lambert a eu mission d'enseigner aux tisserands de la Lozère. A ce double titre, ces élèves méritent de recevoir les primes d'encouragement que la Société leur a attribuées dans la fixation de son budget de 1856. Sur la proposition de M. le Président, la Société décide que l'école de tissage sera recommandée encore cette année, d'une manière particulière à la bienveillance de M. le Préfet et du gouvernement.

M. l'abbé Baldit donne lecture d'une fable patoise intitulée *Lous dous Louchs*.

Il communique en outre différents documents historiques relatifs au Gévaudan, et extraits des archives de la préfecture. Ces documents seront successivement insérés au Bulletin.

Nominations.

Sont nommés par scrutins successifs :

1^o Membre titulaire :

M. Ernest de Rozière, propriétaire, au château de la Caze.

2^o Membre correspondant :

M. Jusseraud, président du comice agricole de Riom (Puy de-Dôme).

3^o Membres associés :

MM. L'abbé Gaydou, professeur au collège de Mende.

L'abbé Chapelle, vicaire à Mende.

Brugerolles, conducteur des ponts et chaussées à Saint-Chély-d'Apcher.

L'abbé Pagès, bibliothécaire de la ville de Mende.

L'abbé Teissier, vicaire de la cathédrale.

L'abbé Bonnet, curé de la Chaze.

*Concours départemental pour primes d'encouragement
à l'élève des bestiaux.*

M. le Président entre dans quelques détails sur le dernier concours départemental pour encouragement à l'élève des bestiaux, qui a eu lieu à Mende le 16 juin et qui eut été plus brillant sans doute sans le mauvais temps inouï des jours qui l'ont précédé et de la journée même du 16.

Une somme de 3,500 fr. avait été affectée à ce concours pour être répartie de la manière suivante : 1^o 1,500 fr. en

1^{er} primes aux bêtes bovines ; **2^e** 1,000 fr. environ pour 3 primes aux pouliches et 5 primes aux juments ; **3^e** 660 fr. en 8 primes aux béliers et 5 primes aux lots de brebis , et enfin 300 fr. environ en 6 primes pour l'espèce porcine.

Pour disputer ces récompenses nombreuses , il s'est présenté une quinzaine de taureaux , dix génisses , à peu près autant de vaches , 12 pouliches ou juments , environ 15 béliers et 8 lots de brebis , et enfin 9 à 10 animaux de l'espèce porcine.

La partie la plus défectueuse de l'exhibition a été offerte par les espèces chevaline et porcine.

Pour cette dernière , il faut , pour être juste , attribuer surtout la pauvreté du concours au misérable état d'abandon où nos compatriotes ont coutume de laisser croupir , tant au point de vue de l'alimentation et des soins hygiéniques , qu'à celui de la reproduction , cette catégorie d'animaux domestiques qui joue un rôle si nécessaire et pourrait donner tant de profits dans nos campagnes. Mais ce n'est pas le lieu de traiter à fond cette question , d'examiner par exemple , si les pores de la race du pays qui figuraient à peu près seuls au concours offrent toutes les conditions d'organisation désirables pour des animaux qui n'ont pas d'autre destination que la production de la viande ; s'il n'y aurait pas lieu de se procurer par des croisements ou par l'introduction d'une race étrangère des animaux d'une charpente plus fine . d'un tempérament plus favorable à l'engraissement précoce. Ce sont des questions assez intéressantes pour mériter d'être examinées ailleurs d'une manière spéciale.

Quant à l'espèce chevaline , à part quelques pouliches ou juments provenant principalement de nos cantons du Nord , et présentant , malgré certaines incorrections anatomiques , ce type fin du cheval de selle que nos montagnes granitiques semblent propres à produire , il faut avouer que le concours

n'a offert que des animaux généralement grossiers ou décousus, et s'il fallait classer notre pays, d'après cette exposition, il est certain qu'il serait placé au dernier degré de l'échelle de la production française ? Mais ici la faute en est-elle toute entière au pays ? L'administration qui a pris sous une sorte de tutelle officielle et assez dispendieuse, l'amélioration de l'espèce chevaline en France n'y a-t-elle pas une trop grande part ? La Lozère reçoit-elle autre chose que le rebut des étalons impériaux ? Les comités de remonte ne nous traitent-ils pas avec une négligence qui ressemble au dédain et blesse parfois également nos intérêts et la justice ? Ne les a-t-on pas vues naguère par exemple après avoir reconnu que la Lozère est très propre à la production du cheval de cavalerie légère, après avoir fait annoncer officiellement pour le mois de juillet à tous nos éleveurs, une tournée des officiers du comité d'Aurillac pour l'achat de chevaux dans notre pays, au moment venu, presque à la veille des jours fixés, changer l'itinéraire des officiers et mettre l'administration départementale dans la nécessité de publier un avis portant que les achats promis n'auront pas lieu ? Espérons que de semblables faits ne se produiront plus, espérons même qu'on cherchera non-seulement à éviter à nos éleveurs découragés de semblables déceptions, mais encore à réparer par des achats réguliers, autant que possible, le dommage qui peut avoir été causé cette année.

La partie vraiment importante du concours a été comme on devait s'y attendre, celle des espèces bovine et ovine. Ce sont là en effet les deux éléments essentiels de notre économie agricole Lozérienne.

L'espèce bovine n'était représentée que par la race d'Aubrac ; circonstance que nous tenons à faire ressortir parce qu'elle indique un fait et des tendances sur lesquelles il nous

semble urgent d'appeler une sérieuse discussion parmi les éleveurs et propriétaires Lozériens. En ce moment la race d'Aubrac est la seule qui ait une sorte d'existence officielle dans le pays ; elle est la seule qui fasse parler d'elle, que les amateurs recherchent et que l'on s'attache à améliorer. Enfermée dans de justes limites cette tendance constitue à coup sûr un progrès, et loin de vouloir retarder le mouvement dans une telle voie, nous désirons que ces éleveurs des montagnes d'Aubrac, qui ont déjà beaucoup fait pour perfectionner et faire connaître leur précieuse race, persévèrent assez dans leurs efforts et leurs sacrifices pour arriver à ce résultat qui nous paraît presque assuré, de faire établir et proclamer la supériorité des *Aubrac* sur toutes les races françaises du centre comme animaux de travail.

Nous ne sommes donc pas ennemis des *Aubrac*, et nous croyons qu'ils doivent toujours figurer au premier rang dans nos concours parcequ'ils constituent bien réellement la principale ressource animale de ces vastes étendues de pays, autour de nous, qui sont essentiellement producteurs de céréales et où le travail de la terre ne paraît pas économiquement possible à l'aide d'autres agents que les bœufs.

Mais est-ce à dire qu'il n'y ait place dans nos concours départementaux, que pour les *Aubrac* ? Qu'il n'existe, dans toute la population bovine de nos montagnes, que cette seule race digne d'attention, digne de soins, digne d'obtenir des primes et par conséquent d'être poussée dans la voie des perfectionnements ? Nous ne le croyons pas et, au risque de heurter des opinions en vogue, nous disons, qu'à notre avis, un certain nombre de propriétaires des cantons granitiques qui songent à améliorer la population de leurs étables, font fausse route en cherchant à améliorer par la race d'Aubrac.

Les cantons granitiques qui forment en définitive plus d'un tiers du département, sont des pays de terre généralement légère, où les travaux de culture n'exigent pas l'emploi d'animaux d'une très-grande force ; cette région offre des pâturages étendus, les fourrages y sont fins, courts, moyennement nourrissants. Les produits du laitage y ont une grande importance. Or cette région possède, sans parler des *Aubrac* qu'on y importe aujourd'hui, une race bovine admirablement adaptée par sa constitution, sa force, ses qualités laitières aux conditions culturales et économiques du pays. C'est une race d'animaux de taille médiocre, d'une charpente osseuse fine, aux membres surtout ; le pelage en est varié et très-souvent d'un brun noirâtre plus ou moins foncé, ou mêlé de taches blanches ; cette race a le cuir fin ; elle est bonne laitière ; elle est de plus très-rustique, très-sobre, d'un naturel très-doux. Elle répond en un mot très-bien aux exigences du travail et de la production agricole de la région.

Malheureusement c'est la race commune, la *race des pauvres*, si l'on peut ainsi dire, en lui appliquant le nom que les Irlandais donnaient à la race *montagnarde du Kerry*, devenue aujourd'hui charmante et presque un objet de luxe, grâce à ses perfectionnements successifs. C'est la race des petits propriétaires et des fermiers : elle est très-mal tenue, abandonnée au hasard pour sa reproduction. Nulle part aucun propriétaire progressif n'a daigné encore s'occuper d'elle, et on ne la trouve soignée au point de vue de l'hygiène que chez quelques personnes qui, tirant de la production du beurre et du lait leur principal revenu, sont arrivées à reconnaître que les *vaches du pays* peuvent donner du profit, là où les vaches d'Aubrac ne donneront que des déceptions.

Est-il sage et conforme aux intérêts du pays qu'une race

pareille que la nature semble avoir spécialement créée pour les conditions de culture de nos montagnes, demeure livrée ainsi à l'abandon et vouée à une sorte de mépris qui l'exclut des concours, où personne n'ose la produire à côté des Aubrac triomphants, dans la certitude où l'on est que juges et amateurs se détourneront d'elle avec défaveur ? À notre avis il y a là une injustice et de plus une méprise qui porte atteinte à d'assez grands intérêts.

Pour progresser, il importe en agriculture, comme en toute chose de reconnaître avant tout ses erreurs et les fautes qui en proviennent. Or c'est une grave erreur de chercher l'amélioration des animaux ailleurs que dans les soins, le régime alimentaire, le choix des reproducteurs. C'est une erreur d'aller chercher au loin, et souvent à grands frais, des animaux d'un type plus ou moins renommé, sans s'être rendu compte de la destination à laquelle convient ce type, des conditions du milieu qui l'a produit et des besoins du milieu où l'on se trouve. Les déceptions, le découragement et souvent la ruine sont au bout de ce système. La nature prévoyante nous a ouvert de bien meilleures et plus sûres voies et nous n'avons pour les suivre avec succès, qu'à utiliser ce qu'elle a mis sous notre main et en tirer parti par une intelligente et patiente industrie. C'est par cette voie que les Anglais, nos maîtres très vantés et encore plus mal compris, sont arrivés à posséder ces races d'animaux dont la création passe chez nous pour un prodige. Des prodiges semblables s'accompliront parmi nous lorsque nous serons aussi pénétrés qu'ils le sont de cette vérité que la nature seule accomplit ces miracles, et que tout l'art de l'homme consiste à la seconder et à ne la contrarier jamais. Dociles à cette loi suprême, ils ont su créer ici des animaux de travail, là des animaux plus spécialement producteurs de lait, ailleurs ces magnifiques races de boucherie qu'on pourrait presque appeler des *appareils*

perfectionnés à fabriquer de la viande, et nous, je veux dire la France, pleins de stupéfaction en face de tels résultats, nous croyons qu'il suffit pour nous les approprier, d'aller au prix de l'or acheter à Carlisle, à Smith field ou aux concours de Paris, les types les plus beaux de ces races artistement fabriquées. La Lozère, pays l'éleve surtout et non d'engraissement n'a pas encore abordé les animaux anglais, et les races perfectionnées de boucherie; mais nos cantons granitiques commettent une erreur analogue en procédant à la réforme de leurs races par la voie de l'importation et par l'infusion de la race d'Aubrac. Les *Aubrac* sont admirables pour le travail; ils sont bons pour l'engraissement *ta dif*, c'est-à-dire après qu'ils ont fourni leur carrière spéciale d'animaux travailleurs; il sont médiocres et assez souvent mauvais comme producteurs de lait. Enfin ils sont trop forts et trop exigeants pour le pâturage de nos montagnes granitiques. C'est par tous ces motifs que ces montagnes doivent garder, mais garder en la soignant et l'améliorant, la race bien plus profitable dont la nature les a dotées.

Ces par ces motifs, ajoute M. le Président, que j'ai cru devoir, au sein du jury du concours, dont j'avais l'honneur de faire partie, réclamer une place à part et des primes particulières pour la race de nos montagnes dans les concours départementaux. Les motifs sur lesquels se fonde cette réclamation, ont obtenu l'assentiment de M. le Préfet et du jury; il a été décidé que la distinction des deux races aurait lieu désormais; cette décision a dû être consignée au procès-verbal et à partir de l'année prochaine les fermiers et les petits propriétaires de la montagne, pourront, sans honte et sans crainte, envoyer leurs produits disputer les primes, non plus aux *Aubrac*, mais à leurs pareils.

L'exposition des bêtes à laine a offert des produits très-remarquables, surtout parmi les béliers. Elle a prouvé com-

bien notre pays était généralement disposé à la production des laines de moyenne finesse. Mais il y a là encore des questions importantes et qui méritent d'être réservées pour être traitées à part.

En 1857 le concours départemental disparaîtra momentanément confondu dans la grande solennité du concours régional, dont le Gouvernement a fixé le siège à Mende. N'ayons point de regret : les concours régionaux n'ont passé nulle part sans y avoir laissé les plus heureux germes d'émulation et de progrès. Ces germes commenceront à fructifier sans doute en 1858, lors de notre plus prochain concours départemental.



L'ANIEL È LOU CHABRIC.

Par M. l'abbé BALDIT, Membre ordinaire.

Oun bas , freirou , démore ici.
Abén bouono taouléto è bouon jas , Diou merci.
La matinado es fresso è bèlo.
L'haléno dé la nuech o réberdit lou prat ,
Dè flourétos es tout pintrat.
Attaquén l'herbèto noubèlo ,
N'espérén pas qué del soulel
Monté pu nal lou grond chalel.
Es déjà prou courto la bido ,
E sons rétour s'en fuch lou téns.
Prénén nostro partéto as plasés del printéns ,
La naturo nous y coubido ,
Mé laïssés pas eici soulet ,
L'herbèto o maï dé gous quén l'on es én coumpagno ,
Pus suabé és lou serpoulet ,
E pus poulido la campagno.
As rasou. La souciétat ,
Quón l'animo uno téndro è fidèlo amistat ,
Fai lous délicés dé la terro.
Nostro bido luèn d'élo , es coumo un alimén ,
Coufit sons assésounomén ,
Ou s'aïmés maï coumo un parterro ,
Sons flourétos et sons oudous ,
Quon dé l'uèl del soulel l'on brulat las ardous.
Soubré lous bors del riou la poulido biouléto
Léou sé flétris , sé nais souléto.
L'aoubret al pénjon del trabès ,
Qué sio roubé , agazabré , ou bès ,

Malgré qu'uno sourço fécourdo
Li portè cado jour, lou tribut dé soun ondo,
Noun débé gros, ni noun grandis,
S'és sontet dins lou bézinaché.
Qu'al coustat naïssié un chadé, un amourio saoubaché,
Sé despi jo è sé rêberdis.
Soulos bouono coumpagno è taoulo bien serbido
Dés jours d'aquesto courto bido,
Fon pas touto la jouëo è la félicitat.
Cha per la coula douço un paou dé libertat.
L'aïgo qué toujours courré es pus claro è pus néto.
Lou roussignol dins lou baloun,
Es pus gai qué dins un saloun,
E pus douço es sa chansounéto.
N'és pas gairé amistous d'estré sous l'uël brutal
Méns d'un gardien amic qué d'un espoubéntal.
En anén ou bénén, sé caouqué cop arribo.
Dé préné uno gourjado à l'abro dé la ribo,
Ou dé brouta la fueillo è lou jet dé l'aoubret.
Lou fouet jogo, ou lou chi bé mordré lou jarret.
Nous émpargoun soubén, lou bémenté mitat liouré,
E tout cop qu'abén set, poudén pas ana biouré.
S'en à quatré passés del bouos,
Anén li sons né faïré à douos.
Troubarén grassés pasturachés,
Oundo claro è fressés oumbrachés.
La ramudo aouganieyro offro après lou repas,
Un liech dé flous è dé berduro.
Fon, ni set aqui l'on n'enduro.
Anén-li doun d'aquesté pas.
L'aniélou plouro dé tendressè,
Rabit d'ana passa lou jour,
Dins aquel poulidet séjour.

Partoun lou cur plè d'alégresso ;
Arriboun dins lou bouos , jouyousés è counténs.
Lou troboun émhaoumat des parfums del printéns.
L'un ploumo l'aoubret ber , l'antré la tëndro herbéto ;
Bon è hénoun , son la nabéto ;
Agitoun molomén al grach dé l'ér fresset ,
Lou chabrie soun pia rufé è l'anièl soun aousset.
Quond on prou fach la sabatéto ,
A la sourço del riou bon amoussa leur set.
La curiositat lous méno l'un è l'antré ,
Dins un taillis espés , près d'un roc cabernoux ,
Qu'esclatrabo à régrèt l'astré al fron lumineux ,
Uno loubo sor dé soun antré.
Ohio mes bas dous loubatous ,
Dé la lanudo gén héritaplés gloutous.
La souyro abido dé carnaché ,
Sons coumpassiou per leur juné achié ,
Lous mondo dé bido à trépas.
Paguéroun cher la matinado
La maîré è soun horro meinado
Dé leurs tëndrés mémbr echs faguéroun leur répas.

Abis à l'émprudénto è boulacho junesso.
Ici bas dé tout abusén,
La libertat sons la sachesso ,
Es é sero toujours un funesté présén.

MÉTÉOROLOGIE.

Observations faites à Mende

Par M. l'abbé Bossu.

(Altitude : 743 m.)

1856.	HEURES.	Mai.	Juin.
TEMPÉRATURES MOYENNES en degrés centigrades.	5 heures du matin.	5. 5	10. 6.
	Midi.	11. 0	19. 1.
	7 heures du soir.	7. 5	11. 3.
	Maximâ.	18. .	28.
	Minimâ.	* — 2	6.
Jours de pluie		30	11
Jours de neige		3	>
Jours de gelée		3	>
Jours de gelée blanche		1	>
Jours de grêle ou de grésil . .		1	>
Jours de brouillard		2	1
Jours d'éclairs		3	3
Jours de tonnerre.		2	2
Jours où le vent a eu les directions. . .	N.	3	8
	N. E.	>	1
	E.	>	2
	S. E.	1	>
	S.	5	9
	S. O.	3	3
	O.	16	5
	N. O.	6	3
Jours où le vent a été généralement	Fort	6	3
	Variable	14	11
	Faible ou nul	11	16
Jours où le Ciel a été généralement	Beau	3	14
	Nuageux	8	8
	Couvert	20	8

* Le trait — marque les degrés au-dessous de zéro.

PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE,

D'APRÈS LES MERCURIALES

DES MARCHÉS DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

Mai et Juin 1836.

LIEUX DES MARCHÉS.	NATURE DES GRAINS.				
	Froment.	Méteil.	Seigle.	Orge.	Avoine.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Florac	34,28	26,28	26,32	18,00	7,75
Meyrueis	33,00	»	25,00	»	8,50
Pont-de-Montvert	33,00	»	25,00	»	10,00
La Canourgue	36,88	28,81	24,25	23,00	9,75
Saint-Chely	»	»	28,50	»	»
Marvejols	33,40	28,63	31,25	21,34	8,75
Serverette	»	»	28,58	»	»
Langogne	»	»	23,85	17,00	8,75
Mende	33,14	28,25	27,24	17,50	8,20
Villefort	33,00	»	27,83	26,00	10,00
PRIX MOYEN.	34,42	27,44	26,67	22,25	9,22

Mende, Imprimerie de J.-J. M. IGNON.

SOCIÉTÉ

D'AGRICULTURE, INDUSTRIE, SCIENCES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

BULLETIN D'AOUT 1856.

SÉANCE DU 7 AOUT 1856.

PRÉSIDENCE DE M. THÉOPHILE ROUSSÈL ,

PRÉSIDENT.

Étaient présents : MM. J. J. M. Ignon ; l'abbé Gaillardon ; Rous ; l'abbé Baldit ; Vachin , juge de paix ; Monteil , D. M. ; Ignon (Édouard) ; Vincens ; Moulin , avocat ; l'abbé Bosse ; Lambert-Pasque ; Lefranc ; l'abbé Pagès ; l'abbé Chapelle ; l'abbé Teissier , Pouget et De Moré (Émile).

Correspondance administrative.

M. le Président communique une lettre en date du 3 juillet par laquelle M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes annonce que voulant donner à la Société une marque de l'intérêt qu'il prend à ses travaux , il vient de lui allouer une somme de 200 fr sur les fonds du présent exercice. S. E. demande à M. le Président de lui faire connaître la personne au nom de laquelle doit être mandatée la susdite somme. En répondant à M. le Ministre pour le remercier au nom de la Société et le prier de faire mandater la somme au

nom de M. Rous , trésorier , M. le Président a exprimé l'espérance que les efforts persévérants de la Société pour recueillir et mettre en lumière tous les documents et tous les débris historiques dignes d'intérêt , concernant l'histoire du Gévaudan , continueront à mériter et à obtenir la bienveillance du ministère de l'instruction publique.

Drainage.

M. le Président a reçu de M. le Préfet la communication suivante , en date du 2 août :

« Monsieur le Président ,

« Par sa lettre du 19 dernier , M. le Ministre de l'agriculture , du commerce et des travaux publics m'a informé qu'il approuvait la proposition de M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées , concertée avec la Société d'agriculture , d'employer le crédit de 1,200 fr. , de 1856 , à l'acquisition de deux collections d'outils et en subventions aux propriétaires qui entreprendront des essais de cette amélioration agricole , ainsi qu'aux potiers qui fabriqueront des tuyaux dans les meilleures conditions.

« L'approbation est donnée sous la réserve que les subventions ne seront accordées pour l'exécution des travaux de drainage qu'autant qu'elle aura lieu sur des projets réguliers , dressés ou vérifiés par MM. les ingénieurs.

« S. E. m'a prévenu , en même temps , que , pour la garantie des outils et autres agrès relatifs au drainage , l'école impériale des ponts et chaussées se charge , sur demandes qui en sont faites à l'administration centrale , d'expédier ces diverses fournitures dans les départements ; que , dans ce cas les dépenses d'achat sont acquittées à Paris par l'administration qui se récupère de ses avances , au moyen de reprises de sommes égales sur les crédits ouverts aux départements , et que cette voie peut être suivie.

« J'annonce , dans le Recueil administratif , la concession

de subventions pour essais de drainage , afin que les propriétaires qui y prétendront produisent leurs demandes.

Recevez , Monsieur le Président , etc. »

Après la lecture de cette lettre , M. le Président annonce à la Société que la machine à fabriquer des tuyaux de drainage dont il a fait l'acquisition à Paris pour le compte de la Société , est arrivée à Mende et a déjà servi à la confection d'une assez grande quantité de drains qui semblent devoir être d'une excellente qualité. La machine est établie à la fabrique de poteries située près du Pont de Berlière , où les membres de la Société , qui s'intéressent à cet important objet peuvent la voir fonctionner. La plupart des drains actuellement fabriqué proviennent des argiles liassiques des environs de Mende. Quelques essais ont été faits avec des argiles de la montagne , prises aux environs de St-Alban , et tout fait espérer qu'on en obtiendra , moyennant une très-légère épuration , des produits de qualité supérieure. Enfin , par les soins de notre collègue , M. Laurens , aîné , une certaine quantité d'argile tirée du canton de Florac est en ce moment l'objet d'une expérimentation comparative dont les résultats définitifs pourront être communiqués à la Société dans sa prochaine séance , avec tous les détails nécessaires pour être bien fixés , soit sur le prix de revient des tuyaux , soit sur les autres conditions de l'établissement sur un ou plusieurs point du département d'une fabrication régulière de drains.

M. le Président ajoute que vers la fin du mois de mai dernier , sur la proposition et d'après les encouragements que lui avait donnés M. Hervé-Mangon , professeur à l'école impériale des ponts et chaussées une demande fut adressée de la préfecture de la Lozère , tendante à obtenir l'envoi de deux nouvelles machines à fabriquer des drains , pour les arrondissements de Marvejols et de Florac. « Je suis heureux

de pouvoir annoncer à la Société, dit M. le Président, que cette nouvelle demande a été couronnée de succès. Voici ce que m'écrivit M. le Préfet, également à la date du 2 août : »

« Monsieur le Président,

« Les deux machines à tuyaux de drainage demandées pour Marvejols et Florac ont été accordées le 23 juillet dernier, par M. le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. Elles devront être confiées aux potiers aux conditions arrêtées par la Société d'agriculture.

« M. le directeur de l'école impériale des ponts et chaussées est chargé de les acheter et de les expédier à leur destination.

« Des ordres seront donnés pour leur réception par M. l'ingénieur en chef, qui avisera aussi au paiement des frais de port à imputer sur le crédit de 1,200 fr. »

» Je regrette continue M. le Président, de n'avoir pu adresser directement à notre nouvel ingénieur en chef, l'invitation de faire envoyer d'abord les deux machines à Mende, où la fabrication des drains est déjà installée, et où on pourrait se livrer à des essais comparatifs dignes d'intérêt. Do Mende chaque machine serait ensuite très-aisément dirigée à sa destination. J'espère que cette demande aura été transmise par notre collègue M. l'ingénieur H. Lefranc et qu'il y sera fait droit.

« Vous voyez, Messieurs, dit en terminant M. le Président, les progrès que la question du drainage a faits parmi nous depuis mon second rapport à M. le Préfet, publié dans le *Bulletin des mois de septembre et octobre 1855*. A cette époque nous reconnaissions l'impossibilité d'introduire le drainage dans nos campagnes, à moins d'établir préalablement *sur place* la fabrication des drains. Aujourd'hui cette fabrication est établie à Mende, et nous avons lieu d'espérer que son établissement ne rencontrera pas de difficultés beaucoup plus grandes à Marvejols et à Florac. La nouvelle allo-

cation de 1,200 fr. sur le budget de 1856, sera, comme vous le savez, employée presque entièrement en primes d'encouragement aux propriétaires et aux fabricants de tuyaux et ces encouragements suffiront sans doute pour lever les difficultés des premières installations. Quoiqu'il en soit la Société sera tenue au courant des progrès de cette question qu'elle a soulevée au milieu de l'indifférence générale et qu'elle s'est pour ainsi dire appropriée au moment où elle était abandonnée par ses patrons naturels. Il ne faut pas oublier en effet qu'au moment où l'opinion de notre précédent ingénieur en chef, *qu'il n'y avait rien à faire chez nous en matière de drainage*, était sur le point de prévaloir, c'est à l'énergique intervention de M. le Préfet Janvier, que nous avons dû la conservation de la première allocation de 1,200 fr. et que nous avons adressé à l'administration un premier rapport inséré dans le *Bulletin de janvier et février 1855*. La justice et la reconnaissance nous commandent de proclamer, Messieurs, que dans cette affaire du drainage le Ministre de l'agriculture et notre ancien Préfet sont venus au devant des vœux et des besoins, encore mal compris du pays. La Société d'agriculture a secondé ce bon vouloir et grâce à ses efforts, la question est arrivée à ce point, où nos ingénieurs et nos conducteurs des ponts et chaussées, pourront bientôt sous l'impulsion de notre nouvel ingénieur en chef, travailler efficacement à tracer des plans d'opérations régulières de drainage sur les points de notre territoire qui réclament cette importante amélioration.

Numismatique. — Monnaie attribuée à Javols.

M. Bretagne, directeur des contributions directes au Puy, écrit à M. le Président pour remercier la Société de sa nomination comme membre correspondant. Il communique en outre les détails suivants sur une pièce de monnaie qu'il a eu occasion de voir à Clermont-Ferrand chez un antiquaire, M. Larget, ancien inspecteur de l'université, et qui lui paraît concerner le Gévaudan. « C'est, dit M. Bretagne, une petite pièce d'argent à bas titre qui porte la légende suivante: OBOLVS IAVOLS (obole de Javols, malheureusement l'autre face de la médaille n'est pas trop lisible et je n'ai pas eu le loisir de l'étudier à fonds. On peut fixer l'époque où cette monnaie a été émise à la fin du 13^e siècle ou au commencement du 14^e.

« Il y avait donc alors un atelier monétaire à Javols, qui fonctionnait pour le compte de l'évêque de Mende? ce serait une chose que les membres de la Société qui habitent Mende pourraient étudier. »

M. de Moré, présent à la séance, prend la parole pour déclarer à la Société qu'ayant eu occasion d'examiner chez M. Larget la pièce dont il s'agit, il lui a été impossible d'y lire clairement le mot de Javols, et que par conséquent il est disposé à croire que c'est mal à propos que cette monnaie est attribuée au Gévaudan et à Javols en particulier.

M. Ignon, secrétaire perpétuel exprime la même opinion en se fondant principalement sur l'ensemble des données qui ne permettent pas d'admettre l'existence aux 13^e et 14^e siècles d'un atelier monétaire dans l'humble village qui occupe l'emplacement de l'antique *Gabalum*.

Nouvelles fouilles de Javols.

M. de Moré donne lecture de la note suivante qu'il a adressée à la *Société française d'archéologie*, concernant les fouilles exécutées sous sa direction à Javols, au moyen d'une somme de 100 fr., qui a été accordée pour cet objet, sur sa demande, par les membres de la *Société française*, réunis au Congrès scientifique du Puy, en septembre 1855:

« Dans un champ situé sur la rive droite du Triboulin, je découvris une chambre de cinq mètres de long sur douze de large dont le pavé était formé d'une espèce de béton de brique pilée et non pilée et recouvert d'un double carrelage superposé. Sur ces carreaux reposait une mosaïque grossière de petits cubes en marbre blanc et noir, réunis par un ciment très dur; malheureusement elle avait été atteinte par le soc de la charrue et gravement endommagé; le plus grand fragment qui a été recueilli n'a que 0 m. 50 c. de long sur 0 m. 40 c. de large. Dans cette chambre on ne trouva que deux objets: une médaille romaine de moyen bronze de Claude 1^{er} et une espèce de spatule en fer. Sur la rive gauche de la même rivière je trouvai un mur de séparation qui me conduisit au mur de face. En suivant celui du nord je reconnus l'existence de 14 chambres de forme rectangulaire, elles n'avaient pas toutes les mêmes dimensions, je fis déblayer trois d'entr'elles. Les parois des murs portaient des indices de peintures à fresque, badigeonages de couleur rouge, jaune, verte déterminant des bandes irrégulières. Le pavé de l'une d'elles était un béton de 0 m. 45 c. d'épaisseur formé de pierres plates et de briques cassées et recouvert d'un enduit très mince. Au dessous étaient des gravats parmi lesquels gisait un chapiteau antique ayant servi à des constructions antérieures. Plus bas il y avait encore un pavé semblable au

premier qui recouvrait un canal de 0 m. 16 c. de profondeur et de 0 m. 70 c. de largeur. Les dalles de cet aqueduc étaient du schiste que l'on trouve dans plusieurs endroits du département. Sa direction traversait les chambres parallèlement au mur de face et semblait rejoindre la rivière pour en recevoir les eaux. Dans les déblais étaient trois fragments de conduits en plomb ayant chacun 0 m. 60 c. de longueur, douze médailles en grand, moyen et petit bronze.

« Plusieurs vases et fragments de vases et poterie commune et fine de diverses couleurs rouges noires et grises, des fragments d'amphores. Une lampe en terre cuite ; une lame de grand couteau en fer ; un fragment de statue en bronze ; des clous de toute dimension ; des débris de briques romaines à rebord, des briques creuses des briques striées ; de nombreux fragments de corniche en marbre ; une tête de levrette, des os de toute espèce, des coquilles d'huître ; une petite chaîne en cuivre et 14 épingles ou style en os etc.

» Tels furent le résultat des fouilles que je dirigeai résultat incomplet à cause de l'exiguité des ressources mises à ma disposition. »

COMPTE-RENDU

DE L'OUVRAGE INTITULÉ : *Notes sur l'agriculture des cantons granitiques du département de la Lozère.*

3^e ARTICLE. — DE LA CULTURE ET DES PRODUITS DU SOL.

Par M. Th. ROUSSEL , Président :

Le 3^e chapitre des *Notes sur l'agriculture des cantons granitiques*, est intitulé : des instruments de culture et de la culture. « 3 instruments suffisent, dit M. de Morangiés, pour exécuter dans nos cantons tous les genres de culture qui peuvent y être pratiqués utilement. . . . La charrue, la herse et le rouleau. » Il admet que *notre araire, si simple et si peu coûteux* est bon à conserver pour les cultures superficielles, le buttage des pommes de terre, et les seconds labours destinés aux céréales d'automne. Pour le reste il conseille les charrues perfectionnées, particulièrement le modèle Dombasle de moyenne grandeur, dont il décrit la construction et la marche. Il dit avec raison à nos cultivateurs que la *herse*, qu'ils connaissent si peu, devrait être dans la plupart de leurs travaux la compagne inséparable de la charrue, qu'elle leur rendrait de grands services pour couvrir les céréales d'automne et les blés de mars; que les graines de trèfle ou de graminées qui se sèment au printemps avec l'orge ou l'avoine ne peuvent réussir qu'à condition d'être répandues sur une terre parfaitement pulvérisée par la herse et d'être ensuite recouvertes par elle; qu'elle est d'un usage excellent pour couvrir les pois, les vesces, les jarous-ses, sarcler les pommes de terre avant le buttage, couvrir les semences de blé noir et de raves, éclaircir les plants de celles-ci devenus trop épais, ameublir le sol des vieilles

prairies, le rendre perméable aux engrais, en extirper la mousse. Il leur montre ensuite comment le rouleau complète le travail de la herse en écrasant les mottes que celle-ci n'a pu briser ou qui ont fui devant elle; comment le rouleau sert à couvrir les semences très-fines que la herse enfouirait trop profondément, comment il sert à égaliser le sol des prairies et rendre par là la fauchaison plus régulière et plus aisée; comment enfin, après des semailles en terre légère, si l'on prévoit la sécheresse, on favorise la germination à l'aide d'un coup de rouleau.

Ce n'est pas avec moins de raison qu'il recommande les labours profonds comme un moyen de rendre les effets de la sécheresse moins redoutables dans nos sols sablonneux et légers. Il reconnaît toutefois que ce n'est que peu à peu que la couche arable doit être approfondie. Il indique les autres conditions d'un bon labour, soit à plat, soit en planches ou en billons. Il termine par indiquer la direction à donner au sillons et aux raies d'écoulement

Le chapitre IV, où sont passés en revue les différents produits du sol, traite d'abord des plantes tuberculeuses, et l'auteur y dit sagement qu'il croit superflu d'introduire dans nos montagnes des plantes telles que la betterave, la carotte et le rutabaga, puisque la rave, le topinambour, la pomme de terre y prospèrent et peuvent suffire à tous les besoins de nos exploitations.

Un certain nombre de lecteurs seront peut être disposés à taxer d'exagération le rôle que l'auteur cherche à donner à la culture de la rave qu'il appelle la plante par excellence des pays comme le nôtre. Nous sommes quant à nous disposés à croire au contraire que ceux de nos compatriotes qui chercheront à cultiver les raves, non plus comme récolte accessoire, suivant l'usage général, mais en récolte principale et comme début d'un plan d'assolement entreraient dans une bonne voie,

et que la rave leur payera , aussi bien qu'aucune autre plante, les soins , inconnus parmi nous , qu'elle mérite et qui lui seront donnés.

L'auteur conseille de la semer après la jachère , sur un terrain ayant reçu un profond labour l'automne , ameubli encore par un second labour au printemps et soigneusement fumé. Puis en juillet , après un ou deux hersages , on sème clair et on recouvre par un coup de herse que l'on fait suivre par le rouleau. L'auteur considère l'espacement des plants comme absolument nécessaire à leur réussite , et pour cela il conseille de leur donner un fort hersage que l'on réitère huit jours après , dès que les tiges ont cinq à six feuilles. « Après le hersage , dit-il , la plantation doit avoir l'air entièrement bouleversée et presque complètement détruite , ce qui fait dire aux cultivateurs des pays où cette méthode est pratiquée avec le plus de succès que lorsqu'on herse les navets , il ne faut pas regarder derrière soi. »

On voit par ces détails combien cette manière de cultiver , que l'auteur a expérimentée et dont il se loue , diffère de la manière commune.

Après avoir décrit les diverses combinaisons de culture auxquelles la rave paraît devoir se prêter et les soins qu'exigent son arrachage et sa conservation , l'auteur émet l'opinion que cette racine pourrait aisément passer l'hiver en terre sans dommage. « En 1850 et 1851 , dit-il , mes récoltes surprises par les gelées et la neige sont restées dans les champs jusqu'aux premiers jours de mars ; pendant quatre mois et demi soumises à toutes les alternatives de température elles n'ont éprouvé aucune altération. »

On dirait que la faveur si marquée dont la rave jouit auprès de l'auteur des *notes* , ne lui a été accordée qu'au détriment de la pomme de terre et nous'avouons que si nous étions disposés à applaudir aux éloges donnés à la pre-

mière, nous ne le sommes pas moins à protester contre les critiques adressés à la seconde. C'est ainsi qu'il reproche à celle-ci son peu de valeur nutritive, à quoi nous nous bornerons à répondre que cette valeur est notablement supérieure à celle de la rave, et nous renvoyons pour ce point au tableau d'équivalents publié dans notre *Bulletin* du mois de mai 1855. Est-il plus juste de mettre entièrement à la charge de la pomme de terre, le compte des frais de culture qu'elle nécessite ? Est-ce que l'influence ne s'en fait pas ressentir sur les récoltes qui suivent ? Est-ce que le sol lui-même n'en éprouve pas une notable amélioration ? Enfin nous ne croyons pas que les esprits sérieux puissent admettre certains raisonnements tels que celui-ci, à savoir, qu'il ne faut pas nous alarmer outre mesure de l'état maladif de la pomme de terre, puisqu'elle était inconnue dans nos montagnes, il y a 80 ans et qu'à cette époque les populations étaient plus robustes, plus actives, plus riches peut-être, plus heureuses sans doute et tout aussi bien nourries que de nos jours. Le sentiment public vient ici en aide aux documents historiques pour refuter toutes ces assertions.

L'auteur revient sur la bonne voie dans les pages intéressantes qu'il consacre à la culture du topinambour et nous pouvons ajouter que sa manière de voir à cet égard se rencontre avec celle de la société qui a fait pour décider les agriculteurs Lozériens à cultiver le topinambour, des efforts que constate le *Bulletin* des mois de mars et avril 1855. Nous aurons à entretenir la Société des résultats de ces expériences et c'est alors que nous retrouverons de la manière la plus utile les renseignements que l'auteur a pu ajouter à ceux que présente la note déjà publiée dans notre *Bulletin*.

La seconde section du chapitre que nous analysons est consacrée aux céréales de la montagne, c'est-à-dire au seigle, à l'orge, à l'avoine et au sarrasin. L'auteur insiste sur la né-

cessité des labours préparatoires profonds et d'une bonne fumure, dans la culture du seigle. « Pour obtenir de beaux seigles, dit-il, dans les terres de qualité moyenne, il faut répandre par hectare 25 chars de fumier pesant chacun 14 à 15 quintaux environ. Presque toujours nos paysans sèment le seigle sur un labour de jachère; dans un système agricole plus avancé il devrait succéder plus souvent à des prairies artificielles (vesces, jarousse, pois, trèfle, etc.) et dans ce cas on doit semer sur le labour qui a servi à enfouir ces plantes et que l'on a égalisé en passant la herse. On recouvre la semence par un second hersage.

Nous rapporterons sans rien ajouter la critique suivante de certaines habitudes de nos campagnes : nous faisons subir à la récolte des manipulations sans nombre pour le moins inutiles, qui n'ont d'autres résultats que d'occasionner une perte réelle, s'élevant sans doute pour le département à plusieurs milliers d'hectolitres. Pourquoi ne pas se conformer à la pratique des autres contrées, où après avoir laissé le blé en javelles on le lie en gerbes que l'on réunit en nombre assez peu considérable pour épargner l'usage du traîneau, que l'on charge ensuite sur le char lorsqu'elles sont suffisamment sèches et que l'on range immédiatement dans les greniers sans les mettre en pignons. On objectera qu'en suivant la méthode Lozérienne le grain acquiert de la qualité; mais outre que cela n'est pas parfaitement démontré, je ne pense pas que cet avantage puisse compenser la perte de la main d'œuvre et celle que l'on fait en nature; je sais bien que les pignons sont l'orgueil du maître et que leur nombre n'est pas toujours évalué sans envie; mais qu'est-ce qu'une question d'amour propre qui se résout en définitive par une perte réelle. »

Arrivant à l'orge, l'auteur s'exprime ainsi : « on a pour habitude d'attribuer à l'orge les meilleurs fonds du domaine

ceux qui composent en général les fonzals, et c'est lui témoigner, je crois, plus de considération qu'elle ne mérite, car cette céréale peut parfaitement réussir dans des terres autres que celles du premier choix, pourvu qu'elles aient été convenablement amendées, préparées par les cultures précédentes et que surtout elles ne renferment pas une humidité surabondante. »

D'après cela l'auteur conseille de ne plaacer l'orge que dans des champs ayant subi de profonds labours d'automne, ou ayant porté une récolte sarclée, des pommes de terre en particulier. Il conseille ensuite les semailles épaisses (3 hectolitres 1/2 à 4 hectolitres, tandis qu'il veut qu'on ne dépasse jamais 2 hect. pour le seigle) « parce que, dit-il, cette céréale se laisse facilement envahir par les mauvaises herbes, principalement par les marguerites sauvages, le faux raifort et le chardon. »

L'avoine, que l'auteur appelle la moins exigeante des céréales, n'exige en effet ni autant de fumier que l'orge, ni un fumier aussi décomposé; elle exige les pluies pour prospérer, et c'est à cause de cette affinité pour l'eau qu'on la voit réussir dans des bas fonds où d'autres céréales échoueraient. L'auteur conseille de la récolter lorsqu'elle est encore un peu sur le vert, parce qu'elle achève d'acquérir dans les javelles les qualités qui lui manquent.

Le sarrasin, peu cultivé dans nos montagnes serait cependant suivant l'auteur une plante des plus recommandables et essentiellement améliorante à cause de la rapidité de sa croissance, de sa faculté d'étouffer les plantes nuisibles, et son peu d'exigence quand à la quantité des engrais et à la qualité du sol. Il importe cependant que le sol soit bien ameubli. 2 labours suivis de hersages sont en général très-suffisants au dire de l'auteur. On sème sur le hersage qui suit le 2^e labour; on recouvre à la herse et on roule, surtout

en terre très légère. Il convient de le semer vers le 1^{er} juin et jamais plus tard que le quinze. L'auteur reconnaît que l'on peut adresser au sarrazin le reproche de ne pas donner assez constamment des récoltes égales en quantités ; il avoue qu'il végète très faiblement par les temps secs et qu'alors sa floraison et par conséquent son produit en grain sont compromis et dans ces cas il conseille de se décider immédiatement à l'enfouir par un labour et de semer par dessus une céréale d'automne. Cette pratique, dit-il, équivaut à une bonne demi fumure, supérieure à celle que l'on répand dans le pays sur les terres destinées aux céréales d'automne. Il reste à savoir si ce mode de fumer les terres en vue d'obtenir des céréales serait profitable et économique. En cas de réponse négative à cette question, on doit présumer que la culture du sarrazin (en vue de son produit en grain) fera peu de progrès dans notre pays, à cause des conditions climatiques, au milieu desquelles nous nous trouvons et qui nous laissent trop peu de chances d'obtenir du blé noir des produits équivalant à ceux qu'il donne dans les contrées plus humides de la Bresse et de la Bretagne.

La 3^e section du chapitre IV est consacrée, 1^o aux plantes fourragères qui ne sont pas propres à former des prairies naturelles, telles que le *chou cavalier*, et ses variétés connues sous les noms de *chou branchu* et de *chou à moelle*.

2^o Aux plantes fourragères proprement dites c'est-à-dire à celles qui sont employées à former les prairies artificielles. Dans cette partie du chapitre, la plus importante de toutes M. de Morangiés s'occupe successivement du *trèfle rouge*, du *trèfle blanc*, du *trèfle jaune* ou *minette*, du *trèfle incarnat*, de la *pimpinelle*, de la *chicorée*, du *raygrass*, de la *aspergule*, des *pois* et des *vesces*, de la *Jarousse*, enfin de l'*ajonc* et du *genet*. Les objets traités dans cette partie de l'ouvrage qui nous occupe, ont une importance très inégale et toutes les

assertions émises par l'auteur ne doivent certainement par être adoptées sans quelques restrictions ; toutefois nous considérons comme si précieux les conseils qu'il donne et les renseignements qu'il fournit à nos cultivateurs si peu expérimentés en matière de fourrages artificiels , que nous évitons de faire connaître cette partie du livre par extraits de peu de la tronquer. Nous voudrions pouvoir reproduire textuellement les trente pages qui la composent et nous souhaitons que le livre , dont M. de Morangiés a fait généreusement des distributions gratuites, soit assez répandu dans nos montagnes pour qu'un grand nombre de nos compatriotes puisse entrer avec ce guide dans la voie des cultures fourragères.

La dernière section du chapitre IV est consacrée aux prairies naturelles , cette partie capitale et de beaucoup la plus précieuse du domaine agricole de nos cantons granitiques. Nous lui consacrons un 4^e et dernier article dans lequel sont également analysés le chapitre V relatif aux *assolements* et le chapitre VI, par lequel se termine le livre lui-même et qui traite des arbres.



RAPPORT

Sur la sangsue officinale de la Lozère,

Par M. le docteur MONTEILS, Membre ordinaire.

MESSIEURS , .

Les membres de la commission que vous avez nommée , MM. les docteurs Barbot et Monteils, pour étudier la sangsue officinale , mentionnée dans le catalogue zoologique de la Lozère, dressé par M. Paparel , viennent vous rendre compte de leurs investigations et s'empressent de vous annoncer , d'avance , qu'elles ont été couronnées d'un heureux résultat.

Pénétrés de l'importance de la question qu'ils avaient à traiter , jaloux de répondre à la confiance que vous leur avez témoignée , ils l'ont successivement et rapidement envisagée au point de vue de l'histoire naturelle , de la thérapeutique et de l'hygiène publique.

La sangsue officinale de la Lozère semblable par sa forme aux sangsues en usage en médecine doit , par son volume , ses dimensions et son poids , variables avec les individus , être classée dans ces catégories , connues dans le commerce , sous le nom de sangsue vache , sangsue grosse , sangsue grosse moyenne , et dans chacune d'elles , être comparée aux plus forts sujets.

En effet , parmi les trois qui ont fait l'objet de nos expériences , l'une , représentant la première catégorie , pèse six grammes cinquante centigrammes ; un autre trois grammes ; une troisième deux grammes , tandis que , pour les sangsues u commerce , les poids des mêmes catégories sont , pour

la première, 4 à 5 grammes pour la seconde, deux à trois grammes; pour la troisième un gramme à un gramme vingt-cinq centigrammes.

Remarquable par sa souplesse, son élasticité, la sangsue de la Lozère se contracte rapidement en amande lorsque, après l'avoir allongée, en la tirant avec les doigts, on l'abandonne quelques instants dans la paume de la main.

Projetée dans l'eau, elle s'agite vivement, s'allonge en ruban, décrit mille sinuosités et ne tarde pas à adhérer la paroi du vase et à s'y pelotonner.

La couleur de sa peau, âpre et rugueuse, qui est, au dos, analogue à celle des sangsues ordinairement employées, présente, au ventre une teinte et des empreintes particulières.

Le dos, en effet, de couleur vert foncé brunâtre est sillonné longitudinalement par six bandes disposées symétriquement, par paires, de chaque côté de la ligne médiane.

La première, la plus interne, est de couleur jaunâtre, ocreuse et offre sur son trajet quelques points noirs irrégulièrement disposés.

La seconde moyenne, d'un aspect moins rouillé est, dans toute sa longueur, régulièrement interrompue par des taches noires, allongées.

La troisième, la plus externe, située à la marge qui réunit les deux faces dorsale et ventrale, de couleur plus claire, jaune chamois, est divisée d'avant en arrière, en deux moitiés, l'une supérieure, l'autre inférieure, par une gouttière de couleur noire assez foncée.

Le ventre, dont la couleur générale et les stries qui en interrompent l'uniformité semble constituer, pour la sangsue de la Lozère, un caractère spécial et la classer dans une espèce absolument différente des autres sangsues, de celles du moins employées à Mende, ou décrites et figurées dans

les traités les plus récents d'histoire naturelle , entr'autres Moquin-Tandon , Guibourt , est noir à l'ombre et à reflet verdâtre et velouté au soleil , maculé de taches vert foncé olive , placées d'une manière assez régulière pour constituer quatre lignes longitudinales , ponctuées , symétriques , deux internes peu marquées , deux externes très-distinctes.

La vivacité des couleurs que présentent ces sangsues varie du reste chez chacune d'elles , et selon qu'on les considère à l'état de repos ou en mouvement , à l'ombre ou au soleil.

Depuis peu de jours elles étaient à l'hospice , lorsqu'une occasion favorable s'offrit de les appliquer à l'an us , chez un individu atteint de congestion cérébrale.

L'infirmier chargé de ce soin , les employa à mon insu , concurremment avec d'autres sangsues ordinaires et remarqua cependant , qu'elles avaient pris rapidement et s'étaient bien gonflées.

La grosse sangsue , qui appartient à la catégorie des sangsues vaches rejetées du commerce , à cause de leur peu d'activité , fut aussi rapide à prendre et à s'emplir que celles d'un moindre volume.

Les piqûres qu'elles produisirent donnèrent lieu à un écoulement de sang très-abondant et facile à entretenir. Placées à leur chute sur des cendres froides , elles dégorgèrent une quantité notable de ce liquide.

Le défaut de contrôle personnel rendait pour nous cette expérience insuffisante et nous résolûmes , lorsque les sangsues seraient reposées , de le recommencer.

Ce fut huit jours après , sur une femme âgée de 62 ans , à la peau parcheminée , qui était atteinte d'une pleuropneumonie , à la partie inférieure du poumon droit.

La température de l'atmosphère était assez élevée , le temps beau , mais nébuleux , le vent nord nord-ouest , en somme des conditions assez favorables.

Les sangsues pleines de vivacité , serpentaient dans l'eau de leur bocal et semblaient , malgré leur récente et première application , disposées à pratiquer une succion énergique.

On lava avec de l'eau, d'abord savonneuse , puis sucrée , la partie où elles devaient être placées et qui avait été le siège d'une application de moutarde, et, après les avoir pesées , on les introduisit dans un verre qui les maintint appliquées sur la peau.

Pour opérer comparativement, on avait mis, à peu de distance de celles-ci , des sangsues qui n'avaient point encore servi. Au bout de dix minutes néanmoins , chez toutes la succion était en pleine activité.

Bientôt une des sangsues de la Lozère quittant la piqûre qu'elle avait faite , dirigea sa ventouse buccale sur un autre point et y pratiqua une seconde piqûre ; la sangsue vache resta toujours adhérente au point qu'elle avait attaqué en premier lieu,

Le verre sous lequel les sangsues Lozériennes travaillaient, ne tarda pas à être rempli de sang vers la partie déclive ; on l'enleva et on se borna à les soutenir et à examiner leur jeu.

Un mouvement ondulatoire singulier agitait leurs anneaux, les plissait alternativement d'avant en arrière et d'arrière en avant et, dans ce dernier temps , donnait lieu à l'expulsion d'une certaine quantité de sang au dessous de la ventouse buccale soulevée. Ce phénomène se passant depuis demi-heure et les sangsues n'augmentant pas de volume , il devenait évident qu'elles vomissaient le sang à mesure qu'elles le prenaient. Les sangsues ordinaires placées dans le voisinage présentaient le même spectacle. Les unes et les autres après leur chute , furent repesées mais , comme on le comprend bien , leur poids n'avait pas sensiblement varié.

L'afflux du sang se faisait néanmoins à la peau , les piqûres saignaient par gouttelettes dont la succession était

rapide. On voyait en les essayant que les piqûres dues aux sangsues Lozériennes, étaient plus nettes, plus profondes, plus largement entr'ouvertes que celles opérées par les sangsues ordinaires.

Malgré l'existence de caractères aussi tranchés, entre ces deux espèces de lésions, la malade n'avait établi aucune différence pour l'intensité et la durée de la douleur occasionnée par les unes et les autres.

La cicatrisation de ces petites plaies a été des plus rapides. L'aréole bleuâtre, ecchymotique, située aux environs des lèvres de la solution de continuité, a été promptement résorbée, la réunion par première intention a eu lieu sans être entravée par le développement de ces érysipèles simples ou phlegmoneux qui compliquent, quelquefois, ces piqûres et qu'on s'empresse d'attribuer à l'application de sangsues douées de propriétés vénimeuses, plutôt qu'à des prédispositions individuelles.

Cette expérience aurait été concluante si, comme dans la première le gorgement facile des sangsues eut permis de trouver dans l'excédant de la seconde pesée la quantité de sang qu'elles étaient susceptibles de prendre, et par suite, de déterminer ainsi d'avance, dans un cas donné, le secours qu'elles pouvaient offrir.

Des causes difficiles à constater, dont l'action se fit sentir, comme on l'a vu, sur toutes les sangsues et que l'on doit attribuer aux qualités du sang de la malade s'y opposèrent, mais l'on put toujours constater l'abondant écoulement de sang qui eût lieu pendant et après la succion.

Après deux applications successives, dans le cours desquelles on avait été mal servi par les circonstances, ou contrarié par la production de phénomènes anormaux, un troisième essai semblait inutile; néanmoins, au bout de dix jours, voyant les sangsues Lozériennes totalement remises de leurs

deux premières épreuves , se livrer dans l'eau du vase qui les contenait , à mille exercices divers et nullement influencées par la chaleur et l'état électrique de l'atmosphère , qui plongeait dans la torpeur les sangsues ordinaires , je fis une troisième et dernière tentative.

Les trois sangsues préalablement pesées , furent appliquées en même temps que treize sangsues ordinaires , au périnée d'un militaire , atteint d'orchite blennorrhagique.

La sangsue vache qui avait parfaitement opéré dans les deux premières expériences , se roula en cercle et refusa de mordre , les deux autres dardèrent immédiatement leur ventouse buccale et, durant une demi-heure, exercèrent la succion.

Recueillies immédiatement après leur chute , elles donnèrent en excédant sur leur premier poids , une augmentation de 10 grammes $1\frac{1}{2}$, à peu près 5 grammes pour chacune.

Ce résultat , si l'on envisage ceux obtenus en 1847 par Sanson à l'Hôtel-Dieu de Paris , qui constata que les sangsues grosses absorbèrent cinq fois leur poids , les sangsues grosses moyennes , six fois leur poids , les sangsues petites moyennes quatre fois leur poids , ne serait pas bien avantageux , mais on en trouve l'explication en ce que Sanson opéra avec des sangsues qui n'avaient point servi , tandis que les nôtres étaient à leur troisième épreuve.

Il est indubitable , en effet , que si un envoi plus considérable de sangsues de la Lozère eut permis de pratiquer , dans des conditions normales de nombreuses tentatives , elles eussent été , sans aucun doute , aussi heureuses que celles entreprises à l'Hôtel-Dieu de Paris.

Les faits que nous venons de rapporter démontrent que la sangsue de la Lozère est d'un emploi aussi utile que celui de la sangsue étrangère , apportée à grands frais dans notre pays , et qu'il est urgent de mettre à profit ce renseignement

donné par notre laborieux collègue M. Paparel , en transformant la mare de Blase , où vivent ces précieux annélides, en véritables marais à sangsues.

Faire ressortir les avantages de l'élève de la sangsue dans la Lozère, dans un pays où les maladies présentent presque toujours, le type inflammatoire, où les ressources pécuniaires sont insuffisantes pour faciliter l'emploi d'un moyen si favorable en pareil cas serait oiseux, nous préférons envisager rapidement la question au point de vue de la salubrité future de Nasbinals, village situé à un kilomètre de la Sogne de Blase.

Le voisinage d'un marais à sangsues est, pour les lieux habités, placés aux environs, d'une influence dangereuse qu'on ne saurait méconnaître.

Les alternatives de sécheresse et d'inondation qui modifient sans cesse sa surface, la fermentation de sa vase boueuse exposée directement, durant les trois mois les plus chauds de l'année à l'action d'un soleil brûlant, la décomposition des cadavres des animaux de tous genres qui servent à la nourriture de ces annélides donnent lieu, quand ces phénomènes se passent sur une assez grande étendue, au développement de fièvres intermittentes et pernicieuses et peuvent même occasionner des fièvres putrides.

Aussi le conseil d'hygiène et de salubrité de la Gironde, justement effrayé de l'augmentation rapide des marais à sangsues aux alentours de Bordeaux, qui, présentant, en 1850, une superficie de 300 hectares, s'étendant aujourd'hui sur plus de 2,000 hectares (1) a-t-il supplié le Ministre de l'agriculture et du commerce de classer cette industrie parmi celles des établissements insalubres au plus haut degré et provoqué de sa part des mesures qui, tout en satisfaisant l'intérêt des éleveurs, ceux du public, préviennent cependant

(1) Et consomment annuellement vingt mille chevaux.

le retour de ces épidémies , autrefois si fatales aux populations et les forçaient , le parlement en tête , à s'expatrier de Bordeaux.

La mare de Blase par son étendue bornée , son excellente exposition , son élévation considérable au-dessus du niveau de la mer , la déclivité du terrain environnant qui permet l'écoulement facile des eaux , en quantité surabondante , n'est nullement appelée à faire éprouver , pour le village de Nasbinals , de pareilles craintes ; néanmoins afin de rassurer les esprits qu'effraierait le tableau des inconvénients offerts par les marais établis dans des conditions insalubres , et prévenir les objections ultérieures , il est juste , tout en utilisant les dispositions favorables qu'elle présente naturellement de lui appliquer les heureuses modifications que la plupart des éleveurs intelligents , devançant les règlements de l'administration , ont apportées dans leurs marais , de manière à rendre leur exploitation sans danger pour la salubrité publique.

De tous les systèmes , le meilleur semble celui de l'inondation continue , avec le perfectionnement qu'y a apporté M. Vayson , c'est-à-dire l'établissement de petites buttes en terre élevées au-dessus de l'eau , au milieu et en différents points du marais , destinées à recevoir les sangsues à l'époque de la ponte et à faciliter l'éclosion de leurs cocons. Cette ponte a lieu du 15 juin au 30 août. Ainsi la surface , qui doit recevoir l'action des rayons du soleil , est notablement diminué ; la vase , qui constitue le fond du marais , est le siège d'une fermentation moins active et les sangsues durant l'hiver y trouvent un abri où la gelée ne peut les atteindre.

Du reste l'autorisation d'établir un marais à sangsues , n'étant accordée par l'autorité qu'après une enquête dirigée par le conseil de salubrité de l'arrondissement où se trouve le lieu que l'on se propose d'exploiter , le conseil d'hygiène de Marvejols aura donc à intervenir et émettre son avis , sur

le mode de mise en état de la Sogne de Blase , sur son système d'exploitation, sur les moyens préventifs à employer comme l'établissement d'un bois , entre le marais et Nasbinals qui mettrait ce village à l'abri des miasmes que les vents pourraient y apporter.

Résumant ce travail , dont vous pardonnerez la longueur , à causé de l'importance des questions dont il est l'objet , vos commissaires se sont arrêtés aux conclusions suivantes :

1. La sangsue de la Lozère , par la couleur noire de son ventre et les strics vertes qui s'y trouvent régulièrement disposées , constitue une espèce particulière , différente de celles ordinairement employées à Mende , ou décrites et figurées dans les ouvrages d'histoire naturelle les plus récents tels que Guibourt , Richard , etc. Elle doit par ses dimensions et son poids , être rangée en catégories analogues à celles des sangsues du commerce et , dans chacune , être comparée aux plus forts individus. Pleine de vivacité , elle est moins influencée que les sangsues étrangères par la chaleur , l'électricité , les vicissitudes de l'atmosphère , en un mot , elle est plus robuste.

2. Appliqué sur la peau , elle prend moins rapidement , mais exerce plus longtemps la succion , est susceptible d'être employée jusqu'à trois fois avec succès , dans un court espace de temps , et n'est pas péniblement influencée , comme les autres par ces applications répétées.

Les piqûres qu'elle produit sont plus larges , plus profondes , plus béantes et par suite plus aptes à faciliter les hémorrhagies ; d'où cette conséquence , qu'excellentes dans le cas où il est nécessaire d'obtenir des déplétions sanguines abondantes , chez des individus adultes , à fibre forte , à derme épais , leur emploi doit être surveillé et réservé chez les femmes , les enfans , les individus débiles et cachectiques.

Aucun phénomène particulier, inhérent à leur morsure, ne vient en compliquer la cicatrisation.

3. La création d'un marais à sangsues doit être fortement encouragée, en remplissant les conditions qui rendent son voisinage inoffensif pour Nasbinals et qui peuvent se résumer à demi : maintien constant et assez élevé du niveau de l'eau pour qu'en hiver les sangsues ne gèlent pas, et qu'en été, la vase ainsi desséchée ne fermente pas, sous l'action des rayons solaires ; construction en différents points du marais de buttes en terre, élevées au-dessus de la surface de l'eau, où les sangsues viendront déposer leurs cocons ; semis ou plantation d'arbres sur les bords de la mare, du côté de Nasbinals et sur une étendue déterminée, pour arrêter le transport par le vent, sur ce village, des émanations miasmatiques, produits à la surface des eaux ou de la vase qui en occupe le fond.

PRIX DES GRAINS , PAR HECTOLITRE ,

D'APRÈS LES MERCURIALES

DES MARCHÉS DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

Juillet 1856.

LIEUX DES MARCHÉS.	NATURE DES GRAINS.				
	Froment.	Méteil.	Seigle.	Orge.	Avoine.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Florac	35,25	27,75	25,25	23,25	8,25
Meyrueis	35,08	30,57	27,40	»	8,34
Pont-de-Montvert . .	34,00	»	25,00	»	10,00
La Canourgue	34,62	27,87	26,50	21,50	9,00
Saint-Chély	»	»	30,75	»	»
Marvejols	37,26	33,06	32,26	22,20	10,00
Serverette	»	»	32,75	»	»
Langogne	»	»	30,00	18,75	9,25
Mende	36,23	32,81	29,67	20,81	8,16
Villefort	32,00	»	30,00	17,00	11,25
PRIX MOYEN. . . .	34,92	30,41	28,96	20,06	10,59

Mende, Imp. de J.-J.-M. IGNON.

SOCIÉTÉ

D'AGRICULTURE , INDUSTRIE , SCIENCES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

BULLETIN D'AOUT 1856 — N° 2.

Séance publique Annuelle.

Jeu*di* 28 Août 1856.

La Société a tenu , conformément à ses statuts , une séance publique , le jeudi 28 août , pendant la session du Conseil général du département et sous la présidence de M. le marquis de Fleury , Préfet de la Lozère et Président d'honneur de la Société. Monseigneur l'Evêque et le Conseil général tout entier assistaient à cette réunion , qui a eu lieu , suivant la coutume , à l'hôtel de la préfecture , dans la vaste salle du Conseil de révision. Les notabilités de la ville s'étaient jointes aux représentants de nos cantons , ce qui donnait à la réunion le caractère d'une véritable solennité. M. le Préfet ayant ouvert la séance , à une heure , M. Théophile Roussel , président de la Société , a pris la parole en ces termes :

COMPTE-RENDU

*Des travaux de la Société d'Agriculture , Industrie ,
Sciences et Arts du département de la Lozère ,
pendant l'année 1855.*

MESSIEURS ,

En se réunissant cette année en séance publique et en invitant les membres du Conseil général à cette réunion , la Société d'Agriculture , Industrie , Sciences et Arts de la Lozère , reprend une ancienne tradition abandonnée depuis 1849. Elle obéit en outre à une prescription des nouveaux statuts dont la récente approbation du Conseil d'Etat et la sanction prochaine d'un décret impérial lui font une loi rigoureuse.

Autrefois ces séances solennelles pouvaient offrir au public un attrait littéraire qu'il serait difficile de leur restituer. La mort , dans le cours de six années , a fait dans nos rangs des vides considérables et d'un autre côté la place que la Société pouvait accorder aux Belles-lettres s'est réduite de jour en jour sous la pression de ces questions d'intérêt public qui envahissent d'une manière incessante son ordre du jour.

Nous pouvions espérer du moins que le Compte-rendu des travaux de la Société , partie obligée du programme de ses séances , serait encore retracé par la main qui , pendant longtemps , a donné de l'intérêt à un travail souvent ingrat. Je l'avais espéré , pour mon compte , presque jusqu'au dernier jour , et l'on comprendra sans peine que chargé de prendre sa place , je déplore plus que personne que le zèle de M. le Secrétaire perpétuel ait été trahi par sa santé.

Puisque je me trouve dès mes premières paroles en présence du nom de M. Ignon , qu'il me soit permis , de m'y

arrêter, d'exprimer au Doyen d'âge de la Société, au plus utile et au dernier survivant de ses fondateurs, la respectueuse satisfaction que nous inspire sa présence. Je n'ai le droit de parler qu'au nom de mes collègues; mais cet hommage de respect ne devrait-il pas être rendu au nom du pays lui-même? En face de cet éloignement de l'étude dont nous sommes témoins; au sein de l'apathie intellectuelle qui, dans nos petites localités, énerve tant de jeunes hommes, quel exemple plus honorable que celui d'une vie, vouée sans relâche depuis un demi-siècle aux travaux de l'intelligence? Et quel plus noble spectacle que cette vieillesse qui s'avance sans que le déclin des forces physiques semble pouvoir altérer en elle ni l'activité de l'esprit, ni l'amour de la science et des œuvres utiles!

La Société d'Agriculture compte, non sans fierté, de pareils exemples dans son passé; mais elle ne croit pas qu'il suffise d'honorer leurs auteurs par des louanges et c'est en marchant sur leurs traces qu'elle veut faire honneur à ceux qu'elle pourrait presque appeler ses aïeux. Les travaux qui vont être exposés, nos efforts même, je ne dis pas pour régénérer, mais pour maintenir le rôle de la Société au niveau des exigences du temps, ne sont autre chose, Messieurs, que la manifestation du désir qui nous anime de rester fidèles à nos précédents.

Chaque époque crée aux associations comme aux individus des conditions d'existence auxquelles il faut se conformer, sous peine de déchoir. Aux temps des premiers fondateurs de la Société, tout était plus calme et moins pressé dans les affaires de ce monde; la vie, dans tous les rangs, avait des loisirs qui seront peut-être inconnus à nos neveux; et nous, au fond de nos montagnes isolées, nous étions loin d'éprouver l'impérieuse nécessité d'agir, qui se communiquant malgré nous, imprimera bientôt aux hommes comme

aux choses un mouvement irrésistible. C'était alors le temps propice aux Sociétés savantes constituées sur le modèle d'une académie, c'est-à-dire en vue des plaisirs de l'esprit. Mais pourrions-nous accepter aujourd'hui un rôle suranné pour justifier un titre pompeux ?

Dans ce siècle où tout se reconstruit sur des ruines, il n'y a pour la plupart des institutions qu'un fondement solide : l'utilité générale, et une Société comme la nôtre, dans la situation où nous sommes, ne saurait avoir d'autre raison d'être que le bien qu'elle fait.

Loin de nous, Messieurs, je le répète, la prétention d'innover en envisageant ainsi notre rôle actuel. Si la Société d'agriculture de la Lozère, malgré l'exiguité de ses ressources a survécu à beaucoup de Sociétés placées dans de meilleures conditions ; si, pendant 30 ans, des publications ininterrompues, qui sont les seules *archives* agricoles et scientifiques de notre pays, ont manifesté son activité ; si elle a pris dans l'estime publique, une place chaque jour plus grande ; si elle a pu enfin produire aux yeux du Gouvernement et du Conseil d'Etat des titres qui lui valent l'honneur de recevoir une existence légale et le rang d'*Établissement d'utilité publique*, c'est précisément parce qu'elle a reconnu, à l'heure voulue, que son rôle était celui d'une *Société d'encouragement et d'émulation*, et non celui d'une petite académie de province. Les délassements de l'esprit ont perdu leur prestige en présence du contraste, chaque jour plus marqué, entre notre pays et ceux qui le précèdent dans la voie du progrès. D'un côté des améliorations incessantes et la richesse publique, grandissant à mesure que l'agriculture multiplie ses procédés et que l'industrie déploie des merveilles inouïes. De l'autre côté, le spectacle de l'immobilité et d'une pauvreté générale ; L'agriculture embarrassée dans la routine ; nos vieilles industries mourantes ; les nouvelles impuissantes à vivre ; et une

disproportion qui semble augmenter entre nos ressources et le poids des charges publiques ; notre population diminuant sur plusieurs points, stationnaire sur les autres ; enfin la statistique venant affirmer que la durée moyenne de la vie n'éprouve pas , dans nos petites villes , cette progression qui est donnée comme une mesure des bienfaits de la civilisation.

C'est au milieu de ces conditions que la Société d'agriculture est appelée à remplir une modeste mais utile mission : être une vigilante sentinelle des intérêts de la Lozère , l'écho de ses vrais besoins , un agent incessant des améliorations morales et matérielles réalisables ; montrer à ceux qui travaillent comment la Providence fait fructifier partout les efforts intelligents et soutenus ; organiser enfin avec le concours des hommes de bien , avec cette assistance de l'autorité publique qui ne nous a jamais fait défaut , un grand parti , (s'il est permis d'employer un tel mot) , le parti du travail , du progrès en face du parti funeste et encore nombreux du découragement et de l'inertie. Tel est l'objet que se propose la Société et pour la réalisation duquel elle a besoin de compter plus que jamais sur le patronnage de M. le Préfet et du Conseil général du département.

Dans cette pensée , Messieurs , elle a modifié ses statuts ; elle aspire à leur donner tous leurs développements pratiques ; à agrandir son cadre ; à accroître ses moyens d'action ; à attirer à elle les intelligences et les bonnes volontés , comme au centre commun ou le produit des observations , des études de tous ceux qui ont une part de leur temps et de leur zèle à donner à leur pays , acquerra ce degré d'influence et d'utilité qui naissent de l'association et que ne sauraient produire les efforts individuels.

D'après ce tableau de ce que j'appelle , sans hésiter , *l'ambition* de notre Société , ne vous attendez pas , Messieurs , à voir

nos réunions publiques offrir le charme de séances littéraires. Elles n'offriront pas non plus, j'ose l'espérer, l'ennui de vaines parades de rhétorique. Pour ma part, en reprenant la série des comptes-rendus annuels de nos travaux, je n'appellerai votre attention que sur la partie qui constitue, à proprement parler, les *actes* de la Société. Je vais les exposer, en suivant les différentes branches dans lesquelles notre action s'exerce et se renferme, à savoir : l'Agriculture, l'Industrie, les Sciences et les Arts.

Agriculture.

La Société n'est demeurée étrangère à aucune des questions qui ont occupé le monde agricole. Les publications de son *Bulletin* en font foi. Elles témoignent aussi que ces questions ont été envisagées presque exclusivement au point de vue des applications possibles à notre pays. C'est sous ce rapport que le *Drainage*, le *Reboisement des terrains à grande pente*, l'*Amélioration des races d'animaux domestiques*, l'*Introduction des machines agricoles perfectionnées*, ont été l'objet principal de notre attention.

1^o Drainage.

L'initiative de l'introduction du drainage dans la Lozère appartient au Gouvernement; j'ajoute que si cette bienfaisante pensée reçoit aujourd'hui un commencement de réalisation, nous en sommes redevables à l'active volonté de notre dernier préfet M. Janvier et à la protection non moins dévouée accordée à cette œuvre par son successeur M. De Fleury.

La Société ne doit pas oublier que les bonnes intentions qu'avait eues M. le Ministre de l'Agriculture en allouant au département pour *Essais de drainage* un crédit de 1,200 fr. qui n'avait été ni sollicité, ni désiré, allaient être sans fruit pour nous; que l'Ingénieur en chef qui dirigeait alors l'ad-

ministration des ponts et chaussées manifestait l'opinion qu'il n'y avait pas lieu d'employer ce crédit dans la Lozère ; que M. le Préfet , partageant une opinion contraire , voulut que cet emploi eut lieu et en confia le soin à la Société.

L'historique de cette phase initiale du drainage chez nous est l'objet de deux rapports adressés à M. le Préfet, et publiés dans les *Bulletins* de janvier et février et de septembre et octobre 1855. Il y est établi, (et les nouvelles faveurs que nous accorde le Gouvernement prouvent que son opinion est conforme à la nôtre) que le drainage doit produire dans ce département d'aussi grands avantages que dans la plupart des départements français ; que si certaines parties de notre territoire , notamment la région des *Causses* , repoussent , en raison de leur constitution physique et géologique toute application de cette pratique nouvelle, il est non moins certain que nos terres granitiques à sous sol imperméable la réclament d'une manière aussi urgente que ces champs argilo-calcaires de la vallée du Lot ou du Valdonnez qui n'attendent peut-être que cette amélioration pour doubler de valeur et de fécondité.

Il y est établi que la pratique des *tranchées empierrées*, des *chalsados*, qui est le drainage traditionnel de nos montagnes, mérite de n'être pas abandonnée , que ce système pratiqué jusqu'ici d'une façon trop restreinte et souvent peu raisonnée, mérite au contraire d'être perfectionné et transformé en méthode rationnelle ; que néanmoins les avantages essentiels du système d'assainissement des terres dont les Anglais ont su faire un art nouveau ne peuvent se généraliser que par l'adoption de la méthode anglaise, c'est à-dire par l'emploi des *drains* ou tuyaux de poterie fabriqués à l'aide des machines nouvelles.

Enfin il a été établi que l'emploi des *drains* n'est économiquement possible qu'à une condition : la création dans le pays même , et à la portée des agriculteurs d'une abondante

fabrication de ces tuyaux avec des matériaux pris sur place. Ce point était capital, et la Société l'a compris dès le début. Si cependant, elle a fait venir d'un département voisin environ 2,000 drains qui sont encore sans emploi, elle n'a fait que suivre en cela un mode indiqué par M. le Ministre lui-même, afin de se procurer dans un délai déterminé, les moyens d'exécuter une première expérience qui avait été décidée et qui n'a pas eu lieu par suite de difficultés opposées par les propriétaires.

L'établissement d'une fabrication de drains sur un ou plusieurs points du département, a été ainsi au milieu de ces premiers tâtonnements l'objet principal des efforts de la Société. Les difficultés étaient grandes. Une fabrication de tuyaux, dans les proportions nécessaires à des opérations de drainage de quelque grandeur, réclame un ensemble de conditions et de ressources, qui manquaient autour de nous. Il fallait aussi s'assurer d'abord si nos argiles, qui ne servent en général qu'à la préparation de produits grossiers, pouvaient se prêter d'une manière économique à la confection de bons tuyaux. Cette dernière question est aujourd'hui résolue affirmativement et j'aime à remercier, au nom de la Société, M. Laurens aîné, agent-voyer en chef, des services qu'il a rendus non-seulement pour les essais de nos argiles, mais encore en dirigeant les diverses tentatives de fabrication de drains qui ont eu lieu jusqu'ici.

Préoccupé de la création dont je parle, et d'après l'avis de M. Hervé-Mangon, professeur à l'école des ponts et chaussées, chargé de la direction du drainage au département des travaux publics, la Société a d'abord importé à Mende une machine à fabriquer les drains, qui fonctionne depuis quelques mois, et dont, au sortir de cette séance, MM. les membres du Conseil général pourront apprécier le travail et les produits.

Ce premier résultat ne satisfaisait pas pleinement la Société. Une seule machine, quoique placée au centre du département, ne pouvait répondre à toutes les exigences, et ici, Messieurs, je dois comprendre encore exprimer notre reconnaissance aux représentants de l'autorité. Sur la demande de la Société, appuyée par M. de Fleury et secondée par M. Hervé-Mangon, M. le Ministre de l'agriculture, vient de nous faire don de deux nouvelles machines destinées aux arrondissements de Marvejols et de Florac.

M. le Ministre n'a pas borné là ses encouragements. Sans nouvelle demande de notre part un second crédit de 1,200 fr. a été ouvert sur le budget de 1856, pour être employé conformément aux décisions prises de concert par l'administration des ponts et chaussées et par la Société d'agriculture. La Société et M. l'ingénieur en chef se sont trouvés en parfaite conformité de vues pour décider que cette nouvelle subvention sera distribuée en primes d'encouragement aux potiers qui se livreront à la fabrication des drains et aux propriétaires qui exécuteront des drainages sur des projets réguliers dressés ou vérifiés par les ingénieurs des ponts et chaussées.

Voilà, Messieurs, ce qu'ont fait depuis 15 mois le Gouvernement, l'administration départementale et la Société d'agriculture pour doter le département de ce bienfait du drainage, dont le prix sera de jour en jour mieux compris et dans la généralisation duquel le Gouvernement actuel de la France, à l'exemple de celui d'Angleterre, semble, par la grandeur même des sacrifices qu'il tente, voir le point de départ d'une régénération complète de l'agriculture.

C'est à vous, Messieurs, je veux dire à tous les propriétaires, à tous les cultivateurs intelligents du pays à répondre à cet appel. La Société d'agriculture a rempli sa tâche. Le Gouvernement et l'administration ont procuré les moyens d'action ; ils offrent encore aujourd'hui les services

gratuits de leurs agents. Il ne peut être fait rien de plus et ceux qui tarderont à profiter de ces avantages, continueront sans doute à gémir du triste sort des propriétaires Lozériens ; ils n'auront droit de se plaindre que de leur propre inaction.

2° Reboisement des terrains à grande pente.

La Société d'agriculture n'avait pas attendu les ruineuses leçons données par les inondations du printemps dernier pour s'occuper du reboisement, et particulièrement de celui des terres à grande pente qui dominent nos principales vallées. Les abus du défrichement ont été de tout temps considérés par elle comme une des plus incontestables causes de l'appauvrissement et de la dépopulation de nos hautes montagnes, où beaucoup d'anciens villages ne sont plus représentés que par des monceaux de ruines ou par de misérables hameaux. Par suite, la nécessité de procéder au reboisement d'une manière systématique, lui a paru de tout temps un des intérêts urgents de ce département. La Société d'agriculture n'est du reste à cet égard que l'écho de l'opinion publique, exprimée chaque année dans le cahier des vœux du Conseil général et dans les rapports de tous nos Préfets depuis 1830.

On ne s'est pas borné à se plaindre. On a cherché les remèdes, et la question des moyens à employer reste en permanence depuis plus de 15 ans devant le Conseil général. L'excès du déboisement dans des régions condamnées à de longs hivers a fini par conduire à des pratiques dévastatrices que j'appellerais sauvages si elles n'avaient une excuse dans l'extrême nécessité : je parle de la coutume d'enlever des mottes de gazon sur les terres communales ou particulières, pour les utiliser comme combustible. Ainsi, après le bois disparaît le gazon ; puis après le gazon disparaît la terre végétale et le sol bientôt raviné est frappé d'une stérilité irrémédiable. En 1842, préoccupé de la pensée de mettre un terme à ces

dévastations, M. Pagès, préfet de la Lozère, proposait au Conseil général un système, qui malheureusement ne devait pas même recevoir un commencement d'exécution ; il consistait à engager les communes à mettre en réserve un dixième de leurs propriétés destinées au parcours des bêtes à laine pour les ensemercer en bois de pin sylvestre, de bouleau ou de hêtre. On admettait qu'au bout de 15 ans les bois nouveaux étant défensables, on pourrait rendre à la dépaissance les parcelles reboisées, procéder au reboisement d'un autre dixième, en sorte que dans l'espace d'un siècle et demi la presque entière surface de nos hautes chaînes aurait pu recouvrer la parure et l'abri qu'elle a perdus. Je ne veux pas chercher combien d'illusions doit offrir un système à si longues échéances. Evidemment la plus grande était d'espérer qu'il put être spontanément adopté dans des communes où les municipalités sont sans lumières et où loin de pouvoir songer aux générations futures, les plus heureux sont ceux qui pourvoient au lendemain.

Le résultat des propositions du Préfet fut le vote par le Conseil général d'un crédit de 700 fr., qui resta sans emploi et fut reporté sur les routes départementales. L'année suivante, sans renoncer à son système, M. le Préfet reconnaissait qu'il n'y avait rien à attendre des communes seules et qu'il était nécessaire de recourir à l'intervention des agents forestiers pour choisir dans les communaux les parcelles à reboiser, indiquer les modes à suivre et les essences à semer. Aucun travail n'ayant eu lieu malgré ces facilités nouvelles, M. le Préfet d'accord avec l'administration forestière et le Conseil général, déclara en 1844 que dans l'état présent de la législation, on ne pouvait espérer quelques résultats qu'en s'adressant aux particuliers et les encourageant par des primes et des concessions gratuites de graines forestières. C'est ce système, Messieurs, que vous avez suivi jusqu'à l'année dernière et auquel, après

une expérience de plus de dix ans vous avez renoncé. Ce n'est pas que les pièces officielles ne constatent qu'un grand nombre de propriétaires ont pris part à ces distributions ; mais les résultats ont été si rares ou si longs à apparaître que de toute part la zèle s'est ralenti. Parmi les propriétaires on s'est plaint souvent de la qualité des graines ; l'administration de son côté a été fondée à penser que les semis avaient lieu sans aucun des soins indispensables à leur réussite et au milieu de cette discorde et de ces insuccès la pensée de favoriser les plantations de préférence aux semis a grandi d'année en année ; elle s'est formulée à votre dernière session par l'établissement d'une *pépinière départementale*.

La création des pépinières départementales est une idée qu'on pourrait appeler Lozérienne, puisqu'elle appartient surtout à notre compatriote Chaptal. Beaucoup d'autres pays en ont tiré profit avant nous et, selon la coutume, nous sommes les derniers à l'œuvre ; mais puisque cette idée reçoit enfin parmi nous sa réalisation , il convient de rappeler le nom de son auteur , car il n'est peut-être aucun des départements de la France qui puisse en retirer un aussi grand bien que celui qui a vu naître Chaptal.

Vous avez voulu , Messieurs , associer la Société d'agriculture à votre œuvre. Vous aurez à juger de l'emploi des fonds confiés à ses soins et du temps écoulé. Je n'en dis pas davantage sur une question qui ayant pour vous un intérêt particulier , sera l'objet d'un rapport spécial de la part de celui de nos collègues qui a concouru le plus activement à cette création.

La création de la pépinière départementale ne saurait au reste résoudre pour notre pays la question du reboisement. La Société d'agriculture ne s'abandonne pas à une telle illusion. Elle croit que sous peu d'années, le Conseil général aura par cet établissement , doté la Lozère d'une ressource indis-

pensable pour la multiplication des arbres utiles. Mais qui pourrait espérer qu'avec ces seuls éléments on put imprimer une impulsion vigoureuse au reboisement des montagnes ?

Ici, Messieurs, nous ne pouvons que répéter le vœu que vous formuliez en 1849 : *« que les terrains communaux en pente non boisés ni gazonnés dont les eaux ou ravines menacent de destruction les voies de communication et les terrains cultivés et contribuent à l'exhaussement du lit des rivières soient reboisés ; que le soin en soit confié à l'administration forestière et qu'il soit pourvu à cela par une loi. »*

Depuis 1849 vous avez renouvelé ce vœu avec une conviction chaque année plus forte. En 1852, les désastres, si fréquemment répétés, de l'inondation offrirent à M. le Préfet l'occasion d'insister plus vivement ; ceux de 1856 viennent enfin nous fournir des arguments après lesquels aucune hésitation n'est permise. Le moment semble donc venu de se mettre à l'œuvre ou de perdre toute espérance ; mais devons nous désespérer, Messieurs. après avoir lu dans les feuilles publiques cette lettre signée d'un nom aujourd'hui tout puissant, dans laquelle il est dit : *« qu'on a jusqu'à ce jour beaucoup parlé à propos des inondations, qu'on a fait des rapports très-lumineux ; mais qu'aucune impulsion nettement définie n'a été donnée. »* Cette lettre n'exprime-t-elle pas ensuite la volonté « que l'on ne se borne pas à des travaux partiels, mais qu'on fasse étudier le problème dans son ensemble, sur les lieux, par les hommes compétents et surtout qu'on agisse ensuite. »

Quoique les moyens proposés dans ce document remarquable n'aient pas trait aux conditions de notre pays, nous accueillons cependant comme le gage d'un avenir meilleur cette ferme assurance de la volonté de passer des théories à la pratique. La certitude nous est acquise que la question

des inondations est en ce moment étudiée avec ensemble ; qu'elle le sera d'une manière complète : cette certitude fait notre espérance. Dans ces études confiées aux hommes les plus savants l'enchaînement des faits dirigera de plus en plus l'attention vers l'état des pays de montagnes, et le temps n'est peut-être pas éloigné où ce seront les pays de plaine et ces riches bassins naguère si cruellement dévastés qui, dans leurs intérêts, réclameront avec le plus d'instances que cet état soit changé.

Les plaines, Messieurs, doivent une grande partie de leur sol fertile aux débris des montagnes. Les fleuves qui les traversent leur ont apporté comme un tribut les dépouilles végétales enlevées de nos pentes à la suite des défrichements. Aujourd'hui que les plus belles moissons s'étalent sur les deux rives, les plaines n'ont plus rien à demander aux monts décharnés, mais elles ont à redouter de plus en plus l'incursion des eaux qui en descendent. Elles cherchent à s'y soustraire et l'art des ingénieurs entasse vainement dans ce but les digues et les moyens de défense; mais le courant se joue des obstacles; il les renverse et en devient plus destructeur. C'est une vérité qu'on ne peut plus méconnaître. L'expérience l'établit; les savants l'expliquent et la voilà proclamée par le chef de l'Etat : *« Tout consiste, a dit l'Empereur, à retarder l'écoulement des eaux. Il ne faut plus chercher à leur barrer passage; à les resserrer dans des barrières qu'elles brisent, il faut au contraire les diviser, les retarder dans leur mouvement »*

La science qui est au service des riches contrées, fait de grands efforts pour atteindre ce but et, comme il était naturel, elle cherche d'abord ses moyens autour d'elle : elle invente pour la défense des plaines des barrages nouveaux, des déversoirs; elle crée des systèmes ingénieux que l'expérience démontrera incomplets.

Pour en avoir la preuve il suffit d'emprunter à la lettre impériale un passage qui le prouve avec la plus lumineuse simplicité : « *Quand la pluie tombe dans une plaine , la terre sert pour ainsi dire d'éponge ; mais lorsqu'indépendamment de la fonte des neiges le même fait se présente dans les montagnes où le terrain la plupart du temps composé de rochers nus ou de graviers, ne retient pas l'eau , alors la rapidité des pentes porte toutes les eaux tombées aux rivières dont le niveau s'élève subitement. C'est ce qui arrive tous les jours quand il pleut sous nos yeux ; les eaux qui tombent dans nos champs ne forment que peu de ruisseaux : mais celles qui tombent sur les toits des maisons et sont reçues dans les gouttières forment à l'instant de petits cours d'eau Eh bien , les toits sont les montagnes et les gouttières les vallées. »*

Oui , Messieurs, il existe entre les montagnes et les pays de plaine la même étroite dépendance qu'entre les toits et les gouttières qui en reçoivent les eaux. C'est une loi de la Providence et cette merveilleuse solidarité que Dieu a mise entre toutes les parties de la création , qui force les heureux à s'occuper dans l'intérêt commun du sort des moins privilégiés , forcera de chercher dans les montagnes le salut des plaines.

Après avoir multiplié les barrages , les deversoirs et les travaux de toute sorte jusques dans les hautes vallées , on reconnaîtra qu'on n'a pas assez fait. Il faudra remonter à ces ravines torrentielles dont les effets sont si prompts et si funestes et pour annuler leur fureur il faudra remonter encore plus et s'élever jusqu'aux innombrables fissures produites sur les hautes croupes dénudées par le défrichement et le dégazonnement. Le mal sera dès-lors poursuivi jusqu'à sa source et on comprendra que pour la tarir il faut rendre à ces croupes le manteau végétal dont notre imprudente igno-

rance les a dépouillées. Alors sans doute, Messieurs, votre vœu constant de voir l'administration forestière prendre la direction des travaux de reboisement de nos hautes terres communales, sera exaucé. Ce reboisement sera sans doute décrété d'utilité publique. On constituera sur nos pentes des zones en réserve et peut-être sera-t-on conduit à leur appliquer le système de l'expropriation si heureusement pratiqué, pour des intérêts moins grands, à l'ensemencement des Dunes de Gascogne ; peut-être des mesures législatives souvent réclamées sur le parcours et la vaine pâture viendront-elles restreindre et régler des dépaissances aujourd'hui sans limite et sans frein ; peut-être sera-t-on amené à classer les frais de reboisement au nombre des dépenses communales, peut-être consacrera-t-on à cette entreprise un de ces grands subsides du trésor public, comme on l'a fait pour le drainage. Ce dernier mode serait un acte de justice envers les portions de notre pays qui ne peuvent participer à l'emploi des cent millions récemment votés. Quoiqu'il en soit, jusqu'à ce que la forte main du pouvoir central s'empare de ces questions, nous n'avons rien à attendre de sérieux pour le reboisement de nos montagnes.

Mais si le reboisement considéré à ce point de vue général est au-dessus de nos ressources, il y aurait du moins un point de cette question digne de tenter des hommes courageux. Je parle des terrains qui forment au-dessus de nos vallées et autour de nos causses une vaste ceinture d'escarpements arides. Ici le travail a ses limites précises ; les terres qu'il importe surtout de boiser sont au voisinage de nos principaux centres de population. L'exemple a été donné d'ailleurs et le succès ne saurait être douteux. La Société d'agriculture pénétrée de ces idées et convaincue que dans ces conditions particulières de sol et d'inclinaison le procédé du semis doit céder la place aux plantations, a pensé que la pépinière

départementale pourrait être bientôt une abondante source de moyens de reboisement pour ces terres escarpées ; en même temps que le Conseil général créait cet établissement elle a puisé dans ses propres ressources les moyens de se mettre en possession de quatre hectares environ de terrain , sur les pentes stériles de St-Privat ; elle espère y offrir , au bout d'un petit nombre d'années , une preuve placée en évidence de ce que peut une plantation bien entendue , pour fixer ces terres qui descendent sans cesse et dont les masses éboulées causent tant de désastres aux cultures inférieures , et rendent l'entretien de nos plus belles routes si onéreux. L'exiguité des ressources n'a pas permis , dans l'espace de huit mois , de pousser les travaux assez loin pour que nous puissions parler plus longuement de cette tentative. Le système en est simple : il consiste en une série de tranchées horizontales et parallèles , dans lesquelles sont établies autant de lignes de plantations. Nous débutons à peine et déjà les critiques , toujours plus prompts que les imitateurs , caractérisent , dit-on , à leur manière ce travail qu'ils ne comprennent pas. En attendant l'appréciation des hommes sérieux , nous les inviterions à gravir la montagne si les mauvais plaisants avaient coutume d'y regarder de si près et de monter si haut.

3° Amélioration de nos races d'animaux domestiques.

« La principale source de richesse pour le département de la Lozère est dans l'éducation et le commerce des bestiaux. » Cette proposition ne sera pas contestée ; elle est extraite du cahier des vœux du Conseil général.

Nos montagnes de la Margeride , de la Lozère et d'Aubrac offrent de grandes surfaces pacagères dont les parties riches servent à la dépaissance de l'espèce bovine , les moins riches au parcours des troupeaux. De là provient la portion la plus

nette de notre revenu territorial. Or, Messieurs, pour qui étudie avec soin, d'une part, l'état dans lequel est abandonné ce domaine si important du pâturage; d'autre part, les conditions misérables dans lesquelles est tenu notre bétail, il est évident que notre production animale pourrait être plus que doublée quant au nombre de têtes et quant à la valeur individuelle des animaux.

Ces convictions ont pénétré parmi les propriétaires Lozériens et Aveyronnais des montagnes d'Aubrac. Déjà un progrès manifeste s'est opéré parmi eux et l'on peut dire que l'agriculture pastorale de cette contrée est en voie de régénération.

Il n'en est pas de même dans les autres parties de nos montagnes. Sur ces hauts plateaux granitiques compris entre la Truyère et les sources du Lot, du Tarn et de l'Allier, là où le pâturage est plus maigre, l'espèce ovine l'emporte sur les autres, mais on y est loin d'obtenir en viande ou en laine tout le produit que les troupeaux pourraient donner.

Ce n'est pas qu'à diverses époques quelques essais d'amélioration n'aient été tentés. On cite des importations de béliers mérinos, et même de béliers anglais et la toison des troupeaux de certains cantons témoigne de l'influence exercée par la première de ces races étrangères. Mais il est facile de s'assurer que ces tentatives ont eu lieu sans suite et quelque fois sans discernement.

Pour réussir dans les innovations, le point essentiel est de savoir d'abord ce que l'on veut faire; d'avoir bien déterminé le but que l'on se propose, les moyens que l'on a, et les circonstances au milieu desquelles on se trouve.

La Lozère par son climat, par la nature de ses pâturages, par son éloignement des grands marchés, est plus apte à produire avantageusement la laine que la viande de boucherie.

Elle ne doit pas du moins , pour imiter l'Angleterre , ou la région qui alimente Paris , sacrifier le premier de ces produits au dernier.

La nature de nos pâturages et le régime de nos animaux permettent de produire une viande remarquable par la qualité mais non par l'abondance. Le climat, le sol comportent au contraire des toisons de moyenne finesse qui trouvent un débit assuré et comporteraient aisément des laines fines. Cherchons donc à produire des animaux portant de bonnes boisons. C'est en améliorant à ce point de vue notre race indigène, par des croisements, et surtout par un bon régime, que nous améliorerons notre situation et que nous accroîtrons notre richesse.

Je viens de soulever peut-être des doutes en avançant que la Lozère pourrait être facilement un pays producteur de laines fines. Ne pouvant développer ici cette proposition , je renvoie les incrédules aux travaux de M. Yvart , et ceux qui ne voudraient pas aller si loin , au *Rapport officiel sur les laines à l'Exposition universelle* et à notre *Bulletin* du mois de février dernier , où se trouvent les principales données sur lesquelles se fonde cette opinion.

Je me borne à tirer de ce qui précède cette conclusion pratique : que les jurys de nos comices et de nos concours départementaux doivent mettre en première ligne du mérite des animaux qu'ils priment , la bonne conformation et la qualité des toisons plutôt que la taille et le poids. Ce principe a servi de règle aux décisions du jury du dernier concours départemental et c'est par ce motif, qu'on a refusé , au grand étonnement de quelques personnes, d'accorder aucun encouragement à l'introduction dans notre pays de ces grands animaux que certains bouchers et quelques propriétaires tirent du dehors , sacrifiant non-seulement la qualité de la

viande à la quantité, mais nuisant à la bonne entente de notre économie pastorale dont l'avenir réside, moins dans l'introduction des races étrangères améliorées que dans l'amélioration des races que la nature nous a donnés et qu'elle a formées pour les conditions propres à notre pays.

La Société d'agriculture professe des idées analogues au sujet des races bovines et elle a vu encore avec satisfaction ces idées prévaloir au dernier concours, obtenir l'adhésion de M. le Préfet et inspirer la décision qu'à l'avenir le programme de nos concours assurera une place distincte aux animaux de la petite race de nos cantons granitiques.

Les soins dont la race d'Aubrac a été l'objet, les améliorations qu'elle a éprouvées auraient dû servir à nous éclairer en montrant ce qu'une meilleure hygiène et le bon choix des reproducteurs, en dehors du croisement, peuvent produire de perfectionnement dans les races d'animaux. Ces succès nous ont d'abord éblouis : en voyant les *Aubrac* régner souverainement, non-seulement à Rodez ou à la Guiole, mais dans tous nos concours départementaux, la juste estime des propriétaires pour cette admirable race travailleuse est devenue une sorte d'engouement exclusif. On a voulu des *Aubrac* là où ils conviennent, et malheureusement aussi là où ils doivent se trouver mal placés, comme dans une grande partie de nos cantons granitiques. Or, on y a introduit non-seulement des bœufs d'Aubrac pour le travail, mais on y a créé des vacheries avec des laitières de cette race.

La nature, Messieurs, place sous notre main, plus souvent que nous ne le pensons, ce qui nous convient le mieux ; mais elle nous laisse toujours la tâche difficile de bien apprécier ses dons et d'en tirer parti ; elle a doté notre région granitique où le sol est maigre et généralement d'un facile travail, où les fourrages fins et moyennement nourrissants, n'ont ni

l'abondance ni la force succulente des herbages venus sur les terres volcaniques d'Aubrac, d'une race de taille médiocre ou petite ; la charpente en est plus fine ; son tempérament est moins vigoureux ; son caractère est doux et docile ; elle excelle comme laitière, qualité précieuse pour une contrée où les produits du laitage sont très-importants.

Malheureusement cette petite race de la montagne, que l'invasion des *Aubrac* semblerait devoir reléguer dans les étables des petits propriétaires et des petits fermiers, n'a été encore nulle part l'objet d'aucuns soins. Sa reproduction est livrée au hasard ; elle est sans règle quant à l'âge et quant au choix des reproducteurs. Le travail comme la lactation commencent le plus souvent pour elle avant la fin du premier âge. La nourriture est misérable ; l'hiver elle se réduit souvent à la paille de seigle. La tenue des étables est dégoûtante et ces malheureux animaux croupissent quatre à cinq mois de l'année dans une horrible malpropreté. Quelle puissance dans les qualités natives d'une race, qui a lutté et qui résiste à de pareilles causes de dégradation ! Mais comment des animaux ainsi traités pourraient-ils figurer dans un concours ? Figurer à côté des *Aubrac* ? Aussi, Messieurs, ne les voyez vous point paraître. Jamais un paysan, possédant-il une vache, laitière comme une flamande, une génisse aussi distinguée que celles du comté d'Ayr, n'oserait la conduire en face d'un jury.

Il existait dans les îles Britanniques, dans le Kerry, une race analogue et aussi dédaignée ; on l'appelait *la Vache du pauvre*. Aujourd'hui les soins en ont fait une sorte d'objet de luxe. N'est-ce pas aussi un peu l'histoire de notre race Bretonne, si vantée et au perfectionnement de laquelle le parlement de Bretagne consacrait dès le siècle dernier des sommes considérables ? la vache de nos montagnes aurait, selon

nous, un mérite au moins égal, (1) si elle était l'objet des mêmes soins.

J'ai beaucoup insisté sur cette race, parce qu'il ne dépend que de nous d'en faire une race d'animaux fins, distingués et dont la réputation comme laitiers ne tarderait pas à s'étendre dans les départements du midi qui la trouveraient à leur portée. J'insiste aussi, Messieurs, parce que si cette race est admirablement adaptée aux circonstances économiques et culturelles de la Montagne, c'est à condition de rester ce qu'elle est, de garder son type en se perfectionnant par elle-même, c'est-à-dire par les soins, le régime et le choix des reproducteurs.

Permettez-moi, Messieurs de terminer ce long article par une considération qui me paraît dominer toute la question de l'amélioration de nos animaux en général. N'allons pas chercher le mieux loin de nous. C'est chez nous que se trouve le bien, le vrai bien. Dieu, je le répète, n'a pas mis ce qu'il nous faut hors de notre portée. Ce qui manque le plus, c'est nous-même, c'est une intelligente, une active et patiente industrie, sachant utiliser les dons de Dieu et les produits de la nature. C'est tout ce que les Anglais, nos

(1) Bien de personnes peut-être, jugeant des vaches Bretonnes d'après leur réputation, rident de la prétention de comparer nos vaches montagnardes à ces laitières renommées. Pour leur édification j'emprunte le passage suivant aux écrits d'un professeur d'agriculture des plus compétents en cette matière : « Dans les circonstances ordinaires, dit M. Gustave Heuzé, les meilleures vaches ne donnent jamais en Bretagne au-delà de 10 à 15 litres de lait, 10 à 12 jours après le vêlage et encore n'est-ce que dans les sous-races Rennoise et de Guingamp (races améliorées). Quant aux vaches de la race pure elles sont réputées bonnes laitières quand elles donnent en moyenne 6 à 8 litres de lait par jour... » Combien de vaches dans la Lande, ajoute M. Heuzé, qui 15 jours après le vêlage ne donnent que 4 à 5 litres de lait.

maîtres si vantés, mais trop peu compris dans l'art d'améliorer les animaux, ont de plus que nous. Empruntons leur cela, mais laissons en Angleterre ou aux pays qui peuvent les nourrir, ces magnifiques *Dur ham* qu'on pourrait appeler des *appareils perfectionnés* pour la fabrication de la viande et de la graisse. Laissons leur ces *Cothswolds*, ces *Dishleys* et toutes ces créations merveilleuses de ces grands artistes en chair vivante formés à l'école de *Backwells*. Laissons-leur même, présentement du moins, ces étonnants *Southdowns* de *Jonas Webb* et n'oublions pas que la race qui prospère sous les dunes du Sud de l'Angleterre mourrait de faim dans les pâturages dont se contentent nos bons et rustiques animaux.

4^e *Machines agricoles.*

L'application des machines au travail agricole a sa raison d'être principale dans la rareté et le haut prix croissants de la main d'œuvre. L'emploi de ces machines suppose du reste une agriculture déjà perfectionnée. C'est pourquoi la plupart d'entr'elles sont encore sans profit pour notre pays, livré presque entièrement aux pratiques des âges primitifs. Aussi, Messieurs, en admirant ces surprenantes inventions de l'Angleterre et de l'Amérique, moissonneuses, faucheuses, faneuses, semoirs, houes, charrues à organes multiples, appareils à défoncement et tous ces engins puissants dans la mise en action desquels la vapeur remplace les forces animées, la Société y a vu, non de simples objets de curiosité, mais plutôt un moyen de mesurer la distance qui sépare notre routine semi-pastorale de la féconde et savante industrie agricole des pays avancés.

Au milieu de cet arsenal formidable ; qui fera bientôt ressembler l'agriculture à un art de Cyclopes, une machine a paru toutefois à la Société présenter une grande utilité pour la Lozère. Je parle de la machine à battre.

Vous le savez, Messieurs, après l'oisiveté des hivers, après les fatigues modérées du printemps, nos populations se trouvent, au moment des récoltes, en présence d'un travail supérieur à leur force comme à leur courage. Lorsque arrive l'heure de la moisson chacun devient homme des champs; les ouvriers, les tisserands, les femmes s'arment de la faucille et ce n'est point assez, tant l'ouvrage presse; il faut emprunter des bras aux pays voisins, dont la récolte est terminée et vous savez quel tribut onéreux nous payons en salaires aux bandes qui viennent tous les ans des campagnes du Rouergue ou de l'Albigeois pour abattre nos moissons.

Ce moment de feu passé, les difficultés continuent. A peine a-t-on moissonné qu'il faut préparer les semailles et pour cela faire marcher de front les labours et le battage des grains. Soit que cette opération ait lieu en grange et au fléau comme dans les pays de seigle, bien plus encore dans les terres à froment où elle s'exécute en plein air par le pied des chevaux, quelle longue série d'efforts, de contre temps, de déceptions! Comme on compte les beaux jours et comme on se presse! mais ces beaux jours sont perdus pour l'agriculture proprement dite; ils sont enlevés aux travaux les plus utiles aux labours, à la préparation des terres, et malgré ces pertes de temps funestes l'hiver arrive souvent avant que la moitié de la récolte puisse aller au marché ou être mise au grenier. Combien de propriétaires n'avons-nous pas vus dans la vallée même de Mende, défaire au nouveau printemps pour les dépiquer les pignons dressés l'automne précédente. C'est sur les gerbes d'un pignon semblable que la Société d'agriculture a fait au mois de mars dernier son premier essai de Battage mécanique.

S'il est vrai, Messieurs, que je n'ai pas chargé les traits de ce tableau, il suffit pour prouver, mieux que par de longs raisonnements, les avantages de l'importation d'une machine

à battre. La Société a conçu en 1854 le projet de cette innovation. Elle l'a exécuté en 1855, par les soins d'une commission composée de MM. Rous, Des Molles et dont j'avais moi-même l'honneur de faire partie. Cette commission a dû choisir parmi les machines exposées au palais de l'industrie, elle a fixé son choix sur une machine du système Pinet. La longueur de ce compte-rendu m'interdit d'ajouter d'autres détails. Cette machine a fonctionné ; elle répond à notre attente, puisqu'elle suffit à prouver combien le pays gagnerait à substituer à nos moyens si lents, si irréguliers de battage un procédé sûr, expéditif et doublement économique à cause du temps dont il permet de disposer et du rendement supérieur en grains qu'il procure.

Dans quelques instants, Messieurs, près du champ de la pépinière que vous aurez à visiter, vous pourrez assister au travail de cette machine. Elle ira de là fonctionner sur divers points du département, et avant la fin de l'année l'expérience sera complète. La tâche de la Société sera remplie et le pays sans doute en profitera.

Industrie.

J'ai été conduit malgré moi, Messieurs, dans cette revue presque improvisée des travaux de la Société, à vous entretenir longuement de nos préoccupations agricoles. Votre bienveillance m'excusera peut-être ; mais elle ne saurait m'autoriser à parler avec la même complaisance des questions qui se rattachent à notre industrie. Je serai donc très-bref.

1^{re} Ecole de tissage.

La Lozère n'est pas un pays industriel. Est-ce la loi de la nature ? Est-ce le fait des hommes ! J'écarte cette question. Une industrie considérable remplissait autrefois les moments de loisir que l'intermittence des travaux des champs laisse

à nos populations. Elle occupait en outre la classe presque entière des artisans de nos petites villes qui se voit réduite de nos jours au travail des mines et à l'émigration. Cette industrie des laines, que je pourrais appeler l'industrie naturelle du pays, car elle s'exerce sur une des matières premières que nous produisons avec le plus d'avantages, cette industrie, dis-je, est morte aujourd'hui et c'est le progrès qui l'a tuée. Que pouvait devenir en effet l'antique métier à tisser, meuble héréditaire des pauvres familles, après l'invention de Jacquard ? Et que faire du rouet de nos fileuses depuis l'invention des *Mule-Jenny* ?

La Société d'agriculture après avoir prévu cette conséquence fatale du progrès industriel, a applaudi, dès leurs premiers efforts, aux hommes courageux qui ont commencé, il y a 30 ans, à ranimer le travail des laines à l'aide des machines nouvelles et en substituant le travail de l'atelier, seul possible avec ces machines, au travail plus moral sans doute, mais désormais ruiné, du foyer domestique. Par suite de ces perfectionnements de la filature, l'*article de la Lozère*, tel que le fabriquent en ce moment ceux qui ont persisté à demeurer visserands, a pu continuer à vivre ; mais chaque jour il perd du terrain et cet article, qui donnait lieu annuellement à plusieurs millions de transactions, qui avait ses débouchés en Espagne et en Afrique, n'a plus d'emploi que dans le pays ou dans certaines communautés religieuses, en même temps que le profit du tisserand est presque annihilé.

Ce fut donc une heureuse pensée, Messieurs, celle de réaliser dans la Lozère à la place ou à côté de l'*Escot* qui s'en va et qui paie mal, les articles nouveaux qui ont fait la fortune de tant de villes industrielles depuis Reims et Roubaix. La création de l'école de tissage a été le fruit de cette pensée. Elle a eu pour objet en modifiant d'une façon peu coûteuse l'ancien outillage et à l'aide du perfectionnement combiné de la fila-

ture et de la teinture , de permettre à nos ouvriers de fabriquer ces tissus variés , dont le débit est considérable et qu'on nomme *articles de fantaisie*. Un professeur habile a été appelé de Reims. Il s'est mis avec zèle à sa tâche. Il la poursuit avec courage. Quels seront les résultats ? Ici, je m'arrête. Messieurs, ne voulant rien ajouter de pénible. Comment dissimulerais-je que l'ardeur vive qui s'était manifestée dans le pays avant la création de l'école , s'est éteinte une fois cette création réalisée ? Quelques hommes de courage , un petit nombre de jeunes gens et de tisserands paraissent seuls en comprendre l'utilité , tandis que plusieurs industriels semblent ignorer presque son existence.

La Société d'agriculture n'a pas voulu abandonner cette œuvre quoiqu'elle n'eût pas directement contribué à sa fondation. Puisant aussi largement qu'elle l'a pu dans les faibles ressources de son budget elle distribue , depuis huit mois , des primes mensuelles d'assiduité aux ouvriers tisserands qui suivent non-seulement les leçons du dimanche, mais quittent leurs établis pour assister à celles du jeudi. Les primes sont calculées de manière à offrir une large indemnité pour l'heure de travail que l'ouvrier passe le jeudi à l'école et qui, quoique profitant à son instruction , ne profiterait pas directement à son salaire.

2^o Chemins de fer.

Je ne puis omettre , Messieurs, une question qui commence à occuper les esprits et qui dans l'avenir dominera les autres questions d'industrie et d'intérêts matériels. Je parle d'un chemin de fer dans la Lozère. Le Conseil général est depuis quelques années saisi de cette question. M. le Préfet en fait un des objets de sa sollicitude. Des études ont lieu. Le résultat est malheureusement encore éloigné. Dans une question pareille , l'action de la Société est néces-

sairement fort restreinte. Son influence est purement morale ; elle n'a pas d'autre contingent à apporter que celui de ses études et une consciencieuse appréciation de nos intérêts. Mais ce faible tribut elle a commencé à le payer avec dévouement dans ses publications et dans les discussions qui ont rempli plusieurs de ses séances particulières. Sur cette question préliminaire, à savoir, si un chemin de fer serait utile ou nuisible au pays, elle a répondu nettement qu'aucun département n'avait un plus pressant intérêt à se trouver enlacé dans une des mailles de ce qu'on appelle le *Réseau des chemins de fer français*. Elle pense que du jour où nous serons entrés dans ce torrent de la circulation nouvelle, une vie plus animée commencera pour nous. Le combustible minéral dont les bassins s'étendent au pied de nos montagnes, sera mis à notre portée ; nos bestiaux, nos produits presque tous encombrants, augmenteront de valeur par l'extension des débouchés. Nos mines inexploitées faute de combustible reprendront leur activité. Les produits étrangers dont avons besoin nous arriveront plus abondamment et plus vite. Enfin, Messieurs, la Société sait que partout où passe la locomotive frémissante elle enseigne le mouvement rapide, la ponctualité dans le départ et l'arrivée ; qu'elle fait sentir le prix des heures et apprend à considérer la perte du temps comme celle du principal élément de la fortune.

La Société n'a pas hésité non plus sur la question du tracé qui satisfait le mieux aux intérêts généraux du département. A l'occasion des écrits de M. l'ingénieur Barande sur les tracés projetés dans la Haute-Loire et le Tarn, une discussion qui a occupé plusieurs séances a établi que la vraie ligne Lozérienne, entre toutes, est celle de la vallée du Lot. La ligne du Tarn est secondaire parce qu'elle est plus excentrique. La ligne de l'Allier ne nous cotoie que vers nos abords les plus tristes et les plus difficiles. La ligne de Truyère serait très-intéressante

puisqu'elle serait la plus directe vers Paris , et que coupant perpendiculairement celle du Lot par son prolongement obligé, elle nous doterait d'une sorte de réseau Lozérien ; mais c'est une ligne d'un avenir très-éloigné. La Société ne peut oublier, Messieurs, que dans une réunion , dont le *Bulletin* du mois d'avril dernier a rendu compte , M. de Fleury voulut bien développer devant elle , avec une justesse de vues qui ne nous a pas moins impressionnés que les marques de son dévouement à nos intérêts , cette pensée féconde , qui mérite de devenir l'objet de vos méditations , à savoir que la question du chemin de fer à établir dans la Lozère doit dès à présent dominer toutes les questions particulières de tracés de nos routes départementales. Toutes ces questions vous appartiennent , Messieurs ; la Société , comme le pays , comptent qu'avec l'aide de M. le Préfet , vous en préparez la solution la plus conforme aux véritables intérêts de la Lozère.

3^e *Pisciculture.*

Mon engagement d'être bref m'oblige à ne mentionner qu'en deux mots une question nouvelle , la *pisciculture* ; elle a été de la part de la Société , assistée de notre ancien Préfet, M. Janvier, l'objet d'un commencement d'application qui n'a pu avoir de suites , malgré le succès qui en semblait assuré et les circonstances favorables que présente notre pays.

Je donne un souvenir à ces essais , Messieurs , afin d'avoir l'occasion de proclamer que la Lozère , par son climat , par le nombre infini de ruisseaux et de sources limpides qui l'arrosent , par la facilité extrême avec laquelle les réservoirs et les viviers peuvent y être multipliés , est une des parties de la France qui se prête le mieux à l'éclosion et à la multiplication artificielle du poisson. Je rappellerai en outre que nos montagnes occupent le faite des bassins du Lot , du Tarn et de l'Allier et une partie des sommités du bassin du

Rhône , situation unique pour la dissémination sur la plus grande partie de la France des produits de la pisciculture.

On pourrait donc s'étonner qu'on n'eût pas songé à ces montagnes lorsqu'il a été question de créer une sorte d'établissement national de pisciculture ; mais on sait que la Lozère est un pays mal connu et dont un certain nombre d'hommes haut placés même dans la science , semblent n'avoir pas encore fait la découverte.

Sciences et Arts.

C'est particulièrement dans le domaine des Sciences et des Arts que la Société d'agriculture se renferme dans la limite des questions qui ont trait exclusivement à notre pays. L'histoire de l'ancien Gévaudan , les documents inédits qui le concernent , les œuvres et la vie de ses grands hommes , les débris mutilés et épars de ses monuments , sont , depuis l'origine de la Société , les objets auquel elle accorde l'attention , je pourrais dire la sollicitude la plus pieuse. La préoccupation des intérêts agricoles et industriels , l'envahissement de ces besoins et de cet esprit nouveaux que j'ai signalés et pour lesquels on a créé le nom moderne de *positivisme* , n'ont jamais pu la détourner de cette partie de sa tâche. Mais l'heure presse , et pour faire apprécier ce qui constitue pour ainsi dire la moisson scientifique de la Société en 1857 , je me vois réduit à la simple énumération des principaux travaux de nos collègues pendant cette année.

Le *Bulletin* des mois de mars et avril contient l'histoire , glorieuse pour notre pays , autant que pour le fondateur , du *Collège des 12 médecins du Gévaudan*, ou *Collège Saint-Mathieu* , fondé en 1369 par le pape Urbain V. Ce collège le plus ancien et le plus important établissement de médecine à Montpellier , après la faculté de médecine elle-même , a été pendant plus de trois siècles , suivant les paroles de

l'historien de cette faculté, « une pépinière féconde de médecins éminents qui ont illustré le Gévaudan et soutenu la réputation de l'école de Montpellier. . . » C'est de là, ajoute Astruc, que sont sortis Jacques Angel, Anselme de Portes, Martial de Genouillac, Déodat Bassoilly, Jean Trosselier, Jean Martin, Jean Grassin, qui ont été professeurs ou chanceliers de cette faculté ou premiers médecins de nos rois. »

Le même N^o contient une intéressante note, communiquée par M. le conseiller Ignon et concernant les titres de l'ancien prieuré conventuel du Monastier-lès-Chirac, qui se trouvent aujourd'hui dans les archives de la préfecture de l'Aveyron.

Dans le N^o de mai, M. l'abbé Baldit a publié un document extrait de nos archives et relatif à l'hospice de Mende, qui fut fondé et doté dans le but d'abolir la mendicité dans notre ville, par un des évêques dont le pays a gardé le plus long souvenir, le charitable et vertueux François de Piancourt. Ce sont les lettres patentes de Louis XIV, accordées à la demande de M^{sr} Baglion de la Salle, en septembre 1713 et portant confirmation de l'établissement de cet hospice, avec un règlement et des privilèges en sa faveur.

Notre collègue a publié également dans le N^o suivant, deux documents en langue du pays, qui proviennent de la même source, et qu'il a accompagnés d'une traduction française. Le premier est un acte d'hommage du château de Randon à l'Evêque; il porte en latin la date de 1134, avec cette désignation : *sous le règne de Lothaire empereur Romain*, (Regnante Lottario imperatore Romano).

Le second, daté de 1223, est un acte d'hommage à l'évêque et une reconnaissance établissant que l'église de Mende doit avoir et a la Régale et les droits et les seigneuries qui appartiennent à la Régale dans tout le Gévaudan (*en tot l'évesquat de Javalda*).

Les *Bulletins* qui suivent contiennent un travail considé-

nable, source d'une polémique qui semble loin d'être terminée. Je parle des *Etudes critiques sur l'origine de l'église de Mende et de ses 1^{ers} évêques*, par le R. P. Gaydou. L'épiscopat de St-Sévérien est particulièrement entre l'auteur et notre savant compatriote M. l'abbé Pascal, l'objet de discussions auxquelles la Société continuera à prêter le terrain de sa publicité parcequ'il ne peut résulter d'une aussi honorable lutte que des lumières nouvelles sur des points très obscurs de notre passé.

La série de nos *Bulletins* contient aussi une suite d'observations météorologiques faites à Mende, à partir du mois de juillet 1854, et continuées encore aujourd'hui par M. l'abbé Bosse avec une assiduité scrupuleuse et dévouée qui mérite l'hommage d'un remerciement public. Ces observations offrent les premiers éléments scientifiquement recueillis pour servir à l'histoire de notre climat si peu étudié. La Société avait projeté en 1855 la création sur divers points très-différents par le climat, de postes d'observations météorologiques qui auraient complété l'œuvre de M. l'abbé Bosse, mais les ressources de toute nature lui ont fait défaut jusqu'à ce jour.

Le *Bulletin* des mois de septembre et octobre 1855 fait connaître les circonstances qui ont donné lieu aux nouveaux travaux de déblaiement du monument de Lanuéjols. L'histoire en appartient principalement à l'année 1856; elle sortirait ainsi du cadre de ce compte-rendu. Je ne passerai pas sous silence toutefois une communication officielle qui vient nous donner le juste espoir de voir la conservation de ce précieux débris de nos temps romains assurée enfin par le Gouvernement. M. le Ministre d'Etat, à la date du 11 août, annonce à M. le Préfet qu'il a invité M. Révoil, architecte chargé de surveiller la restauration des édifices romains du midi, à visiter notre monument et à lui faire connaître les moyens à employer pour sa conservation.

Si les effets de la décision ministérielle répondent à notre attente, la Société s'applaudira des efforts persévérants qu'elle a faits pour les préparer. Nos collègues M. Laurens aîné, qui a dirigé les derniers travaux et M. Tourrette, architecte départemental, qui a exécuté les beaux dessins transmis par M. le Préfet au ministère d'Etat, auront droit à notre reconnaissance. Il est juste en attendant de payer ce tribut à deux absents : à M. Bretagne, ancien directeur des contributions directes à Mende, et à M. Janvier, notre ancien Préfet. Le premier par la communication faite au mois d'octobre 1855 d'une leçon plus correcte de l'inscription latine de Lanuéjols a ramené l'attention sur l'état du monument. Quant au second, par l'empressement avec lequel à la demande de la Société il s'est rendu sur les lieux, a prescrit les travaux et pourvu aux moyens de les exécuter, on peut dire qu'il aura contribué plus que personne à rendre ce monument à la lumière.

J'avais déjà mentionné en passant ce que M. Janvier a fait pour le drainage, la pépinière, le boisement de Saint-Privat et la pisciculture. J'aime à rappeler que nous lui devons en partie la conservation du plus précieux débris de nos antiquités. Dans nos temps changeants où les hommes passent vite, il est toujours bon de rendre justice aux absents. Cette pratique est encore une de ces vieilles traditions de la Société d'agriculture qui ne se perdront pas et je tenais à honneur de dire ici en son nom, qu'elle saura toujours être juste et se montrer reconnaissante envers les administrateurs du département qui auront mis leur zèle au service de notre pays.

Nous ne sommes point une Société de belles-lettres. Ce rapport l'a prouvé. Il touche à sa fin. Je ne finirai pas cependant sans dire un mot d'un genre de littérature particulière à nos *Bulletins* : je parle des poésies patoises de M. l'abbé

Baldit, principalement de ses *fables* et de ses *proverbes*. L'ensemble de ces pièces révèle un art facile, une imagination d'une véritable richesse, et surtout une rare puissance de création, j'allais dire de résurrection de ces mots familiers aux dialectes du midi et qui font image. Ces qualités et ce je ne sais quel charme qu'on ne raisonne pas et que causent les sons bégayés dans notre enfance, impriment aux poésies de M. Baldit un cachet particulier qui leur donne droit de domicile dans nos publications. Que notre excellent collègue dont le savoir égale la bienveillance, nous permette cependant un aveu : après avoir lu son œuvre que nous aimons, une réflexion nous vient qui n'est pas sans tristesse. Nous pensons qu'il n'écrit point pour nos neveux. Déjà même beaucoup de nos enfants auraient besoin pour l'entendre de cette traduction française qu'il place quelquefois en regard de son texte patois. Qu'il le pardonne enfin à notre sincérité : après nous être affligé, nous finissons par appeler de nos vœux l'heure où ce langage si amoureuxment paré par son patriotisme ne sera plus parlé dans nos montagnes, et où le Français venu du Nord ou de l'Est ne pourra plus se croire au milieu d'un peuple d'étrangers. Les langues sont l'expression des nationalités. A cet égard, puisqu'il n'y a plus entre les frontières de la France qu'un seul cœur et une même âme, qu'il n'y ait plus qu'une seule et même langue ! Nous sommes Français, c'est notre gloire la plus chère. Parlons donc français, Messieurs, et parlons aussi bien qu'il nous sera possible. Notre amour propre n'y perdra rien. Nos petits-fils pourront lire nos œuvres et tout le monde nous comprendra.

M. le Préfet a pris ensuite la parole, et, dans une chaleureuse allocution qui a vivement impressionné l'assemblée, il a assuré la Société de son concours le plus dévoué et lui a promis la haute protection du Chef de l'Etat. Il s'est, en même temps, associé, par quelques paroles partant du cœur et auxquelles tout le monde a applaudi, aux éloges si bien mérités que le Président de la Société a adressés au Secrétaire perpétuel.

Après avoir entendu successivement M. Laurens aîné dans un discours sur l'utilité de la pépinière départementale, et M. l'abbé Baldit qui a lu deux pièces de vers : une ode à l'Eloquence et une fable patoise intitulée *Lous dous Louchs*, M. le Préfet lève la séance.

DE L'UTILITÉ ET DE L'ORGANISATION

DE LA PÉPINIÈRE DÉPARTEMENTALE.

**RAPPORT lu dans la séance publique de la Société
d'agriculture du 28 août 1856 ,**

Par M. LAURENS aîné , Membre ordinaire.

MESSIEURS ,

« *On arrache aujourd'hui , on abat partout. La spéculation de beaucoup planter ne peut donc être que très-bonne et très-lucrative.* »

Ces paroles, que l'abbé Rozier adressait aux agriculteurs de son temps, ont acquis de nos jours une force de vérité qu'elles n'ont jamais eue à aucune époque.

En les citant , Messieurs , j'exprime toute la pensée qui a servi de base à la proposition d'établir la pépinière départementale , dont je vais vous entretenir , d'après l'invitation de M. le Président de la Société d'agriculture.

Tout en le remerciant de son excès de déférence, je regrette et vous regretterez, Messieurs, qu'il n'ait pas prêté l'autorité et le charme de son éloquente parole à cette intéressante question.

Le bois de chauffage manque sur de grandes étendues de notre département ; les futaies propres à la charpente y deviennent très-rares ; la menuiserie, l'ébénisterie et le charonnage s'approvisionnent difficilement. Les faibles ressources qui nous restent se consomment et se détruisent avec une désespérante rapidité.

Pour parer au mal qu'on ressent et dont on se plaint depuis des siècles , on a eu recours à des moyens répressifs ,

que l'on a crus propres à arrêter le déboisement, et à des encouragements qui, en excitant l'intérêt individuel, devaient amener le rétablissement des forêts. L'un et l'autre moyen ont été également inefficaces.

Le morcellement et la mobilisation de la propriété foncière, résultat forcé des partages de succession et des ventes que la position malheureuse des cultivateurs a rendues si fréquentes, le besoin de jouir ou plutôt de se soustraire à la gêne du présent et une imprévoyante indifférence pour la postérité concourent également à accélérer, à précipiter notre appauvrissement forestier, et, si de grandes mesures gouvernementales, comme celles que l'honorable Président de notre Société vient d'indiquer, n'apportent un remède salulaire, nous manquerons absolument de bois dans un avenir peu éloigné.

La possession privée et individuelle est impuissante à conserver et à maintenir en bon état la *propriété boisée* ; les faits le démontrent malheureusement avec trop d'évidence.

Peut-on espérer que la possession privée renouvellera les forêts détruites et qu'elle repeuplera de beaux et grands arbres les terres qu'elle a dépouillées elle-même et qu'elle a rendues incultes ?

Les arbres ont une longue existence. Leur accroissement ne s'accomplit qu'en un long espace de temps, pendant lequel se succèdent autour d'eux plusieurs générations de propriétaires. Est-il possible que le même esprit de suite, le même ordre, la même aisance et les mêmes goûts se retrouvent chez les divers propriétaires qui viendront tour à tour se remplacer dans la possession d'un terrain, qui aujourd'hui serait destiné au boisement par un agriculteur intelligent et dévoué à cette culture ?

La mobilité de notre époque, l'inconstance de la fortune, les partages de famille, les changements de profession, les

nombreuses causes de mutations de propriété qui surgissent à chaque instant ne laissent aucun doute à cet égard.

La propriété de main-morte est seule apte à la culture du bois. Régie et administrée par une pensée qui se perpétue en se transmettant de fonctionnaire en fonctionnaire, elle ne subit aucune des variations inhérentes à la propriété privée, aucun de ces brusques changements qui sont, chaque 10, 15, 20 ou 30 ans, le renversement des aménagements, des systèmes d'exploitation qui ont précédé.

D'autre part, quel est le propriétaire qui peut renoncer, pendant un demi-siècle ou un siècle entier, à un revenu annuel, même minime, dans le but de former une forêt, alors surtout que son terrain n'est pas exempt de charges annuelles ?

En présence de cette impuissance des efforts individuels, faisons des vœux pour que le Gouvernement vienne suppléer l'industrie privée par son action créatrice, conserve les derniers restes de nos forêts et rétablisse en partie celles qui ont disparu.

Mais, en attendant, ne négligeons rien de ce qui peut contribuer à augmenter notre production de bois et atténuer les déplorables effets de la perte d'une ressource aussi nécessaire.

Vous avez pu remarquer, Messieurs, que sur le territoire de plusieurs communes il n'existe pas la moindre parcelle de bois et que cependant ces communes suffisent à peu près à leurs besoins, au moyen des plantations en bordure le long des propriétés. De ce nombre sont les communes du Val-donnez, de la vallée du Lot etc. Pourquoi ne chercherait-on pas ailleurs les mêmes avantages ? Ne trouve-t-on pas autour de tous les villages, en plus ou moins grand nombre, des arbres qui sont une preuve incontestable du succès que l'on peut obtenir des plantations et de la *spéculation de beaucoup planter* ?

Quoique les doutes soient rares sur ce point, on n'en agit pas moins comme si l'on pensait le contraire. Si les plantations sont négligées avec une déplorable indifférence, la cause n'en vient-elle pas de ce que les plants manquent dans le département? « *Les trois quarts du temps*, a dit l'abbé Rozier, *on ne boise pas sa métairie, parce qu'on ne sait où prendre les plants.* » Rien n'est plus vrai dans la Lozère; nous n'y possédons aucune pépinière où l'on puisse s'approvisionner de 100 pieds de belle venue, dignes des frais de plantation. Les pépinières les plus rapprochées se trouvent dans les départements voisins, fort éloignées et sous des climats plus chauds que celui de la Lozère. La végétation y est plus précoce, et il arrive fréquemment qu'elle neige couvre notre pays et intercepte les communications, lorsque vient le moment d'arracher et de planter.

Les sujets pris dans ces pépinières ne nous arrivent qu'avariés par un long voyage et souvent par la gelée. Les approvisionnements de plants ainsi faits, occasionnent, d'ailleurs, une dépense sensible, et la reprise des arbres n'est pas heureuse. Ces inconvénients disparaîtront, lorsqu'on aura à sa portée une pépinière qui donnera les arbres ou les vendra à bon marché, lorsqu'on pourra les enlever de terre avec toutes leurs racines et les replanter dans un bref délai. On ne s'apercevra pas de la dépense et la reprise sera immanquable.

La pépinière départementale nous procurera ces avantages. Par sa position centrale au chef-lieu du département, on trouvera fréquemment l'occasion de la visiter, de s'y approvisionner à propos, de s'y renseigner sur les moyens à prendre pour planter méthodiquement et soigneusement.

Les plantations auront plus de succès que les semis, vous avons nous dit, Messieurs, en vous proposant la création d'une pépinière. Expliquons notre pensée. Nous n'avons pas

entendu vous faire espérer que la plupart des propriétaires allait planter des forêts. Nous regardons comme impossible de demander à l'industrie privée un tel effort, de tels sacrifices, de telles dépenses. L'abnégation du présent, qui lui appartient, pour l'avenir, réservé à d'autres, est au-dessus de ses forces. Nous avons en vue les avantages des plantations en bordure autour des propriétés, qui, ainsi que je l'ai déjà dit, suffisent dans plusieurs localités aux besoins de la population. Les plantations en bordure intéressent le propriétaire, moins par le produit que par l'agrément qu'elles procurent. Elles embellissent les propriétés qu'elles limitent. On s'y attache en quelque sorte malgré soi, et rarement il se rencontre des natures d'hommes assez durs pour être insensibles à l'intérêt qu'elles inspirent, pour les détruire avant le temps par l'appât d'un peu d'argent. Plus on plante dans une localité, plus le goût des plantations se généralise, plus on les multiplie, plus on les soigne, plus on apprend à les respecter chez soi comme chez son voisin.

On ne recherche pas si ces plantations sont nuisibles à la propriété qui les porte; on le leur pardonne volontiers. Il suffit de les voir prospérer.

Les semis, au contraire, n'inspirent pour ainsi dire aucun intérêt. Dans les premières années, on n'aperçoit rien. Pour rencontrer les circonstances propices à la germination et à la conservation des germes levés, il faut renouveler plusieurs fois l'ensemencement et, dans tous les cas, attendre longtemps. Les premières graines ne germent pas, ou germent et sèchent souvent en même temps. Le propriétaire, qui, après avoir répandu sa semence, en recherche l'effet, ne remarque pas le moindre petit sujet, je ne dis pas au bout de quelques mois, mais après plusieurs années. Il accuse toujours la qualité de la graine de son insuccès. Rarement, il tient compte des mille causes qui viennent arrêter le développement des germes

confiés à la terre. S'il ne se décourage pas trop tôt, quelques sujets triomphent de tous les accidents qui les accablent. Dans le premier âge ils étaient trop petits pour être remarqués mais ils finissent par grandir et se montrer en forme de petits buissons. Au bout de 30 ou 40 ans ces petits buissons prennent la tige et forment enfin des arbres. Les semis sont peu pratiqués de main d'homme dans notre département, mais il s'en opère naturellement, et en quelque sorte malgré les propriétaires au voisinage des bois de pin, dans les terrains laissés longtemps en jachère. Rappelez vos souvenirs, rendez-vous exactement compte, Messieurs, des faits dont vous avez été témoins et vous reconnaîtrez la vérité de ce que j'avance.

Je m'appuierais d'ailleurs, au besoin, sur une grande autorité, sur l'autorité du célèbre Buffon. Dans deux mémoires sur la conservation, le rétablissement, la culture et l'exploitation des forêts, qui seront longtemps le meilleur guide en sylviculture, parce qu'ils sont basés sur des expériences de 50 ou 60 ans, accomplies avec des ressources matérielles et intellectuelles dont il ne sera peut-être donné à personne de disposer, cet immortel génie a exposé avec une décourageante réalité les difficultés des semis et les conditions indispensables à leurs succès « On ne peut trop cultiver la terre, » dit-il, lorsqu'elle nous rend tous les ans les fruits de nos « travaux, mais lorsqu'il faut attendre 25 ou 30 ans pour « jouir, lorsqu'il faut faire une dépense considérable pour « arriver à cette jouissance, on a raison d'examiner, on a « peut-être raison de se dégoûter. Le fonds ne vaut que « par le revenu, et quelle différence d'un revenu annuel à « un revenu éloigné, même incertain ! »

Loin de moi la pensée de vouloir ajouter au découragement de nos cultivateurs, mais pour remédier à un mal ne faut-il

pas le connaître dans toute son étendue, dans toutes ses causes et éviter les fausses appréciations.

J'ai observé la plupart des essais de semis forestiers tentés au moyen des graines distribuées gratuitement selon vos intentions, ils n'ont pas été tous infructueux, mais la réussite est peu avantageuse.

Permettez-moi quelques citations.

M. Maurin, de la Prade, commune d'Allenc, est peut-être le propriétaire qui s'est le plus occupé de semis forestiers. Il a commencé en 1825 et n'a pas cessé depuis cette époque. Homme intelligent, il n'a négligé aucun soin, aucune précaution. Il a fait choix d'un bon terrain, situé sur la plaine de Montbel et consacré depuis longtemps à la culture des céréales. Ses semis ont généralement bien levé. Une céréale de printemps leur a servi d'abri la première année de leur existence. Des genêts semés en même temps que les essences forestières ont plus tard rempli le même office. Néanmoins le soleil a desséché la plupart des jeunes plants. Des insectes sont venus attaquer pendant les années suivantes les bourgeons de ceux qui ont survécu et les ont arrêté dans leur croissance. A mesure que les arbres se sont élevés ils ont retenu davantage la neige chassée par le vent et ils ont été en grand nombre courbés et brisés sous son poids.

M. l'abbé Gaillardon dans sa belle ferme de Malevieille a fait un semis de 6 hectares sur un bon sol entouré de bois de pin. Il n'a reculé devant aucune dépense. Comme, dans tout ce qu'il entreprend, il a réuni toutes les conditions de succès : bonne préparation du sol, profusion de semence, clôture particulière pour éloigner la dent des bestiaux, etc. Néanmoins le résultat a paru douteux d'abord et M. l'abbé Gaillardon n'hésite pas à reconnaître que les opérations de cette nature ne peuvent convenir qu'à un fort petit nombre de propriétaires.

Que serait-ce si je vous parlais de ceux qui font des semis de quelques ares sur des terrains dépourvus de terre végétale, de ceux qui, ayant semé en mars ou avril, ne voient aucun arbre au mois de juin et s'empressent de labourer de nouveau leur terrain ; de ceux qui après avoir obtenu quelques résultats se fatiguent d'attendre un produit trop lent à venir, recommencent à défricher le jeune bois qui avait subi les difficiles épreuves du jeune âge, et n'avait besoin pour croître, pour se bien peupler que d'être abandonné à la nature ; de ceux qui ravagent des jeunes bois naturels de belle venue, d'une végétation vigoureuse, qui en vendent jusqu'aux racines, qui les défrichent, en brûlent le gazon et demandent ensuite des graines pour les ensemençer de nouveau !

Il ne faut pas, Messieurs, engager la lutte sur la question de reboisement par semis avec l'intérêt individuel. Il est impossible d'en changer les habitudes et d'en supprimer les besoins. Les plantations en bordure au contraire ne sont point en opposition directe avec l'intérêt individuel.

Elles n'en excluent pas les exigences. Elles en flattent l'amour propre de même qu'elles en servent jusqu'à un certain point les besoins.

Telles sont, Messieurs, les considérations qui nous ont paru motiver la création de la pépinière départementale, le meilleur, le seul moyen que vous puissiez prendre pour encourager efficacement les plantations. Vous ne suppléerez point par là au reboisement. Les arbres isolés ne remplaceront jamais les forêts, mais on ne doit rien négliger de ce qui est possible pour atténuer la disette de bois dont nous souffrons déjà. Quelle que soit l'étendue de l'amélioration obtenue elle sera toujours un bienfait de plus pour le pays.

« L'étendue de la pépinière fruitière doit être proportionnée aux besoins, » dit l'abbé Rozier, que je me plais à

citer encore à cause de l'excellence de ses conseils, « mais la forestière sera très-ample et très-étendue. » Telle est la disposition adoptée pour la formation de la pépinière départementale. Les essences forestières occuperont la plus large place : nous n'avons pas à craindre de leur donner trop d'extension : puissions-nous leur en donner assez ! Les espèces rustiques appropriées à notre climat, réussissant dans les terrains de toute nature, et sur toutes les altitudes seront toujours cultivées de préférence. L'utilité étant le but à atteindre, on ne songera à cultiver en grand des arbres étrangers que lorsque l'expérience la plus décidée aura prouvé qu'ils réussissent déjà et qu'ils sont acclimatés. On ne négligera pas toutefois les essais d'acclimations, mais on les restreindra dans d'étroites limites afin de ne pas sacrifier beaucoup pour retirer très-peu.

Le tiers environ de nos communes produit des arbres fruitiers. Mais ces arbres sont abandonnés à la nature, et l'art qui, ailleurs, obtient des prodiges, en aidant la nature, est inconnu parmi nous.

La pépinière publique encouragera la multiplication des arbres fruitiers, propagera les bonnes espèces, enseignera les pratiques méthodiques de la plantation, de la taille, de la greffe ; enfin de ces soins multipliés et divers par lesquels on hâte la croissance d'un arbre, on active ou on modère sa vigueur, on assure sa fécondité et sa conservation, de cette science en un mot qui constitue l'arboriculture.

La pépinière et le jardin ont des liens de parenté qui les rendent pour ainsi dire inséparables. A côté de la pépinière forestière à grande étendue, à côté de la pépinière plus circonscrite, aux fruits délicieux, ne convient-il pas de placer un potager restreint, mais assez grand pour servir de modèle à nos fermes, à qui il importe de ne négliger aucune source de produit ; pour y faire l'essai de plantes étrangères recon-

nues utiles et à l'acclimatation desquelles nous avons évidemment intérêt à contribuer, et à côté du jardin potager un élégant mais petit parterre de fleurs d'agrément ne vient-il pas demander sa place, comme une brillante couronne rehaussant de son éclat ce qui l'entoure, se réservant une bonne part d'utilité en attirant des indifférents, qui, après avoir admiré ses touffes émaillées des plus vives couleurs, vont s'intéresser, tour à tour, au légume appétissant à la greffe vigoureuse promettant de beaux fruits, au jeune arbre s'annonçant comme un géant du règne végétal ?

Telles sont, Messieurs, les espérances que nous fondons sur notre pépinière, telle est l'œuvre que nous poursuivrons avec courage et persévérance si vous nous accordez votre approbation et la subvention qu'en est la base fondamentale.

Un terrain de deux hectares a été affermé pour 18 ans. M. le Préfet en a souscrit le bail au nom du département. Ce terrain est situé aux portes de la ville de Mende, sur le bord de la route impériale n° 107, bien exposé et très à portée d'être visité. Il nous a paru réunir toutes les conditions désirables. La qualité en est bonne sans être exceptionnelle et telle qu'on doit la rechercher pour une pépinière.

Bon nombre de personnes prétendent que les arbres venus dans un terrain plutôt mauvais que bon, réussissent mieux que ceux venus dans un terrain fertile. On se trompe à ce sujet et nous ne pouvons pas partager cette idée. Il faut éviter aux arbres comme aux animaux de les laisser souffrir dans leur jeune âge du défaut de nourriture. Un arbre semé et élevé en pépinière, sur un sol mauvais, ne prendra jamais un bel accroissement. Il restera toujours rabougri de la même manière qu'un animal mal allaité, insuffisamment nourri, après le sevrage, restera toujours chétif et n'égale jamais en taille, en force et en vigueur celui qui aura été bien soigné et abondamment alimenté. Parmi les plants venus dans un

bon sol , aidés de soins assidus, tous ne prospèrent pas , mais parmi ceux qui auront été tirés d'un sol de mauvaise qualité il en manquera tout autant et plus , et il n'y en aura aucun qui réponde si bien aux espérances.

D'autre part , une pépinière doit produire le plus promptement possible. Elle ne le peut que dans un bon sol.

Le choix du terrain nous a paru convenable sous tous les rapports. Il nous eût été difficile de le faire meilleur. Le propriétaire a consenti volontiers à l'abattage des arbres qui pouvaient gêner les plantations nouvelles, et en compensation il ne s'est fait qu'une réserve de jeunes arbres en fin de bail. Le prix de ferme a été fixé à 600 fr.; y compris un logement pour le pépiniériste et un magasin pour le dépôt des outils et du produit du jardin. Il importait beaucoup que le pépiniériste fut logé à côté de la pépinière et qu'il put la surveiller à tout instant.

Le défoncement, la préparation du sol, la plantation et l'entretien journalier occasionnent des frais considérables. Nous avons dû renoncer à planter cette année la totalité du terrain affermé. Il en a été défoncé la moitié et planté environ un quart. Le propriétaire s'est prêté à ce que nous ne prissions possession que de la moitié et il a accordé une réduction proportionnelle sur le prix du bail. L'économie qui s'en est suivie et une subvention extraordinaire de 1,000 fr. que notre ancien Préfet M. Janvier, pénétré d'un vif intérêt pour la pépinière, a pu mettre à notre disposition, nous ont permis de faire face jusqu'à ce jour aux dépenses diverses qui, indépendamment du prix de ferme, dépassent 1,800 fr. Les ressources ne suffiront pas pour compléter l'année prochaine les frais du premier établissement.

Dans la pénurie de ressources où nous sommes, nous avons dû renoncer aussi pour quelque temps au choix d'un pépiniériste. Il est urgent cependant de combler cette lacune dans

un bref délai. Un pépiniériste instruit, intelligent et actif peut seul donner à la pépinière sa véritable importance et en amener l'utilité et le succès. L'art du pépiniériste est inconnu dans notre pays; nous sommes obligés d'appeler, d'ailleurs, un sujet bien formé et capable de nous rendre les services dont nous avons besoin. M. Jacquemet-Bonnefond, d'Annonay, nous l'avait offert : malheureusement nous n'avons pas eu les ressources nécessaires pour le payer et nous l'attacher. Espérons, toutefois, que nous sortirons très-prochainement de l'état de transition où nous nous trouvons. Le dévouement de M. le Président de la Société se multiplie en proportion des besoins. Il supplée avantageusement à l'absence du pépiniériste. Le concours de plusieurs membres de la Société lui vient en aide, mais l'homme spécial manque. Les intermittences dans les soins que chaque membre de la Société peut consacrer à la pépinière nuisent à l'esprit de suite qui est indispensable et que nous ne trouverons que dans le pépiniériste.

Le terrain non occupé par les premières plantations a été utilisé à divers essais de céréales étrangères, de plusieurs espèces de pommes de terre et de fourrages. Ayant un grand espace disponible nous avons donné à ces essais plus d'étendue qu'ils n'en auront dans l'avenir, car la production d'arbres forestiers est le premier but, le but principal de la pépinière : Il ne sera pas méconnu.

En terminant permettez-moi de vous remercier, Messieurs les membres du Conseil général, au nom de la Société d'agriculture, d'avoir accueilli une proposition qu'elle méditait depuis longtemps, qu'elle désirait ardemment, mais que ses ressources particulières ne lui permettait pas de mettre en œuvre. Le département de la Lozère, sera l'un des derniers à profiter d'une idée féconde de l'illustre Chaptal, qu'il s'enorgueillit de compter au nombre de ses enfants

mais il n'est jamais trop lorsqu'on réalise un progrès. La Société d'agriculture ne vous doit pas. Monsieur le Préfet, une moins vive et profonde reconnaissance, qui sera partagée par tout notre pays. L'agriculture est notre seule ressource. En lui prêtant votre bienveillant appui vous servez les intérêts les plus chers du département et vos soins ne seront pas perdus pour son bien-être et sa prospérité.

LOUS DOUS LOUCHS.

FABLE.

Par M. l'abbé BALDIT, Membre ordinaire.

Lous louchs on l'apétit gloutou.
Tals lous fâ nâissé la natûro.
S'accoumodoun dé tout, dé tout son leur pasturô,
Qué sio fédo, agnel ou moutou.
Un bespré où dîns l'oundo salado,
Lou géan dé l'espaco à l'uêl respléndissén,
Dabalabo al galop dé la houto estialado,
Soubré soun charri éblouissén,
Un joubé loup ambé soun paîré,
Despieï l'aoubo sourtichs dé leur négre répaîré,
L'uêl tout rougé dé sou è lou béntré afamat,
Prestés à coufla la bédéno,
Car tout lou jour obion trimat,
Sons rancountra la méndro aoubéno,
Arriboun dé coumpagno al pénjon d'un trabès
Oumbribou è paousat à l'ébès,
Luên des fiochs qué trasio lou soulel dîns la plono.
Un troupel dé bestios dé lono
Aqui sons perdré un soul moumén,
Broutabo l'herbo téndro è la joubé flouréto
Dîns lou pu doux counténtomén.
Al grach d'uno amistouso aouréto,
La tijo del gruas én fazén la lêbréto
Sé balançabo molomén.
La besprado èro fresso è bèlo.

Obio tout embaoumat la flou del serpoulet,
Guillot soubré soun flajoulet,
Chantabo lou retour dé la sésou noubèlo,
Assétat soubré un roc moussous;
E l'écho del baloun rédisio sas chansous.
Dous mastissés dé bèlo taillo,
Beillaboun soubré lou troupel.
A maï d'un loup dins la bataillo,
Abion fach salta bourro è pel.
La soueiréto à l'aspec dé la bouono fourtuno,
Trépigno d'un plazè brutal.
Sons trop examina se l'houro es oportuno,
E sé soun cop d'assaï l'i séro pas fatal.
Aguso sous coutels è s'apresto al carnaché.
Soubré Roubi fixo soun uël.
Roubi, sons flata soun ourguël,
Lou pus poulit perrot dé tout lou bésinaché.
Eici per faïré festo è soulidé répas:
Païré, s'ou dis, d'aquesté pas,
De l'uno à l'antro ranquillado,
Anén dé rabaléto, è dé brie ou dé broc,
Aquélo testo mouscaillado,
La pénjorén à nostré eroe.
Lou biel qué counouïssio la forço è lou couraché
De Gripo-gropo è dé Mouflar,
E bésio qu'én boulén téné testo à l'aouraché,
Leur comté sério pas for clar,
Cerceo à lou destourna dé sa folo éntrepréso.
N'és pas houro, s'ou dis, dé faïré nostro présé.
En tout cha prébeiré la fi.
L'affaïré dé près té régardo.
Lous mastissés fon bouono garda.
Sé t'én tirés séras bé fi.

Del truc déjà s'allonjo l'oumbro :
Lou souleil bai préné soun bon :
La nuech del coustat del lébon ,
Eouménço à despléja dins l'er sa capo soubbro.
Moudèro un paou toun apétit.
N'ajos pas l'humou to testudo.
Pastré è chis , n'ài la certitudo ,
Nous forion un meschan partit.
Un paou pus tar , soubbré la bruno ,
Quon Guillot én métén dins soun sac caouco agruno ,
Onoro claouré lou troupel ,
Adoun sons ténta l'abénturo ,
E sons dangé per nostro pel ,
Pourrén faire nostro capturo.
Malgré lous bouos coussels è las sachos leicous ,
Per lou joubén ré n'és chançous
Amaï la mor près d'el fasio brounzi sa daillo ,
Soun joc brutal noun lou surprén.
Dins lous affaires qu'entréprén ,
Gaïré noun biro la médaillo.
L'apprentis dins l'ar dé sanna ,
Qué ré dé soun proujet n'o pougut destourna ,
Biro l'eschino è par sons tambour , ni timbalo.
D'un termé à l'antré sé rabalo ,
Juscós al pé del ribassel.
Soubbré lou bor dé l'antro ribo ,
Tranquillé è sons perdré un moucel ,
Roubi toundio l'herbo abouribo.
Lou lesté boucheirou , sons passos , ni pouncel ,
Jusqu'al perrot d'un sal arribo.
Lous dous chis esfrayachs del dangé del moutou ,
Foundoun coumo l'eïlious soubbré lou loubatou.
Dous cochs de maïsso én bouono formo ,

L'i blanchissoun soun uniformo.
Trop tar , dis la soueirêto , arribo lou rémor.
S'aguessio dé moun biel ségut lou couassel saché ,
A la premieiro flou dé l'aché ,
Pèririo pas dé malomor.
Guillot n'aguet pas brico à faire.
Sons sa bourdo lous chis terminérout l'affaire.
Ambé soun apétit è soun abiditat ,
Lou biel loup dins lou bouos réntret espoubéntat.

Sourdo à la bouès dé la sachesso ,
L'ardénto è boulacho junesso
Faï naoufraché à eado moumén.
Qué bouo faire à sa testo , à la fi ma sé trobo
Cher sé pago l'èntestomén.
La mor del loubatou nous né fournis la probe.

ERRATA

Du Bulletin précédent.

Page 258, ligne 17, au lieu de ligne *mediocre*, lisez ligne *mediane*.

Page 266 , ligne 6 , au lieu de résumer *à demi* , lisez résumer *ainsi*.

Page 266 , ligne 8 , au lieu de la vase *ainsi* desséchée , lisez *a demi* desséchée.

Mende , impr. de J.-J.-M. IGON.

SOCIÉTÉ

D'AGRICULTURE , INDUSTRIE , SCIENCES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE LA LOZERE.

BULLETIN DE SEPTEMBRE ET OCTOBRE 1856.

Séance du Jeudi 11 septembre.

PRÉSIDENCE DE M. THÉOPHILE ROUSSEL ,

PRÉSIDENT.

Membres présents : MM. Ignon (J. J. M.), Rous, De Ligonès, Barbot, l'abbé Baldit, De Lapierre, Portalié, l'abbé Gaillardon, l'abbé Bosse, De Lescure, Moulin, Vincent, Lambert-Pasque, Foulquier, Pouget, l'abbé Roussel, curé de Marvejols.

Correspondance.

Concours universel agricole à Paris, en 1857.

M. le Président communique à la Société le programme du *Concours agricole universel* qui aura lieu à Paris, en 1857, du 1^{er} au 10 juin, « Nous remarquons avec plaisir dans ce programme, dit M. le Président, que M. le Ministre de l'agriculture s'est empressé de satisfaire à un vœu émis au mois de mai dernier, dans le rapport du jury du *Concours régional de Tulle*, à savoir de diviser en deux catégories

distinctes deux races d'animaux très-importantes l'une et l'autre pour notre région agricole et qu'on avait à tort réunies jusqu'ici dans une seule catégorie, parce que leurs caractères et leurs aptitudes sont très-distincts. Nous parlons des *Salers* et des *Aubrac*. Au concours universel du mois de juin dernier, la 6^e catégorie de la 2^e section ou section des animaux français, comprenait réunis pour ainsi dire pêle mèle, ayant à se disputer 3,800 fr. en 4 prix pour les mâles et trois prix pour les femelles, tous les animaux de l'Auvergne, de Salers, d'Aubrac, du Limousin, confondus sous la désignation de *Races des pays de montagnes*.

La part des pays de montagne sera beaucoup plus belle et plus judicieusement faite en 1857. La section des races françaises comprendra 14 catégories dont la *Race Limousine* pure forme la 9^e ; les races de Salers et d'Auvergne pures, la 10^e ; les races d'Aubrac et du Mézenc pures, la 11^e ; à chacune de ces catégories sont affectés 4 prix pour les mâles et 4 pour les femelles. Les prix des mâles sont de 800 fr. à 500 fr. Ceux des femelles de 500 fr. à 200 fr.

La *Race Bretonne* a non seulement obtenu une place à part, mais on lui consacre 15 prix dont 6 pour les mâles et 9 pour les femelles. Ce résultat prouve l'importance que nous devons attacher à conserver les petites races si bonnes laitières de nos montagnes, races encore inconnues, sans nom, mais qui n'attendent que des soins intelligents et soutenus pour montrer tout ce qu'elles valent.

Dans l'état actuel ces bons animaux ne sont cependant pas absolument exclus du concours prochain et si quelques propriétaires se croyaient en mesure de produire des sujets vraiment distingués dans ce type, ces animaux trouveraient leur place dans la 14^e catégorie, à laquelle sont affectés 6 prix, et qui est désignée sous le titre de *Races françaises diverses*.

Le programme de ce futur concours est accompagné d'une circulaire ministérielle dont M. le Président donne lecture et dans laquelle la sage mesure à laquelle nous venons d'applaudir, est indiquée comme devant recevoir encore de nouvelles applications à mesure que l'expérience en viendra démontrer l'utilité. « Vous remarquerez, dit M. le Ministre, que toutes les principales races de nos animaux domestiques, qui déjà ont figuré aux précédentes expositions, ont toutes dans le programme des catégories spéciales. L'énumération faite dans mon arrêté n'a rien de limitatif et toutes les fois que quelques animaux présentant les caractères distincts et fixes et constituant réellement une race spéciale, seront exposés, j'ai l'intention de leur ouvrir de nouvelles catégories et de créer de nouveaux prix. »

M. le Président rappelle que l'exhibition de 1857 comprendra, comme celle de 1856, non-seulement des animaux reproducteurs, mais toute espèce d'instruments, machines et appareils servant à l'agriculture et des produits agricoles. M. le Ministre a le soin de dire qu'en dehors des divisions prévues dans le programme officiel il sera attribué des prix et des médailles aux instruments ou produits quelconques qui en paraîtraient dignes.

« Il résulte de cette variété, observe M. le Ministre, qu'il n'est pas une seule localité qui ne puisse entrer en lice : aussi je n'ai pu me rendre compte des motifs qui ont déterminé l'abstention d'un certain nombre de départements au concours de 1856 et j'ai lieu d'espérer qu'ils apprécieront mieux les avantages de cette exhibition en 1857. »

La Lozère peut être comptée au nombre de ces départements et sa position si loin de tout chemin de fer, la difficulté des transports et des déplacements expliquent en grande partie et excusent beaucoup mieux pour elle que pour tout autre département cette abstention qu'il n'a pas été au pouvoir de la Société d'agriculture de conjurer.

Nous espérons que nos efforts auront plus de succès l'année prochaine. Nous avons du moins la conviction que l'*Concours régional* qui aura lieu à Mende, au mois de mai, éveillera dans notre pays le sentiment de l'émulation avec le désir d'améliorer. Nous espérons que nos laines, nos fromages, nos marrons, nos soies, peut-être même quelques bons instruments agricoles, iront au moins, à défaut de nos animaux domestiques, figurer au palais des Champs-Élysées.

C'est jusqu'au 25 avril que les déclarations seront reçues au ministère de l'agriculture.

M. le Ministre renouvelle aux associations agricoles l'invitation de prendre part à l'Exposition. L'article 21 de son arrêté est ainsi conçu : « les *associations* qui auront réuni et envoyé au concours une collection de produits pourront pour l'ensemble de ces objets, recevoir du jury une médaille d'or, d'argent ou de bronze et cependant l'exposant d'un produit compris dans la collection et jugé digne d'un prix, pourra également obtenir ce prix. »

La Lozère ne pourrait-elle pas employer ce moyen ? Et la Société ne pourrait-elle pas centraliser, pour ainsi dire, les produits du pays de manière à en faire une exposition unique, dans laquelle chaque individu exposant garderait son titre particulier aux rémunérations, en même temps que le pays et le public pourront avoir sous les yeux une collection des produits d'une même contrée ? M. le Président soumet cette question à l'attention de la Société. Il pense qu'il y aurait lieu d'en saisir immédiatement une commission spéciale : il nomme pour faire partie de cette commission MM. Laurens aîné et Grousset.

Nominations.

Sont nommés membres de la Société :

1^{er} Membre titulaire, M. Henri D'Espinassoux, propriétaire à Marvejols.

2^e Membres associés MM. l'abbé Bosse , dess. à Prinsuéjols.

L'abbé Hermet , id. à Blavignac.

L'abbé Girou , vicaire à la Canourgue.

L'abbé Chevalier , desservant à Lanuéjols.

L'abbé Bonnet , aumônier des Dames de l'Union,
à Mende.

Lecointe , professeur de mathématiques au collège
de Marvejols.

André , greffier en chef du tribunal à Mende.

— M. Jusseraud , ancien représentant , président du comice agricole de Riom , adresse des remerciements à la Société de sa nomination comme membre correspondant. Il donne l'assurance de son zèle et promet *son concours dans tous les cas où les intérêts agricoles de nos départements du centre pourraient être mis en jeu.*

— M. Brun , notaire à St-Chély d'Apcher ; M. de Nogaret , propriétaire au château d'Ayres. et M. le baron de Roquedols , adressent également des remerciements de leur nomination comme membres titulaires.

Chaulage des terres granitiques.

La correspondance agricole du mois d'août , dit M. le Président , contient entr'autres publications intéressantes pour nous le n^o 4 (tome VII) de *l'agriculteur du centre* , Bulletin de la *Société d'agr. etc. de la H.-Vienne*. La Haute-Vienne est un pays généralement granitique et où la culture fait des progrès dont l'exemple pourrait souvent être mis à profit par les cultivateurs de notre montagne. Par ce motif , dit M. le Président , nous avons vu avec plaisir la Société d'agriculture de la Haute-Vienne renouer des relations avec nous. Le n^o que nous recevons aujourd'hui contient l'analyse d'un rapport de M. Arsène d'Aubin (décembre 1855) sur la

visite de divers cantons de l'arrondissement de Bellac, ou le chaulage des terres, l'introduction des plantes sarclées, le remplacement de la jachère par l'assolement de Norfolk qui dure 8 ans, l'emploi du trèfle avec la chaux et celui des instruments aratoires ont renouvelé la face du pays.

Voici un assolement adopté avec succès sur des terres très-légères chaulées :

1^{re} année. Carottes, raves, pommes de terre. Très-bonne fumure.

2^o année. Avoine avec trèfle.

3^o année. Trèfle.

4^o année. Froment ou colza.

Nous ne parlons pas des effets si remarquables que l'on obtient de l'emploi du noir animal sur les défrichements de bruyères. L'exemple du limousin n'a guère d'applications possibles à cet égard dans notre pays.

Le chaulage des terres granitiques au contraire est une question que nous voudrions pouvoir étudier et suivre dans tous ses développements pratiques et nous espérons que *l'Agriculteur du centre* nous le permettra. Nous voyons par quelques faits particuliers, cités dans le n^o qui nous occupe, que l'on emploie 60 hectolitres de chaux à l'hectare. Voici un exemple entr'autres :

• Toutes les terres chaulées sont soumises à l'assolement quadriennal :

1^{re} année. — Légumes.

2^o année. — Avoine et trèfle sur une moitié de la sole, en sorte que le trèfle ne revient que tous les huit ans.

3^o année. — Trèfle sur une moitié de la sole.

4^o année. — Froment.

La chaux fait réussir les plantes fourragères et légumineuses : partant, nourriture à l'étable pendant 10 mois de l'année et pour conséquence, abondance de fumiers.

L'importance du chaulage dans les terres granitiques est très-sentie par la Société d'agriculture de la Haute-Vienne. Dans la séance du 23 mai dernier elle a formulé le vœu suivant :

Les résultats (de nombreux essais d'amendements calcaires) ont été partout excellents. Mais le prix de revient de ce précieux amendement est trop élevé.... La chaux propre à l'agriculture vaut en ce moment à Limoges, 3 fr. les 100 kilogrammes.

La Société décide de prier M. le Préfet de vouloir bien se rendre son interprète auprès du Ministre de l'agriculture, afin que par son influence auprès de la compagnie du chemin de fer d'Orléans, il obtienne que le prix du transport de la chaux de Châteauroux à Limoges soit tarifié à 3 centimes par tonne et par kilomètre.

Formation des gazons et des pelouses.

Le n° de juillet dernier de la *Société impériale d'horticulture* a publié l'article suivant extrait de l'*Allgemeine Gartenzeitung*.

Lorsqu'on veut avoir un beau gazon sur une terre moyenne (terre franche sableuse, ou sable argileux), on doit bien ameubler par de bons labours à l'automne et semer ensuite au printemps du Raygrass d'Italie sans mélange ; à raison de 500 grammes pour 12 mètres carrés. Avant d'ensemencer on unit le sol, on y passe le rouleau. On couvre la semence au râteau ; si la terre est plutôt légère que forte, on mêle au raygrass environ 90 grammes d'avoine. Après chaque coupe du gazon on passe le rouleau, ce qui ajoute beaucoup à sa beauté.

Si l'on ne veut avoir à renouveler le gazon chaque année, on doit faire choix d'autres graminées. Le raygrass vivace devient alors la base des mélanges. Lawson en compte dix dont l'emploi diffère beaucoup. Les variétés à feuilles fines

(*Lolium perenne* Tenue) est la plus avantageuse et celle qui souffre le moins des gelées de l'hiver. On peut y mêler les *paturins* ou *poa trivialis* et *pratensis* ; les *agrostis* ; quelques fétuques. L'auteur conseille les mélanges suivants :

1° En terre franche sableuse ou sable argileux :

5 parties de *Lolium perenne* tenue.

1 de *Poa pratensis*.

1 d'*Agrostis stolonifera*.

1 de *Festuca pratensis*.

2° En terre un peu plus légère :

3 parties *Lolium perenne* Tenue.

2 *Poa trivialis*.

1 d'*Agrostis stolonifera*.

2 de *Festuca hétérophylla*.

La condition fondamentale pour les mélanges c'est qu'ils soient aussi homogènes que possible.

Le mélange qui convient le mieux aux endroits à moitié ombragés qui se trouvent sous la tête des grands arbres est formé de *Milium effusum*, de *Festuca rubra*, d'*Agrostis vulgaris*, et de *Trifolium repens*.

Alimentation du bétail dans le département du Nord.

Voici, d'après M. de Gasparin, la nourriture quotidienne d'un animal moyen, dans l'exploitation renommée de M. De Crombecque, à Lens.

Cheval.

2 kil. Tourteaux mélangés au prix moyen de 18	fr.	c.
fr. les 100 kil.	0	36
14 litres d'avoine à 11 fr. l'hectolitre.....	1	54
2 kil. foin à 5 fr. les 100 kil.	0	10
3 kil. paille à 2 fr. les 100 kil.	0	06
Total de la valeur en argent.....	2	06

Bœufs et Vaches.

4 kil. Tourteaux mélangés.....	0	72
4 kil. foin.....	0	20
6 kil. paille.....	0	12
18 kil. pulpe de betterave à 1 fr. les 100 kil.....	0	18
Total de la valeur en argent.....	1	22

Moutons.

3½ kil. Tourteaux.....	0	13
3½ kil. Foin.....	0	07
1½ kil. Paille.....	0	02
2½ kil. Pulpe.....	0	03
Total de la valeur en argent.....	0	25

Il résulte de ces tableaux , dit M. de Gasparin , que M. De Crombecque a trouvé le moyen de donner à ses bêtes bovines une nourriture à peu près double de celle qui conviendrait à leur poids , à un prix moitié moindre que si elles consommaient du foin et de leur faire constamment assimiler cette nourriture si riche par l'appât qu'il lui donne et qui la rend éminemment propre au goût et à l'estomac des animaux : c'est l'art de la cuisine appliqué au bétail. »

HISTOIRE.

*Anciennes Relations entre la noblesse du Rouergue
et celle du Gévaudan.*

M. le Président présente à la Société, de la part de M. De Barrau , leur auteur , les deux premiers volumes d'un ouvrage intitulé : *Documents historiques et généalogiques sur les familles et les hommes illustres du Rouergue.*

Ces deux volumes ont été publiés à Rodez en 1853 et 1854, et contiennent de longues et laborieuses recherches sur l'organisation féodale et sur la noblesse de la province de Rouergue:

• Nous sommes de l'avis de M. De Barrau , dit M. le Président, lorsqu'il avance que le moment est venu d'écrire l'histoire de la noblesse , aujourd'hui qu'elle n'est plus rien , sinon une question d'étiquette. Nous reconnaissons qu'elle avait sa raison d'être alors qu'à défaut d'une meilleure organisation sociale elle constituait une classe de personnes chargées spécialement du service militaire et de la défense du territoire ; alors qu'exerçant en outre des fonctions judiciaires et administratives elle réunissait en elle toutes les parties essentielles de l'autorité publique.

« La noblesse du Gévaudan et la noblesse du Rouergue ont à cet égard rempli leur tâche aussi dignement que le reste de la noblesse française. Les noms des d'Arpajon , d'Armagnac , de Calmont-d'Olt , de Landorre , de Caumont-Laforce , de Caylus , d'Estaing , de Panat , de Roquefeuil , de Vesins , de Morlhon , de Bonald , d'Izarn de Freyssinet , de Valady , de Solages , de Sévérac , de Lapanouse , de Saunhac , de Buisson de Bournazel , de Balaguier , de Faramond , de Balsac , de Bessuèjols-Roquelaure , de Cruzy de Marcillac , de Castelmarty , de Castelpers , de Bérenguier , de Moret , de Montarnal , de Gozon , de Montcalm , de Mostuéjols etc. ; tous ces noms, disons-nous, représentent la face brillante de l'histoire de l'ancien Rouergue.

« De pareilles recherches sur un pays si voisin du nôtre ne pouvaient manquer d'offrir un certain intérêt pour notre propre histoire. Nous allons énumérer rapidement les points qui nous ont paru particulièrement dignes d'attention.

• On connaît les efforts que l'abbé Prouzet a faits dans son 2^e *essai* (v. p. 335 et suiv.) pour prouver que la maison de campagne de Tonance-Ferreol , le *Trevidon* dont parle Sidoine Apollinaire , était située dans le pays des Gabales , à *St-Laurent de Trèves*, et non à l'extrémité du Larzac , dans le pays des Ruthènes , à Trèves , dans la vallée du Trévezels.

M. de Barrau paraît ignorer ou ne tenir aucun compte de ces efforts, et il ajoute quelques renseignements qui sembleraient rattacher la descendance de Ferréol, au pays des Ruthenes plutôt qu'à celui des Gabales.

« Tonance Ferréol, dit-il, eût entr'autres fils Roricus, évêque d'Uzez, de 505 à 537, et pour petit-fils : Déotaire, évêque d'Arisitum, petit diocèse formé à cette époque sur le Larzac ; Firmin, évêque d'Uzez ; St-Aigulfe, évêque de Metz et Ansbert, né en 501, qui alla demeurer à Metz et se dévoua à la cause des rois d'Austrasie. Ansbert fut père de Mundéric, évêque d'Arisitum, après son oncle Déotaire, en 572 ; de St-Ferréol, évêque d'Uzez ; de Tarsicie, morte à Rodelle, près Rodez et dont la mémoire comme sainte est encore célèbre dans le pays. »

Arrivant à l'histoire particulière des comtes héréditaires du Rouergue, qu'il fait remonter à Fulcoald, commissaire (Missus Dominicus) de Louis le Débonnaire vers 837, M. de Barrau mentionne comme 6^e comte Ermengaud, comte de Rouergue, en 919 « qui fut, dit-il, investi en 932, du comté du Gévaudan que lui céda le roi Raoul. Cet Ermengaud eût 3 fils :

- 1^o Raymond II, comte de Rouergue, prince d'Aquitaine, marquis de Gothie, comte de Querey et d'Albigeois ;
- 2^o Hugues, comte de Querey, par indivis avec Raymond et auteur des vicomtes de Comborn ;
- 3^o Etienne premier, comte de Gévaudan en 951, décédé avant 975. Il avait épousé Adélaïde d'Anjou, fille de Foulques II, comte d'Anjou, dont il eut postérité.

Le 9^e comte de Rouergue, Hugues marquis de Gothie, en 1033, serait devenu de nouveau comte de Gévaudan après la mort de son parent Etienne II, sans postérité.

Après Hugues, sa fille Berthe aurait été comtesse de Rouergue et Gévaudan, jusqu'à sa mort en 1066. Sa succession donna lieu à des guerres qui agitèrent le pays jusqu'en 1679.

L'histoire des vicomtes de Millau, qui vient après celle des comtes de Rouergue offre aussi quelques points qui nous touchent. Ces vicomtes furent en même temps vicomtes de Gévaudan, de Carlat, de Lodève etc. Le second d'entr'eux nommé Bérenger, qui vivait en l'an 1000, avait un frère qui était vicomte de Gévaudan et se nommait Bernard. Ce Bernard eut deux fils Rigaud et Etienne qui furent successivement vicomtes de Gévaudan : le dernier vivait en 1209 et mourut sans postérité. La vicomté revint alors à la branche aînée de sa famille, c'est-à-dire aux vicomtes de Millau.

« La vicomté de Gévaudan, dit M. de Barrau, se composait de Grèzes qui en était le chef-lieu, Maruejols, la Canourgue, Chirac, le Monastier, Montrodat, *Baldassé*, le *Génébrier*, Nogaret, Montferrand, le fief de Canilhac et ses dépendances, la moitié de Montjezieu et le quart du fief de Peyre. »

L'un de ces vicomtes, Gilbert, mourut en 1108 ne laissant que deux filles dont l'aînée *Douce*, épousa en 1112 Raymond Bérenger d'Aragon, comte de Barcelone. C'est ainsi que la vicomté de Gévaudan passa aux rois d'Aragon, qui cédèrent ensuite au roi St-Louis, en 1258, l'héritage des vicomtes de Millau. Plus loin (p. 130) M. de Barrau dit que la vicomté de Gévaudan fut cédée au roi en 1265, par la maison de Mercœur, qui la possédait depuis 1227. Mercœur était la première baronnie de Gévaudan.

L'histoire des comtes de Rodez, depuis Richard, fils du vicomte de Millau, qui acheta ce comté d'Alfonse Jourdain, comte de Rouergue et de Toulouse, en 1112, jusqu'à Cécile de Rodez, sa dernière héritière, qui le laissa en 1312, à Jean d'Armagnac son fils, n'offre aucun trait qui intéresse le Gévaudan. Il en est de même sous la domination de cette fière maison d'Armagnac, qui finit si misérablement et dont le dernier chef laissa, en 1497, son héritage au duc d'Alençon, duquel il vint aux d'Albret et à Henri IV, qui réunit à la cou-

ronne en 1589 le comté de Rodez et tous les biens de la maison d'Armagnac. Nous notons seulement que Jean II, comte d'Armagnac, de Rodez etc., eut un fils naturel, nommé Jean, qui fut patriarche d'Alexandrie, évêque de Mende en 1387, archevêque d'Auch en 1391, enfin cardinal et qui mourut en 1409.

Le vaste plateau calcaire borné de 3 côtés par les profondes vallées du Tarn, de la Jonte et de la Dourbie, qu'on nomme le Causse Noir et qui se continue à l'Est avec les Cevennes, était le domaine des vicomtes de Creysse, dont le plus ancien s'appelait Raymond d'Anduse-Roquefeuil, seigneur de Meyrueis; la baronnie de Meyrueis resta attachée à la vicomté de Creysse, passa avec elle aux d'Armagnac, aux d'Alençon, aux d'Albret et à la couronne de France. La baronnie de Meyrueis avait sa circonscription dans les départements de la Lozère et du Gard.

Nous trouvons la maison d'Arpajon, la plus grande du Rouergue après celle des comtes, alliée au 13^e siècle avec les Cénaret de Gévaudan, au 15^e avec les Nogaret seigneurs de Trelans, plus tard encore avec les barons du Tournel. Gui d'Arpajon, vicomte de Lautrec etc., vers 1450, prenait entr'autres titres celui de seigneur de St-Chély-du-Tarn, qui était porté aussi par David d'Arpajon, fils du baron de Sévérac, à la fin du 16^e siècle.

L'un des plus connus de cette race Louis d'Arpajon, vicomte, puis duc d'Arpajon, marquis de Sévérac, avait à ce qu'il paraît des relations étroites en Gévaudan. Il était maréchal de camp en 1632, à l'époque de la révolte du duc d'Orléans contre Louis XIII. Le duc de Montmorency lui écrivit pour l'engager à suivre le parti du premier prince du sang. « Le marquis, dit M. de Barrau, alla consulter un M. Vors, de Massogro, en Gévaudan, dans le bon sens duquel il avait une extrême confiance. Celui-ci homme très-réfléchi lui

répondit : « Je ne vous conseille pas. C'est une guerre entre deux frères. Les frères se rapprocheront et les partisans du révolté seront immolés. » La suite le prouva puisque le duc de Montmorency y laissa la tête. Louis d'Arpajon suivit le conseil de M. Vors et ne bougea pas. C'est ce même Louis d'Arpajon qui, d'après la tradition, fit conduire sa femme Gloriande de Themines sur les bords de l'Aveyron et lui fit ouvrir les quatre veines pour la punir d'avoir oublié ses devoirs conjugaux pendant qu'il était à la guerre.

Le château fort de Sévérac, près des sources de l'Aveyron et les frontières du Gévaudan, fut le berceau d'une illustre race de chevalerie et de haut baronnage, qui passait aux états après les d'Arpajon et de Landorre.

Cette maison exerçait des droits en Gévaudan. Dans le contrat de mariage de Plaz de Sévérac, fille de Raymond de Sévérac, en 1147 on voit que le père donne à la fiancée *tout ce qu'il a au Tessonieu, dans l'église ou le lieu de la Capelle etc.*

Gui III de Sévérac (1189) avait épousé Béatrix, héritière de la maison Gévaudanaise de Canilhac. Irvoine son unique héritière réunit ainsi les biens des deux familles et épousa Déodat de Caylus qui a continué ainsi la maison de Sévérac. Irvoine testa en 1220 ; elle donne à son fils cadet Deodat ou Deusde l'héritage de sa mère : « *Dausde mo fils fas e establisce here del castel de Canilhac e de tots sos pertenemens e en tota la terra que fo de ma maire.* »

Ainsi il résulte de cet acte que les anciens barons de Canilhac s'étaient éteints et qu'ils furent continués au commencement du 13^e siècle par la famille de Caylus, qui continuait déjà les anciens seigneurs de Sévérac. Aussi à partir de cette époque nous trouvons divers hommages rendus aux évêques de Mende, celui par exemple qu'on lit dans l'*histoire du Languedoc*, rendu en 1224, par Gui de Sévérac, *fils du seigneur de Castluron* (Castlus ou Caylus) *et d'une*

comtesse de Rodez ; cet hommage était dû pour les châteaux de Lévejac ou Loubejac , de Dolan et du Roucoux ; il fut rendu dans l'église de la Canourgue.

Les deux branches de Caylus (dont l'une avait hérité de Séverac et l'autre de Canillac , s'allièrent entr'elles au 14^e siècle. Gui VII , baron de Séverac épousa Delphine de Canillac, fille de Marquès , seigneur de Canillac , et Gui VIII, son fils , transigea en 1359 après la mort de sa mère et de Marquès , son aïeul , pour sa part de la succession maternelle et il en eut les terres de Chaudesaigues , de Ferrières et de Moriès , pour lesquelles il fit hommage à Astorg de Peyre , le 27 mars 1360.

D'après M. de Barrau la baronnie de Séverac , qui fut plus tard érigée en marquisat , et puis chef-lieu du duché pairie d'Arpajon , avait en Gévaudan , outre le Roucoux et le bailage de Lévejac , les paroisses d'Inos , de St-Georges de Dolan , de Saint-Prejet des Vignes et partie de celle de Barassac.

Après les seigneurs de Séverac viennent les seigneurs d'Estaing que nous voyons aux 14^e et 15^e siècle , alliés à la maison de Peyre. C'est de l'une de ces alliances , celle de Guillaume III d'Estaing avec Esmengarde, fille d'Astorg , baron de Peyre que naquit le célèbre Pierre d'Estaing , qui fut évêque de St-Flour , archevêque de Bourges , cardinal sous le pontificat d'Urbain V et qui mourut en 1387 , après avoir rendu d'éminents services à l'Eglise.

La famille de Caylus , dont le château dominait la ville de St-Affrique a cela de particulier d'avoir relevé et perpétué 4 grandes races de barons du midi , les Séverac , les Canillac , les Clermont-Lodève et les Castelnau-Bretenoux.

A l'histoire de cette maison , M. de Barrau rattache celle de la maison de Tubières , originaire de St-Rome du Tarn , et qui nous intéresse par ses liens avec la famille du pape

Urbain V. Voici ce qu'en dit M. de Barrau : « Amalric de Tubières, seigneur de St-Rome et d'Auriac, transigea en 1517 avec Ferlaine de Grimoard. Il avait épousé vers 1475 Delphine de Gozon, fille unique de Jean de Gozon et de Marguerite de Grimoard, dame de Verfeil et de Grisac. Amalric de Tubières ajouta dès-lors à son nom celui de Grimoard, auquel il était appelé par le testament du cardinal d'Albane, oncle ou frère du pape Urbain V, de la maison du Roure. »

De ce mariage, naquit Pierre de Tubières, baron de Verfeil de Grisac, seigneur de St-Rome et d'Auriac, qui l'obtint de Louis XII en 1504, en considération de ses services, la confirmation des privilèges dont jouissaient les habitants de Verfeil et de Grisac. Il avait épousé Catherine, dame de Capluc, dont le château, selon M. de Barrau, couronnait un énorme rocher sur la rive gauche du Tarn, vis à vis de Mostuéjols, en Gévaudan.

Sur la montagne volcanique dite de Calmont, qui domine Espalion, se voient encore les ruines du vieux château qui réunissait à la seigneurie de la ville celles de St-Come, Flaujac, Biounac, Castelnau, Mandailles, Ceyrac et qui était possédé par les barons de *Calmont d'Olt*. L'un de ces barons Bejon IV, après avoir été le bienfaiteur de l'Hôpital d'Aubrac, donna des coutumes aux habitants d'Espalion en 1266. Ce fut par l'arbitrage d'Astorg, seigneur de Peyre, de Godefroy et Raymon de Calmont, chanoines l'un de Mende, l'autre de Rodez que les habitants obtinrent ces privilèges.

Le château fort de Calmont d'Olt fut pris le 9 août 1624, par les troupes du comte Christophe d'Apcher, qui était en discussion d'intérêt avec les Calmont. C'est un des seigneurs de cette race qui a été l'occasion de la charmante ballade patoise que le baron Taylor a recueillie et traduite

dans son *Voyage pittoresque* dans l'ancienne France.
Nous ne résistons pas au plaisir de la citer ici dans l'idiôme
du pays :

Aquel pas es lou pas del Soucy
Sapias ou , jouinos filletos ,
A la Bierjo diguès mercy
Et jomai n'y passas souletos.

Un jour lou baro de Colmoun
Diguèt à la jouin'Adalisso :
En très jours vendrai d'Espalioun
Gardo-t'en bien la souvenenso
Saras al pas de las amous ,
La te farai milo poutous ;
Un carcan d'or mettrai su to couletto ,
Rappelo-t'en amourousetto.

Fouguét al pas de las amous
Aquello tan jouin'Adalisso ,
Mais re noun venguèt d'Espalioun
Si nou la vieillo courredisso
Que diguèt : lou Mons de Colmoun
Aro n'es pas pus d'aquest moun ,
T'en podes pla torna souletto.
Et moris nost'Amourousetto.

Aquel pas es lou pas del Soucy etc.

Les Roquefeuil, autre grande maison du midi, dont le
château patronymique était situé au diocèse d'Alais et confi-
nait au Gévaudan, avaient en Rouergue Nant, St-Jean du-
Brueil, Saucières et le fort château d'Atgues. Ils firent plu-
sieurs alliances avec les Tournel et les Peyre. Ils se quali-
fiaient de *Comtors* de Nant.

Ce titre de *comtor* que nous voyons figurer dans le XI^e siècle et qui était porté en Gévaudan par le seigneur de Montferrand , signifiait un vassal immédiat du comte , inférieur au vicomte , mais supérieur à tous les autres seigneurs. Dom Vaissette en conclut qu'on doit mettre le *comtorat* au rang des fiefs de dignité M. de Barrau emprunte à l'auteur des mémoires de la marquise de Crequi , l'explication suivante de cette dénomination particulière au midi de la France. Plusieurs seigneuries avaient le titre de *comptories* parce que la charge et la dignité d'argentier féodal et grand trésorier héréditaire de la noblesse aux états généraux de la province était attachée à leur possession.

St-Laurent de Rive-d'Olt avec Estables et Bonneterre formaient autrefois un grand fief du Rouergue , qui faisait partie de la terre de Canilhac , l'une des 9 baronies du Gévaudan. Cette baronie comprenait en Gévaudan , dit M. de Barrau , Canillac , Banassac , Miège-Rivière , les Clergues , La Ferrière , Malvin , St-Germain du Teil , Moriès et les châteaux de Montjézieu et de Combret. Les seigneurs faisaient dès les temps les plus anciens leur résidence au château de St-Laurent. La baronie a été possédée successivement par plusieurs familles. Diverses chartes des années 1058 , 1060 et 1075 nomment des seigneurs de Canillac comme bienfaiteurs de l'abbaye de St-Victor de Marseille , et fondateurs du prieuré du Rosier , en Gévaudan. Mais on a vu comment cette première famille se fondit dans celle des barons de Sévérac , par un mariage , et comment Irdoine , héritière de Sévérac , porta aux Caylus le nom et les armes de Canillac vers le milieu du 13^e siècle. C'est de cette seconde tige que sortirent Guillaume de Canillac , père du célèbre cardinal Raymond de Canillac , archevêque de Toulouse en 1343 et qui tint un grand rôle sous les papes Clément VI, Innocent VI et Urbain V.

Le frère de Raymond, nommé Marquis, eût pour fille Guérine qui épousa en 1345 Guillaume Rogier de Beaufort, frère du pape Clément VI, auquel elle porta les biens de sa maison. De ce mariage naquit le marquis de Beaufort, vicomte de la Mothe, auteur de la branche de Beaufort Canillac, d'Alais, dont le riche apanage est passé en 1511 à la maison auvergnate de Montboissier, par la donation de Jacques de Beaufort, marquis de Canillac à Jacques de Montboissier, son filleul et son petit neveu qui réunit St-Laurent de Rive d'Olt avec tout le marquisat de Canillac, le comté d'Alais etc., à condition de porter les armes et le nom de Beaufort.

La famille d'Isarn de Freyssinet, est du petit nombre des familles d'ancienne chevalerie qui se sont perpétués jusqu'à nos jours. Pierre d'Isarn avait suivi St-Louis dans la 6^e croisade en 1248. Un de ses descendants, Bernardin Isarn de Freyssinet, baron de Valady etc, épousa en 1656 Marie de Loubeyrac, fille de Messire de Loubeyrac, seigneur de Muret et de St-Saturin en Gévaudan, qui eut en dot les terres de St-Laurent-de-Muret et de St-Saturnin et les deux époux fixèrent leur résidence dans ce dernier château occupé jusqu'à nos jours par leurs descendants appauvris. Cette famille a eu d'intimes alliances avec celle de Jurquet, barons de Montjézieu. Le girondin Valady était fils d'une dame issue de Montjézieu et dont les hautes vertus et la sainteté ont été récemment l'objet d'un opuscule publié par Monseigneur Foulquier, évêque de Mende, sous ce titre : *Brigite de Valady ou le modèle des femmes chrétiennes*.

Voici ce que M. de Barrau dit de Montjézieu : Ce château faisait partie de la terre de Canillac et appartenait au 13^e siècle à la maison de la Roque.

La famille de Jurquet qui le posséda plus tard a eu des alliances avec les Mostuéjols, de Moret, de la Vernhe, de Faramond, de Curières et d'Isarn Valady.

Arrivant à parler de la famille de Grolée Viriville, M. de Barrau mentionne Antoine de Grolée, seigneur de Montbreton en Vivarais, qui épousa Marguerite de Solages, dame de Tholet, fille et héritière de François, baron de Tholet en Rouergue et de Marguerite de Cardaillac, comtesse de Peyre. C'est de ce mariage que naquit vers 1632, au château de Tholet, César de Grolée, comte de Peyre, premier chambellan de Gaston de France, frère de Louis XIII et qui a laissé dans nos montagnes un renom si cruel et si abhorré.

La maison de Lapanouse, qui tire son nom de la petite ville de Lapanouse de Sévérac, a donné deux évêques de Mende, au 15^e siècle. C'est le premier de ces évêques, Gui, qui fut ensuite archevêque de Damas qui bâtit le château de Loupiac, dans la vallée de Sévérac.

Le château de Pomeyrols, situé sur une colline à pentes abruptes qui domine le Lot, près St-Geniez a été possédé par plusieurs familles dont la dernière héritière Anne de Lestang de Bérail, épousa en 1687 Jean-Baptiste de Roux, seigneur de la Loubière en Gévaudan. De ce mariage naquit Jean Baptiste de Roux, écuyer, baron de Pomeyrols, Caylus, la Loubière, qui testa en 1754 et fit héritier un fils de sa sœur Jean-Baptiste du Pont, seigneur de Ligonnès, en Vivarais.

Au sud de la Guiole, dit M. de Barrau s'élève un mamelon où gisent aujourd'hui quelques humbles masures et qui était autrefois surmonté d'un château féodal, dont les hautes tours dominaient toute la contrée : c'était le château de Montpeyroux. Les seigneurs de ce manoir se glorifiaient d'avoir fourni des combattants à la première croisade. Ils eurent des possessions en Gévaudan. En 1397 Gui de Montpeyroux épousa Amorse de Mérulh (peut-être Miral), fille de Ramond de *Monte Meruli*, chevalier, seigneur de Chazals, au diocèse de Mende et d'Ayglenc de la Garde. Ses successeurs

auraient possédé les terres de la *Servayrette*, Bellamy, Roche-Redonde et Cazaus ou Cazals, que M. de Barrau appelle les *Terres de Gévaudan*. Guillot de Montpeyroux, aurait acquis en 1544 de Gui d'Apcher, la baronie de la Garde, en Gévaudan.

Parmi les familles de Rouergue qui ont pris racine en Gévaudan, M. de Barrau cite celle de Faramont ou Framont, originaire de Salmiech, où elle avait un manoir appelé la *Faramondie*. C'est vers le milieu du 17^e siècle que Georges de Framond, sieur de Grèzes et fils de François, seigneur du Bosc, s'établit en Gévaudan.

La maison des seigneurs de Bessuéjols et de Gabriac a aussi des rapports avec notre pays. Bernardin de Bessuéjols, par son mariage, en 1592, avec Isabeau de Roquelaure, devint seigneur de Roquelaure et Montchanson, et plus tard le 23 avril 1717 Emmanuel de Bessuejols de Roquelaure, marquis de Roquelaure, baron de Montchauson, Tholet, Ceyrac, Gabriac etc., capitaine au régiment d'infanterie de Gondrin, acheta de noble Pierre de Bonniol, baron de St-Chély, écuyer du duc d'Orléans, au prix de 45,900 fr. La baronie d'Apcher, l'une des 8 qui donnaient le droit d'entrée par tour aux états du Languedoc et le 3 février 1719 il fit du même seigneur l'acquisition de la terre et seigneurie de St-Chély d'Apcher pour la somme de 74,000 fr.

Le même Emmanuel de Bessuejols de Roquelaure, épousa à Mende, le 24 février 1714, Jeanne-Marie de Baglion de la Salle, nièce de l'évêque de Mende et mère de Mathieu de Bessuéjols Roquelaure, qui s'intitulait comte de Roquelaure, baron d'Apcher et de St Chély, baron annuel aux états du Languedoc, baron de tour de Gévaudan aux mêmes états, bailli d'épée du Gévaudan.

Un frère de ce seigneur nommé Jean Arnaud , fut prieur de Salmon et plus tard évêque de Senlis et premier aumônier du Roi.

Les derniers débris de la seigneurie de St-Chély sont encore possédés par la comtesse douairière de Roquelaure , qui vit à Toulouse et est veuve d'Etienne de Bessuéjols Roquelaure , qui l'avait épousée pendant l'émigration et n'en a pas eu d'enfants.

Le vieux château de Roquelaure , flanqué de 4 tours , s'élève encore sur un des points culminants de la chaîne volcanique qui horde la vallée du Lot , en face de St-Come. Plusieurs gentilhommes du nom de Roquelaure auraient été seigneurs en Gévaudan. M. de Barrau cite Amblard de Roquelaure , seigneur de Villeneuve , comme fils d'Isabeau de Villeneuve en Gévaudan, mariée en 1480. Ce même Amblard fit hommage en 1535 des biens qu'il possédait relevant des barons de Mercœur à cause de leurs chatellenies de Ruines et Corbières. Son fils s'appelait seigneur de Villeneuve, Pompiagne, Laval etc. Il avait acquis la justice de Pompignac et fut bailli et capitaine de Marvejols, en 1562.

La famille de Cruzy de Marcillac , dit M. de Barrau , a eu des officiers généraux , des commandants de Malte et un évêque de Mende , qui en 1632 se jeta dans la Canourgue suivi de 100 gentilhomme et de 400 chevaux et fit avorter les projets de révolte de Gaston d'Orléans qui voulait s'en emparer.

M. de Barrau distingue trois familles du nom de Nogaret : 1^o celle des Nogaret de la Valette, annoblie en 1372 par Charles V et dont les descendants furent ducs de la Valette et d'Epéron ; 2^o celle de Nogaret de Trellans , connue , dit-il , dès le commencement du 14^e siècle ; 3^o une famille de Nogaret de St-Laurent de Rive d'Olt , originaire de la Canourgue. Les Nogaret de Trellans qui avaient leurs tombeaux

dans l'église de Chanac, étaient seigneurs de la Bastide Teulat, de Cruejous et du Caylaret en Rouergue.

Le Rouergue est le pays originaire d'une famille qui tirait son nom du lieu de Moret où elle a long-temps possédé un château appelé *Castel Vielh ou la Calmette* et qui avant de s'allier aux barons de Peyre et les continuer en Gévaudan résidaient au château de Pagas, près Aubin ou à Montarnal, sur le Lot. Les Moret qui restèrent en Rouergue s'allièrent encore plus tard avec ceux qui étaient devenus barons du Gévaudan. Marguerite de Solages, dame de Tholet, avait apporté, comme il a été dit, à Antoine de Grolée, la terre de Peyre, du chef de sa mère, dont elle avait hérité. Les autres enfants mâles de Marguerite et d'Antoine n'ayant pas eu de postérité, cette branche de Grolée s'éteignit, pour ainsi dire à sa naissance et ses grands biens passèrent, avec le titre de comtes de Peyre aux enfants de Henri Victor de Moret, seigneur baron de Montarnal, Pagas, etc., qui avait épousé, en 1662, Marguerite Victoire, fille d'Antoine de Grolée et de Marguerite de Solages.

Le fils unique de Marguerite Victoire, Claude Antoine de Moret s'intitulait : *marquis de Montpezat, baron de Montarnal, de Pagas, de Viellevie, de Peyre, d'Anglars, etc.*, seigneur de Montrodât et dans son testament qui est de 1732 il se qualifie *premier gentilhomme de Gévaudan*.

Joseph Henri, son fils, fut institué héritier universel de Peyre, par testament de César de Grolée Viriville, son oncle, du 18 avril 1718. Il laissa ses biens à son frère aîné Aymar Henri de Moret, dont nous voyons le fils unique Jean Henri de Moret, né en 1737, s'intituler : *comte de Peyre, baron Marchastel et de Montrodât*; seigneur de Génébrier et de Baldassé, en Gévaudan; marquis de Montarnal et de Pagas; seigneur de Stagnac etc., en Rouergue; de Buzet et de Saigne, en Vivarais; Montbreton et de Chanal, en Dauphiné;

baron d'Andos et de Salis , en Béarn ; grand bailli de Gévaudan ; seigneur et gouverneur de Maruéjols ; gouverneur, lieutenant et grand sénéchal du Bourbonnais , etc.

Les Montcalm , autre maison originaire de Rouergue , ont eu des relations avec le Gévaudan. Judith de Valat , fille de Louis de Valat , seigneur de Roquetaillade , maréchal de camp tué en Catalogne en 1646 et de Louise de Gabriac , apporta en dot , en 1662 , à son époux , Jean-Louis de Montcalm , la baronnie de Gabriac en Gévaudan , avec les terres de Saint-Martin de Camcelade , St-Julien d'Arpaon , Beasse , partie du Pompidou , etc.

Le 2^e volume de M. de Barrau qui sera suivi de 2 autres , se termine par un article consacré à la famille de Mostuéjols qui a pris part aux croisades et qui vit encore dans le château de ses ancêtres , sur la rive droite du Tarn , à peu de distance de nos frontières. Le premier acte qui fait connaître cette famille est de 1075 et se rapporte à la fondation du prieuré du Rozier , de concert avec les seigneurs de Canillac , Hugues , seigneur d'Apcher et Bernard de Peyreleau

Pierre III de Mostuéjols acquit le mas de Franquiran , paroisse du Rozier , en 1288. Un de ses fils , Guillaume , s'empara de vive force du château de Capluc. Les détails de cette entreprise sont consignés dans une plainte au bailly et lieutenant du baillage du comté de Gévaudan , par laquelle on apprend que pendant l'occupation de ce château Guillaume de Mostuéjols y avait exercé plusieurs actes de justice. La garde , après de longs débats , en resta aux Mostuéjols. Gui , successeur de Guillaume , portait en outre le titre de seigneur de Vebron , Montbrun etc. D'autres ont porté le titre de seigneur de St-Georges de Lévejac , d'Inos , de Castelbouc.

« La famille de Mostuéjols , dit M. de Barrau , possédait dans le Gévaudan les terres suivantes : Vords , sur les hauteurs au-dessus de Liaucous , Franquiran , Coadaze , Vebron ,

Montbrun, Castelbouc, Roquevieille, St-Georges-de-Lévejac et Lévejac.

Chateaubriand a compté trois âges successifs à notre ancienne féodalité, dont il était lui-même un des enfants glorieux : l'âge des supériorités, celui des privilèges et celui des vanités, au terme duquel elle s'est éteinte. Aujourd'hui qu'il ne reste plus rien à cet égard dans notre pays, qu'une sorte d'écho sonore, dont le bruit est surtout recherché par les classes nouvellement enrichies, nous voudrions que les vieux et bons souvenirs de la noblesse française eussent encore une influence utile en restant comme une sorte de tradition permanente de vertu, ou du moins de loyauté et de dignité au sein des familles qui gardent, avec leurs noms, le vrai sang des anciens chevaliers. Malheureusement, il faut le dire, les ouvrages de généalogie sont, la plupart du temps, bien moins des livres d'instruction que des espèces de miroirs trompeurs qui, faisant voir l'histoire et l'humanité sous de fausses couleurs, égarent les esprits vains et leur font oublier la commune origine des hommes et leur fraternité en Dieu. Quoiqu'il en soit, en attendant qu'un travail analogue à celui de M. de Barreau soit exécuté pour notre ancien Gévaudan, nous croyons utile de consigner dans nos bulletins, sans les commenter ni les discuter, les extraits qui précèdent. Puissent-ils provoquer l'entreprise d'une œuvre semblable ! On élèverait ainsi un monument intéressant d'histoire locale, et la Société l'accueillerait avec reconnaissance.

DOCUMENTS

Relatifs au Pape Urbain V et au Gévaudan, qui se trouvent dans les archives de Montpellier.

Note sur les bienfaits d'Urbain V envers cette ville.

Par M. Théophile ROUSSEL, président.

M. le Président dépose sur le bureau 2 vol. in-4° formant les Tomes III et IV des *Mémoires de la Société archéologique de Montpellier*. Il fait observer que M. H. Germain, professeur de la Faculté des Lettres, et M. Thomas, architecte départemental, ont fait presque tous les frais de ces deux volumes. On y trouve, en effet, de M. Germain :

1° Un mémoire sur l'organisation administrative de *Montpellier au moyen âge*.

2° Un mémoire sur les anciennes monnaies seigneuriales de *Melgueil et de Montpellier*.

3° Une étude historique sur les comtes de *Maguelone, de Substantion et de Melgueil*. — Diverses études sur *Maguelone, Villeneuve-lès-Maguelone*; sur une monnaie mahométane attribuée à un *Evêque de Maguelone*.

4° Enfin, un travail étendu sur le *consulat de Cournonterral* et un examen critique des anciens noms de l'île de Corse remplissent le 1^{er} volume à eux seuls.

M. Thomas a inséré dans le 3^e volume un travail intitulé: *Sommaires historiques sur les anciennes archives ecclésiastiques du Diocèse de Montpellier. Une introduction bibliographique à l'histoire générale du Languedoc*. Des notices sur le *Collège de Pezenas*; sur le *Concile d'Agde en 506*; sur un *psautier et un missel manuscrit de Maguelone*.

La première de ces publications de M. Thomas , poursuit M. le Président , nous offrait un intérêt particulier à cause de nos anciennes relations avec Montpellier , à partir du XIV^e siècle et du pontificat d'Urbain V. Aussi nous avons parcouru les *sommaires*, persuadé que nous y trouverions des indications bonnes à recueillir. Nous ne nous trompions pas.

Un 1^{er} document , intéressant pour nous , est mentionné par M. Thomas comme provenant des archives des évêques de Montpellier. C'est un in-4^o de 130 feuillets, comprenant 30 transcriptions d'actes de 1311 à 1421, faites au xv^e siècle et les statuts du *vénérable Collège* des 12 médecins du Gévaudan, fondé par Urbain V. Nous savons que, par ordre du Gouvernement , le conservateur de nos archives a dû envoyer à celles de Montpellier un beau manuscrit sur velin qui correspond parfaitement aux indications données ci-dessus par M. Thomas. Ne s'agirait-il pas de ce manuscrit , que nous n'osons pas regretter du reste, puisque nos archives en possédaient deux exemplaires ? J'ai soumis cette question à notre collègue M. Baldit , ajoute M. le Président , je lui laisse le soin de répondre.

M. Thomas donne ensuite l'indication d'une série de pièces relatives à l'histoire du collège de St-Benoit et St-Germain, la 1^{re} et la plus grande des fondations d'Urbain V à Montpellier, dont nous ferons l'objet d'une communication particulière à la Société, de même que nous l'avons fait, en 1855, du *collège des 12 médecins*.

L'illustre et vertueux frère du Pape Urbain V, le cardinal Anglie de Grimoard , partageait la prédilection de son frère pour Montpellier et avait voulu , comme lui , y laisser un grand souvenir de sa piété et de sa munificence. Dans ce but, il y fonda, en 1368, la *collégiale de St-Ruf*; cette fondation s'est perpétuée jusqu'en 1776 , et n'a dû sa ruine qu'à la suppression de l'ordre de St-Ruf , décrétée par la célèbre

bulle du Pape Clément XIV, du 1^{er} juillet 1771, qui suscita de si vives oppositions de la part du clergé de France. Par une autre bulle de 1773, le Pape, qui avait ordonné l'union des biens des ordres du St-Esprit et de St-Ruf aux ordres de St-Lazare-de-Jérusalem et de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, autorisa les évêques à unir les biens de l'ordre de St-Ruf, qui se trouveraient dans leurs diocèses, soit aux menses épiscopales ou capitulaires, soit aux séminaires ou hôpitaux. Cette nouvelle décision n'obtint pas l'assentiment du clergé, mais le roi l'ayant approuvée, l'évêque de Montpellier, par une décision du 22 septembre 1776, déclara supprimé les *collège, chapitre et maison collégiale de l'ordre et congrégation* des chanoines de St-Ruf, fondés à Montpellier, et tous les titres des bénéfices qui en relevaient; il sécularisa tous les membres dudit ordre et unit tous leurs biens et revenus au séminaire, établi à Montpellier en vertu des lettres patentes de Louis XIV (de juillet 1657).

Voici ce que M. Thomas dit des archives de cette collégiale, fondée par un fils du Gévaudan: « C'est encore, malgré toutes les pertes que les archives de ce chapitre ont faites, le dépôt le plus considérable de nos anciennes Eglises collégiales; car, outre une trentaine de chartes sur parchemin et presque autant de liasses, nous possédons 34 registres divers, provenant du même fonds. Ce collège ayant été supprimé en 1776, il faut, depuis cette époque, pour les propriétés qui en dépendaient, recourir aux archives du Séminaire, auquel les biens de St-Ruf furent unis. La date la plus ancienne que nous présentent ces archives est celle de 1370. On la trouve dans une collection de 20 registres in-fol., dont six sont sur parchemin : *Recognitiones collegii sancti Ruphi Montispessulani* etc., de 1370 à 1747. Un registre de délibérations qui, suivant l'usage, contient aussi des actes divers du Chapitre, s'étend de 1454 à 1470. Les autres actes et instruments

de ce collège, les livres terriers, les usages, les comptes et quelques procès, comprennent, en 12 volumes, les dates 1459-1766. Un inventaire des papiers du collège de St-Ruf fut dressé à la fin du XVII^e siècle. C'est un cahier in-4^o qui montre que nous avons perdu une partie des archives de ce chapitre antérieures à cette époque. Nous regrettons aussi la perte de l'inventaire qui a dû certainement être fait quand les archives de St-Ruf ont été réunies à celles du Séminaire.

Cette courte revue des documents intéressants pour le Gévaudan, que M. Thomas a trouvés aux archives de la préfecture de l'Hérault, m'amène, dit M. le Président, à joindre ici un extrait de pièces que j'ai trouvées moi-même aux *Archives de la Mairie de cette ville*, il y a plus de quinze ans, à une époque où je cherchais, dans les principales archives du midi de la France, la trace des œuvres et des pas de notre compatriote Urbain V. Ces archives m'ont offert surtout des preuves multipliées de la vive affection du pape pour la ville où il avait fait ses études et où il avait brillé d'un grand éclat comme professeur de droit civil. Je cite seulement les pièces suivantes :

Armoire A. Cas. 20. Liasse 4. Indult d'Urbain V exemptant les habitants de Montpellier de comparaitre en justice hors du diocèse de Maguelone, lorsqu'ils seraient cités par lettres apostoliques ou par les légats. Donné à Avignon, 2 janvier, an 1^{er} du pontificat d'Urbain (1362), avec sceau de plomb attaché à l'aide d'un fil de soie jaune et rouge.

L'Armoire F. (Cas. 5. Liasse 5.) contient 17 Bulles d'Urbain V, dont 4 données également le 2 janvier 1362; ce qui montre avec quel empressement Urbain s'occupa de Montpellier, dès son avènement au pontificat. La 1^{re} est une confirmation d'un Bref antérieur qui confirmait lui-même le consulat aux habitants de Montpellier. La 2^{me} est encore

la confirmation d'une Bulle qui interdisait d'excommunier les habitants sans cause juste et raisonnable , et sans que le *Monitoire* n'eût passé. — La 3^{me} est relative à l'abus reproché aux recteurs des paroisses de Montpellier qui , lorsque quelqu'un décédait ab intestat, contraignaient les plus proches héritiers à faire testament et à laisser une portion de l'héritage à l'Eglise. Urbain V le défend et ordonne que les choses soient libres. — La 4^{me} est une défense aux supérieurs des ordres religieux de recevoir chez eux et d'admettre à l'habit de religion les enfants impubères ni les enfants de famille , sans la permission de leurs parents ou tuteurs.

La 5^{me} pièce , qui est datée du 8 janvier (an 2^{me}) est une révélation des mœurs du temps et prouve les bonnes relations du pape avec la ville. On y voit que l'Empereur d'Allemagne, Charles IV, avait envoyé pour certaines affaires un ambassadeur au pape ; mais cet ambassadeur , nommé Burchard de Magdebourg, fut pris en route par des *Routiers*, dépouillé de tout , lui et sa famille, et conduit ensuite au château de Perpignan. Il avait obtenu sa délivrance , mais il avait à craindre d'éprouver encore le même accident en se rendant de Perpignan à Avignon; et c'est dans le but de le faire protéger et conduire sain et sauf jusqu'au Comtat, qu'Urbain V écrivait aux consuls de Montpellier.

La 6^e pièce est une excommunication contre tous les routiers et mauvais garnements qui ravageaient alors le pays du Languedoc, et une indulgence pour tous ceux qui se joindraient aux sénéchaux pour leur courir sus (28 février an 2^e).

La 8^e pièce est une sorte d'adoucissement à certaines rigueurs de la précédente. Le Pape ayant appris que, depuis sa défense formelle de donner aux routiers ni pain , ni vin , ni viande , ni draps , ni chevaux , ni ânes , ni charriots , ni argent etc. , il se rencontrait plusieurs habitants de la ville

prisonniers et qui ne pouvaient se racheter qu'à la condition de donner de l'argent ou tout autre chose, Urbain déclarait que son intention n'était pas de comprendre ces malheureux dans l'excommunication (1^{er} juin an 2^e). D'après une des pièces suivantes, en date du 7 juin, on voit qu'à la suite de l'excommunication donnée au mois de février précédent, et dont la bulle se trouva dans la même liasse, beaucoup d'honnêtes gens s'étaient levés contre les voleurs ; mais un grand nombre ayant marché sans ordre et sans chefs, avaient été mis en déroute à Sauveterre, diocèse de Lomben.

Dans une autre pièce Urbain écrit au duc d'Anjou (fils du roi de France, Jean le Bon) le priant de considérer les habitants de Montpellier comme de bons sujets de la couronne et comme *les particuliers enfants qu'il affectionne*, et de ne pas permettre à ses officiers de les tourmenter et de les écraser d'exactions (7 mai an 3^e).

La pièce onzième prouve qu'Urbain V ne dédaignait pas de s'occuper des plus petites affaires quand il s'agissait de Montpellier, et surtout de la justice, qu'il aima par dessus tout. Le 18 novembre (3^e année) il écrivait aux consuls leur disant d'avoir à donner satisfaction aux plaintes du prieur et des pères Carmes de Montpellier dont on avait démoli le monastère, ce qui était cause que, faute de logement, l'étude y avait cessé depuis 3 ans.

On voit même Urbain V écrire de Rome 3 ans après (5 février an 6^e) aux mêmes consuls pour leur rappeler qu'un bourgeois de la ville, nommé Bernard Franc, n'est tombé en pauvreté que par suite des malheurs qu'il a injustement éprouvés en servant les intérêts de l'église et de sa ville natale. Il les exhorte, en conséquence, à l'aider efficacement à se relever. On trouve deux lettres analogues, l'une du 9 mai (an 7^e) l'autre du 17 avril (an 8^e) l'une et l'autre écrites de

Montefiascone aux consuls de Montpellier en faveur d'un autre bourgeois, Pierre Pelegri.

On voit encore par ces documents que le Pape Urbain V avait donné, de même que le roi de France, son approbation à de curieux règlements somptuaires faits par les consuls de Montpellier. Ces règlements portaient : qu'aucune femme n'aurait le droit de porter des perles ou pierreries, si ce n'est aux bourses et ceintures déjà faites et aux anneaux pour les doigts ; aucune broderie de peau ou drap fin aux habits, ni autour des pieds ; aucuns vêtements, ni *capuces* de drap d'or ou de soie ou de camelot ; ni sur les capuces et habits aucune sorte de boutons dorés ou émaillés ou ouvrés, mais seulement des boutons plats et blancs. Pas de manteaux ouverts par côté, parce que les femmes ainsi vêtues semblaient être des hommes, mais des manteaux ouverts par devant ; pas de houpelandes ; pas de manches pendantes ayant plus de trois doigts de large etc.

Défense aux hommes comme aux femmes de porter au pendant des manches aucune peau ou fourrure d'hermine etc.

Défense aux hommes de porter des habits plus courts que le dessous du genou ; ni aucun habit de soie ; ni aux souliers d'été ou bottines les pointes dites *poulaines*.

Ordre à chacun d'aller suivant son état et la condition de sa famille.

Défense à tous pelissiers, sabotiers, sartres (tailleurs), juponniers, argentiers et autres de fabriquer des ornements et objets de luxe pour les habitants de la ville.

L'Evêque de Maguelone déclarait excommunié tout contrevenant à ces règlements. Le pape les approuvait et ordonnait que tous les clercs étudiants et les personnes ecclésiastiques eussent à se régler fidèlement d'après ces statuts.

L'armoire F. (cas. 7. N° 48.) contient un certificat de Pierre, archevêque d'Arles, trésorier du pape, de plusieurs

paiements faits par les consuls de la ville pour les bâtiments et travaux qu'Urbain V faisait élever et exécuter à Montpellier, (28 janvier 1367.)

Ces pièces, comme on le voit, concernent plutôt Urbain V que le Gévaudan ; mais tout ce qui tient à ce grand pape n'est-il pas intéressant pour nous ? puissent à leur tour les habitants de Montpellier, en compulsant leurs archives et étudiant leur histoire, reconnaître qu'il serait temps pour eux de payer une dette de gratitude en élevant une statue en face de leur cathédrale, qui est la dernière de ses œuvres encore debout, au Pontife illustre qui les aima comme *ses enfants*.

« Urbain V, a dit leur vieil historien Gariel, se plut à faire à Montpellier toute sorte de biens et d'honneurs. » Aux preuves de cette inépuisable bienfaisance que nous venons de donner, à celles que nous avons données précédemment, (*Bulletin* de Mars et Avril 1855) ; les membres de la Société présents à cette séance, et les lecteurs de nos *Bulletins* me pardonneront, ajoute M. le Président, de joindre encore celles qui suivent et qui prouvent que, non content de faire élever la belle église de St-Benoît à St-Germain, qui est aujourd'hui la cathédrale, d'avoir contribué à la réédification du couvent et surtout de l'Eglise des carmes, Urbain ne voulut laisser aucun des établissements religieux de sa ville de prédilection sans une marque spéciale de sa faveur.

« Dans la ville de Montpellier, dit encore Gariel, relut dès ses commencements, l'Eglise que les tableaux des vœux et les tables qui servaient au change et aux marchands de la Loge, ont fait appeler *Notre-Dame-des-Tables*. »

Cette Eglise était célèbre au moyen âge ; les Pèlerins et maintefois parmi eux des princes et des rois, venaient en foule y prier la Vierge, et l'on a fait des livres sur les miracles qui s'y sont accomplis. Urbain V voulut accroître son éclat et la faveur dont elle jouissait parmi les fidèles. Il accorda de

grandes indulgences pour les jours de la nativité, de l'annonciation, de la purification et de l'assomption de la Ste-Vierge, durant les octaves et aux jours anniversaires de la dédicace de l'Eglise.

« Lorsque par une pieuse contemplation, nous nous représentons, disait le pape dans sa Bulle, que Marie est la reine des cieux, et que, triomphante sur le second trône de la gloire éternelle, elle brille et envoie ses rayons salutaires dans le monde, comme l'étoile du matin, et dissipe les ténèbres et la nuit de nos malheurs et de nos misères, quand nous méditons d'un cœur touché d'amour, de respect et de reconnaissance, qu'en qualité de mère de miséricorde et de grâce d'amie de la piété et de la pitié, de consolatrice du genre humain, elle travaille sans cesse auprès du roi qu'elle a enfanté, pour le salut des fidèles qui soupirent sous le pesant fardeau de leur fautes, cela nous doit puissamment obliger à avoir plus de soin de l'honneur et de la fréquentation des Eglises qui sont dédiés sous son nom, et à tâcher d'y attirer les âmes par l'octroi des rémissions et des récompenses copieuses.

Afin d'être mieux secondé dans ses vues, Urbain V confia l'administration du diocèse de Maguelone à un homme qui lui était particulièrement connu, comme ayant été son *trésorier*, et qui était presque son compatriote (1), le nouveau prélat Gaucelin II, installé dans son Evêché par un autre Gévaudanois, jadis Prévot de Maguelone, le cardinal Raymond de Canilhac. Les termes de la Bulle pontificale prouvent combien le pape avait confiance dans son élu. « Les admirables vertus, lui disait-il, dont le distributeur suprême des grâces, a orné votre personne et les services que vous avez rendus, tant dans la charge de trésorier apostolique que dans d'autres emplois confiés à votre habilité, nous portent à vous accorder les faveurs que nous croyons utiles et méritées etc. » En

(1) Il était originaire de Pradelles.

même temps, il affranchit l'Eglise de Maguelone de l'impôt de deux mille florins d'or que cette Eglise payait au pape et à la chambre apostolique.

Déjà précédemment il avait allégé un tribut analogue que les habitants de Montpellier payaient à l'Eglise depuis le pape Honorius III, qui les avait pris (en 1217), sous la protection spéciale du St-Siège: « la Bulle pontificale portait qu'en « signe de cette protection et, *pour marque de perpétuelle* » *dévotion*, les habitants payeraient tous les ans à Paques » *deux marcs d'or d'offande libérale*, *faisant compte de* » *cent Masæmutius pour marc.* »

Les *Masæmutins* ou *Masumétins* ou *Morabotins* étaient, suivant Gariel, dont l'opinion semble partagée par M. Germain, une monnaie d'or d'origine Arabe, et qui, après avoir eu cours dans le midi de la France, y était devenue très rare au 14^{me} siècle. Déjà des difficultés pour le paiement de ce tribut avaient eu lieu. La commune voulait payer en monnaie Melgonienne qui était celle du pays; mais le délégué pontifical s'y refusait, surtout depuis que les rois de France avaient interdit la circulation des monnaies de Melgueil hors du diocèse de Maguelone. Urbain V leva toutes ces difficultés dès la seconde année de son pontificat. Il autorisa les Consuls à payer le tribut soit en florins de Florence, soit en lingots d'or s'ils le préféraient. (1)

Les bienfaits dont on vient de lire l'histoire auraient dû suffire pour immortaliser, dans Montpellier, le nom d'Urbain V; mais le pontife lui en destinait de plus grands encore. « Il avait fait en outre, dit Gariel, le dessein d'une ville nouvelle, »

(1) M. Germain calcule que les deux marcs d'or ou les 200 masæmutius équivalaient alors à 50 livres Tournais, ou à 132 florins d'or de Florence, c'est-à-dire à 1000 ou 1200 fr. d'aujourd'hui, ou à 6000 fr. si l'on multiplie cette valeur intrinsèque par le pouvoir de l'argent à la fin du 13^e siècle.

il voulait d'abord mettre la ville qu'il appelait le plus agréable verger des sciences, à l'abri des ravages de la guerre par une enceinte de murs inexpugnables, et ensuite accroître sa prospérité commerciale en la faisant communiquer avec la mer par un canal.

Les premières fortifications de Montpellier remontaient au commencement du 14^e siècle. En 1304, le roi d'Aragon (Pierre), souverain de la ville, avait permis en son nom et en celui de la reine Marie, sa femme, qu'une enceinte de murs fût élevée sous la direction de douze *probes*. En 1352, par suite d'un conseil général (1) auquel le gouverneur, le recteur *de la part antique*, et quantité des plus considérables de la ville prirent part, on décida de creuser des fossés autour des *barris*, (faubourgs). Ce travail fut commencé immédiatement, et tout le peuple se mit à travailler par échelles et par son rang avec assiduité et plaisir (2). Le zèle était d'autant plus grand que, dans ces temps désastreux, où les corps armés étaient sans frein, toute ville mal défendue pouvait s'attendre au plus grand malheur. Mais malgré ce zèle, Montpellier n'était point en sûreté ; des fossés étaient insuffisants pour garder les faubourgs. Quant à la ville, ses vieux murs n'auraient pu soutenir un siège pressant. Telles furent les considérations qui semblent avoir préoccupé Urbain V, et qui, dès les premières années de son pontificat, le décidèrent à faire dresser et exécuter à ses frais des fortifications nouvelles et capables de mettre pour longtemps à l'abri des calamités de la guerre, une ville si précieuse pour les sciences.

En l'an 1366, les murailles des faubourgs furent commencées, et Gariel rapporte qu'on y travaillait des deux bouts à la fois, de sorte que, lorsqu'Urbain vint à Montpellier à la fin de cette année, il put voir les travaux en pleine activité. « Ces

(1) V. le petit Thalamus en 1352.

(2) Idée de la ville de Montpellier.

belles murailles, du pape notre bienfaiteur, dit le vieux chanoine, s'étendaient de la tour de la *Babote* (proche la porte de la sonnerie), jusqu'à la tour des Carmes, de sorte que si tout avait été achevé à la mort d'Urbain, « si son beau dessin » eût été conservé et poursuivi, le quartier du Pérou et de » Celleneuve serait un des plus beaux et des plus achevés » en toute chose que l'on puisse voir, et cet ouvrage, avec » les autres qui nous restent, ferait vivre toujours triomphante » la mémoire de son auteur, aussi grand architecte qu'habile » en la politique. » Mais les guerres de religion détruisirent ces magnifiques travaux dans la seconde moitié du 16^{me} siècle.

Une œuvre non moins profitable à la ville, et qui était une idée grande et neuve pour le siècle où elle avait été conçue, c'était le canal qui partait du bas de la ville et allait se rendre à l'étang des Lattes qui le faisait communiquer avec la mer ; mais il semble que ce travail fut peu avancé, lorsque la mort frappa le pape et que les fonds ou l'énergie aient manqué pour l'achever. Cependant il en restait encore le tracé au 16^{me} siècle, car c'est en parlant de ce canal que Gariel dit, « que ce » dessin ainsi que toutes les autres magnifiques beautés » nées de l'affection et de la libéralité d'Urbain pour nous » périrent par les insolences de l'an 1563. »

Ce qui resta cependant suffit pour exciter l'admiration des plus illustres visiteurs. Ainsi, lorsque l'Empereur Sigismond passa à Montpellier, en se rendant en Aragon, il trouva dans cette ville beaucoup de choses dignes d'admiration ; mais ce dont il fut le plus satisfait ce furent les beaux travaux et les beaux plans du pape Urbain V, tout inachevés qu'ils étaient.

De même, notre Henri IV parcourant ces ruines encore récentes, ne pouvait s'empêcher de dire : « Mon Cousin de » Chastillon a défait en niais ce que le pape Urbain avait » fait en grand homme et en grand esprit. »

« Après tant de funestes ruines, dit encore le viel auteur ,
» dont nous citons avec plaisir le « style naïf, il reste encore
» près de l'ancien couvent (de St Mathieu), les débris d'une
» grande porte où l'inquisiteur avait son siège et exerçait son
» office. Et lorsque l'hérésie cessa, on y faisait le procès aux
» sorcières, à raison dequoi elle acquit le nom de *Pourtalas*
» *de las masquas*. Le pape Urbain , formant son beau
» dessein , en avait fait la porte qui mène à Celleneuve, le
» plus agréable et le plus sain de nos faubourgs. »

SÉANCE DU 2 OCTOBRE 1856.

PRÉSIDENCE DE M. THÉOPHILE ROUSSEL ,

PRÉSIDENT.

Membres présents : MM. Ignon (J.-J.-M.), Rous, l'abbé Baldit, l'abbé Gaillardon, Laurens aîné, l'abbé Bosse, Pouget.

Correspondance.

M. le Préfet adresse la lettre suivante à la date du 15 septembre :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT ,

Suivant le désir exprimé dans votre lettre du 16 juillet dernier, j'avais demandé, pour 1856, une subvention de l'Etat en faveur de l'école de tissage de Mende.

M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce vient de m'annoncer qu'il lui accorde un nouvel encouragement de 300 francs, mais que son département, obligé, avec un crédit très faible, de prêter successivement son concours à de nombreux établissements, ne pourrait plus désormais lui venir en aide.

M. le Préfet écrit encore à la date du 24 septembre.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT ,

J'avais fait part à M. le Ministre de l'Agriculture du Commerce et des Travaux publics du désir, exprimé par votre Société, de recevoir du Gouvernement de la graine du pin

noir d'Autriche , qui paraît devoir réussir dans les terrains calcaires du département.

S. E. m'annonce que, jusqu'à présent, l'Administration de l'Agriculture n'avait pas distribué de la graine de cet arbre , mais qu'elle vient de prier M. le Ministre des affaires étrangères de lui en procurer, par l'entremise des agents diplomatiques ou consulaires en Autriche, et que, dès qu'elle l'aura reçue, elle en fera remettre une portion à la Société.

Recevez Monsieur le Président , etc.

La Société a reçu le *Compte-rendu annuel des travaux de l'Académie du Gard* par M. Nicot, secrétaire perpétuel, et, de plus , un extrait des procès-verbaux des séances de cette Société contenant une communication de son président , M. Ignon, qui est à la fois notre compatriote, notre collègue , et l'un des membres les plus distingués de la Cour d'appel. Cette communication est un résumé des travaux modernes les plus importants, particulièrement de ceux du docteur Vingtrinier, de Rouen, sur les *Enfants dans les prisons et devant la justice, et sur les réformes à faire dans les lois pénales qui leur sont appliquées*. Cette dernière partie du travail de M. le Conseiller Ignon est présentée sous la forme d'un projet de loi modifiant les articles 66, 63, 271, 274 et 280 du Code Pénal. « Nous regrettons, ajoute M. le Président , que , par leur nature même, qui les met au rang des questions sociales de l'ordre le plus relevé , les questions traitées par M. Ignon soient en dehors du cadre dont nos statuts nous défendent franchir les limites. Nous avons cru, du moins, devoir signaler ce travail à tous ceux qui s'intéressent à l'enfance et

au perfectionnement moral de l'humanité. Ce travail répond victorieusement à cette objection, faite par des membres de l'académie de Rouen aux idées du docteur Vingtrinier, à savoir que la réalisation de ces idées devait bouleverser le Code Pénal: Pour résoudre cette difficulté légale, qu'il reconnaissait lui même, M. Vingtrinier faisait appel aux lumières d'un magistrat éminent et philanthrope. Nous pensons que l'œuvre de notre collègue répond à l'attente et au vœu de l'honorable médecin en chef des prisons de Rouen.

La Société a reçu également le *Rapport présenté, au mois d'août dernier, à l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres*, au nom de la Commission des *Antiquités de la France*, par M. A. de Longperrier. Le premier ouvrage mentionné honorablement dans ce Rapport, a pour titre : *Table générale des Mémoires contenus dans les Recueils de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et de l'Académie des sciences morales et politiques, par M. Eugène de Rozière, et par M. Eugène Chatel*. Le rapporteur de l'Académie s'exprime ainsi à l'occasion de ce travail: « Les 75 volumes publiés par l'Académie, depuis sa fondation jusqu'en 1850, contiennent une précieuse série de dissertations sur toutes les branches de la science historique. Les personnes même qui professent la plus grande estime pour ce recueil étaient souvent, faute d'une table bien entendue, embarrassées pour trouver les renseignements qu'elle cherchaient. Si cette collection est, par cette raison peut-être, trop rarement consultée chez nous, elle est fort souvent mise à contribution par des écrivains étrangers. C'est comme une mine ouverte au public, où l'on va sans bruit recueillir des trésors d'érudition tout préparés,

48.

rès, que l'on exploite et dont on néglige le plus souvent d'indiquer l'origine. M. de Rozière et son collaborateur en appelant l'attention de nos compatriotes sur un grand monument littéraire, en facilitant les recherches par un arrangement raisonné des matières, ont rendu un service qui doit être signalé, sans qu'il soit possible, nous le disons avec regret, de leur décerner une distinction réservée aux écrits historiques et archéologiques. »

Nous avons relevé avec plaisir, dit M. le Président, l'expression de ce regret et cet hommage rendu à l'érudition d'un de nos compatriotes et de nos collègues, au sein d'une Académie où son savant aïeul a laissé un souvenir vénéré. Nous savons que les derniers jours de M. Pardessus, qui furent, presque jusqu'à l'heure suprême, des jours de travail, étaient adoucis par la pensée qu'il laissait en de dignes mains son héritage scientifique, et que sa place académique pourrait être un jour occupé, par son petit fils. Le succès de la publication que nous venons de mentionner est un nouveau gage de la réalisation de cette espérance.

— M. Cazalis-Allut, président de la Société d'Agriculture de l'Hérault, adresse des remerciements à la Société de sa nomination comme *Membre Correspondant*.

— M. Jusseraud, président du Comice agricole de Riom, et membre correspondant de la Société, adresse une brochure intitulée : *Notice sur le Concours universel des animaux reproducteurs en 1856 (Races bovines.)*

« Je crois devoir faire remarquer, dit M. le Président, que l'idée dominante du travail de notre collègue du Puy-de-Dôme est précisément celle dont la Société elle-même a pris la défense, lors de notre dernier Concours départemental, et qui a été développée dans le rapport lu à notre dernière séance publique (28 août) presque en même temps que M. Jusseraud lisait la notice à la séance solennelle de la Société d'Agriculture du Puy-de-Dôme (16 août). Cette idée est celle de la *conservation sans mélange de nos précieuses races de travail, et de l'amélioration des races par elles-mêmes.*

« Je suis heureux d'ajouter, continue M. le Président, que, depuis assez longtemps déjà, j'ai coutume de me trouver à côté de M. le Président du Comice de Riom, et de défendre les mêmes causes. Membres et rapporteurs, l'un et l'autre, du Jury du Concours régional de Tulle, nous avons joint nos efforts pour faire établir désormais deux catégories distinctes, dans les concours, pour les races de Salers et d'Aubrac, et je ne doute pas que l'adoption de cette mesure, à laquelle la Société applaudissait à notre dernière séance, ne soit particulièrement due à la haute estime qu'inspirent à M. le Ministre de l'agriculture, son compatriote, les lumières et l'expérience de M. Jusseraud.

Sur 1300 animaux de l'espèce bovine que présentait le dernier concours universel, M. Jusseraud remarque que les départements éleveurs du centre de la France, (Corrèze, Haute-Vienne, Creuse, Cantal, Puy de-Dôme, Haute-Loire, Aveyron, Lozère), qui renferment le dixième au moins du gros bétail français, n'avaient comme spécimens de leurs principales races, (salers, limousine, aubrac, mézenc), qu'une trentaine d'animaux. Est-ce à l'éloignement de la capitale, aux frais qu'occasionnent le transport des animaux et le séjour à Paris, qu'il faut attribuer une telle défaillance ? En face des dispositions prises avec tant de libéralité par le Ministre de l'Agriculture, M. Jusseraud ne le pense pas. La Suisse, dans une

situation plus difficile, n'avait-elle pas envoyé 94 sujets de sa race de Schwitz, et 77 des races de Berne et Fribourg ?

« La vérité, continue M. Jusseraud, à l'égard de l'absence de nos éleveurs et de leurs produits, c'est qu'ils semblent avoir dans ces concours le sentiment d'une infériorité relative, mise trop en relief par l'intérêt et la curiosité publique, qui se portent avec le plus étrange empressement vers les races spéciales de Boucherie.

« Il est difficile, en effet, de ne pas se sentir quelque peu blessé par cet engouement, je ne dis pas seulement du public parisien, auquel on pardonnerait de se laisser aller aux formes si séduisantes des races anglaises, mais des agriculteurs eux-mêmes de tous les pays, qui restent sous le charme, au moins pendant la durée des expositions, quittes, en rentrant au logis, pour faire un espèce d'examen de conscience qui ne tarde pas à ramener les plus sages à la vérité des faits et de leur situation. »

M. Jusseraud se livrant ensuite à un examen de ce genre avec ses compatriotes, recherche si, pendant longtemps au moins, les départements du centre ne doivent pas résister aux tendances trop générales, trop facilement acceptées, qui poussent de nombreux agriculteurs à modifier les bonnes et fortes races de travail qu'ils possèdent par l'intervention de reproducteurs étrangers, dont les aptitudes sont essentiellement différentes de celles que nous attendons de notre bétail. Il montre que nos races, telles qu'elles sont, répondent à des besoins anciens et profonds; qu'elles sont non seulement ce que notre agriculture présente peut les faire, mais que seules, telles qu'elles existent, elles peuvent servir notre agriculture. Il montre enfin que, pour les changer fructueusement et améliorer nos cheptels dans le sens de la mode et des produits anglais, destinés uniquement à la Boucherie, il faut, avant tout, changer nos assolements et transformer

entièrement nos systèmes de culture. « J'ajoute, dit M. le Président, que la Limagne, à laquelle M. Jusseraud s'adresse plus particulièrement, peut sans doute opérer cette révolution ; mais nos montagnes, vouées par la nature au régime pastoral, ne le peuvent pas. »

Pour montrer tout ce qu'il nous faudrait faire pour atteindre aux mêmes résultats que l'Angleterre, et pour faire sentir qu'il y a un monde tout entier entre les pratiques de l'autre côté de la Manche et les nôtres, on ne saurait trouver le meilleur argument que l'anecdote suivante par laquelle nous terminerons l'analyse de la *notice* qui nous occupe :

« Au concours universel de 1855, dit M. Jusseraud, où, comme cette année, j'avais l'honneur de faire partie du jury, j'examinais un matin avec curiosité le détail du régime alimentaire des animaux amenés d'Angleterre et j'étais en admiration devant un magnifique taureau Durham, de 16 à 17 mois, dont le poids devait être de 650 à 700 kilogrammes ; lorsque son propriétaire survenant je lui demandai par quels prodiges de science et d'alimentation on parvenait dans son pays à produire de tels phénomènes d'exubérante précocité. Sans doute, lui disais-je, dans le jeune âge, on donne du grain à ces animaux. — Oh ! oui, oh ! oui, me répondit-il avec un accent britannique très-prononcé, des grains cassés et de la farine. — Et sans doute, tant qu'ils en veulent, ajouterai-je ? — Oh ! plus. — Comment, plus qu'ils n'en veulent ? — Oh ! oui, plus. — Et cet éleveur, entrant alors dans les détails de sa pratique journalière, m'expliqua que, chaque matin, il visitait son étable d'éducation et qu'il faisait augmenter la ration des jeunes bêtes toutes les fois que leur auge se trouvait, après le repas, vide des grains concassés et de la farine en mélange qui leur avait été distribuée : en d'autres termes, la règle était que la ration de farine fût toujours un peu plus forte que l'appétit des bêtes. »

Ce qui doit le plus nous surprendre et nous donner à penser, ce n'est pas cette surabondance dans le régime alimentaire, c'est qu'elle ait ses raisons d'être et sa possibilité dans les pays qui produisent la race *Durham*.

Des vaches de la Lozère.

Par M. Théophile ROUSSEL, président.

Le dernier *Bulletin* (septembre) du Comice agricole d'Alais contient sur les *vaches de la Lozère* quelques assertions qu'il nous paraît utile de relever.

Dans un rapport sur le concours agricole universel de 1856, après avoir dit que l'arrondissement d'Alais nourrit peu de bêtes à corne; que les fourrages y sont encore très-chers; que l'engraissement s'y solde habituellement en perte; que le travail y est encore le principal objet à demander à l'espèce bovine; après avoir déclaré que l'aptitude au travail et, en même temps, à l'engraissement (après le travail) est suffisamment réalisée par les races d'Aubrac, d'Auvergne et de Gascogne, l'auteur, M. Léonce Destremx, arrivant à la question de la production du lait, s'exprime ainsi : « la laiterie augmente tous les jours; tous les environs d'Alais produisent du lait; la ville grandit et ses besoins veulent être satisfaits; ajoutons que le lait n'a pas subi l'augmentation des autres objets de consommation. C'est donc là qu'une amélioration est nécessaire : remplacer une vache par une autre qui, à consommation égale, produit 4 fois plus, est un véritable service à rendre au pays; d'ailleurs, *notre chétive*

race de la Lozère n'a qu'une qualité, la rusticité ; mais aujourd'hui les environs d'Alais donnent d'excellents fourrages naturels, chaque jour améliorés, ainsi que d'abondantes coupes de luzerne et autres fourrages artificiels ; ces fourrages permettent de nourrir des vaches de grande taille et véritablement laitières. L'expérience faite chez moi me paraît complète pour l'acclimatation des races Sangardes, Suisses et même Anglaises. » Partant de là , M. Destremx conseille à ses compatriotes d'introduire chez eux des vaches Hollandaises , ou Flamandes , ou des vaches d'Ayr , ou bien enfin des vaches de Schwitz , et propose au Comice de demander au Ministre de l'agriculture l'envoi d'un taureau étalon de l'une de ces races. Il finit en disant qu'il ne faut pas chercher à *sauver la petite race de la Lozère, qui n'est pas une race laitière*, mais bien à *conserver* les races qui sont ou *seront* introduites dans l'arrondissement , et qui sont appelées à la remplacer avantageusement.

Ainsi , d'après l'auteur , *la chétive race de la Lozère n'a qu'une qualité, la rusticité ; cette race n'est pas laitière.*

Nous voudrions que les courtes observations provoquées par son rapport eussent la bonne fortune de tomber sous les yeux de M. Destremx, et qu'il voulut bien, en y répondant, nous dire quels sont les animaux *chétifs* , *rustiques* et *non laitiers* , qu'il désigne sous le nom de *race de la Lozère*. Nous connaissons très-peu , nous l'avouons , les pentes du Mont-Lozère qui, des limites de notre département, se prolongent vers la plaine d'Alais. En traversant cette région, presque partout schisteuse , nous y avons vu des animaux généralement de petite taille et d'une apparence qui justifierait, jusqu'à un certain point, les qualifications données par M. Destremx. Mais est-il possible d'appliquer à ces animaux le nom de *race de la Lozère*? D'abord, cette région ne se livre pas, que nous sachions, à l'élevage du bétail à corne.

Les animaux qui y sont conduits pour le travail, ou pour engrais, proviennent de points très-divers. On peut en voir des échantillons aux foires de Bellecoste, de Villefort, ou de Langogne; des descendants plus ou moins dégénérés de la race d'Aubrac s'y mêlent aux bœufs auvergnats de Maillargue, à nos petites races des cantons granitiques, et surtout aux animaux à poil blond venus du Mézenc. C'est parmi ces types si divers, et dont presque aucun ne présente un cachet de race pure, que les acheteurs de l'arrondissement d'Alais viennent faire leurs choix. Et il est probable qu'au milieu de cet assemblage confus, ces acheteurs, soit qu'ils désirent surtout les qualités nécessaires pour le travail, soit qu'ils recherchent plus particulièrement le lait, doivent éprouver de fréquents mécomptes. Mais y a-t-il justice et vérité à attribuer ces mécomptes à la *race de la Lozère*, parce que c'est dans des foires de la Lozère que se font les achats. Le *Mont-Lozère*, répétons-le, n'a pas une race bovine propre. Les pauvres cultivateurs de ces hautes régions possèdent des animaux sans type déterminé, rustiques, souvent chétifs, partout mal soignés. Mais ces animaux ne sauraient être appelés la *race de la Lozère*.

S'il est une race qui mérite de porter ce nom, ce n'est pas là qu'il faut la chercher. Nous croyons être utile aux compatriotes de M. Destremx, particulièrement aux nourrisseurs et producteurs de lait des environs d'Alais, en les engageant à fréquenter les foires d'Aumont, de St-Chély, du Malzieu et même de Châteauneuf-Randon. Là ils pourront trouver souvent des animaux (des vaches surtout) de taille peu élevée, il est vrai, mais d'une charpente fine, et possédant de précieuses qualités laitières. Nous ne ferons ni l'histoire, ni la description de ces animaux des cantons granitiques, ne voulant pas répéter ce qui a été dit dans le rapport lu récemment devant le Conseil général. Nous dirons seulement que

puisque le nom de *race de la Lozère* a été prononcé, c'est à ces animaux qu'il convient. Nous ajouterons que c'est parmi eux que les gens du midi trouveront, non leurs meilleures bêtes de travail, mais sûrement leurs meilleures laitières. C'est parmi eux qu'un de nos compatriotes les plus éminents, bien connu à Alais, bien connu de tous les agriculteurs, M. Des Molles, achetait, il y a quelques années, au prix de 123 fr., une vache qui lui donnait pendant 4 à 5 mois, sans grains et sans farine, vingt litres de lait par jour. C'est de cette race, toute négligée qu'elle est, que viennent un certain nombre de bonnes laitières que quelques marchands de nos montagnes conduisent aux nourrisseurs du Midi. Enfin, nous avons l'espoir, que cette petite race montagnarde, à laquelle on a promis à l'avenir une place distincte, dans nos concours départementaux, ne tardera pas, grâce à une meilleure entente de nos intérêts, à de meilleurs soins donnés à sa reproduction et à son hygiène, à devenir pour le Sud et le Sud-Est de la France, ce que la race Bretonne, qui s'exporte avec tant de profit, est devenue pour le Sud-Ouest et pour des contrées plus lointaines.

Si M. Léonce Destremx lit ces quelques lignes, il ne nous saura pas mauvais gré d'avoir cherché à rectifier son opinion sur ce qu'il a appelé la *race de la Lozère*. La *vraie* race de la Lozère nous paraît destinée à rendre d'autant plus de services à l'arrondissement d'Alais, que la production du lait, qui a tant d'importance autour de ce centre industriel, n'y est pas centralisée. Elle y est, au contraire, si nous ne sommes dans l'erreur, très divisée et en des mains nombreuses et pourvues d'assez faibles ressources. C'est dans de semblables mains que notre race de la montagne doit surtout fructifier. Aussi nous ne doutons pas que ce guide si sûr de l'intérêt ne dirige les nourrisseurs vers elle quand elle leur sera bien connue.

Qu'il nous soit permis, en finissant, de dire un mot du conseil que M. Destremx, après avoir proscrit la *race de la Lozère*, donne, sans hésiter, à ses compatriotes : « *de s'appliquer à conserver les races étrangères qui sont ou qui seront*, dit-il, *introduites dans l'arrondissement*. Ces races sont les *Hollandaises*, les *Flamandes*, les *racés d'Ayr*, celle de *Schwitz*, qui, ajoute M. Destremx, *est déjà acclimatée à la ferme de St-Christol*. »

Nous ne connaissons pas la ferme de St-Christol et nous voudrions que M. Destremx eut bien défini ce qu'il appelle l'acclimatation de la race de Schwitz. Nous avons connu plus d'une vacherie Suisse, établie avec de très-grands soins et de très-grands frais dans diverses provinces de France. La Lozère elle-même a fait de pareilles tentatives : la mieux faite, à coup sûr, et la plus digne d'être connue, est celle qui a eu lieu à cette ferme de Barre (près Langogne) d'où la ville d'Alais a coutume de recevoir son beurre le plus exquis. Que M. Destremx, qui connaît certainement M. Des Molles, veuille bien prendre des informations à ce sujet. Au reste, nous admettons que ce qui a échoué à Barre, malgré les soins les plus éclairés, peut réussir à St-Christol ; nous croyons même qu'au milieu de cette abondance de fourrages artificiels dont M. Destremx parle en commençant son article, des animaux suisses et même anglais peuvent prospérer. Mais les conditions de St-Christol ne sont probablement pas celles de la majeure partie de l'arrondissement d'Alais et de la grande généralité des cultivateurs. Or c'est pour ceux-ci surtout que le choix d'une race d'animaux importe et que la recherche des animaux étrangers a des dangers. N'est-il pas plus sûr et plus sage, avant de s'adresser à la Suisse, aux Pays-Bas ou à l'Angleterre, de chercher d'abord autour de soi, quoique un peu plus loin que de coutume ?

A l'appui de cette opinion nous citerons, en terminant ces paroles, de l'un de nos écrivains agricoles modernes les plus ingénieux et les plus judicieux en même temps :

« Je considère en général, a dit M. Léonce de Lavergne, le changement des races d'animaux comme une des entreprises les plus difficiles, les plus pleines de péril, et j'estime qu'on ne doit s'y lancer qu'après avoir pris toutes les mesures pour ne pas se tromper. »

— Le R. P. Gaydou, en annonçant que les dispositions de ses Supérieurs l'appellent hors de la Lozère, témoigne sa reconnaissance d'avoir été nommé membre de la Société et son désir de rester associé à nos travaux, malgré son éloignement. Il ajoute qu'il profitera des premiers moments de liberté que lui laisseront les œuvres de son ministère pour adresser quelques observations en réponse à la note de M. l'abbé Pascal, insérée dans le *Bulletin* des mois de juin et juillet derniers.

Nominations.

M. Mourgues, membre du Conseil général, propriétaire aux Estrets (commune de Rimeize), est nommé *Membre titulaire* de la Société.

Sont nommés *Membres associés* :

- MM.** L'abbé Favier, directeur de l'orphelinat de Choisinets,
(commune de St-Flour-de-Mercoire).
Vidal, instituteur à Blavignac.
Barbut, instituteur à Albaret-St-Marie.
Robert-Oziol, propriétaire à Crouzat, près Mende.
-

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE , DU COMMERCE
ET DES TRAVAUX PUBLICS.

CONCOURS RÉGIONAL AGRICOLE

A MENDE, EN 1857 ,

DU 4 AU 7 MAI.

ARRÊTÉ.

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX
PUBLICS ,**

**Vu l'avis adopté par le conseil général de l'agriculture, des
manufactures et du commerce, dans sa séance du 10 mai 1850,
sur l'organisation des concours d'animaux ;**

**Vu les arrêtés précédents sur l'institution de ces concours,
les comptes rendus et les rapports dont ils ont été l'objet ;**

**Les inspecteurs généraux de l'agriculture et l'inspecteur
général des écoles vétérinaires et des bergeries impériales
entendus ;**

Sur le rapport du chef de la division de l'agriculture ,

ARRÊTE :

**ART. 1^{er}. Le concours d'animaux reproducteurs , d'instru-
ments et de produits agricoles institué , chaque année , dans
les principaux centres de la région comprenant les départe-
ments de la Creuse, de la Charente, de la Haute-Vienne, de
la Corrèze, du Lot, du Puy-de-Dôme, du Cantal, de l'Aveyron,
de la Haute-Loire et de la Lozère, se tiendra, en 1857, dans
la ville de Mende.**

ART. 2. Une prime d'honneur sera décernée, lors de cette exposition, à l'agriculteur du département de la Lozère dont l'exploitation sera la mieux dirigée et qui aura réalisé les améliorations les plus utiles.

I^{re} DIVISION.

ANIMAUX REPRODUCTEURS.

ART. 3. Les prix et les médailles sont répartis de la manière suivante entre les diverses classes et catégories d'animaux jugés dignes de les obtenir.

I^{re} CLASSE. — ESPÈCE BOVINE.

1^{re} catégorie. — RACES DE SALERS ET D'AUVERGNE PURES.

Pour les mâles :

1 ^{er} prix.....	600	} 1,500 fr.
2 ^e	500	
3 ^e	400	

Pour les femelles :

1 ^{er} prix.....	400	} 900 fr.
2 ^e	300	
3 ^e	200	

2^e catégorie. — RACES D'AUBRAC ET DU MÉZENC PURES.

Pour les mâles :

1 ^{er} prix.....	600	} 1,500 fr.
2 ^e	500	
3 ^e	400	

Pour les femelles :

1 ^{er} prix.....	400	} 900 fr.
2 ^e	300	
3 ^e	200	

3^e catégorie. — RACE LIMOUSINE PURE.

Pour les mâles :

1 ^{er} prix.....	600	}	1,500 fr.
2 ^e	500		
3 ^e	400		

Pour les femelles :

1 ^{er} prix.....	400	}	900 fr.
2 ^e	300		
3 ^e	200		

4^e catégorie. — RACES FRANÇAISES DIVERSES, PURES OU CROISÉES ENTRE ELLES.

Pour les mâles :

1 ^{er} prix.....	500	}	1,400 fr.
2 ^e	400		
3 ^e	300		
4 ^e	200		

Pour les femelles :

1 ^{er} prix.....	300	}	600 fr.
2 ^e	200		
3 ^e	100		

5^e catégorie. — RACES ÉTRANGÈRES PURES OU CROISÉES,

Pour les mâles :

1 ^{er} prix.....	600	}	1,500 fr.
2 ^e	500		
3 ^e	400		

Pour les femelles :

1 ^{er} prix.....	400	}	1,050 fr.
2 ^e	350		
3 ^e	300		

2^e CLASSE. — ESPÈCE OVINE.

RACES DIVERSES.

Pour les mâles :

1 ^{er} prix.....	300	}	1,000 fr.
2 ^e	250		
3 ^e	200		
4 ^e	150		
5 ^e	100		

Pour les lots de 5 brebis :

1 ^{er} prix.....	200	}	625 fr.
2 ^e	175		
3 ^e	150		
4 ^e	100		

3^e CLASSE. — ESPÈCE PORCINE.

1^{re} catégorie. — RACES INDIGÈNES PURES.

Pour les mâles :

1 ^{er} prix.....	200	}	350 fr.
2 ^e	150		

Pour les truies pleines ou suitées :

1 ^{er} prix.....	100	}	180 fr.
2 ^e	80		

2^e catégorie. — RACES ÉTRANGÈRES PURES OU CROISÉES.

Pour les mâles :

1 ^{er} prix.....	200	}	450 fr.
2 ^e	150		
3 ^e	100		

Pour les truies pleines ou suitées :

1 ^{er} prix.....	100	}	180 fr.
2 ^e	80		

Une somme de 250 francs et six médailles de bronze seront mises à la disposition du jury pour être distribuées en prix aux exposants de volailles et autres animaux de basse-cour.

ART. 4. Sont exclusivement admis à concourir les animaux mâles et femelles des espèces bovine, ovine et porcine, nés et élevés en France et appartenant depuis trois mois au moins à des agriculteurs de la région.

ART. 5. Les animaux reproducteurs mâles et femelles des espèces bovine et ovine devront être nés avant le 1^{er} mai 1856;

Ceux de l'espèce porcine devront être nés avant le 1^{er} décembre 1856.

ART. 6. Sont exclus tous les animaux ayant atteint un engraissement exagéré; tous ceux provenant d'achats faits par des sociétés ou comices agricoles, conseils généraux de département, et revendus ensuite par lesdits conseils, sociétés ou comices, sous forme de ventes publiques ou privées.

ART. 7. Un propriétaire ne pourra recevoir qu'un seul prix dans chaque catégorie et pour chaque sexe.

Il pourra toutefois présenter autant d'animaux qu'il voudra dans chacune des catégories et pour chaque sexe.

ART. 8. Tous les premiers prix seront accompagnés d'une médaille d'or, les seconds prix d'une médaille d'argent, et les autres prix d'une médaille de bronze.

ART. 9. Des mentions honorables, constatées par des médailles de bronze, peuvent être accordées lorsque plusieurs animaux appartenant au même propriétaire, et présentés ainsi qu'il est indiqué article 7, paragraphe 2, mériteront d'être

primés, ou lorsque le jury, après avoir épuisé les récompenses prévues par l'arrêté, trouvera utile de signaler des animaux à l'attention des éleveurs.

ART. 10. Les animaux primés dans un concours régional pourront toujours concourir ultérieurement dans un concours de la même nature ; mais, dans ce cas, ils ne seront admis à disputer qu'un prix d'un degré supérieur à celui qu'ils auront déjà obtenu.

Si dans le nouveau concours ils sont désignés pour le prix qu'ils avaient précédemment mérité, ils n'auront droit qu'au rappel de leur prix, constaté par la médaille attribuée à ce prix. S'ils ne sont désignés que pour un prix d'un degré inférieur, ils ne peuvent pas être mentionnés.

Les animaux primés dans un concours général ou universel ne pourront plus concourir dans une exhibition régionale que pour un prix d'un degré et d'une valeur supérieurs au prix précédemment obtenu.

Pour rendre possible l'exécution de ces prescriptions, les animaux primés seront marqués.

ART. 11. Toute personne qui sera convaincue d'avoir déclaré comme lui appartenant un animal dont elle n'est pas propriétaire ou dont les marques auront été détruites ou altérées volontairement, ou qui fera une fausse déclaration, pourra être exclue des concours par le jury pour un temps plus ou moins long.

ART. 12. Une somme de 300 francs et sept médailles d'argent seront mises à la disposition du jury pour être distribuées aux gens à gages qui se seront le plus distingués par les soins intelligents donnés aux animaux primés.

A mérite égal, le jury devra prendre en considération la durée des services.

II^e DIVISION.

INSTRUMENTS , MACHINES , USTENSILES ET APPAREILS AGRICOLES.

ART. 13. Les instruments, machines, ustensiles et appareils servant, soit à la préparation, à la culture et à l'ensemencement du sol, soit à la récolte, au transport, à la préparation des produits, soit enfin aux divers usages agricoles, seront admis à l'exposition.

ART. 14. Deux médailles d'or, quatre d'argent et dix de bronze seront accordées aux inventeurs, importateurs et constructeurs ayant exposé des instruments, machines, ustensiles et appareils destinés aux usages de l'industrie agricole, qui auront été reconnus les meilleurs, d'après les essais auxquels aura procédé le jury.

III^e DIVISION.

PRODUITS AGRICOLES.

ART. 15. Sont admis à l'exposition les produits agricoles de toute nature et de toute destination, tels que :

Grains et graines, tubercules et racines, fourrages, plantes industrielles (textiles, tinctoriales et autres), légumes et fruits de toutes espèces, etc. ;

Laine, plume, duvet, soie, beurre, fromages, miel, cire, sucre, fécule, vins, produits de distillerie, etc. ;

Conserves alimentaires et préparations économiques, etc. ;

Plants d'arbres, arbustes, etc.

ART. 16. Deux médailles d'or, quatre d'argent et des médailles de bronze seront décernées aux exposants des produits agricoles dont le mérite aura été constaté par le jury chargé de les apprécier.

Les exposants qui auront obtenu des médailles pour des graines ou semences quelconques seront tenus de laisser une portion des graines ou semences exposées à la disposition de l'Administration.

IV^e DIVISION.

PRIME D'HONNEUR.

ART. 17. La prime d'honneur à décerner pour l'exploitation la mieux dirigée et qui réalisera les améliorations les plus utiles consistera en une somme de cinq mille francs et une coupe d'argent d'une valeur de trois mille francs.

ART. 18. Une somme de 500 francs et des médailles d'argent seront mises à la disposition du jury, qui pourra les distribuer entre les divers agents de ladite exploitation.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 19. Les prix et les médailles seront décernés par le jury.

Ce jury, nommé par le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, qui désignera le président et deux vice-présidents, sera divisé en deux sections de sept membres chacune, savoir :

2 agents de l'Administration ;

4 agriculteurs ,

1 membre de la société d'agriculture ou du comice de la ville où se tiendra le concours.

ART. 20. Le jury, dans ses décisions, devra se conformer strictement aux règles édictées dans le présent arrêté : il ne pourra opérer de virement de prix d'une catégorie dans une autre catégorie, ni établir des prix *ex æquo*.

Le jugement sera prononcé à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

ART. 21. Une commission désignée par le Ministre visitera à l'avance les domaines concourant pour la prime d'honneur, et préparera le rapport sur les exploitations examinées. Les deux sections du jury prendront connaissance de ce rapport, et donneront la prime d'honneur.

ART. 22. Un commissaire général, membre du jury, et des commissaires nommés par le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, seront attachés à l'exposition pour recevoir, classer et surveiller les produits exposés, enregistrer les déclarations des exposants, veiller à la bonne et prompte exécution des opérations du jury.

La police du concours appartiendra exclusivement au commissaire général.

Aucune personne autre que les commissaires ne pourra être admise dans l'enceinte du concours pendant les opérations du jury.

ART. 23. Les frais de conduite et de transport seront supportés par les exposants, d'après le tarif réduit consenti par les compagnies de chemins de fer, à la condition de justifier de l'admission au concours, en représentant la lettre d'avis délivrée par le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

ART. 24. Pour prendre part au concours universel de Paris, des indemnités seront accordées à tous les exposants d'animaux, d'instruments et de produits agricoles qui auront obtenu, dans le concours régional de 1857, des médailles d'or, d'argent ou de bronze, ainsi qu'aux propriétaires que le jury désignerait d'une manière spéciale.

ART. 25. Pour être admis à exposer, on devra adresser au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, à Paris, au plus tard le 4 avril 1857, une déclaration écrite.

Pour les animaux, cette déclaration contiendra le nom du propriétaire, la circonscription à laquelle les animaux appartiennent, leur origine, leur race, leur âge et la durée de possession (modèle A).

Pour les instruments, elle indiquera : 1^o la désignation, l'usage et le prix de vente ou de fabrication courante ; 2^o le nom et la résidence de l'exposant ; 3^o si celui-ci a importé, inventé ou seulement perfectionné, ou enfin s'il a exécuté ou fait exécuter, sur des données antérieurement connues, l'instrument exposé ; s'il y a lieu le nom et la résidence de l'ouvrier exécutant (modèle B).

Pour les produits agricoles, la déclaration portera la nature, la provenance et la valeur vénale (modèle C).

ART. 26. Toute déclaration qui ne sera pas faite en temps utile, c'est-à-dire qui ne sera pas parvenue au ministère le 4 avril au plus tard, et qui ne contiendra pas les renseignements indiqués ci-dessus, sera considérée comme nulle et non avenue.

ART. 27. Les agriculteurs du département de la Lozère qui voudront concourir pour la prime d'honneur (art. 2 et 17) devront adresser, avant le 1^{er} janvier 1857, au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics une demande spéciale conforme au modèle qui sera déposé à la préfecture de la Lozère.

ART. 28. Les différentes opérations du concours de Mende sont réglées ainsi qu'il suit :

Le lundi 4 mai. — Délibération du jury pour décerner la prime d'honneur. — Réception et classement des instruments et produits agricoles.

**Le mardi 5 mai. — Réception et classement des animaux.
— Essai des instruments par le jury.**

Le mercredi 6 mai. — Opérations du jury pour statuer sur le mérite des animaux et des produits exposés.

Le jeudi 7 mai. — Exposition publique et proclamation des prix et médailles.

ART. 29. Aucun animal ni aucun objet ne pourra être enlevé sans la permission préalable du commissaire général.

Les propriétaires d'animaux ou d'instruments primés seront tenus de les laisser à la disposition des commissaires pendant toute la journée du 8, pour les opérations de marque, de daguerréotype ou autres.

ART. 30. Les médailles seront remises aux exposants récompensés au moment même de la proclamation de leurs noms en séance publique, à moins, toutefois, que les déclarations et renseignements fournis n'aient pas paru suffisants ; auquel cas l'ajournement sera prononcé par le jury jusqu'à la production de pièces ou explications plus complètes.

Le montant des prix sera, sous la même restriction, payé aux propriétaires qui les auront obtenus, ou à leurs fondés de pouvoirs réguliers (modèle D), le lendemain de la distribution, de huit heures du matin à midi.

ART. 31. Toute contravention relative aux dispositions du présent arrêté sera jugée par le jury.

ART. 32. Après la proclamation des prix, le procès-verbal des différentes opérations du concours sera adressé immédiatement par le commissaire général au Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Fait à Paris, le 14 août 1856.

E. ROUHER.

DÉCLARATION. — MODÈLE A.

Je soussigné (propriétaire ou fermier), demeurant à _____, déclare vouloir présenter au concours de Mende, du 4 au 7 mai prochain :

ESPÈCE. — (Bovine, ovine, porcine (ou autre.)	CLASSE ou catégorie dans laquelle l'animal doit concourir.	RACE.	Sexe.	Race.	NUMÉROS AUX SABLETS ou aux cornes et autres signes particuliers propres à faire distinguer l'animal.	GENÉALOGIE. — Son père. Sa mère.	NÉ CHEZ (Indiquer la date de la naissance, si on la connaît.)	ÉLEVÉ chez	OBSERVATIONS. (Indiquer les prix précédemment obtenus, la généalogie complète de l'animal, tous détails propres à le faire apprécier, et la durée de la possession.)

Certifiant sincères et véritables les renseignements ci-dessus, et m'engageant à présenter ledit animal au concours de Mende, le mardi 5 mai.

A _____, le 1857.

(Signer.)

(Rétamer des modèles de déclaration au ministère ou dans les préfectures, et avoir soin de ne mettre qu'un animal sur chaque déclaration.)

DÉCLARATION. — MODÈLE B.

Je soussigné (propriétaire ou fermier), demeurant à _____, déclare vouloir présenter au concours de Mende, du 4 au 7 mai prochain :

NOMBR.	NOM de l'INSTRUMENT.	DESCRIPTION sommaire de l'INSTRUMENT.	LONGUEUR et LARGUEUR de l'INSTRUMENT.	USAGE de l'INSTRUMENT.	PRIX de VENTE.	INVENTÉ ou PERFECTIONNÉ PAR	EXÉCUTÉ PAR	PRIX précédemment obtenu, et détails propres à faire connaître l'INSTRUMENT.

Certifiant sincères et véritables les renseignements ci-dessus, et m'engageant à présenter ledit instrument au concours de Mende, le lundi 4 mai.

1857.

, le

A

(Signer.)

(Récupérer des modèles de déclaration au ministère ou dans les préfectures.)

DÉCLARATION. — MODÈLE C.

Je soussigné (propriétaire ou fermier), demeurant à _____, déclare vouloir présenter au concours de Mende, du 4 au 7 mai prochain :

NOMBR.	NOM DU PRODUIT.	DESCRIPTION SOMMAIRE.	ÉTAT DU PRODUIT.	ÉTENDUE CULTIVÉE.	SOL sur lequel LE PRODUIT a été obténu.	DÉTAILS propres A FAIRE APPRÉCIER LES PRODUITS.	PRIX.

Certifiant sincères et véritables les renseignements ci-dessus, et m'engageant à présenter lesdits produits au concours de Mende, le lundi 4 mai.

A _____, le 1857.
(Signer.)

(Récupérer des modèles de déclaration au ministère ou dans les préfectures.)

POUVOIR. — MODÈLE D.

Je soussigné (propriétaire ou fermier), à
(département d _____), donne pouvoir
au sieur _____ de, pour moi et
en mon nom, présenter au prochain concours de Mende un
(*désignation de l'animal, de l'instrument ou du produit*)
, recevoir la médaille et le
prix qu'il pourra mériter, en donner quittance, vendre, s'il
y a lieu, ledit (*animal, instrument ou produit*)
, en toucher le prix, et se soumettre à toutes les
conditions du concours.

BON pour pouvoir : (*Signer.*)

(Faire viser par le maire, dont la signature devra elle-même être
légalisée par le préfet ou le sous-préfet.)

(Ce pouvoir doit être donné sur papier timbré et être enregistré.)

A LA MÉMOIRE DE M^r L'ABBÉ COMANDRÉ ,

VICAIRE GÉNÉRAL

ET MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE.

Par M. l'abbé BALDIT, Membre ordinaire.

Il n'est plus cet ami qui guidait tous nos pas ,
A travers les écueils de la mer de ce monde.
Il n'est plus. Le cruel trépas
Vient de navrer nos cœurs d'une douleur profonde.

Il a disparu pour toujours ,
Emportant nos soupirs , nos regrets et nos larmes.
La douce lumière du jour
A nos yeux n'offre plus de charmes.

O mort , que tes coups sont affreux !
Devions-nous , hélas , nous attendre
Que ta faux nous ravit le père le plus tendre
Et l'ami le plus généreux.

Modèle accompli du bon prêtre ,
Il fit toujours du bien sa règle et son devoir.
Que de vertus et de savoir
Dans la nuit du tombeau viennent de disparaître !

Il est mort plein de jours et plein de charité.
De faire des heureux son âme était ravie.
L'aumône , ce bel ange au cœur plein de bonté ,
Fut la compagne de sa vie.

Quel accueil noble et gracieux ,
Pour l'humble pauvreté , comme pour la richesse !
Que de prudence et de sagesse
Dans ses conseils judicieux !

Sur son front se peignait l'image
Des vertus aux regards vainqueurs.
Sa modeste parole et son pieux langage
Lui conciliaient tous les cœurs.

Il avait la tendresse et la douceur d'un ange.
Qui n'en a ressenti les suaves effets ?
Disons-le tous à sa louange :
Chaque jour de sa vie était plein de bienfaits.

Il avait pour nos maux les entrailles d'un père.
Le vœu le plus fervent de son cœur généreux
Était de nous voir tous heureux
Et pleins d'un avenir prospère.

Il vous aimait surtout entre tous les mortels ,
Jeunes fleurs de la tribu sainte
Vous qu'il voyait grandir à l'ombre des autels ,
Dans la loi du Seigneur , son amour et sa crainte.

Et vous dont les nombreux et pénibles travaux
Ont déjà mérité la palme la plus belle ,
Que de fois ranimant l'ardeur de votre zèle ,
Il vous a fait voler à des combats nouveaux.

Il est surtout l'objet , Pontife vénérable ,
De vos regrets et de vos pleurs.
De votre cœur incomparable
Je ne veux point ici réveiller les douleurs.

Vous connaissiez son zèle et sa sollicitude,
A partager les soins de votre apostolat.
 Dans sa pieuse solitude,
Modeste il faisait tout sans pompe et sans éclat.

Il fut le confident de vos sages pensées.
Qui jamais plus que lui mérita cet honneur ?
 Dans son sein vos peines versées
 Trouvaient le baume du bonheur.

Il n'est plus. La moisson attendait la faucille.
Le Seigneur a voulu recueillir son froment.
Le juste est dans le Ciel, et sa belle âme y brille,
Comme une lampe d'or au sein du firmament.

 De votre volonté suprême
Seigneur, nous adorons les éternels décrets.
 Donnez-nous un autre lui-même,
 Pour faire cesser nos regrets.

Nous l'avons. Tout dans lui retrace sa prudence,
Son zèle, sa douceur, son humble charité.
Gloire et mille fois gloire à votre Providence
D'avoir jeté sur nous un regard de bonté.

MÉTÉOROLOGIE.

Observations faites à Mende

Par M. l'abbé Bossu.

(Altitude : 743 m.)

1856.	HEURES.	juillet	août.	septen.
TEMPÉRATURES MOYENNES en degrés centigrades.	5 heures du matin.	18	15.5	9.7
	Midi.	21.5	25	16.8
	7 heures du soir.	19	19.3	11.5
	Maximâ.	29	32.5	25
	Minimâ.	6	8	2
Jours de pluie		5	12	12
Jours de neige		>	>	>
Jours de gelée		>	>	>
Jours de gelée blanche		>	>	1
Jours de grêle ou de grésil		1	2	1
Jours de brouillard		>	>	>
Jours d'éclairs		2	10	6
Jours de tonnerre		1	7	4
Jours où le vent a eu des directions. . .	N.	7	8	4
	N. E.	2	2	2
	E.	4	2	1
	S. E.	1	4	4
	S.	1	2	8
	S. O.	4	6	12
	O.	6	7	4
Jours où le vent a été généralement	N. O.	6	3	3
	Fort	1	3	8
	Variable	16	9	13
	Faible ou nul	14	19	9.
Jours où le Ciel a été généralement	Beau	12	19	6
	Nuageux	13	7	14
	Couvert	6	5	11

PRIX DES GRAINS , PAR HECTOLITRE ,

D'APRÈS LES MERCURIALES

DES MARCHÉS DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

Août , Septembre et Octobre 1856.

LIEUX DES MARCHÉS.	NATURE DES GRAINS.				
	Froment.	Méteil.	Seigle.	Orges.	Avoine.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Florac	35,50	28,40	27,20	20,08	8,78
Meyrueis	35,20	30,15	28,34	23,15	8,19
Pont-de-Montvert	34,00	»	26,08	»	10,50
La Canourgue	33,27	27,23	26,72	21,62	9,23
Saint-Chély	»	»	26,50	»	»
Marvejols	34,45	31,95	27,35	20,45	7,80
Serverette	»	»	29,29	»	»
Langogne	»	»	26,08	21,26	9,75
Mende	35,47	30,79	29,07	21,66	10,15
Villefort	32,00	»	29,75	32,15	12,57
PRIX MOYEN.	33,49	29,13	27,68	24,80	10,26

Mende, Imp. de J.-J.-M. IGNON.

SOCIÉTÉ

D'AGRICULTURE , INDUSTRIE , SCIENCES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE LA LOZERE.

BULLETIN DE NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 1836.

Séance publique du 4 Novembre.

PRÉSIDENCE DE M. THÉOPHILE ROUSSEL , PRÉSIDENT.

La Société a tenu , le mardi 4 novembre , dans la salle de son Musée , sa 2^e séance publique annuelle , fixée , par l'article 6 de ses nouveaux statuts , au lendemain de la foire de Mende , dite *foire de la Toussaint*. A défaut de M. le Préfet, Président d'honneur de la Société, absent de Mende, cette séance a été présidée par M. Théophile Roussel, qui a donné d'abord la parole à M. Lambert-Pasques, directeur de l'école de tissage. Ce dernier fait passer sous les yeux de l'assemblée une série d'échantillons remarquables, à divers titres, des produits de cette école, et présente ensuite des observations sur les procédés de fabrication et sur l'avenir de l'industrie des tissus de laine à Mende.

52.

M. Emile de Moré présente ensuite la note suivante, et le calque qui l'accompagne, relativement à une monnaie mérovingienne qui se trouve à Clermont-ferrand, dans la collection du capitaine Maymat.



Tiers de sou d'or frappé dans le Gévaudan au nom du roi Sigebert (561-575) SIGIBE (pour Sigebert), buste à droite, diadème perlé.

R. Calice à deux anses VVALETANO (pour Gavaletano) plusieurs lettres sont renversées.

Ex BAN. (Banassac.)

Poids 1 gr. 20 ce.

L'objet principal de cette séance publique étant la distribution des primes à décerner par la Société en 1856, M. Théophile Roussel prend la parole pour rendre compte du résultat des délibérations de la Commission chargée de la visite des fermes.

COMPTE-RENDU

DE LA DISTRIBUTION DES PRIMES POUR L'ANNÉE 1856.

1^o CONCOURS DES FERMES.

Rapport fait par M. Théophile Roussel, président.

MESSIEURS,

Le programme des primes à distribuer dans cette séance comprend : 1^o une prime pour la ferme la mieux tenue ; 2^o des prix de labourage ; 3^o des primes aux serviteurs ruraux.

Je viens rendre compte du premier de ces concours.

Trois exploitations ont été présentées cette année à la Société en vue d'obtenir la prime. Toutes appartiennent à la région des Causses. Deux d'entr'elles, celle de la *Borie* (commune de la Parade) et celle de *Saubert* (communes de Hures et de Gatuzières) font partie du Causse Méjean et de l'arrondissement de Florac. La troisième, celle du *Cayla* (commune de la Capelle) est située dans l'arrondissement de Marvejols et dans cette partie du plateau Calcaire, entre le Tarn et le Lot, qu'on nomme Causse de la Canourgue.

1^o Ferme de la Borie.

Cette ferme ayant obtenu une mention honorable en 1855, ne pouvait être admise à concourir encore en 1856. Toutefois comme on assure que son propriétaire, M. Lapeyre, continue à marcher dans la voie des améliorations qui lui ont valu un

premier encouragement, la Commission a cru devoir l'inviter, au nom de la Société, à persévérer dans cette voie où il ne peut manquer d'obtenir, dans nos concours ultérieurs, une nouvelle et plus haute récompense de ses efforts.

2^e Ferme de Saubert.

Située à 8 kilomètres environ vers le nord de Meyrueis, cette ferme a été visitée le 30 septembre, par une Commission que composaient, avec moi, nos collègues M. de Nogaret et M. le baron de Roquedol.

Saubert était jadis un village de 6 à 7 feux, aujourd'hui réunis en un seul domaine. Les terres qui en dépendent, d'une étendue de 700 hectares, sont, depuis deux ans seulement, la propriété de M. Cazalis Allut, président de la Société d'agriculture de l'Hérault, qui en a confié l'exploitation à M. Frédéric Cazalis, son fils.

Dire que ces immenses terrains ont été acquis au prix de 80,000 fr., qui ne représente pas même une moyenne de 115 fr. par hectare, c'est faire juger les conditions agricoles de cette partie de notre pays. Les terres s'y partagent en deux classes : le sol arable et les friches. Celles-ci, qui dominent partout dans une énorme proportion, occupent à Saubert 478 hectares, c'est-à-dire les deux tiers de l'étendue totale du domaine. On y compte 215 hectares de terres labourables et 5 hectares de prairie gazonnée. Il n'y a point de bois.

Quoique j'aie placé les friches hors du domaine cultivable, il faut dire cependant que la plupart y rentrent par intervalles. Deux ou trois fois par siècle on y pratique un écobuage et aussitôt après on s'y livre, durant 6 ou 7 ans, à une production effrénée de céréales consécutives. Puis la terre totalement épuisée est rendue au parcours des troupeaux ou plutôt à une longue et hideuse stérilité.

Comme on le voit, à Saubert, de même que sur tous nos Causses, le domaine cultivable est presque tout entier en champs. La prairie permanente n'y forme qu'une très-minime fraction. Saubert, à l'arrivée de M.M. Cazalis, n'en possédait que 2 hectares.

Le premier acte des propriétaires nouveaux et leur principal mérite a été de se résoudre tout d'abord à sortir des entraves de la routine locale. On jugeait qu'en achetant Saubert au vil prix qu'on connaît, ils avaient fait une affaire ordinaire. Ils jugèrent qu'ils pouvaient la rendre excellente, en payant le prix du domaine une seconde fois, mais en le payant à la terre elle-même et la rachetant pour ainsi dire, par le travail des obstacles naturels qui paralysaient sa vertu productive.

M. Frédéric Cazalis s'est mis à l'œuvre courageusement et les résultats obtenus en deux ans par lui, sont aussi dignes de fixer l'attention des agriculteurs que d'obtenir les encouragements de la Société. Je vais les exposer sommairement dans l'ordre de leur importance :

1^o *Epierréments*. — L'enlèvement des pierres sera longtemps le travail préliminaire indispensable sans lequel un agriculteur progressif ne peut rien tenter de sérieux sur les Causses.

Dans ces hautes solitudes dont l'aspect aride représente à l'imagination les classiques déserts de la Lybie, le plus grand fléau de l'agriculture, après la sécheresse, réside en effet dans la surabondance des pierres. C'est sur la croute dure formée par les débris des strates calcaires qui constituent la base du sol et laissent filtrer l'eau des pluies avec une si grande facilité que l'habitant du Causse doit chercher le pain qui le nourrit, comme son bétail l'herbe qui le fait vivre. C'est seulement en écartant ces pierres, en les rangeant en bandes ou en tas qu'il a pu faire une place à son araire et le

champ du labour ne s'est amélioré et étendu que par la continuation de cette pénible tâche. Mais malgré les efforts du passé, presque tout reste à faire pour asseoir sur ce sol une véritable agriculture. On peut dire littéralement que la majeure partie des céréales qui se produisent sur nos Causses sont semées et récoltées dans des *champs de pierres* et en aucun pays peut être la peinture pittoresque que fait quelque part M. Michelet de *troupeaux broutant les cailloux* n'a été plus exactement vraie.

On se tromperait toutefois, si l'on croyait qu'il n'existe sous ces couches de pierres aucune ressource pour la végétation. Leur enlèvement fait découvrir une terre végétale plus ou moins épaisse, généralement rouge, fine, légère, et très-propre à la culture des céréales, des raves et de divers fourrages qui y acquièrent d'excellentes qualités. On est surpris quelquefois de l'abondance de ce sol caché sous des monceaux de cailloux. Cela se remarque surtout dans ces dépressions particulières aux Causses, sortes de vallées sans issue qu'on nomme des *sots* ou des *sotch*, curieuses comme phénomène géologique et intéressantes aussi au point de vue agricole, puisque c'est là que la culture perfectionnée doit trouver ses principales ressources, et qu'on peut rencontrer, (comme on l'a fait en certains points du domaine de Saubert), après l'enlèvement d'un lit de pierres épais de 50 centimètres près d'un mètre de bonne terre végétale capable de produire non-seulement des trèfles, mais probablement des luzernes, la plupart des légumes et des plantes-racines.

M. Cazalis n'a pas été le premier dans nos pays à comprendre l'importance des épierrements. Depuis plus de dix ans, sur les pentes calcaires du petit Causse de Malavieille, M. l'abbé Gaillardon a donné à ces opérations une suite et des développements jusque là peut-être sans exemples. Sur le Causse Méjean lui-même, plusieurs cultivateurs, notam-

ment M. Sanguinède, de Gros-Garnon, passent pour avoir beaucoup épierré ; on peut dire que sur tous ces points l'introduction des prairies artificielles, a donné une impulsion salubre : elle a forcé à épierrer, parce que sans cette condition aucune culture fourragère n'est possible. Mais nulle part on n'avait procédé à ce travail avec l'activité et l'ensemble de moyens déployés à Saubert. En moins de 2 ans près de cent hectares ont été plus ou moins complètement nettoyés, et dans le cours de cette année seulement il a été dépensé environ 7,000 fr. à ces opérations.

L'épierrement n'a pas été porté sur tous les points au même degré et cela devait être. C'est seulement là où il pouvait mettre à nu un sol abondant qu'on a prodigué l'argent et la peine. Je remarque que dans quelques champs qui sont dans ce cas le prix de revient de l'épierrement a dépassé le prix moyen qu'on assigne généralement aux opérations de drainage. Il s'est élevé à 300 fr. par hectare. Dans d'autres champs au contraire on a pu donner un nettoyage d'un effet appréciable à l'œil, pour 25 fr. En moyenne, M. Cazalis compte que l'épierrement de ses terres coûte, à l'hectare, environ 65 fr.

Il ne faudrait pas prendre ces chiffres comme exprimant une moyenne applicable à nos Causses. M. Cazalis, placé à peu de distance de Meyrueis, a pu tirer des ressources en main-d'œuvre qu'offre une petite ville, un avantage que beaucoup de propriétaires ne sauraient avoir.

En donnant un éloge, que les commissaires de la Société ont cru mérité, aux épierremens les plus coûteux pratiqués à Saubert, à ce qu'on peut appeler des *épierremens complets*, je viens heurter une opinion que j'ai trouvée populaire, non-seulement sur les Causses, mais dans nos cantons granitiques : cette opinion consiste à admettre que dans notre pays les pierres sont nécessaires à la végétation et qu'un blé qui pousse à l'abri des cailloux craint moins les intempéries,

surtout la sécheresse. A mon sens, tout n'est pas préjugé dans cette croyance ; sur nos Causses particulièrement, là où la terre arable n'offre qu'une mince couche sans consistance, au-dessus de la Roche calcaire, un épierrement porté à ses dernières limites doit être plus nuisible qu'utile. Dans ces cas la salubre influence de l'abri des cailloux pour conserver un peu de fraîcheur aux plantes brûlées par le soleil, ne peut guère être contestée. Aussi n'est-ce point sur des terres semblables que nous voudrions conseiller et que M. Cazalis a pratiqué ses épierrements soignés.

Quoiqu'il en soit, l'ensemble des épierrements de Saubert a déjà donné aux terres de ce vaste domaine une physionomie qui les distingue et les signale de loin. Lorsque seul, à cheval, j'ai traversé pour la première fois cette partie du Causse Méjean, c'est moins à la vue de quelques champs de maïs ou de féverolles, qu'à cette sorte de toilette inusitée donnée à de vastes surfaces labourées, que j'ai reconnu la propriété de MM. Cazalis, dont je savais seulement le nom et la réputation naissante. Cette comparaison que j'ai pu faire alors, d'un simple coup d'œil, entre des champs bien épierrés et les champs ordinaires du Causse, m'a démontré mieux que par des raisonnements et mieux surtout que je ne puis le faire à mon tour en rapportant mes impressions, les avantages d'un épierrement bien entendu. Après cette vue, les renseignements fournis par M. Cazalis n'étaient plus nécessaires pour me prouver qu'aucune opération agricole ne doit passer avant celle-là dans nos Causses et, pour me servir des expressions mêmes du propriétaire de Saubert, *que les dépenses nécessitées par les épierrements produisent de beaux intérêts, par la plus grande facilité avec laquelle se font les labours ; par l'économie dans les frais de moisson ; par l'augmentation de récolte en paille ; par la facilité des hersages ; la conservation des araires, charrues et autres instruments etc.*

M. Cazalis dit avoir constaté que dans un champ épierré deux bêtes font autant de travail que trois dans un champ non épierré. Quand à la paille, que l'épierrement permet de couper rez de terre, il dit que quoique ayant semé, en 1855, bien moins de céréales que son prédécesseur et ayant eu une année plus qu'ordinaire, il a eu plus de paille qu'on n'en avait avant lui.

Je craindrais de m'être trop étendu sur les épierrements, si cette amélioration n'était pas, comme je l'ai dit, le préliminaire obligé de toutes les autres, et ne devait pas être considérée comme la clef de l'agriculture des Causses et comme l'objet le plus digne des encouragements de la Société et de l'administration. Cette dernière pensée amène naturellement une réflexion par laquelle je termine : les Causses n'auront pas un centime des cent millions offerts en encouragement au drainage. La nature des roches qui leur servent de support y a établi un drainage naturel qui n'est que trop parfait et trop prompt. L'épierrement est au contraire pour ce pays l'opération qui seule, comme le drainage dans les plaines ou les vallées argileuses, peut conduire à mettre les sols improductifs en culture et à tirer du sol cultivé des produits supérieurs aux frais d'exploitation. Une pareille opération, dans une contrée aussi maltraitée que nos Causses, ne devait-elle pas avoir sa part dans les grands encouragements donnés par l'Etat ?

2° *Augmentation de la prairie permanente.* — Les Causses ne sauraient avoir des prés irrigués. L'eau des pluies ramassée dans les citernes ou retenue dans certaines dépressions du sol que l'art ou un accident ont rendues imperméables et qu'on nomme *lavagnes*, voilà toute leur ressource pour suffire aux besoins de l'homme et des animaux. Les végétaux doivent se contenter de l'eau des pluies aux moments où elle tombe. Les Causses possèdent néanmoins

quelques pièces de terre en prairie gazonnée. C'est toujours au voisinage, le plus souvent au-dessous des habitations, qu'on les trouve, c'est-à-dire là où le bon état du sol et surtout la facilité de bien fumer, permettent de créer ces gazons qui mériteraient le nom de *près célestes*, appliqué par les Allemands à des prairies analogues et qui ne reçoivent, comme tous nos Causses, pas d'autre eau que celle du Ciel. Quoique fort restreints ces gazons ont beaucoup d'importance pour nos Causses encore si peu pourvus de fourrages artificiels. Ils ne donnent qu'une seule coupe, mais d'un foin fin, savoureux, nourrissant et très-précieux l'hiver pour l'élevage du jeune troupeau. Dans notre montagne granitique c'est l'eau qui fait la prairie: sur nos plateaux calcaires c'est l'engrais et c'est surtout la rareté de l'engrais qui en borne forcément l'étendue. Combien de domaines de plusieurs centaines d'hectares en labours qui ont à peine un hectare de sol gazonné? En 1854, Saubert en avait 2 hectares; nous avons dit qu'on en trouve 5 en 1856; pour la création de ces 3 hectares de pré nouveau, M. Gazalis a d'abord soigneusement épierré un fond choisi; puis il y a semé des vesces d'automne; au mois de mars suivant il a semé un mélange de fenasse, de sainfoin et de trèfle et le succès de sa tentative nous a paru assuré.

3^e *Amélioration des cultures et cultures nouvelles.* —

Les cultures fourragères sont encore fort rares sur le Causse Méjean et à l'exception peut-être de Gros-Garnon, il n'y est aucun domaine où l'on puisse dire qu'elle constitue la base ou même un élément essentiel d'un assolement quelconque. Non-seulement les fourrages artificiels y sont peu cultivés, mais on n'en connaît pour ainsi dire que deux: la *minette* qu'on sème sur les céréales de printemps pour en obtenir l'année suivante une maigre coupe ou un patusage passager pour le troupeau; et le *sainfoin* ou *esparcet* qu'on a l'habi-

tude de conserver plusieurs années afin de donner à la terre un repos nécessaire entre 4 céréales. Les terres qui ne reçoivent pas la minette ou l'esparcet sont condamnées à l'unique production des céréales qui s'y succèdent suivant cette rotation triennale, qu'on pourrait appeler classique si elle ne méritait plus justement le nom de barbare, à savoir : 1^o blé ou méteil, 2^o orge ou avoine, 3^o jachère.

M. Casalis n'a pas voulu s'enfermer dans ce cercle réprouvé. Sur 215 hectares de terres arables, il a abandonné une vingtaine d'hectares des plus mauvaises. Pour le reste, partout où il a pu faire passer un premier épierrement, il a ensemencé les champs les moins bons en minette ou en fenasse pour obtenir au plutôt un surcroît de ressources alimentaires. Il se propose par la suite de demander une céréale à ces terrains tous les 5, 6 ou 7 ans, en attendant que l'expérience lui ait suggéré une meilleure combinaison. Quand à ses bonnes terres jugées dignes d'un épierrement soigné il les réserve pour la culture alterne. Cette culture, sur laquelle M. Casalis nous a exposé plutôt ses projets que des résultats pratiques, est combinée de manière à offrir la rotation suivante :

- 1^{re} année. Blé (avec fumure) ;
- 2^o — Orge ou avoine, avec graines de sainfoin ;
- 3^o 4^o 5^o et quelquefois 6^o année sainfoin ;
- 6^o — Blé, hersé en mars, avec graine de trèfle ;
- 7^o et 8^o Trèfle, fumé la 2^o année ;
- 9^o — Blé, hersé en mars, avec graine de minette ;
- 10^o — Minette.

Nous ne chercherons pas à analyser cet assolement qui débute par deux céréales consécutives comme l'assolement ordinaire du Causse, qui en diffère ensuite surtout par l'intervention du trèfle, encore si peu cultivé et par la moindre

place donnée aux céréales de printemps que nous ne voyons figurer qu'à la 2^e année d'une rotation décennale. M. Cazalis assure que les avoines et les orges réussissent rarement à Saubert à cause des grandes sécheresses de l'été, que les blés réussissent mieux ; voilà pourquoi il place trois blés dans sa rotation. Nous n'insistons point ne croyant pas que ce système ait rien de définitif. Peut-être l'expérience démontrera-t-elle à M. Cazalis que, dans ses bons fonds, sur 6 ou 7 années qu'il donne à la prairie artificielle, il devrait prendre une année au moins pour les légumes et les racines. En y consacrant la 10^e, par exemple, et laissant tout à fait la minette pour ses terres médiocres, il aurait l'avantage de ne pas fumer directement son blé de la 1^{re} année. Peut-être reconnaîtra-t-il en particulier qu'il ne fait pas assez de cas de la rave, qu'on cultive si peu et si mal.

Quoiqu'il en soit, il suffit, pour approuver M. Cazalis, de constater qu'il est entré dans une voie évidemment meilleure que l'ornière banale où rampent les agriculteurs du Causse, puisqu'il doit y récolter beaucoup plus de fourrages, et par là se créer des ressources inconnues à ses voisins pour la production des céréales.

Dès à présent cette dernière production se trouve améliorée à Saubert par ce fait seul qu'elle y est renfermée dans de plus étroites limites : pratiquée sur un terrain moins étendu, mieux préparé, mieux fumé, elle a déjà donné avec une économie de travail une notable augmentation de produits. Ajoutons que les produits de M. Cazalis nous ont paru remarquablement beaux, comparés aux produits ordinaires du Causse. Nous avons vu dans ses greniers des blés de Ste-Hélène, des touzelles blanches, qu'il se propose d'envoyer à l'exposition du concours régional et qui ont pu être vendues à Meyrueis comme grains de semence. Ajoutons pour expliquer la belle apparence des blés de Saubert que M. Cazalis y

a importé l'année dernière un trieur Pernollet, innovation excellente dans tout pays triennal, ou les moissons ont coutume d'être horriblement infestées par les mauvaises graines.

Quoique M. Cazalis n'ait pas assigné une place aux plantes racines dans son assolement, il a cependant voulu les admettre dans sa culture. Dans un *sot*, assez éloigné de l'habitation, nous avons vu un petit champ de *betteraves*; mais M. Cazalis a reconnu lui-même que ces plantes n'ont pas reçu les soins indispensables à leur succès. Nous en dirons autant des *raves*. 2 hectares ont été consacrés aux *pommes de terre*.

A ces cultures faites, hors de son assolement, M. Cazalis a joint celle des *féverolles* et du *maïs pour fourrage* (auquel il a été consacré un hectare 1/2), cultures nouvelles pour le Causse Méjean. Enfin, au nombre des produits très-peu connus dans ce pays, nous devons citer une belle récolte de *trèfle incarnat* cultivé sur une étendue de plus d'un hectare.

Pour compléter ce tableau des améliorations réalisées dans les cultures et l'élaboration des produits, il faut observer que M. Cazalis a introduit pour le labour des terres profondes de bonnes charrues à versoir, tirées de Marseille, pour remplacer l'araire qui fend le sol et ne verse pas. Il s'est créé de précieux loisirs pour les travaux de l'automne en faisant l'acquisition d'une *machine* à battre, du même système que celle précédemment introduite dans le département par la Société. Grâce à cette machine, le battage de la récolte de Saubert qui durait plus de deux mois, qui souvent n'était pas terminé au printemps de l'année suivante, a été fait cette année en 18 jours et M. Cazalis a pu mettre sa machine au service de ses voisins qui tous ont été fort satisfaits et ont reconnu l'importance de ce service.

4^e Amélioration du troupeau. — Les bêtes à laine sont le bétail par excellence, ou pour mieux dire le seul bétail du

Causse, ou l'espèce bovine n'est pas élevée, mais seulement importée pour les labours. On compte à Saubert 18 bœufs de travail, qui, suivant la coutume, sont nourris du mois de septembre au mois de mai à l'étable, avec de la paille de froment, de seigle et d'orge plus ou moins mêlé avec du foin et qui le reste de l'année vivent dans les *devois* et les jachères de choix. Ces animaux sont tous de la race d'Aubrac.

La porcherie, formée d'animaux du pays, croisés avec des verrats tonquins, se compose de 5 porcs à l'engrais, 7 truies portières et d'une trentaine d'élèves.

Le troupeau comprend 1080 têtes, dont 400 brebis, et 9 béliers; les brebis sont de la race du Causse que M. Cazalis, a voulu améliorer par l'importation de 5 béliers du Languedoc, et de 2 béliers du Larzac.

Tout le monde sait que la race du Causse est très petite; elle a le corps arrondi, les membres courts et fins. Elle engraisse facilement; elle est bonne laitière; enfin elle excelle par la qualité de la viande; il est donc sage de ne pas changer de parcs animaux. M. Cazalis, a voulu leur donner un peu plus de taille et en même temps un lamage plus fin et c'est dans ce double but qu'il a eu recours au sang étranger. Nous ne voulons pas examiner si cette recherche simultanée de l'amélioration de la laine et de l'augmentation de la taille, est bien conforme aux données de la physiologie; l'expérience instruira bientôt M. Cazalis à cet égard. Au point de vue agricole, la pensée d'avoir des animaux plus grands, se justifie par l'augmentation, déjà réalisée à Saubert, de la masse des aliments du troupeau; mais elle ne saurait être approuvée de la part des propriétaires qui n'ont pas ces ressources. La plus grande abondance de nourriture a donné à Saubert un autre résultat qui serait bien plus avantageux pour nos cultivateurs que celui d'une plus grande taille. Il s'agit de l'augmentation sensible de la production du lait et du fromage.

On sait quelles richesses les habitants du Causse du Larzac tirent du lait de leurs brebis à l'aide de caves de Roquefort. Nous ne voulons pas prétendre que nos Causses, à tant d'égards cependant, si semblables au Larzac, puissent jamais s'enrichir ainsi. Nous croyons toutefois que si des caves dans le genre de celles de Meyrueis étaient construites ou agrandies; si la production du lait, les manipulations du fromage, étaient l'objet des soins intelligents que savent y porter nos voisins du Larzac, la production des *fromages façon Roquefort*, pourrait être une branche d'industrie prospère pour les Causses de la Lozère. Déjà beaucoup d'entre nous ont pu apprécier un fromage de ce genre qui se prépare dans une cave creusée sur les pentes du Causse de la Canourgue et les renseignements qui nous sont parvenus semblent prouver que cette fabrication n'est pas faite avec toutes les précautions nécessaires et qu'il serait aisé de l'améliorer. On peut en dire autant de la fabrication dont les produits sont déposés aux caves de Meyrueis. M. Cazalis est entré dans une autre voie et l'un des premiers sur le Causse Méjean, il a envoyé son fromage aux caves de Roquefort.

Mais le résultat le plus important à nos yeux, c'est qu'avec l'espèce du Causse, plus petite que celle du Larzac qui donne communément un quintal de fromage par six brebis, il affirme être arrivé à obtenir un quintal par 7 à 8 bêtes, tandis qu'il en faut 12 et le plus souvent 20 dans les cas ordinaires, pour la même quantité.

Quant à l'amélioration de la laine, il y a là sans doute un des progrès les plus désirables pour nos troupeaux; mais suffirait-il pour y arriver de recourir aux croisements? ce progrès est-il compatible avec le parcage habituel sur les terres du Causse?

5° *Plantations*. — Si la surabondance des pierres est le plus grand mal des Causses après la sécheresse, on peut

dire que le plus grand besoin de ces plateaux, après l'épierrement, c'est d'être reboisés. L'épierrement peut seul y asseoir l'agriculture ; mais une fois le sol rendu plus propre à être cultivé, les récoltes auront encore à souffrir du manque absolu d'abri et d'humidité. Or de tous les moyens au pouvoir de l'homme pour atténuer ces conditions et tempérer les rigueurs d'un climat desséchant et aussi sujet aux violences de la chaleur qu'à celles du froid, le plus efficace est la multiplication des arbres et surtout la création de rideaux de forêts. On observe même sous ces rapports, entre les Causses nus et les portions boisées, des différences sensibles qui viennent à l'appui de cette assertion. Quand à la prétendue impossibilité de faire réussir les arbres dans ces plateaux, elle n'est qu'une preuve de l'indifférence des propriétaires. Les bois du Choïsal, du Lieurant, sur les points élevés du Causse de Sauveterre ; les bois du Bédos, du Mas-St Chély etc. au Causse Méjean ; enfin l'existence de frênes et d'ormeaux quelque fois très-vigoureux, au voisinage des habitations ou le long des routes, en sont la preuve sans réplique. Les obstacles véritables sont dans l'éloignement des esprits de toute plantation ; dans le manque d'arbres pour planter ; dans les lenteurs inhérentes aux semis et la difficulté de les soustraire à la dévastation.

Saubert est entièrement sans bois ; cependant plusieurs arbres notamment quelques noyers qui se maintiennent vigoureux et donnent des fruits, dit-on, à l'abri des bâtiments d'exploitation, ont suggéré à M. Frédéric Cazalis la pensée de planter. Il a placé un millier d'arbres entr'autres quelques centaines de noyers, autour des meilleurs champs. Il se propose de continuer ces plantations.

Nous espérons qu'il ne s'arrêtera pas là et qu'il entreprendra de boiser par des semis, malgré les soins et la patience nécessaires et, il faut le dire, malgré les mécomptes inévitables

dans une telle entreprise. Elle est digne de son courage. Il à l'espace; il a le temps et les moyens de réussir plus que personne. Il est servi par un régisseur intelligent, par des domestiques presque tous venus du Causse noir et qui lui obéissent. Il lui est aisé, dans ces conditions, d'enlever à la dépaissance certaines zones de ses terrains en friche, d'y pratiquer soigneusement des semis de pin sylvestre ou de pin noir d'Autriche; surtout de les faire respecter et d'en écarter la dent du troupeau.

En donnant sur les lieux ce conseil à M. Cazalis, nous nous sommes permis de lui proposer un moyen de faire tourner ses épierrements au profit de ses semis forestiers. Au lieu d'amonceler les pierres au milieu des champs en tas énormes, qui gênent les labours, occupent un bon terrain et sont d'un effet désagréable à la vue, ne pourrait-on pas transporter ces pierres jusqu'aux limites même du terrain réservé à la culture? Là, on les déposerait suivant des lignes plus ou moins prolongées qui formeraient clôture et comme une muraille grossière. On circonscrirait ainsi des bandes de terrains auxquelles on donnerait des proportions et une direction en rapport avec l'importance des abris qu'il s'agirait de créer. Par ce moyen, le sol forestier étant bien limité et presque clos, la tâche des bergers serait beaucoup plus facile. Chaque pièce de terre un peu étendue pourrait avoir ainsi son écran protecteur contre les mauvais vents; les animaux y trouveraient un abri par la suite, et la condition générale des cultures en serait heureusement influencée.

Telles sont les observations auxquelles a donné lieu la visite de Saubert. Avant de conclure, je vais rendre compte de la visite du Cayla.

3° Ferme du Cayla.

Comme Saubert et comme bien d'autres lieux du Gévaudan , le Cayla forme un seul domaine , un *mas* , à la place d'un ancien village de 5 à 6 feux. Demême que Saubert, c'est une terre de Causse, quoiqu'au premier abord il soit difficile d'y reconnaître les traits de la région dont le tableau vient d'être esquissé. Le sol y est à peu près le même ; les roches y sont presque identiques , et appartiennent en général au même étage du terrain jurassique. Mais la surface du sol y est plus accidentée : elle se creuse en véritables vallées sans eau et se soulève en croupes saillantes, surmontées de mamelons arrondis que couronnent des bois de pin. Si ce n'était la teinte rouge des terres , la physionomie des roches et le manque absolu de ces eaux courantes qui donnent à la Montagne une animation particulière et comme un murmure de vie , on se croirait plutôt dans un de nos cantons granitiques que sur un plateau calcaire.

L'approche du Cayla révèle aussi, à distance, la présence d'un propriétaire ami de sa terre et travaillant de longue main aux améliorations. De grands bois , séparés des propriétés voisines par un mur en pierres sèches, en tracent la limite; ces bois, de même que le domaine entier, sont coupés par des chemins d'exploitation d'un luxe exceptionnel , qui tous conduisent à l'habitation et en permettent l'accès en voiture. Autour de celle-ci, des champs plantés de noyers , des arbres nombreux , une pelouse , plusieurs hectares de prairie, un beau champ de trèfle, indiquent une intensité de culture peu commune dans cette région.

A Saubert nous avons vu un des plus vastes domaines du Causse , ayant passé naguère et tout à coup du régime semi-pastoral aux mains intelligentes et actives d'un maître étranger,

qui y plante d'emblée, avec l'énergie de moyens que sait déployer l'esprit moderne, un système entier d'exploitation et de mise en valeur. Ce maître nouveau, homme des villes, est venu en personne diriger, à ses risques et périls, cette sorte de lutte contre une nature inculte et réputée ingrate. En son absence, il tient à sa place un régisseur, exécuteur fidèle de ses volontés, et soustrait autant que possible par ses habitudes et son origine au joug des routines locales.

Au Cayla tout est différent. C'est la culture traditionnelle du pays, sans idée de rénovation et soumise au joug uniforme du système triennal; c'est seulement une culture plus active qu'à l'ordinaire; plus éclairée, progressant lentement mais d'une manière incessante et ayant presque atteint le terme des améliorations possibles dans les limites où elle est enfermée, et qui ne peuvent guère être franchies sous le régime du fermage. Le domaine du Cayla est en effet livré, de longue date, à une même famille de fermiers. Le chef actuel, vieillard honnête et avisé, s'est attaché à la terre qu'il exploite et où ses enfants espèrent le remplacer. Loin de dégrader ce qui ne lui porte pas immédiatement profit; loin d'épuiser la terre avec cette soif de sangsue qui dévore nos fermiers et éternise leur misère et notre pauvreté agricole, il l'a ménagée et s'est associé aux vues de son propriétaire pour y apporter des améliorations.

Au Cayla, en effet, nous avons trouvé ce trop rare exemple d'un propriétaire et d'un fermier vivant côte à côte, porte à porte, et dans une harmonie qui semble se transmettre avec les générations comme une part de l'héritage. Le propriétaire est un octogénaire dont la vie et l'aspect inspirent la vénération. Après avoir parcouru jusqu'au bout une longue et honorable carrière administrative, ce vieillard, M. Pascal, n'a pas cherché le repos dans les douceurs du séjour à la ville. Il a préféré passer les jours de sa retraite sur le Causse

où il est né ; et là , à un âge et dans des conditions où presque tous les hommes semblent s'attacher à rendre tout immobile , il a trouvé la force et le temps nécessaires pour tout changer autour de lui.

Cette concordance et cette action combinée du maître et du fermier est le trait qui nous a le plus frappé au Cayla ; et nous avons attribué à cette circonstance la prospérité du domaine que nous allons décrire maintenant :

Les détails sur l'état général du Causse , dans lesquels nous sommes entrés à propos de Saubert , nous permettent d'être plus bref en parlant du Cayla.

La contenance totale du domaine est de 457 hectares ; mais celle de la ferme est en réalité beaucoup moindre, car ce chiffre comprend 200 hectares de bois , dont M. Pascal s'est fait la réserve, qu'il soigne, aménage et exploite lui-même, et dont l'accès est sévèrement interdit aux troupeaux. Les bœufs et les chevaux sont seuls admis à paître dans les futaies, où ils trouvent ce qu'on appelle les pâturages gras.

Les terres de la ferme se composent de 200 hectares de triches, de 53 hectares environ de champs, et de 4 hectares de prairie gazonnée.

Ainsi le domaine de la culture se réduit à moins de 60 hectares , dont 53 constituent le domaine du labour, qui est exploité à l'aide de 4 paires de bœufs.

Le système triennal, comme je l'ai dit et comme on devait s'y attendre, préside à cette exploitation. Les terres forment trois soles d'environ 18 hectares chacune : l'une affectée aux céréales d'hiver , c'est-à-dire au méteil ; la seconde à l'orge et à l'avoine ; la troisième se partage entre la jachère morte et les fourrages artificiels. Nous avons trouvé environ 7 hectares en jachère ; 6 en minette pour fourrage ; un hectare occupé par des légumineuses, vesces et pois, et 4 hectare en trèfle rouge , fourrage aussi peu cultivé sur ce Causse que

sur celui de Saubert. Les pommes de terre, de même que les raves et les navets, ne se récoltent que pour les besoins du ménage. L'idée d'y chercher surtout un moyen d'améliorer la production des céréales et l'alimentation des bestiaux, n'existe pas plus ici que dans les meilleures fermes des autres portions de la Lozère.

Nous n'avons pas à faire le procès du système triennal. Il est jugé sans appel au point de vue de la théorie, et, dans le domaine de la pratique, il est condamné partout où on a pu comparer ses résultats avec ceux de la culture alterne. Mais où trouver parmi nous ce point de comparaison? Les fermes primées jusqu'ici par la Société sont toutes soumises à la triennalité, et beaucoup le sont d'une façon plus routinière que la ferme du Cayla. En parlant ainsi, nous n'entendons pas justifier ce dernier domaine, mais nous sommes forcés de reconnaître que le blâme s'applique à notre pays en général.

Le fermier du Cayla nous a paru retirer de la rotation triennale tout ce qu'il est permis d'en attendre. Sa récolte, année commune, atteint au moins le rendement de 6 pour 1, l'un des plus beaux résultats qu'on puisse constater dans nos Causses. Les stipulations de son bail à ferme, qu'il remplit exactement, sont calculées sur cette base. Il paye tous les ans au propriétaire 120 hectolitres de méteil et 90 hectolitres d'orge ou d'avoine, en sus d'une rente en argent qui représente, plus particulièrement, le produit du troupeau. Sur les grains qui restent pour sa part, il doit fournir aux semences qui absorbent environ 70 hectolitres, suffire aux divers besoins de la ferme, et nourrir toute l'année 13 à 14 personnes. Il est vrai qu'il lui est rarement possible, dans ces conditions, de porter pour son compte du blé au marché. Son profit net provient des animaux.

L'exploitation occupe le fermier, son fils, deux laboureurs, sans compter 3 petits fils qui viennent en aide. Il y a deux ménagères et 4 bergers.

Le troupeau est ici, comme partout sur le Causse, l'objet le plus important. Il comprend près de 800 têtes, chiffre relativement plus élevé que celui de Saubert, si on compare l'étendue des dépaissances. Il est vrai que les friches du Cayla sont supérieures à celles de Saubert. Elles occupent en général un ancien sol boisé, qui a subi jadis des écobuages et des épierrements, et qui, après avoir recouvré sa faculté de produire de l'herbe, n'est plus condamné à la perdre dans cette épuisante succession de céréales qui font suite au défrichement.

Le troupeau est de cette même race du Causse que nous avons trouvée à Saubert. Il se divise en 3 troupeaux distincts ayant leurs gardiens et leurs cantonnements séparés. D'un côté, les brebis portières, au nombre d'environ 250, avec environ 220 agneaux; les antanois ensuite; et enfin les moutons de tout âge mangent, parquent et logent à part. L'importance qu'on attache aux soins de ces animaux est révélée par le taux du gage de leurs gardiens. Un bon berger gagne plus de 200 fr., tandis que la moitié de ce chiffre est rarement atteint par les bergers de la montagne.

Les bœufs de travail viennent d'Aubrac, comme tous les bœufs de nos Causses. Nous avons trouvé près d'eux, dans la même étable, trois chevaux, qui nous ont semblé un objet de luxe de la part du fermier, plutôt qu'un objet de spéculation. Ils ne font aucun travail, et le fermier y renoncerait, sans doute, s'il tenait exactement ses comptes; mais comment parler de comptabilité agricole à un fermier Lozérien.

Ces chevaux sont de forte taille, mais d'un type commun; ils étaient en fort bon état, lors de notre visite, quoiqu'ils eussent vécu dans les grands bois avec les bœufs tout l'été,

et n'eussent reçu, comme ces derniers, que de la paille à l'étable. Leur litière, comme celle des bœufs, se compose de jeunes pousses de buis, qui croissent en grande abondance dans les bois du Cayla, et qui passent pour former avec les déjections animales un engrais fort actif.

La prairie du Cayla est la plus belle que nous ayons vue en parcourant les Causses. Elle est principalement fumée par le parage des troupeaux qu'on y établit, aussitôt après la récolte de foin levée. C'est à ce mode de fumure qu'on attribue l'augmentation considérable du rendement, qui dépasse en général 125 quintaux par hectare.

Le fermier du Cayla a notablement accru ses provisions de fourrage par l'introduction du trèfle, auquel il a consacré un champ de 4 hectares. Ce trèfle avait reçu, cette année, 500 kilogrammes de plâtre; la récolte en a été fort belle.

L'existence sur d'assez grandes surfaces de fourrages artificiels, et notamment du trèfle, indique assez que les terres du Cayla ont reçu des épierrements. Ces opérations sont anciennes; sur plusieurs points, on peut dire qu'elles sont complètes. J'ajoute qu'elles sont dues, surtout, comme les plantations, les clôtures, les chemins d'exploitation, le bon état des bois, à l'initiative et à l'action directe de M. Pascal.

J'ai tâché de faire un rapport fidèle des observations qui résultent de la visite des fermes de Saubert et du Cayla. Elles constatent deux situations agricoles différentes: d'un côté, un début large et heureux; l'art moderne apportant sur une des parties les plus désertes de notre territoire ses procédés savants, de puissantes ressources, l'instruction et le stimulant de ses exemples. De l'autre, une suite déjà longue de travaux utiles dans un cercle beaucoup plus borné; toutes ces améliorations compatibles avec l'asservissement aux règles

communément admises. Certes, Messieurs, si l'exploitation de Saubert comptait, dès à présent, dix années de travaux et de succès comparables à ceux qui marquent les deux ans qui vont finir, elle serait sans rivales sur nos Causses, et le prix des fermes ne saurait lui être disputé. Mais il lui manque un titre essentiel et cette épreuve décisive sans laquelle on ne peut juger et classer une entreprise agricole; il lui manque le temps. L'intelligence et la vigueur de l'initiative, les sacrifices d'argent, le courage contre les préjugés, sont dans tous les genres d'entreprise des qualités dignes des plus grands éloges; mais, en agriculture, les qualités qu'il faut mettre au premier rang et récompenser avant tout, sont la suite dans les idées, la patience dans les revers, la persévérance malgré les obstacles. Les premières préparent, celles-ci seules assurent le succès.

Le Cayla nous a offert un exemple de ce que peuvent ces dernières conditions, appliquées dans le cercle restreint de la pratique ordinaire: une partie du Causse transformée en un lieu de résidence agréable; un propriétaire vivant en paix, et bien payé au milieu de ceux qui exploitent ses terres; des fermiers assez contents pour ne désirer aucun changement de conditions, assez riches pour se donner du luxe à leur manière, assez sensés pour ne pas dédaigner le progrès: n'est-ce pas aussi, Messieurs, un fait digne d'attention et d'éloges. Si dans dix ans, comme nous l'espérons, Saubert est appelé à offrir un spectacle sans pareil sur nos Causses, le Cayla montre aujourd'hui tout ce que la culture actuelle est capable d'obtenir.

A ces divers titres, la Commission a jugé que la prime à accorder, cette année, à la ferme la mieux tenue, devait être partagée entre la ferme de Saubert et celle du Cayla.

J'ai un mot à ajouter relativement à cette dernière. La demande adressée à la Société n'a pas été faite au nom de

M. Pascal, mais au nom de son fermier, le sieur Antoine Nogaret. La Commission a pensé néanmoins que, dans ce partage des récompenses de la Société, le nom du propriétaire, qui est l'auteur ou le promoteur des améliorations principales, ne devait pas rester effacé. Par ce motif, elle a proposé, en décernant la prime au sieur Nogaret, d'accorder à M. Pascal une médaille d'argent.

En conséquence, il est accordé une prime de cent francs et une médaille d'argent à M. Cazalis, propriétaire à Saubert;

2° Une médaille d'argent à M. Pascal, propriétaire au Cayla ;

3° Une prime de cent francs au sieur Antoine Nogaret, fermier au Cayla.

2° CONCOURS DE LABOURAGE.

Conformément au programme publié par la Société, un *Concours de labourage* a eu lieu à Mende, le lundi, 3 novembre, jour de la foire de la Toussaint. Le programme portait que : *les maîtres, bouviers et laboureurs des 3 arrondissements* y seraient admis, et pourraient se servir de toute espèce de charrue autre que l'araire du pays. Cette condition expresse du programme n'avait pas été admise sans quelques difficultés ; et des doutes avaient été

élevés sur la réussite et la possibilité de ce concours , si elle était maintenue. La Société l'a maintenue, néanmoins, parce qu'elle constituait réellement à elle seule l'objet sérieux et utile du concours: à savoir d'amener les cultivateurs du pays, par une démonstration matérielle et pratique, à bien se rendre compte des conditions essentielles d'un bon labour, et par là à renoncer, dans presque tous les cas, à un instrument presque universellement usité et qui n'en remplit presque aucune.

L'attente de la Société a été remplie : malgré que cette lice fût ouverte aux laboureurs de la Lozère pour la première fois , dix d'entr'eux ont répondu à son appel, et les résultats de ce concours nouveau ne laissent aucun doute sur les services qu'il peut rendre et l'utilité qu'il y a de le faire figurer, à l'avenir , sur le programme des primes à distribuer par la Société.

La Commission chargée par la Société de constituer le jury du concours de labourage , se composait de MM. De la Bastide, Chevalier , juge, Rivière , Paradis et Des Molles , président, et qui a en outre rendu compte à la Société, de la manière suivante, des résultats du concours et des opérations du jury.

RAPPORT

*Fait à la Société d'agriculture du département
de la Lozère, au nom du jury chargé d'apprécier
le concours du labourage.*

Par M. DES MOLLES, Membre titulaire:

MESSIEURS,

Je viens vous faire connaître les résultats des opérations du jury que vous aviez chargé de juger le concours du labourage que la Société vient d'inaugurer dans le département.

Depuis longtemps les hommes spéciaux étaient frappés de l'insuffisance de l'araire en usage dans nos montagnes. Cét instrument primitif, auquel des habitudes séculaires ont attaché nos cultivateurs, ne remplit évidemment aucune des conditions que la science moderne demande à la charrue, ce fondement de toute bonne culture. Aussi, dans son appréciation intelligente des besoins du pays, la Société a-t-elle compris qu'il était urgent de hâter, par tous les moyens d'influence dont elle dispose, l'introduction et la diffusion des instruments de labourage perfectionnés et, c'est, dans cette pensée, qu'elle a décidé qu'ils seraient seuls appelés à concourir pour les primes instituées par M. le Ministre de l'agriculture.

Dans ces conditions le nombre des concurrents devait être restreint. Cependant dix charrues ont été présentées. Sept de ces instruments de force moyenne, pouvant exécuter les

labours à une profondeur de 20 à 25 centimètres avec un attelage de deux bœufs, et dont l'usage répond le mieux aux exigences de nos localités, ont surtout appelé l'attention du jury, et c'est entre eux que le concours a été établi.

En dehors de ces conditions, M. Roussel, Président de la Société, a fait fonctionner une charrue légère, à avant-train, fort bien construite et qui doit rendre des services très-utiles dans les terres légères de la partie granitique du département.

M. Grousset, directeur de la ferme-école de Recoulettes, a présenté une charrue Dombasle du plus fort modèle, dont les labours profonds sont d'une grande régularité. Mais le jury a surtout remarqué une charrue dos-à-dos, amenée par le même agriculteur, laquelle lui a paru d'un grand intérêt pour nos terres à pentes rapides. Il eût voulu encourager par une prime l'introduction d'un instrument aussi utile. L'exiguité des fonds mis à sa disposition ne le lui a pas permis; mais il croit devoir, au nom de la Société d'agriculture, adresser des remerciements à nos deux collègues et les signaler à la reconnaissance des amis du progrès.

Le sieur Thérond n'ayant pu se procurer un attelage, le nombre des concurrents s'est trouvé réduit à six. Ils ont occupé la place que le sort leur avait désignée sur le champ, préparé d'avance par les soins de M. le Président de la Société d'agriculture, et sont partis ensemble au signal qui leur a été donné.

Le jury a constaté par des mesures exactes le mérite du travail exécuté par chaque charrue. La profondeur du labour a varié de 18 à 22 centimètres. La largeur des bandes retournées présentait des différences plus grandes encore. Nous avons mesuré des sillons de 45 centimètres de largeur; d'autres en avaient à peine 30. Enfin, tandis que certaines parties du travail trahissaient l'inexpérience des attelages et des conduc-

teurs , d'autres laissaient peu de chose à désirer sous la rapport de la netteté et de la régularité.

L'épreuve a duré 35 minutes , et nous avons pu constater que la quantité de travail exécuté ne nuisait pas à sa perfection, et que ceux qui avaient fait le plus avaient aussi fait le mieux.

Les sieurs Favier, propriétaire à Barjac, et Brunel (Jos.), fermier à Naussac, sont les deux concurrents qui ont le plus approché de la perfection. Le jury ne pouvant signaler aucune différence dans la valeur de leur travail , a l'honneur de vous proposer d'accorder à chacun une première prime de 50 francs.

Jouve (Antoine), bouvier à Malevieille, et Brajon (Jean), bouvier à Sirvens, ont aussi exécuté un labour satisfaisant, et nous vous proposons de leur accorder une prime de 35 fr. à chacun.

Nous devons ici vous faire part d'un incident sur lequel le jury a pris une décision qu'il soumet à l'approbation de la Société.

Le sieur Thérond, fabricant de charrues à Naussac, qu'un accident avait empêché de prendre part au concours , a demandé l'autorisation de faire fonctionner devant nous la charrue qu'il avait présentée et à laquelle il a apporté quelques améliorations. Les épreuves auxquelles cet instrument a été soumis et que nous avons suivies avec le plus grand soin, en ont pleinement constaté le mérite. Il a fonctionné successivement avec des attelages de deux et de quatre bœufs, et ses labours profonds ou légers laissent peu de chose à désirer. Sa marche en terre est régulière, la bande est nettement tranchée et complètement renversée, et son régulateur est sûr et facile. Aussi avons-nous pensé qu'il était con-

venable de donner un encouragement au constructeur intelligent qui a contribué à répandre dans le département l'usage d'une bonne charrue, et nous vous proposons, à l'unanimité, de lui accorder à ce titre une gratification de 30 francs.

L'ensemble de ce concours laisse sans doute beaucoup à désirer, mais c'est une bonne pensée que l'avenir fécondera. Le progrès agricole se propage par les bons exemples plus encore que par les bons conseils, et notre araire traditionnelle, qui aurait résisté pendant des siècles peut-être aux théories les plus évidentes, ne peut manquer de succomber au seul contact de la charrue à versoir.

3° PRIMES AUX SERVITEURS RURAUX.

L'examen des demandes adressées à la Société en faveur des serviteurs ruraux était confié, cette année, à une commission composée de MM. l'abbé Gaillardon, Ed. Ignon et De Ligonès, rapporteur, qui a rendu compte comme il suit des choix faits par la commission :

MESSIEURS,

Les limites de votre budget ne permettant pas, malheureusement, d'allouer de nombreuses récompenses aux serviteurs ruraux attachés, depuis longtemps, au même maître et distingués par leur zèle et leur moralité, nous nous bor-

nerons à vous demander , pour cette année , quatre primes d'encouragement , de 25 fr. chacune.

1^o *Baptiste Salaville* , âgé de 55 ans, au Giralaldès, commune d'Arzenc-de-Randon , est un enfant naturel qui s'est attaché, comme à sa famille, à celle de M. Antoine Valette, qu'il sert comme bouvier depuis 38 ans. Il est très laborieux et M. Valette atteste qu'il est un brave et fidèle serviteur.

2^o *Grousset Zacharie*, âgé de 48 ans, est, depuis 21 ans, au service de M. Clavel, propriétaire aux Tronquettes, commune de St-Germain-du-Teil , et a rempli tous ses devoirs avec zèle et probité.

3^o *Pierre Félix* est entré , bien jeune , chez M. Daudé , propriétaire à Runes , dans la commune de Fraissinet-de-Lozère , en qualité de berger , depuis 17 ans. Il est zélé en tout, dit son maître ; il est probe , soigneux et économe : M. Daudé ajoute et le maire certifie que, plusieurs fois, il a combattu les loups qui attaquaient son troupeau.

4^o *Elisabeth Grenier* est servante de ferme , depuis 24 ans , chez M. Monteil , propriétaire à Brassac , commune de St-Chély-d'Apcher. Elle est pieuse et a toujours rempli ses devoirs avec la plus scrupuleuse fidélité ; elle a donné , à tous les gens de la ferme , de bons exemples et de bons conseils. Ses soins , comme ménagère , ont contribué à accroître le revenu du domaine ; aussi a-t-elle , par son dévouement , justifié la confiance de son maître. — Elle a sacrifié toutes ses économies pour soulager ses parents. Personne n'a plus de droits qu'Elisabeth Grenier à la prime qui lui est décernée.

Après la distribution des primes, M. le Président termine la séance par la lecture d'un morceau intitulé: *De la Cathédrale de Mende et du Pape Urbain V. Premier Chapitre de l'histoire de ce Pontife*, par M. Théophile Roussel.

En raison de l'abondance des matières contenues dans ce dernier n° de l'année 1856, la publication de ce fragment historique a été réservée pour paraître dans le premier Bulletin de 1857.

SÉANCE DU 10 NOVEMBRE 1856.

PRÉSIDENCE DE M. THÉOPHILE ROUSSEL.

PRÉSIDENT.

Présents : MM. De Ligonnès, l'abbé Baldit, Vachin, O. Charpal, Laurens, aîné, l'abbé Gaillardon, De Lescure, Paulin Laurens, Coumoul, Portalié, Moulin et Alexis Brun, membres titulaires ;

M. Paparel, membre associé.

La Société décide de placer en rentes sur l'Etat la somme de 2,000 fr. qu'elle a de disponibles, et qui forme son fonds de réserve. Une inscription de 100 fr. au 4 1/2 sera prise immédiatement au porteur par les soins de M. le Trésorier, et rendue ensuite nominative dès que la reconnaissance comme établissement d'utilité publique, qui est demandée et qui paraît être prochaine, aura été prononcée.

Un secrétaire rétribué, qui sera chargé de toutes les écritures, de l'expédition et du classement de la correspondance,

est jugé nécessaire. Il sera établi à compter du 1^{er} janvier 1857. Son traitement semble pouvoir être porté à 200 fr. par an. Du reste, le taux en sera définitivement fixé lors de la formation du budget.

La machine à battre les grains, acquise cette année, ayant rempli le but qu'on s'était proposé : d'en faire apprécier les avantages, sera vendue à l'époque du concours régional. Sa vente sera annoncée à l'avance, et s'effectuera sur la mise à prix de 700 fr. En attendant, les propriétaires qui n'auront pas battu toute leur récolte pourront s'en servir, moyennant la même rétribution que précédemment.

Déjà le programme du concours régional qui, l'année prochaine, se tiendra à Mende, a été publié. La Société porte son attention sur l'hospitalité à donner aux nombreux étrangers qu'il attirera. Elle pense qu'en raison de l'insuffisance des hôtels, il y aura lieu, de la part de l'autorité municipale, de s'occuper d'assurer des logements dans les maisons particulières. De son côté, elle offrira un banquet aux membres du jury et aux principaux lauréats. Une Commission, composée de MM. O. Charpal, Vachin et De Lescure, est chargée d'aviser aux dispositions à prendre à ce sujet.

Le concours régional sera une occasion unique de pourvoir le département d'instruments agricoles perfectionnés. Il est décidé qu'une somme de 1,500 fr. sera consacrée à en acheter, qui seront revendus à prix réduit. La demande sera faite qu'une partie de la subvention de l'Etat, pour 1857, soit affectée à cette destination.

Il est procédé, par voie de scrutin, à la nomination de nouveaux membres, savoir :

Membres titulaires.

MM. L'abbé Vidal, Henri, vicaire gén. du diocèse de Mende ;
L'abbé Polge, secrétaire de l'évêché, à Mende ;
Pontier, docteur médecin et maire, à Grandrieu ;
L'abbé Paradan, vicaire, à Sainte-Enimie ;
Vincens, notaire, à Saint-Alban ;
Ollier (Paulin), négociant, à Marvejols.

Membres associés.

MM. Gaillard, Jean, propr. à Albuges, com. d'Arzenc-de-R. ;
Magne, propriétaire à Reyrac, commune de Brion ;
Vialard, aîné, propriétaire, à Ussels, id. ;
Gély, Jean, propriétaire, à Prévençhères ;
Pansier, Fortuné, id. et maire, id. ;
Comandré, fils, à Mende.

Membre correspondant.

M. Bergeron, Jules, médecin des hôpitaux, rue Paradis-Poissonnière, n° 2, à Paris.



SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1856.

PRÉSIDENCE DE M. THÉOPHILE ROUSSEL ,

PRÉSIDENT.

Membres présents : MM. Rous, De Ligonès, l'abbé Baldit, Vachin, Odilon Charpal, Laurens. aîné, Paulin Laurens, Monteils, docteur médecin, Edouard Ignon, Casimir Portalié, l'abbé Gaillardon, l'abbé Bosse, Vincens, Paparel, Emile de Moré, Lambert-Pasque et Comandré.

Correspondance.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Rous. ainsi conçue :

« J'ai l'honneur de vous informer que, ne pouvant plus
« continuer mes fonctions de Trésorier de la Société, je vous
« prie de recevoir ma démission de ces fonctions, de faire
« procéder à mon remplacement et d'être auprès de mes
« collègues l'interprète des regrets que j'éprouve de ne
« pouvoir consacrer les derniers jours qui me restent au
« service de la Société. »

J'ai la conviction, ajoute M. le Président, que le Bureau et la Société toute entière s'associeront au sentiment de vif regret que je tiens à exprimer en leur nom, comme au mien, et que nous inspire la résolution prise par M. Rous. Toute-

fois, au milieu de cette pénible impression, nous avons tous la satisfaction de penser que si M. Rous, qui depuis tant d'années rend à la Société des services essentiels, croit ne plus devoir ajouter le poids de notre gestion financière à celui de ses affaires privées et de ses devoirs d'administrateur, ce n'est ni le déclin réel de ses forces, ni le poids des ans qui peuvent motiver cette résolution. La Société, qui a éprouvé son dévouement, compte encore pouvoir y faire longtemps appel, et je suis sûr de ne pas faire une demande inutile en le priant de continuer à remplir les fonctions de Trésorier jusqu'à ce que la Société ait pu délibérer et se mettre en mesure de lui donner un digne successeur.

M. Rous, présent à la Séance, remercie la Société des marques de sympathie et de regret qui viennent de lui être données par l'organe de M. le Président.

M. le Président fait hommage à la Société, de la part de M. Laurens aîné, de 4 médailles de bronze, dont deux de l'empereur Alexandre Sévère.

M. le Président fait également hommage, de la part de M. Emile de Moré, d'une collection des *fossiles caractéristiques* des étages *Sinemurien*, *Liassien* et *Toarcien*, des *terrains jurassiques*, trouvés par lui dans les terrains de la Lozère. Dans la liste qui accompagne cet envoi, M. de Moré a marqué d'un * les espèces plus rares dont il n'a encore trouvé qu'un seul échantillon, et qui manquent dans la collection qu'il offre à la Société. Il annonce qu'il complètera cette collection aussitôt que cela lui sera possible. Les fossiles découverts par M. de Moré, sont les suivants :

1° *Etage Toarcien.*

AMMONITES	Bifrons	AMM.	Sternalis
*	Serpentinus		Insignis
	Raquinianus		Variabilis
*	Desplacei		Complanatus
	Radians		Discoïdes
	Primordialis		Concavus
	Aalensis		Calypso
	Cornucopiæ		Acanthopsis
	Mucronatus		Candidus
	Communis	*	Solaris
	Heterophyllus		Germanii
*	Mimatensis	*	Landrei

TURBO duplicatus

subduplicatus

• LEDA rostralis

NUCULA hammerii

• PECTEN pumilus

* texturatus

RYNCHONELLA tetraedra

* LIONSIA rotundata

• NAUTILUS inornatus

* AVICULA elegans

* PURPURINA patroclus

* NATICAPELOPS

* PENTACRINUS basaltiformis.

2° *Etage Liasien.*

AMMONITES spinatus

planicosta

margaritatus

- * **AMMONITES armatus**
- * **bechei**
- * **henleyi**
- * **simbriatus**
- * **lamellosus**
- PLEUROTOMARIA expansa**
- * **subdepressa**
- * **PENTACRINUS basaltiformis**
- TEREBRATULA marsupialis**
- * **lampax**
- * **cornata**
- * **numismalis**
- * **BELEMNITES niger**
- * **nodosianus**
- PLICATULA spinosa**
- * **ICHTHYOSAURUS**
- SPIRIFERINA hartmanni**
- PHOLADOMYA ambigua**
- RYNCHONELLA aquita.**

3° Etage Sinémurien.

- * **AMMONITES conybeəri**
 - * **kridrion**
 - LIMA antiquata**
 - GRYPHEA arcuata**
 - RYNCHONELLA variabilis**
 - PECTEN æquivalvis**
 - disciformis**
 - * **PLEUROTOMARIA anglica.**
-

M. le docteur Jules Bergeron, médecin des hôpitaux de Paris, adresse des remerciements à la Société de sa nomination comme membre correspondant.

Flore de la Lozère. — Travaux botaniques de feu Prost.

M. le Président dépose sur le bureau les 4 volumes actuellement publiés de l'ouvrage intitulé : *Etudes sur la géographie botanique de l'Europe et en particulier sur la végétation du plateau central de la France*, par M. Henri Lecoq, professeur d'histoire naturelle de la ville de Clermont-Ferrand. M. le Président observe qu'il a eu pour but, en faisant venir cet ouvrage pour la bibliothèque de la Société, de contribuer à payer une dette déjà ancienne envers la mémoire d'un de ses fondateurs, qui a fait beaucoup pour la science, et qui semble s'être attaché à ne rien faire pour sa propre renommée. Mais si Prost s'est oublié lui-même, la Société ne peut pas oublier qu'elle lui est redevable d'intéressants travaux et, par-dessus tout, du précieux *herbier de la Lozère*, fruit de tant de fatigues et de recherches. Enfermée depuis plus de 20 ans dans des cartons poudreux, cette riche collection de plantes et de notes, déjà attaquée par les vers, était menacée de destruction, et la Société attendait en vain que des mains instruites et pieuses vinssent recueillir cet héritage et en retirer le fruit qu'elle doit produire pour la science et le pays. Cette attente s'est enfin réalisée; M. l'abbé Bosse qui, depuis plus de 2 ans, recueille avec assiduité les observations météorologiques qui forment les premiers matériaux d'une histoire de notre climat, consacre depuis six mois toutes les heures que lui laisse son ministère à passer en revue l'*herbier de Prost*, à recueillir toutes les notes et à préparer

sur ces documents un catalogue scientifique des plantes de la Lozère.

M. le Président espère que, lorsque cette œuvre de dévouement sera terminée, la Société considérera comme un devoir pour elle de s'associer à la demande qu'il se propose d'adresser à M. le Préfet, dans le but d'obtenir du Conseil général une allocation spéciale pour la publication de cette œuvre, qui sera le principal titre de gloire de Prost, en même temps qu'une œuvre utile et honorable pour le pays qui a vu naître ce savant et intrépide botaniste.

M. le Président rappelle, en terminant, qu'il avait eu la pensée de joindre à cette publication projetée une notice biographique sur Prost. Dans cette vue, il a fait lui-même, à Clermont-Ferrand, au mois de mai dernier, une visite à M. Lecoq, qui est devenu, comme on sait, acquéreur des papiers et des collections de Prost. Malheureusement, les papiers de ce savant si actif n'offriraient, d'après l'affirmation de M. Lecoq, aucun document, aucune particularité qui puisse être recueillie dans l'intérêt de sa mémoire. La seule personne qui pût encore, suivant M. Lecoq, fournir quelques documents concernant Prost, serait un ancien ami de ce dernier, M. Bayle, autrefois employé dans la Lozère, et consacrant, de même que Prost, à l'histoire naturelle tous les moments qui n'étaient pas usurpés par ses fonctions publiques. M. Henry Doniol, ancien sous-préfet de Florac, notre collègue, a bien voulu se charger, à la demande de M. le Président, de faire un appel aux souvenirs de ce vieillard, aujourd'hui retiré dans une petite ville du Puy-de-Dôme. Quoiqu'il en doive résulter, il restait pour la Société et pour ceux qui s'intéressent au nom de Prost, déjà honorablement inscrit dans la *Flore Française* de Decandolle, à rechercher la trace de ses travaux dans la grande publication de M.

Lecoq sur la végétation du plateau central de la France. Il était à présumer que les collections de **Prost**, à défaut de ses autres écrits, auraient offert des matériaux nombreux et intéressants pour ce pénible travail; et c'est pour s'en assurer que ce travail, livré aujourd'hui à la publicité, a été demandé au libraire, pour être mis à la disposition de la Société et recommandé à l'attention spéciale de M. l'abbé **Bosse**. Déjà il suffit de le feuilleter pour constater que les noms de localités, appartenant à la Lozère, pays tant parcouru par **Prost** et traversé seulement par M. **Lecoq**, reviennent fréquemment à propos des végétaux intéressants qui s'y trouvent.

Loin de moi, ajoute M. le Président, la pensée de porter la moindre atteinte au mérite et à la loyauté scientifique de M. **Lecoq**. Je déclare toutefois hautement le désir que j'ai, en prononçant ces paroles, qu'elles soient consignées au *Bulletin* de cette séance, et qu'elles parviennent ainsi à M. **Lecoq**, qui reçoit ce Bulletin à titre de membre correspondant. N'auraient-elles d'autre effet que de provoquer une explication de la part d'un savant aussi distingué, je m'applaudirais de les avoir dites et d'avoir obéi, comme compatriote de **Prost** et comme Président de la Société d'agriculture de la Lozère, à un sentiment de reconnaissance et de justice.

Plusieurs membres présents à la Séance, MM. **Vachin**, de **Lignonès** et **Laurens aîné**, qui ont connu **Prost**, déclarent qu'il est à leur connaissance que sa correspondance scientifique, particulièrement avec **Decandolle**, **Dumont-Durville**, **Delille**, de **Montpellier**, **Adrien de Jussieu**, **Mongeot**, des **Vosges**, etc., était très-étendue et riche de faits intéressants pour l'histoire naturelle. Quand à son herbier, M. **Laurens** affirme qu'il contenait plus de dix mille plantes précieuses. En aliénant ces matériaux, la famille de **Prost** a consenti à

aliéner ses principaux titres d'honneur, et la Société est réduite à chercher au loin la trace, de plus en plus effacée, d'une vie si longtemps et si exclusivement vouée au culte silencieux des sciences naturelles, et particulièrement de la Botanique.

— M. Henry Doniol fait hommage à la Société d'un rapport sur le *Concours agricole universel de 1856*, adressé à M. le Président de la Société d'agriculture du Puy-de-Dôme, et publié dans le *Bulletin agricole* de ce département.

Nominations.

MM. Néelz de Plancis, directeur des contributions directes à Mende, et Vincens, notaire à Marvejols, sont nommés *Membres titulaires* de la Société.

DE L'UTILITÉ

*Des expériences comparatives sur la valeur productive
des diverses variétés de céréales.*

PAR M. FRÉDÉRIC CAZALIS, membre ordinaire.

Dans les pays pauvres, comme le sont en général les *causses* de la Lozère, la culture des céréales donne aux fermiers des revenus insignifiants dans les années où les grains ne se vendent pas à de hauts prix. Cela ne tient pas toutefois au peu de fertilité de la terre, mais bien au système vicieux d'assolements usité dans ce pays, aux mauvais labours, au manque d'engrais et peut être aussi aux variétés de céréales, toujours les mêmes, qu'on y cultive depuis un temps immémorial.

Il est bien reconnu aujourd'hui que certaines variétés des diverses espèces de céréales donnent, toutes choses égales d'ailleurs, des produits plus considérables que d'autres. C'est à la recherche de variétés qui pourraient le mieux convenir à la nature des terres des *causses* que l'on ferait bien de se livrer, et peut-être arriverait-on à des résultats assez satisfaisants pour n'avoir pas à regretter le temps qu'on aurait consacré à des expériences comparatives sur la valeur productive de diverses variétés.

J'ai semé l'année dernière dans le domaine de Saubert, situé sur le causse Méjean, du blé de César, de la touselle blanche et du blé de Ste-Hélène, et, tandis que le blé de César ne m'a donné qu'un produit inférieur de moitié à celui du froment ordinaire du pays, la touselle blanche a donné un peu plus que le froment ordinaire, et le blé de Ste-Hélène a produit 6 hectolitres et demi de grains dans un champ où le froment ordinaire n'en aurait guère donné plus de 4 et demi. Ces expériences n'ayant pas été faites, toutefois, avec la précision nécessaire, je ne me permets pas d'en tirer encore aucune conclusion; mais, pour faire mieux ressortir combien le choix de telle ou telle variété peut influer sur les produits, je puis citer un essai que je fis la même année de deux variétés d'orge : l'orge à 6 rangs et l'orge Chevalier.

Je divisai une petite pièce de terre bien charruée et bien fumée en trois parcelles égales, et je fis semer dans la première de l'orge à 6 rangs, dans la seconde de l'orge ordinaire du pays, et dans la troisième de l'orge Chevalier. Chacune de ces parcelles reçut un décalitre de semence. L'orge Chevalier se maintint beaucoup plus verte et plus vigoureuse que les autres, malgré la sécheresse extrême dont nous eûmes à souffrir, et son produit dépassa de beaucoup celui des autres variétés. Voici du reste les résultats :

Orge ordinaire du pays 140 lit., c. à d. 14 fois la semence.

Orge à 6 rangs 100 lit. — 10 id.

Orge Chevalier 240 lit. — 24 id.

J'ignore si, dans des champs moins bons que celui où a été faite cette expérience, l'orge Chevalier conservera sa supériorité relative, mais si cela arrivait, comme c'est probable, quelle différence de produits n'obtiendrais-je pas ?

J'avais semé à Saubert 23 hectolitres d'orge ordinaire qui me produisirent 6 fois la semence, soit 138 hectolitres, lesquels au prix de 16 fr. l'hectolitre valent 2,200 francs. En admettant que j'eusse semé de l'orge Chevalier, et que celle-ci eût conservé sa supériorité relative, j'aurais dû avoir 10 fois la sèmeuce, soit 230 hectolitres qui, à 16 fr., auraient valu 3,680 francs. Mon revenu pour l'orge seulement aurait donc angmenté de 1,480 francs.

Mon père, M. Cazalis-Allut, a fait dans son domaine d'Aresquiers, situé dans la commune de Vic (département de l'Hérault) quelques expériences comparatives sur diverses espèces de blé. Il en a consigné les résultats dans le Bulletin de la Société d'agriculture de l'Hérault. Les blés essayés en 1855 et en 1856 étaient :

La touselle Blanche,

Le blé de Noé,

Le blé rouge de St-Laud,

Le blé blanc de Hongrie,

Le blé Victoria,

Et le blé de Saumur.

Depuis longtemps mon père ne semait à Aresquiers que de la touselle blanche; cette variété de blé lui paraissait convenir parfaitement à la nature de son terrain, et nous allons voir, par le résultat des expériences faites en 1855 et en 1856, que le produit de cette variété n'a été surpassé que par celui du blé de Noé, tandis que tous les autres blés lui ont été de beaucoup inférieurs.

Rendement des diverses variétés de blé en 1855 et en 1856. (1)

	Produit en 1855	Produit en 1856	Total en 2 ans
Blé de Noé	61 k.	110 k.	171 k. de grains.
Touselle blanche	51,5	93,5	145
Blé Victoria	45,5	59	104,5
Blé de Saumur	50	53	103
Blé rouge St-Laud	47	52	99
Blé blanc de Hongrie	47	38	85

Je n'ai pas besoin de faire observer qu'en 1855, comme en 1856, ces diverses variétés de blé furent placées dans des conditions identiques pour toutes. Qu'on se rende compte maintenant des résultats financiers que peut avoir le choix de telle ou telle variété de blé. Supposons qu'un propriétaire eût semé du blé de Noé et eût récolté 300 hectol. de grains, et faisons voir dans un tableau quelle eût été sa récolte et son produit en argent, suivant qu'il aurait semé telle ou telle autre des variétés de blé citées ci-dessus. Nous établissons ce calcul d'après les rendements de 1855 et de 1856. (2)

Blé de Noé	300 hectol. à 30 fr. valant 9,000 fr.		
Touselle blanche	254	à 30	7,620
Blé Victoria	183	à 30	5,490
Blé de Saumur	180	à 30	5,400
Blé rouge St-Laud	173	à 30	5,190
Blé blanc de Hongrie	149	à 30	4,470

(1) L'année 1855 fut très sèche dans le midi ; l'année 1856 fut au contraire très humide.

(2) Nous avons négligé les petites fractions.

Ces chiffres, si je ne me trompe, ont bien leur éloquence; ils doivent prouver aux propriétaires combien il peut être utile pour eux de faire des expériences comparatives sur la valeur productive de diverses variétés de blé, puisqu'ils peuvent espérer de voir doubler leurs revenus, en arrivant par elles à la connaissance de la variété qui convient le mieux à la nature de leur terrain.

Ces expériences, hâtons nous de le dire, doivent être répétées pendant plusieurs années, pour qu'on puisse être bien fixé sur la valeur réelle de chaque variété. Il faut que chacun étudie lui-même, sur son propre domaine, les diverses variétés de céréales les plus méritantes, car la nature du sol, la différence des climats, et mille autres circonstances peuvent influencer sur la valeur productive de telle ou telle variété. L'expérience des autres ne peut guère nous être utile, en agriculture, que lorsque nous nous trouvons dans des conditions identiques à celles où étaient placés les expérimentateurs.

Nous avons lu, tout récemment, dans un journal sérieux que M. Dupin avait introduit dans le Morvan une variété de seigle d'Afrique, qui est très-productive et qui donne des graines de la longueur d'un demi-pouce. Nous croyons que la Société d'agriculture de la Lozère devrait s'adresser à M. le maréchal Randon, gouverneur général de l'Algérie, par l'intermédiaire de S. E. le Ministre de l'agriculture, pour obtenir de la semence de cette précieuse variété. Il est un grand nombre de localités dans la Lozère où l'on ne peut guère cultiver que du seigle, et où, par conséquent, il serait fort avantageux de posséder une variété plus belle et plus productive que celle qu'on y récolte habituellement.

J'ai semé encore cette année à Saubert de la touselle blanche et du blé de Ste-Hélène; je sèmerai, au mois de mars, les 240 litres d'orge Chevalier que j'ai récoltés cette année,

et si cette orge donne encore des produits supérieurs à ceux de l'orge du pays , je pourrai fournir de cette semence aux membres de la Société d'agriculture qui désireraient connaître cette précieuse variété pour l'introduire dans leurs cultures. Quels que soient d'ailleurs les résultats de mes expériences, je m'empresserai de les communiquer à la Société.

QUELQUES MOTS

Sur l'état de l'agriculture dans le Larzac et sur le Causse Méjean ; améliorations à introduire dans le système d'exploitation dans ce dernier pays.

Par le Même.

Je ne connais guère en fait de Causses que le Larzac , le Causse Noir et le Causse Méjean, et l'on ne saurait croire la différence immense qui existe , au point de vue du progrès agricole , entre le Larzac et ces deux autres pays. (1)

On sait que ces vastes plateaux calcaires , auxquels on a donné le nom de Causses , se distinguent par leur aptitude remarquable à produire des herbes excellentes pour la nourriture des bêtes à laine. De là une indication précieuse pour le cultivateur: celle de concentrer toute son attention sur son

(1) Nous devons avouer que les propriétaires du Causse Noir cultivent beaucoup mieux leurs terres et sont bien moins arriérés en agriculture que ceux du Causse Méjean.

troupeau, dont il doit retirer la plus grande partie de ses revenus.

Dans ces froides régions, placées à sept ou huit cents mètres, à mille quelquefois, au-dessus du niveau de la mer, les hivers sont très-rigoureux, la neige recouvre pendant un ou deux mois de l'année toute la surface du sol; il faut donc faire des provisions de paille, ou mieux de fourrage, pour entretenir convenablement son bétail à l'étable, lorsqu'il devient tout à fait impossible de le faire pâturer dehors. Mais si la neige ou les pluies sont fréquentes depuis le mois de septembre jusqu'à la fin de mai et souvent même de juin, on a souvent dans ces pays, où le sol et le sous-sol sont très perméables, des sécheresses désolantes pendant les mois de juillet et d'août; ces sécheresses sont parfois si persistantes que les semences du mois de mars, les orges et les avoines, souffrent cruellement et donnent les produits les plus misérables en grains et surtout en paille. Le propriétaire qui comptait sur ses pailles pour l'entretien de son bétail pendant l'hiver, se voit alors réduit à ne remplir qu'à demi ses greniers, et est obligé de vendre, à de mauvaises conditions, une partie de ses bœufs de travail et de ses bêtes à laine. Telle est la position fâcheuse où se trouvent, trop souvent, les fermiers du Causse Méjean et la plupart de ceux du Causse Noir, s'ils ne se décident pas, pour combler les vides de leurs paillers, à acheter du foin dans les vallées ou sur les montagnes qui sont largement pourvues de prairies naturelles. Cet inconvénient n'existe pas pour le Larzac, où, à défaut d'une suffisante quantité de prés naturels, on a eu recours aux fourrages artificiels, aux vesces, au trèfle, au sainfoin, à la minette, à la luzerne etc. Allez, en hiver, visiter une ferme du Larzac, et vous trouverez dans les étables et dans les bergeries des bœufs de labour et des bêtes à laine dans un bon état de

chair. Visitez une ferme du Causse Méjean à la même époque, et vous y verrez, le plus souvent, des bœufs si maigres qu'ils ont tout au plus la force de travailler pendant quelques heures dans la journée, des brebis en si mauvais état qu'on a peine à croire qu'elles pourront allaiter leurs agneaux quand le moment du port sera venu pour elles.

Faire du blé, voilà ce que se propose surtout pour but le fermier du Causse Méjean ; faire du fromage, voilà à quoi tendent principalement les efforts du cultivateur du Larzac. Examinons si les moyens employés par les agriculteurs de ces deux pays sont de nature à faire atteindre à chacun d'eux le résultat désiré.

Il ne suffit pas pour faire du blé d'ensemencer tant bien que mal de grandes étendues de champs, ainsi que le suppose à tort le fermier du Causse Méjean. Vingt hectares bien labourés, bien fumés, nettoyés de toutes mauvaises herbes, produiraient autant et même plus que leurs cent hectares qui ne reçoivent qu'un seul mauvais labour, et qui, selon l'expression pittoresque des paysans, ne sont le plus souvent fumés que par les alouettes. Examinez, en outre, un de ces champs avant que le blé ait épié, et vous y verrez une végétation luxuriante, non de la céréale semée, mais de luzerne et de vesces sauvages, d'arrête-bœufs, de ray grass et d'une foule d'autres herbes qui s'opposent au développement de la plante alimentaire. Et ne croyez pas que cette végétation parasite soit vue avec peine par le propriétaire du champ ; si vous lui faites quelque observation à cet égard, il vous dira avec satisfaction : quel bon fourrage ! C'est que, n'ayant pas encore eu l'idée d'avoir des fourrages artificiels, il sent la nécessité d'avoir de bonnes pailles, c'est-à-dire, des pailles mélangées de beaucoup d'herbes. Mais, quelques bonnes que soient leurs pailles, elles ne vaudront jamais la moitié d'une

même quantité de sainfoin, de trèfle ou de minette, et tous leurs bestiaux se ressentiront nécessairement de la nourriture insuffisante à laquelle ils seront soumis. Le résultat de cette manière de procéder est d'avoir peu de grains et peu de fourrages, car, pour avoir du blé, on ne saurait trop le répéter, il faut du fumier; pour avoir du fumier, il faut des bestiaux, et pour avoir des bestiaux il faut des fourrages; de là le dicton si connu : sans fourrages pas de fumiers, sans fumiers pas de blés.

Le propriétaire du Larzac, qui se préoccupe avant tout de la question de faire le plus de fromage possible, s'est bien vite aperçu que ce n'était pas en nourrissant ses brebis avec de la paille, pendant l'hiver, et sur de maigres devois, pendant l'été, qu'il pourrait obtenir de ces bêtes une suffisante quantité de lait. Il a donc songé à remplir ses greniers pour l'hiver avec de bon foin provenant de prairies artificielles, et, pour conserver à ses brebis leurs facultés lactifères, il leur a fait pâturer en vert, pendant l'été, du trèfle, de l'avoine ou de la fenasse. La culture des prés artificiels a donc été une nécessité pour lui, et, à mesure qu'il donnait plus d'étendue à ses cultures fourragères en diminuant celles des céréales, il a pu avoir sur sa ferme plus de bestiaux et de bestiaux mieux nourris, et par conséquent il a augmenté sa production de fumiers. Ces fumiers, répandus sur une moins grande quantité de champs ensemencés en céréales, ont pu y être mis avec moins de parcimonie, d'autant qu'on pouvait, sans inconvénients, ne pas mettre d'engrais dans les champs où la céréale succédait à un trèfle, à un sainfoin ou à tout autre fourrage. Le petit nombre de ses champs, mieux fumés et purgés de mauvaises herbes, par suite de la culture des plantes fourragères, a donné des récoltes bien supérieures à celles qu'il avait auparavant, et il en est résulté, en fin de compte, que, tout en semant moins de blé, il en a

récolté tout autant que par le passé. Ses produits en céréales n'ont donc pas diminué, et il a retiré en outre de son troupeau des sommes si considérables que son revenu a plus que doublé. Tandis que sur le Causse Méjean il faut 20 brebis pour faire un quintal de fromage, il n'en faut sur le Larzac que 5, et même quelquefois que 3, pour en obtenir une pareille quantité.

La bonne nourriture n'influe pas seulement d'une manière avantageuse sur la production du lait, elle contribue, en outre, à la croissance plus rapide des bêtes à laine et augmente le poids de leurs toisons. J'ai vu un troupeau de moutons du Larzac qui fournissait 3 kilos et demi de laine par tête, tandis que les moutons du Causse Méjean ne portent pas, en moyenne, plus de 2 kilos chacun. Qu'on juge par ces chiffres de la différence immense qui doit exister entre le produit des troupeaux sur le Causse-Méjean ou sur le Larzac. On pourrait croire que cette différence n'est pas due seulement à une meilleure nourriture, mais qu'on peut également l'attribuer à la supériorité de la race du Larzac sur celle du Causse Méjean. Je puis affirmer que ce serait là une grave erreur. Si la race du Larzac l'emporte sur celle des autres Causses au point de vue de la finesse de la laine, elle ne lui est nullement supérieure, selon nous, comme laitière, ni pour son aptitude à l'engraissement. Dans mon exploitation du domaine de Saubert, situé sur le Causse Méjean, j'ai pu, en nourrissant mieux mes brebis pendant l'hiver, obtenir deux fois plus de lait que mon prédécesseur, et je suis bien certain que, l'année prochaine, où mes brebis pourront pâturer en vert des trèfles et des minettes, elles me fourniront tout autant de lait que celles du Larzac.

La culture des fourrages a eu pour le Larzac un autre avantage, celui d'y faire introduire la charrue. Si les céréales

peuvent se contenter, à la rigueur, de labours peu profonds, il n'en est pas de même du trèfle, du sainfoin et de la luzerne dont les racines pivotantes aiment à trouver un sol profond bien ameubli; il a donc fallu recourir à la charrue, et, grâce aux labours profonds qu'on a pu faire avec cet instrument, les terres ont été bien moins sensibles à la sécheresse que par le passé.

S'il était nécessaire de fournir de nouvelles raisons pour exciter tous les agriculteurs des Causses à faire le plus de fourrages possible, je n'aurais qu'à leur demander s'il n'est pas vrai que les céréales d'hiver réussissent, ordinairement, infiniment mieux que celles que l'on sème au printemps. D'où vient cette différence? N'est-ce pas parce que la sécheresse, si fréquente pendant les mois de juillet et d'août, fait plus de mal à des plantes qui, semées depuis quelques mois seulement, n'ont pas encore acquis assez de vigueur pour résister à cette fâcheuse influence, qu'à celles qu'un plus long séjour dans la terre a rendues plus robustes? S'il en est ainsi, des trèfles, des sainfoins, des minettes, ne résisteront-ils pas mieux que des orges ou des avoines, et, si l'on songe, du reste, que ces plantes fourragères peuvent être fauchées vers le milieu de juillet, tandis que les céréales de mars ne sont guères prêtes pour la faucille avant la fin d'août, on se convaincra facilement que les produits de ces fourrages sont d'autant plus assurés qu'ils ont un mois et demi de sécheresse de moins à redouter.

Qu'on parcoure toutes les contrées agricoles, et l'on pourra juger de la richesse de chacune d'elles par l'état des cultures fourragères. Là où elles manquent et où dominent les cultures de céréales, le fermier est pauvre; il est riche, au contraire, dans les pays où les fourrages artificiels entrent pour un quart au moins dans la culture des champs.

Examinons rapidement l'état de l'agriculture sur le Causse Méjean, et faisons voir comment, en y suivant les exemples qui sont fournis par le Larzac, on peut y réaliser les améliorations qui doivent accroître sa richesse, ou, pour mieux dire, qui peuvent le faire sortir de son état de pauvreté.

Un seul assolement est connu sur le Causse Méjean, l'assolement triennal que Charlemagne avait prescrit dans ses Capitulaires : blé ou seigle, orge ou avoine et jachère. Cet assolement, qui peut convenir à des terres fertiles, est le plus désastreux de tous dans un pays où les fumiers sont si rares, et où la jachère, loin d'être cultivée par deux ou trois labours, n'en reçoit qu'un seul fort tardif, lorsque toutes les herbes ont été mangées par les bestiaux de la ferme : bœufs, mulets, chevaux, porcs et bêtes à laine. Les bœufs de labour sont nourris à l'étable, depuis le mois de septembre jusqu'au mois de mai, avec de la paille mélangée à une faible quantité de bon foin et avec des balles de seigle ou de froment. A partir du mois de mai, ils prennent leur nourriture dehors, et, comme la plupart des devois ne donnent qu'une herbe trop courte pour ces animaux, on les mène dans les champs en jachère où ils trouvent en abondance des luzernes et des vesces sauvages, et une foule d'autres plantes qu'ils mangent avec avidité. C'est donc sur cette herbe de jachères que compte le fermier pour l'entretien de ses bœufs pendant quatre ou cinq mois de l'année, comment, dès lors, pourrait-il donner des labours à ces champs qui constituent les seules prairies naturelles dont il a si fort besoin. Les labours détruiraient ces herbes, si précieuses pour lui ; aussi les respecte-t-il religieusement, et, s'il donne parfois une raie au printemps, il la donne avec précaution, en traçant des sillons assez distancés les uns des autres, dans le but de se procurer de l'herbe fraîche quand celle de ses autres jachères non labourées aura été consommée, ou se sera

séchée sous l'influence d'un soleil brûlant. Qu'on ne soit donc pas étonné de rencontrer, dans les champs ensemencés en céréales, une aussi prodigieuse quantité d'herbes de toute espèce; loin de chercher à les détruire, le fermier du Causse Méjean n'apprécie, pour ainsi dire, ses champs qu'en proportion du fourrage qu'il en retire.

Il faut de toute nécessité que cette pratique vicieuse cesse; il faut que toutes les bêtes de labour soient nourries à l'étable toute l'année, qu'elles aient du bon foin à discrétion pour pouvoir fournir plus de travail à leurs maîtres, et, pour cela, il faut semer des sainfoins, des vesces, des trèfles, des minettes, du maïs, des pommes de terre, des betteraves, des raves, des topinambours: toutes ces cultures réussissent très-bien sur les Causses. Dix hectares, ensemencés en fourrages artificiels, fourniront plus de nourriture que cent hectares de maigres jachères, et, dès lors, rien ne s'opposera plus à ce que l'on donne aux jachères le nombre de labours convenable pour les débarrasser de toute végétation superflue. Un fourrage que je ne saurais trop recommander, c'est le maïs; en en semant deux hectares, moitié vers le commencement de mai et moitié en juin, on obtiendra de quoi nourrir 9 ou 10 paires de bœufs pendant plus de deux mois, et cette excellente nourriture, dont les bêtes à corne sont si friandes, pourra leur être donnée dès le mois d'août, époque à laquelle les travaux de la moisson et ceux des semailles réclament toute l'activité du cultivateur.

Il serait certainement à désirer que les cultures sarclées prissent plus d'extension sur les Causses. Les pommes de terre, les raves et les topinambours seraient une précieuse ressource pour les animaux de toute espèce, mais, jusqu'à présent, on ne récolte guère, dans chaque ferme, que les pommes de terre et les raves nécessaires à l'alimentation des

domestiques et à l'engraissement de quelques porcs. En consacrant plus d'étendue à la culture de ces fourrages-racines, il serait possible d'entretenir un plus grand nombre d'animaux sur chaque ferme, et de produire, par conséquent, de plus grandes quantités de fumier.

Le topinambour, qui vient dans presque tous les sols, n'a pas encore été introduit sur le Causse Méjean. Cette plante, si utile, pourrait devenir une précieuse ressource pour ce pays. Ses tubercules et ses feuilles constituent une excellente nourriture pour tous les bestiaux. Les moutons sont surtout très-gourmands de cette feuille, qui leur vaudrait bien mieux que la paille de seigle ou de froment dont on les nourrit pendant l'hiver. Les tubercules jouissent de la propriété de résister en terre aux plus fortes gelées ; on peut donc ne les arracher qu'au fur et à mesure des besoins, depuis la mi-octobre jusqu'à la fin de mars. Le topinambour est si vivace que, quelque soin qu'on prenne pour arracher tous les tubercules, il en reste toujours assez en terre pour qu'on n'ait pas besoin de le replanter pendant 4 ou 5 ans de suite.

Schwartz, cet agriculteur praticien si consciencieux dans ses écrits, évalue qu'un hectare planté en topinambours doit produire :

1^o 50 quintaux métriques de tiges, bonnes comme combustibles ;

2^o 25 quintaux métriques de feuilles sèches pour fourrage ;

3^o 205 quintaux métriques de tubercules.

En poids, Kade évalue le rendement total des fanes et des tubercules à 309 quintaux métriques, non compris cependant les grosses tiges, à la rigueur mangeables. « Si l'on admet, dit Schwartz, que, dans ce poids total, les fanes entrent pour 104 et les tubercules pour 205 quintaux métriques ; si l'on admet de plus que les 205 quintaux de tubercules égalent en

valeur nutritive 100 quintaux de foin de trèfle , un hectare de topinambour bien réussi, rend, en moyenne, quatre fois autant qu'un hectare de trèfle. Si l'on réduit à moitié le rendement d'un hectare de topinambour, soit pour n'admettre qu'une récolte moyenne , soit pour tenir plus largement compte de la différence de valeur nutritive, il reste toujours 100 quintaux de fourrage, égal en valeur au trèfle , et , par conséquent, un produit double de celui d'un hectare de trèfle, et avec lequel on peut obtenir le double en résultat. »

Le topinambour est une plante très rustique qui exige bien moins de fumier que les pommes de terre , qui résiste aux froids les plus rigoureux, et qui donne des produits encore fort passables dans les terres les plus médiocres , là où le seigle a peine à venir. Ce serait pour le causee une conquête précieuse à faire, et j'appelle l'attention de tous les fermiers sur les services que pourrait leur rendre la culture en grand de ce tubercule.

En jetant dans les orges et dans les avoines de la graine de trèfle dans les bons champs, de la graine de minette dans les médiocres, on y obtiendrait : dans les premiers, de beaux fourrages qui pourraient être fauchés, et dans les seconds, un excellent pâturage pour les bêtes à laine , bien supérieur à celui que fournirait le même champ en jachère. Le trèfle devrait être laissé deux ans, il bonifierait considérablement le sol, ferait périr une foule de mauvaises herbes , et l'on serait assuré d'obtenir une belle céréale après cette plante fourragère. Il va sans dire que le champ devrait être épierré et uni par un double coup de herse , pour que le trèfle put être facilement fauché. La minette peut être également coupée quand elle est placée dans un bon terrain. Cette plante a la propriété de repousser très vite après qu'elle a été pâturée par le troupeau ; loin de craindre la dent des bêtes

à laine, elle repousse toujours avec une nouvelle vigueur et très promptement, dès qu'elle a été mangée, aussi, même dans les sols médiocres, fournit-elle, pour le bétail, une nourriture beaucoup plus abondante qu'on ne pourrait le supposer au premier abord.

Le sainfoin vient merveilleusement dans les terrains calcaires du causse Méjean. Dans des champs qui n'avaient été ni bien préparés ni bien fumés, j'ai obtenu, la première année, d'un sainfoin qui avait été semé l'année précédente dans une orge, plus de 40 quintaux métriques par hectare. Le fourrage peut durer 5 ou 6 ans, et il laisse après lui une bonification telle du sol qu'elle équivaut à une fumure complète. On pourra sans inconvénients semer deux céréales de suite après un sainfoin. Cette plante fourragère peut être semée au printemps dans une orge ou une avoine, ou bien aussi en automne dans un blé d'hiver.

On ne saurait se dissimuler que la plupart des champs du causse Méjean se trouvent dans un état d'épuisement déplorable par suite de l'assolement triennal, auquel ils sont soumis depuis une époque très reculée. Deux céréales qui se succèdent avec des fumures incomplètes de loin en loin, et une seule année de repos pour des champs qui n'ont qu'une mince couche de terre végétale, voilà des causes d'appauvrissement du sol auxquels il est urgent de remédier, et, comme on ne peut pas produire des engrais à volonté, il faut de toute nécessité recourir aux cultures fourragères qui peuvent seules, en l'absence de fumiers, redonner une nouvelle fertilité à la terre. C'est le but que je me suis proposé dans mon exploitation de Saubert, et tous mes champs, sans exception, seront semés successivement en trèfle, en minette ou en sainfoin.

Il est sur les causses des champs si peu fertiles qu'ils ne

paient pas, à coup sûr, les frais de semence, de labours et de moisson. Ce qu'il y a de mieux à faire en pareil cas, c'est de semer ces champs avec un mélange de graines de trèfle, de minette, de sainfoin et de fenasse. On obtiendra ainsi un pâturage excellent qui permettra d'augmenter le nombre des bêtes à laine; les terres seront gazonnées avant douze ans, et, en les faisant écobuer, on obtiendra alors des récoltes, énormes pour le pays, de 15 à 20 hectolitres par hectare.

Les propriétaires des causses qui ont des devois bien gazonnés, sont dans l'usage de les céder à des cultivateurs qui enlèvent la motte et la font brûler. La terre, ainsi écobuée, devient d'une fertilité extraordinaire, et l'on obtient six céréales en 7 ans, dont les trois premières donnent d'aussi beaux produits que les champs des plaines les plus fertiles. Le propriétaire prend la moitié de la récolte, mais il doit faire les labours; il a, en outre, toute la paille quand il fait la dépiquaison. Le cultivateur, qui a l'autre moitié de la récolte, fait les travaux d'écobuage et ceux de la moisson.

Quand on a pris, en 7 années, six récoltes sur ces terres qui n'ont, en général, qu'une très mince couche de terre végétale, le sol est si épuisé, qu'il ne peut pas même y pousser de l'herbe. L'opération du gazonnement ne se fait donc qu'avec une excessive lenteur, et ces devois ne peuvent plus produire de blé qu'après un long espace de temps qui varie, en général, entre 30 et 50 ans. Si, au lieu de laisser le gazonnement s'opérer de lui même, on jetait de la fenasse dans ces défriches, ainsi que je l'ai vu pratiquer par M. Pelet, dans son vaste domaine de Fretma, on aurait bien vite un excellent pâturage, et ces nouveaux devois pourraient être de nouveau écobués avant 20 ans, peut-être même après 15 ans seulement de repos.

Ayant à Saubert de nombreux devois bien gazonnés, j'ai

commencé, l'année dernière, à les faire exploiter à mi-fruit par des travailleurs de Meyrueis ; j'ai obtenu un produit de plus de 20 hectolitres de seigle par hectare, mais, pour ne pas trop épuiser ces terres, je n'y laisserai prendre que quatre récoltes en 5 ans, et je me suis réservé de jeter dans la dernière céréale, qui doit être une orge ou une avoine, des graines de fenasse, de trèfle, de minette ou de sainfoin. Je ne doute pas que, grâce à cette précaution, je ne puisse de nouveau faire écobuer les mêmes terres après un repos de 12 à 15 ans au plus. J'aurai en outre l'avantage de rendre, dès la seconde année de repos, mes devoirs bien meilleurs pour le pâturage que ce qu'ils étaient précédemment.

Occupons-nous maintenant de quelques machines ou instruments agricoles, dont l'introduction sur les causses serait de la plus grande utilité.

La dépiquaison se fait généralement, dans ces pays, avec des chevaux ou des mulets. Les animaux constituent pour le propriétaire, qui ne les utilise guère que pour ce travail, une dépense considérable dont il pourrait s'affranchir par l'achat d'une machine à battre.

Dans les grands domaines des causses, la dépiquaison dure au moins deux mois, et il arrive même fort souvent que des gerbiers restent sur l'aire ou même dans les champs pendant tout l'hiver. Quelles pertes énormes n'en résulte-t-il pas ! J'ai pu cette année-ci, grâce à la batteuse Pinet, dépiquer à Saubert, avec une ou deux paires de bœufs, plus de 500 chars de gerbes dans l'espace de vingt jours. Il m'aurait fallu plus de deux mois pour faire ce travail avec 7 chevaux, qui auraient mangé chacun plus de 10 litres d'avoine par jour, soit 42 hectolitres pour les 7 chevaux pendant 60 jours. En mettant l'avoine au prix de 10 fr. l'hectolitre, c'eût été une dépense de 420 fr., sans compter le fourrage et l'avoine qui auraient

été consommés par ces animaux, depuis le moment où je les aurais achetés jusqu'à la fin de la dépiquaison.

Pour que les chevaux puissent faire beaucoup d'ouvrage, il faut que le temps soit sec et chaud, ce qui a lieu rarement sur les causses après le mois d'août. Avec la machine Pinet on peut battre les gerbes, alors même qu'elles sont mouillées par la pluie ou par les rosées. On a soin seulement, avant de rentrer la paille dans les greniers, de la laisser bien sécher au soleil sur l'aire en la faisant retourner deux ou trois fois, pour que toutes ses parties soient bien mises en contact avec l'air.

Lorsqu'on dépique avec des chevaux on est souvent obligé, pour peu que les gerbes soient mouillées ou si le temps est trop humide, de laisser ses bêtes à l'écurie sans rien faire; celui qui fait aller sa machine avec une ou deux paires de bœufs peut, dans ces circonstances, utiliser ces animaux pour ses labours ou ses semailles et avancer ainsi ses travaux. Mes voisins ont pu se convaincre par eux-mêmes de la promptitude avec laquelle a été faite ma dépiquaison, et je suis certain qu'ils ont assez bien compris tous les avantages de ma batteuse Pinet, pour désirer suivre mon exemple en faisant l'acquisition de cette précieuse machine.

Un instrument qui serait peut-être plus utile sur les causses que partout ailleurs, c'est le trieur Vachon ou le trieur Pernollet. On ne saurait croire combien les grains qu'on emploie pour semence, dans ce pays, sont infestés de mauvaises graines. Or, comme on ne peut récolter que ce que l'on sème, il ne faut pas être surpris de trouver tant d'herbes de toute nature dans les blés ou dans les avoines, qu'on se garde bien de sarcler pour les motifs que nous avons indiqués plus haut. J'ai le soin de faire nettoyer toute ma semence avec le trieur Pernollet, et je me félicite des

résultats que me procure cette pratique, en voyant mes blés plus propres et, par conséquent, plus vigoureux que ceux de mes voisins.

Les hache-pailles, les coupe-racines pourront rendre un jour de grands services aux fermiers des causses. Les machines à moudre le grain, qu'on pourrait adapter au manège de la batteuse Pinet, procureraient de grandes économies de temps et d'argent à ceux qui n'ont pas de moulins à proximité de leurs exploitations.

Les étables à bœufs, les écuries et les bergeries sont presque partout, sur le causse Méjean, dans un état de saleté révoltante par suite de l'absence de toute espèce de litière, et, comme on n'a pas la précaution d'enlever tous les jours les déjections animales, il en résulte des dégagements de gaz ammoniacaux qui peuvent porter préjudice à la santé des animaux. La culture des fourrages, sur une échelle convenable, permettra de remédier à cet inconvénient en laissant une partie des pailles disponibles pour servir de litière.

Parlerons-nous maintenant des améliorations à apporter dans le choix des diverses races d'animaux qu'on rencontre habituellement sur le causse ? Convierait-il de remplacer nos excellents bœufs d'Aubrac par des Charolais ou des Durham ? Nos porcs du pays par des Essex, des Berckshires, des Chinois ? Nos bêtes à laine du causse par des Soutzdowns, des Colswolds, des Cheviots, etc. etc. ? Nous sommes, à cet égard, de l'avis de l'honorable Président de la Société d'agriculture de l'Aveyron : M. de Monseignat, nous croyons que les races que nous possédons sont les meilleures que nous puissions avoir dans l'état actuel de notre agriculture, et, qu'avant d'essayer des animaux étrangers, il faut savoir tout ce que nous pourrions tirer des nôtres, par le choix des reproducteurs et par une amélioration progressive de

nos cultures qui nous permettrait de nourrir convenablement des animaux , qui ne sont imparfaits que parce qu'ils sont imparfaitement traités.

Nous allons, pour terminer cet article, déjà trop long peut-être, résumer en quelques mots ce que nous croyons utile de faire sur le causse Méjean pour retirer des terres le meilleur parti possible.

1^o Diminuer les cultures des céréales; donner des labours plus fréquents et plus profonds , et des fumures plus complètes aux champs qui seront consacrés à ces cultures.

2^o Faire des fourrages artificiels pour pouvoir nourrir, toute l'année, ses bêtes de travail à l'étable, et pour pouvoir tenir le plus de bestiaux possible sur le domaine.

3^o Réserver la plus grande partie des pailles pour la litière afin de faire plus de fumier.

4^o Faire manger en vert, pendant l'été, des trèfles et des minettes aux brebis laitières.

5^o Renoncer à l'assolement triennal. Alternier les cultures fourragères avec celles des céréales.

6^o Abandonner les mauvais champs, après les avoir enfoncés, pour ne les cultiver en céréales que de loin en loin.

7^o Faire usage de charrues à versoir , de la machine à battre de Pinet, du trieur Vachon, de coupe-racines, etc., etc.

8^o Donner des soins mieux entendus et une nourriture plus substantielle et plus abondante à tous les bestiaux de la ferme; choisir pour son troupeau les meilleurs reproducteurs, afin d'améliorer progressivement la race du pays.



LE POUVOIR DE L'ÉLOQUENCE.

Par M. l'abbé BALDIT, membre titulaire.

I.

Une fille du Ciel tient le sceptre du monde.
Sa parole puissante en prodiges féconde,
De leurs sauvages mœurs dépouille les déserts.
Elle verse les flots de sa douce lumière
Sur le palais superbe et sur l'humble chaumière :
Semblable aux lampes d'or qui brillent dans les airs.

II.

Elle parle. Les mots qui sortent de sa bouche ,
Arrêtent dans sa course un conquérant farouche ;
Font tomber de ses mains le glaive du trépas.
Les yeux étincelant d'une brutale joie ,
Les hordes d'Attila près d'engloutir leur proie ,
Vers leurs antres glacés ont dirigé leurs pas.

III.

Un peuple transporté d'une fureur étrange ,
Traine du souverain le buste dans la fange.
Dès la torche brille et le fer est levé.
Simple , douce , modeste elle verse une larme ;
Fait entendre sa voix , ravit , touche , désarme
Le cœur de Théodose et le peuple est sauvé.

IV.

Partout éclate aux yeux son triomphe sublime.
Orphée a dit ses chants aux échos de l'abîme ,

Et soudain les suppôts de l'infernal séjour
Ont suspendu leur cri de fureur et de rage.
Telle la fleur des champs après un long orage ,
Soulève un peu sa tête aux feux naissants du jour.

V.

De l'esprit et du cœur illustre souveraine ,
Feu le plus épuré de la pensée humaine ,
A ton char enchainés je vois tous les mortels.
Sur ton front noble et pur rayonne la victoire.
Tous tes pas sont marqués par des moissons de gloire.
Des nuages d'encens embaument tes autels.

VI.

Quel pinceau saisira tes prodiges sans nombre ,
O divine éloquence , ô lumière sans ombre ,
Flambeau le plus puissant allumé dans les cieux.
Le mal inonde-t-il la face de la terre ?
Tu prêtes à ta voix les éclats du tonnerre ,
Et les feux des éclairs jaillissent de tes yeux.

VII.

Tu peins le Ciel armé des carreaux de sa foudre ,
Prêt à frapper Ninive , à la réduire en poudre.
Le repentir la touche et devient son bourreau ;
Son peuple humilié se roule dans la cendre.
La colère fait place à l'amour le plus tendre ,
Et le glaive de Dieu rentre dans son fourreau.

VIII.

Par tes discours brûlants et ta vertu stoïque ,
Seule tu fais trembler le tyran de l'Attique ,
Et seule tu combats contre trois oppresseurs.
Avec moins de courroux l'Etna vomit ses laves.
Athènes se réveille et brise les entraves
Que Philippe forgeait pour elle et pour ses sœurs.

IX.

Promenons nos regards sur ce nouveau théâtre.
Parmi les flots d'encens d'une foule idolâtre ,
Une couronne d'or est mise sur ton front.
Envain la sombre envie ourdit ses noires trames :
Elle a beau mettre en jeu ses manœuvres infames :
Elle emporte à l'exil la misère et l'affront.

X.

Rome a vu dans ses murs surgir un parricide ,
Un monstre à l'œil farouche , à la face livide.
Catilina prépare et la torche et le fer.
Ta voix tonne et soudain la foudre éclate et tombe.
Elle frappe le traître et le traître succombe.
Tel l'archange autrefois foudroya Lucifer.

XI.

Ivre de ses succès, le vainqueur de Pompée
Jure de se venger au nom de son épée :
Il a signé l'exil d'un proconsul romain.
Fille des immortels, ton sublime langage
Du front du dictateur dissipe le nuage ;
Et le fatal arrêt lui tombe de la main.

XII.

Sur tes ailes de feu l'aigle de Meaux s'élance.
Les princes et les grands dans un morne silence,
Se pressent à sa voix sur les bords d'un cercueil.
Il leur peint le néant des grandeurs de la terre ;
Ouvre à leurs yeux la tombe et soulève la pierre
Où doivent s'engloutir les flots de leur orgueil.

XIII.

Il fait à leurs beaux jours succéder les ténèbres ;
Change leurs sceptres d'or en des cyprès funèbres ,
Verse l'ire de Dieu de ses trésors ouverts ;

Il les trouble , les glace et confond leurs pensées.
Telles seront du Ciel les clartés éclipsées,
Lorsque dans le chaos rentrera l'univers.

XIV.

Qu'entends-je ! le Ciel gronde , on s'agite , on se ligue.
Un tribun se présente ; il oppose une digue
Au torrent en fureur et l'on vote la loi.
Comme un foudre de guerre il combat dans la lice.
Heureux , si dans son cœur n'eut pas germé le vice
Il eût sauvé l'autel et la France et le roi.

XV.

D'avidés oppresseurs assiègent la patrie.
Le peuple à tes accents accourt avec furie ,
Et dans leur sang impur étouffe leur dessein.
Telle l'œil plein de rage et la gueule enflammée ,
La reine des forêts de carnage affamée ,
Fait au pâtre imprudent expier son larcin.

XVI.

Tout proclame à l'envi ta gloire et ta puissance ;
La paix , la liberté que tout le monde encense
Et qui doit désormais braver la faulx du temps.
Astrée à tes bienfaits doit sa riche couronne.
Tu prêtes au pouvoir l'éclat qui l'environne.
Avec toi , partout règne un éternel printemps.

XVII.

O fille du Très-Haut , rayon de sa parole ,
Dont l'empire s'étend de l'un à l'autre pôle ,
Fais toujours parmi nous flotter tes étendards.
Que la France à jamais soit ton trône et ton temple.
Qu'avec crainte et respect l'étranger la contemple ,
En puisant dans son sein les lettres et les arts.

DOCUMENT

Extrait des archives du département de la Lozère.

Par M. l'abbé BALDIT, Membre ordinaire.

La seconde moitié du XVI^e siècle abonde en actes de barbarie dans l'histoire du Gévaudan. Les faits de cette épouvantable époque sont consignés dans l'*Intendit* présenté au Roi par le syndic du diocèse de Mende, après l'édit de pacification. J'ai découvert dans les archives de la préfecture l'original de ce précieux document. Je l'ai transcrit en entier et je m'empresse d'en faire connaître le contenu. Il est utile de livrer au domaine de l'histoire tout ce que l'on peut recueillir d'intéressant et de vrai, la concernant. Peu à peu les lacunes se remplissent et les nouveaux matériaux apportés à son œuvre et mis en ordre par des mains habiles, finissent par la rendre régulière.

L'abbé B....

1587.

Intendit que le seyndic du clerge du diocese de mende bailha par deuant vous monsieur Jehan dumas licencie es droictz juge royal catholique en la court commune du compte et baillaige de Geuaudan commissaire depute par le Roy pour informer des ruynes des eglises du diocese de mende et pays de Geuaudan expoliations rauissemens jouissances des fruicts et reuenus ecclesiastiques faicts par ceulx de la prethendue religion deppuis le commencement des troubles murtres tant durant iceulx que en pleyne paix et massacres commis a des dits ecclesiastiques et aultres actes dhostillite pour linquisition par vous faicte appelle et ouy le procureur du Roy estre enuoye deuers sa majeste et tresoriers generaulx de france suyuant le contract par elle passe avec le clerge general estre par elle pourueu a leur deschargement des decimes comme est pourte par le dit contract et sera son bon plaisir.

En premier lieu que les troubles estant aduenus en ce royaulme en lannee mil V c LXII ceulx de la religion prethendue ayant pris les armes et sestant assemblez en grand nombre commencearent a courir dans le diocese pilher rauaiger et demolir plusieurs eglises et en lannee mil V c LXVII a la reprise des armes continuarent les dites demolitions et ruynes des eglises thurent et massacrent plusieurs ecclesiastiques et commencearent a jouyr par force et violence les benefices et continuarent en ceste facon jusques au mois daoust mil V c LXX que le dict acte de pacification feut peublie.

Despuis en lannee LXXII les troubles estant reallumes ceuls de la dite religion qui ont tousiours tenu deppuis comme

font encores la ville de maruejols qui est la principale apres mende le chasteau de Peyre et marchastel et toute la terre quen deppend la ville de florac et toutes les ceuennes qui sont de grand extendue reprindrent les armes avec une plus grant violence que aux troubles precedents et sestant le capitaine merle rendu le chef print en LXXIII la ville du malzieu dans ledit diocese arenta les benefices ecclesiastiques generalmente dudit diocese jouyst les fruicts et reuenus par force et violence feit thuer et massacrer une infinite deccelesiastiques brusler et demolir plusieurs eglises et continuarent en ceste facon non seulement pendant les dits troubles et jusques a la paix qui feut publice en may mil V c LXXVI mais bien encores en pleyne paix pendant laquelle ils surprindrent plusieurs fortz et en fortiffiarent dautres mesmes clamouse, montbel, le mazel chauchalye, marchastel, pradasson, montjusieu, et plusieurs autres au moyen desquels jouyssoient avec la force quils auoient en main de reuenus ecclesiastiques feirent fortiffier apres la cham chaminades, valdasse prindrent le chasteau de prades charaman continuarent tousiours en pleyne paix le rauissement et jouissance des fruicts et reuenus ecclesiastiques jusques en lannee mil V c LXXIX que la conferance de nerac feut exequutee en ce dit diocese au mois daoust et septembre auquel temps ils feirent semblant de se vouloir comporter sous le benefice des edictz et cependant faisant leur retraicte dans la ville de maruejols et chasteau de peyre avec une infinite destrangers dressarent secretement leurs entreprises sur plusieurs villes et fortz du dit diocese enuiron la tout sainets surprindrent le croz et thurent et massacrerent le s' cheualier de la vigne qui en estoit le proprietaire et le XXV^e de decembre en suyuant ayant le dit merle avec le cappitaine la peyre et moustoulat assemble quatre ou cinq cents voleurs quil feit venir de figeac s'sere et le mur de barres conduict par ung nomme

bonicel natif de la ville de mende qui est la premiere et capitale dudit diocese avec quelques secrettes intelligences quil auoit dans icelle la surprindrent par escalade enuyron une heure appres minuict et sestans rendus maistres de la dite ville thuarent et massacrerent enuiron trois cens hommes habitans de la dite ville du nombre desquels feurent une bonne partye decclesiastiques, chanoynes, beneficiers, et aultres et la plus part diceuls feurent massacres de sang froid durant huict jours quilz continuarent les massacres et entre autres m^r pierre chaptal prieur de houbalz benefice en la dite eglise eut le visaige et la teste escorche tout vizf les oreilles coupees et apres thue m^r Guillaume cortany chanoine feust flambe par les pieds duquel tourment mourut appres dans ung cachot ensemble m^r Jehan rossal dautres feurent contraincts faire leurs fosses et appres ensevelys en icelles tout vizf a dautres arracharent les genitoires dautres estoient enfermes dans des caues toutz nuds au plus fort de lhyuer plusieurs autres contraincts resigner leurs benefices et les collaturees ordinaires à les conferer à ceulx que les dits voleurs leur nommoient mesmes les chanoines qui se trouuarent en vye dans la dite ville la precepterie sous une faulce attestation de la mort du titulaire qui neantmoins est encore en vye.

La plus part des dits massacres feurent faicts ledit jour XXV^e questoit la feste de la nativite de Jesuchrist et quelques jours appres ceulx qui restoient viuants tant des ecclesiastiques que dautres feurent faicts prisonniers tant aux prisons que aux maisons particulieres ou les dits capitaines et aultres voleurs sestoient lotges et taxes, et contraincts payer grandes et insupportables ransons par les plus barbares et cruels tourmens dont se pouuoient aduiser.

Auant que le dict jour de la nuict feut venu leglise du dit mende quest cathedrale et qui estoit ornee des plus belles reliques et joyaulx et par ce des plus excellens et riches or-

nemens qu'on scauroit penser, mesmes ce jour la pour l'honneur de la feste de la natiuite de nostre seigneur Jesuschrist feust saccagee et voulee entierement et au grand autel dicelle a la sacratenerie ou a la maison capitulaire et chapelles en nombre de dix huict estans dans la dite eglise y auoit en calices pierres precieuses, reliquaires, et aultres vaisseaulx dor ou d'argent pour plus de douze mille escuz et en chasubles, chapes, dalmatiques, diacres; subdiacres faictes de draps dor argent ou soye enrichies douuraiges dor ou d'argent aultre tapisserie en historiens de haulte lice et aultres de turquie, napes aubes amicts et aultres linges et toiles dor argent et lin et toutz autres ornemens deglise donnees par le pape urbain cinquiesme que aultres euesques et seigneurs deuotieux a la dite eglise de valleur de plus de trente mille escuz.

Aussy pilharent ils et saccaigearent toutes les maisons des poures habitans mesmes des ecclesiastiques jusques aux cloux et icelles meirent en ruyne et dutout inhabitables.

Cinq jours apres la dite prinse continuans le sac et pilhaige et massacres a sang froid arriua en la dite ville le s^r de chastilhon accompaignie des seigneurs de milheron et Briquemault et approuua la dite prinse bien quil fut faicte en temps de paix continua a faire prisonniers tout les poures ecclesiastiques et autres habitans fait augmenter les rancons auxquelles auoient este taxes par le dit Merle.

Lequel seigneur de chastilhon de briquemault merle et autres de leur faction avec les pieces d'artilherie qui estoient audit mende le dernier feburier mil V^e quatre vingts ayant assemble quatre cens hommes tant a pied que a cheual allerent assier le chasteau de balsueges appartenant a leuesque le batirent durant douze jours et leur artillerie ne se trouuant suffisante se retirerent avec icelle audit mende et deux jours deuant razarent le chasteau appele de chastel nouuel appartenant au chapitre de mende assez pres mende a une

lieue et pour soustenir ledit siege prindrent tout le bien des paisans de lenuyron a quatre ou cinq lieues. Appres avec les dites forces discourirent tout le dit diocese et pays de geuaudan prindrent voulerent et admenerent tout ce qui appartenoit aux gens deglise voire aux pouures laboureurs et habitans abatoient et faizoient brusler et desmolir les maisons des ecclesiastiques et les eglises thuoient et massacraient et prenoient prisonniers et les conduisoient tant audit mende que maruejols avec tout le bestail tant gros que menu le despartant entre eux deuastoient ou faizoient traire au languedoc et aultres lioux a eux propices.

Quelques jours appres le dit chastillon milheron de briquemault ayant eu avec le dit merle quelque differant icelluy merle industrieusement chassa ceulx que appartenoint au dit chastillon de la dite ville pour se rendre entierement dominant audit pais fait rompre et retirer le metal de deux cloches que estoient au grand clocher du dit mende lune estant si grande que lon la nommait la nompareille des cloches de chretiente de poix de V^e quintaulx et l'autre de poix de III^e IIII^{xx} (trois cens quatre vingts) et tant de quintaulx et aussi du segond clocher autres treize cloches deux de quarante et cinq quintaulx chacune et de la maison du chapitre cinq cloches rompues en ladite eglise deux grands benistiers metal aux eglises des carmes cordeliers et s' Gervais aultres huict cloches toutes de valeur pour le moins avec les ferremens et bois questoient aux dites cloches pour le soustenement des dites cloches que feut brusle de plus vingt cinq mil escuz et pour les remectre de mesmes cousteroient ung tiers dauantaige.

Les dites cloches et benistiers rompus et mis en pieces le metal feust par le dit merle la pluspart vendu et du demurant et des chaderons chandeliers, bachas, bassins, louton,

et rosette qui feurent trouues ez maisons des dits ecclesiastiques et aultres habitans de mende le dit merle fait faire fonte de quatre pieces d'artilherie deux canons du calibre du Roy et deux colourines fort grand nombre de boulets le tout mis en equipage conduict et admena les dites pieces sans aulcune resistance ny contredict du dit mende au chateau de Grezes appartenant au s^r de fabregues lequel feut prins et de la print son chemin avec le secours des habitans de maruejols de s^t Latgier chasteau et terre de peyre et les ceuenes, au deuant du chasteau du cayla quil print de mesmes par baterye et thua les pouures gens questoient dedans.

Dillec fait conduire ladite atilherye au chasteau de combettes qui fut prins de mesme facon que les aultres thues LX ou LIII ^{xx} bons soldats catholicques questoient dedans appres que la foy leur feut donnee tant par le dit merle ceulx de maruejols de peyre que autres questoient avec luy appres continua sa conduite de la dite artilherye a la ville de Serueyrette batist le chasteau thua ceulx questoient dedans et par tels moiens miet en tel effray presque tous les habitans des villes et forts du dit pays de Geuaudon que chacun serchoit moyen de guarentir et de faict sen retourna au dit mende avec la dite artilherye.

Sur la fin doctobre et comencement de novembre remyt le dit merle la dite artilherie en campagne fait brusler et demolir les chasteaux de requerlettes, bassuejes et monteauloux, la dame de la vigne fut contraincte luy remectre sa maison pour en euter la ruyne, le s^r du tournel le boy, et le seigneur de montesquieu la parade et le s^r malaueilhe la sienne et de la mesmes le dit merle fait conduire la dite artilherye deuant la maison et eglise collegialle de quezac quest une eglise appartenant aux chanoines collegialle de fondation faicte par le pape urbain cinquiesme lieu de pele-

rinage de grande deuotion de difficil acces pour la conduite de la dite artilherie lequel auroit batu force et saccaige une partye des hommes questioient dedans la nuit se seroient guarentis les aultres qui neurent moien se retirer a bonne heure massacres, et autres faicts prisonniers mis a rancon et constraincts eslire aultres chanoines aux lieux des massacres par ledit merle et ses complices.

La dite eglise et maison collegialle de quezac a este pendant les troubles par trois fois diuerses bruslee et ruynee le tout pilhe et saccaige estant ladite eglise enrichie de plusieurs belles reliques et ornemens tant dor argent que soyes et la dite maison pourueue de toutz meubles et aultres choses necessaires aultant que maison collegialle de languedoc dont la ruyne et pilhaige qui leur a este faict durant les troubles est estime plus de cent mil escus.

Et de la fait conduire la dite artilherie deuant la ville dyspaigniac quil assiega et layant batue et prinse par force y fait plusieurs murtres volla tout ce questoit dedans et myt par terre les muralies dicelle et leglise conuentuelle maison du priore et touts les ecclesiastiques et de la auroit poursuyvy son chemin avec la dite artilherie jusques deuant bedouesc autre eglise collegialle de fondation du dit pape Urbain laquelle aurait batue et hue par foy promise de vye sauve tant aux chanoines que capitaine et soldats questioient dedans et appres les auroit il massacres prins et emporte ce qui estoit dedans les dites ville dyspaigniac, quezac, et bedouesc questioient trois lieux seulx du cartier des ccuennes ausquels le seruice diuin se faisoit et tenoient bon pour sa majeste et religion catholique deppuis la prinse de la dite ville de mende.

Par la cruaulte des dits merle et complices auant la surprinse quil fait du malziéu les ecclesiastiques estoient au dit diocese plus de deux mil et par les massacres faicts tant au

dit malzieu chirac mende que aux paroisses du diocese ny zeroient demeure en tout quatre cens et encores iceulx reduicts et constitues en telle pouurete et misere que la pluspar sont constrainets mandier pour dieu les aultres se retirer a la maison de leurs parens et amis pour estre nourris et les aultres sadonner aux arts meccaniques nayant moyen de viure ny moins de achepter liures ornemens ecclesiastiques accommoder quelque honneste lieu pour faire leur seruice pour leur extreme pauurete a leur tres grand regret estant dautre part la deuotion sy refroydie par la seduction et faux donner entendre de leurs ministres que les ecclesiastiques pour leurs grandes miseres nont autre moyen que recourir a dieu par specialles et publicques prieres leur estant prins toutz leurs biens et fructs de leurs benefices et eglises maisons, auteils thumbez, vaisseaulx dor et dargent calices ornemens deglise et tout ce qui appartenoit rauy et vole.

Dans la dite ville de maruejols y auoit une eglise collegiale des plus belles du pais bien ornee avec beaucoup de calices reliquaires dor, et dargent chappes, chasubles, tapisseries cloches en bon nombre qui leur aurait este vole par les ennemys le tout de valeur de plus de quarante mille escuz et trois couuens des cordeliers Jacopins augustins des plus belles eglises et maisons que de mesme auroient mises par terre. Le couuant du monastier tout proche de lordre de s^t Benoit Les religieux et vingt neuf prêtres de la ville de chirac thues par ceuls du dit maruejols et la ville abatue et en la ville du malzieu treitze prebptres thues et le cure de rymeise toutz leurs benefices et facultes prins et generalmente ont esté ruynces presque toutes les autres eglises du dit diocese et maisons des ecclesiastiques tant dedans que dheors les villes.

En Icelluy diocese y a neuf vingtz quatre paroisses dans lesquelles sont assiz et poses toutz les benefices mentionnes et descriptz au rolle cy attache dauleung desquels nul ecclē-

siastique n'a jouy ny de son bien propre tant peu soit il deppuis la ditte annee LXXII parce que le dit merle ayant a sa deuotion les villes de maruejols, Florac, le chateau de peyre et toute la terre et toutes les ceuennes a tousiours aussi occupe deppuis les villes du malzieu, mende, les lieux et chasteaux de s^t Latgier, Greze, quintinhac, marchastel, le Crozet Uels, serueyrette, maleuieille, la vigne, le boy, le bleymar et autres et estoit esleu Gouverneur par ceulx de son party generalmente de tout le diocese et pais de Geauldan a faict arrenter publicquement et annuellement les dits benefices et faict contraindre par commination du feu et de la vue ung chacun de porter et payer par force les fruicts et reuenus des benefices dont les titulaires et toutz autres en sont denues entierement expolies deppuis le dit temps jusques aujourdhuy mesmes le carnenc de l'annee courante mil V^e LXXXII et encore menassoit de se faire payer les dixmes des bleds.

Feit le dit merle au mois de feburier mil V^e LXXXI abatre les eglises cathedrale de mende une de plus belles du Languedoc qui ne se pourroit remectre pour quarante mil escuz. Celle des cordeliers et parochielle de s^t Gervais et autres jusques aux plus petites chapelles dedans ou dheors la villè et toutes les maisons des chanoines et autres ecclesiastiques et habitans lesquelles maisons des dits ecclesiastiques ou eglises des dits couuantz et parochielle ne pourroient estre remises pour cinquante mil escuz et cella fuct faicte apprea la publication de la confèrance du fleix faicte tant au parlement de thoulouse bailliaige de Geauldan que pour tout le diocese voire mesmes appres le commandement a luy faict de quicter la ville par les commissaires depputez par monseigneur le Roy de Navarre.

Aussy en auoit faict porter toutz et chacun les titres documents, papiers, recognoissances, hommaiges, lieues terriers ;

libres deglise et generalmente toutz meubles appartenans aux ecclesiastiques tant dudit mende, maruejols, le monestier, chirac, le malzieu, quezac, Ispaigniac, bedouese et aultres lieux ou seroient entres et ne leur aurait este laisse aucugne chose.

Feurent les pouures habitans tant ecclesiastiques que aultres constraints pour retirer la dite ville des mains dudit merle sobliger enuers le s^r dapcher et aultres en plus de vingt cinq mille escuz et faire vendre audit merle la place de la gorge pour le prix quil volut dont ils payarent la plus grand part voyre bailharent par force au dit merle de quatre vingtz à cent muletz en bon nombre de charettes pour empourter de la dite ville ce quil y pouuoit estre de reste du sac et pilhaige dicelle sestant oppiniastre quil ne rendroit aucugnement ladite ville.

Nonobstant les edictz de paccification font les dits voleurs encore pour le jourdhuy tant en la ville de maruejols, s^t Laigier, chasteau de peyre, ville de florac, et pour tout le quartier des ceuennes et aultres lieux et endroitz du dit diocese diuerses grandes assemblees en armes courses et rauaiges sur le plat pais et jusques aux portes des villes catholiques captures des prisonniers, ransonnemens et aultres actes dhostilite comme en pleyne guerre et par ce moyen tiennent les ecclesiastiques en telle craincte quils n'osent sortir des villes, ou ils sont retires pour la surete de leur personne pour aller faire le seruice diuin et residence à leurs benefices et par la les dits voleurs prenent couuerture de soy approprier les reuenus des dits benefices ou sous le nom des pouures qui a reduict Iceulx ecclesiastiques a toute extremite de pouurete et misere.

Pendant les dits troubles a este par les dits de la religion vole tout le bestail gros et menu des bons subjectz du Roy catholiques et icelluy traduit au Languedoc et autres lieux

possedes et occupes par les ditz voleurs tellement que se trouuant les pouures paisans laboreurs sans aucung bestail pour laborer et cultiuer leurs terres sont constraincts les laisser incultes la pluspart et celles que sont labourees produisent si peu a faulte de fumature et de culture que les pouures proprietaires nen puent tirer du bled pour leur nourriture ce qui rent les dits benefices de bien peu de reuenue et les dits benefices avec les aautres miseres et calamites par eux souffertes pendant et a occasion des dites guerres et troubles que quant la paix seroit bien establie audit diocese et eux rendus jouissans de leurs benefices ils seroient bien empechez den pouoir tirer leur nourriture et charges ordinaires de leurs benefices.

Par quoy vous playra ordonner quil sera sur ce dessus enquis aux fins susdites.

DELAYENTE procureur.

Le procureur du Roy ensuyuant sa response oy deuant faicte nempeche linformation requise sur le contenu du present intendit persistant au surplus comme en sa dite response.

Faict ce V^{me} daoust mil V^c LXXXII.

MALZAC procureur du Roy susdit.

NOMINATIONS de membres de la Société omises dans les précédents numéros du Bulletin. (Année 1856.)

Séance du 7 février.

Membre titulaire.

M. Tourrette, architecte du départ. de la Lozère, à Mende.

Séance du 3 avril.

Membres titulaires.

MM. De Cambecède, propr. à Ferrussac, com. de Meyrueis
Combe, docteur médecin et maire, à Villefort.

Membres associés.

MM. Dejean, juge de paix, à Nasbinals ;
Vaissade, notaire et maire, à Nasbinals ;
Delmas, instituteur, à Saint-Laurent-de-Muret ;
Almeras, agent-voyer, à Florac ;
Jourdan, négociant, à Mende ;
Pouget, maître-adjoint à l'école normale, à Mende.

Séance du 7 août.

Membres titulaires.

MM. le baron De Roquedols, propriétaire au château de
Roquedols, près Meyrueis.
De Nogaret, propr. au château d'Ayres, près Meyrueis ;
Brun, notaire, à Saint-Chély.

Membres associés.

MM. Vaissier, propriétaire, à Aumont ;
Paradis, expert-géomètre, à Mende.

Séance du 3 octobre.

Membres correspondants.

MM. Maurin, doct. méd., rue d'Argenteuil, n° 50, à Paris ;
Dumas, notaire, boulev. Bonne-Nouvelle, n° 8, à Paris ;
Grégoire, prof., rue de l'Ecole de méd., n° 2, à Paris.

MÉTÉOROLOGIE.

Observations faites à Mende

Par M. l'abbé Bossu.

(Altitude : 743 m.)

1856.	HEURES.	octob.	nov.	décem.
TEMPÉRATURES MOYENNES en degrés centigrades.	5 heures du matin.	6. 2	— 2	— 3
	Midi.	13. 4	6	3
	7 heures du soir.	8. 7	1. 5	— 1
	Maximâ.	18	10.	9
	Minimâ.	1	— 5	— 8
Jours de pluie		10	7	6
Jours de neige		1	6	10
Jours de gelée		»	17	21
Jours de gelée blanche		7	6	4
Jours de grêle ou de grésil . .		»	»	»
Jours de brouillard		»	2	2
Jours d'éclairs		3	»	»
Jours de tonnerres		1	»	»
Jours où le vent a eu les directions. . .	N.	6	8	7
	N. E.	»	»	1
	E.	5	3	6
	S. E.	»	»	»
	S.	15	5	5
	S. O.	2	»	1
	O.	4	8	7
Jours où le vent a été généralement	N. O.	9	4	4
	Fort	5	10	11
	Variable	10	6	7
	Faible ou nul	16	14	13
Jours où le Ciel a été généralement	Beau	14	12	5
	Nuageux	10	7	5
	Couvert	7	11	21

* Le trait — marque les degrés au-dessous de zéro.

PRIX DES GRAINS, PAR HECTOLITRE,

D'APRÈS LES MERCURIALES

DES MARCHÉS DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE.

Novembre et Décembre 1886.

LIEUX DES MARCHÉS.	NATURE DES GRAINS.				
	Froment.	Méteil.	Seigle.	Orges.	Avoine.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Florac	33,82	27,91	28,72	20,03	10,03
Meyrueis	32,97	29,66	24,94	22,28	9,23
Pont-de-Montvert	35,00	»	26,00	»	11,00
La Canourgue	33,34	27,12	26,33	20,38	9,09
Saint-Chély	»	»	28,44	»	»
Marvejols	32,41	30,39	27,61	20,94	10,50
Serverette	»	»	28,50	»	»
Langogne	»	»	26,23	19,37	10,12
Mende	33,68	29,21	27,58	21,66	10,28
Villefort	32,50	»	28,75	31,37	13,00
PRIX MOYEN.	33,34	28,86	27,01	22,29	10,40

Mende, impr. de J.-J.-M. IGNON.

TABLE DES MATIÈRES.

A

AGRICULTURE. — Compte-rendu par M. *Théophile Roussel*, de l'ouvrage de M. *de Morangiès* sur l'agriculture des cantons granitiques du département de la Lozère, 48, 133, 249. -- Extrait d'une lettre de M. *Fr. Cazalis* sur les progrès de l'agriculture sur le Causse Méjean, 181. -- Notice, par *le même*, sur l'utilité des expériences comparatives sur la valeur productive des diverses variétés de céréales, 435. -- Quelques mots, par *le même*, sur l'état de l'agriculture dans le Larzac et sur le Causse Méjean, 440.

AMÉLIORATION des races d'animaux domestiques de la Lozère, 285.

B

BAROMÈTRE. — De son utilité en agriculture, 66.

BATTAGE des récoltes à façon, 226.

BÉTAIL. — Renchérissement du bétail et de la viande de boucherie, 220. -- Alimentation du bétail dans le département du Nord, 528.

BETTERAVE. — Influence de cette plante sur la production du blé, 215.

BLÉ. — Ensemencement du blé, 222.

C

CARABE DORÉ considéré comme animal utile en agriculture, 222.

CHAULAGE des terres granitiques, 325.

CHEMINS DE FER. — Des chemins de fer dans les vallées de la Haute-Loire, du Tarn et du Lot, par M. *Th. Roussel*, 145. -- Rapport, par *le même*, sur un projet de voie ferrée par la vallée du Lot, et observations

de M. le *Préfet*, 183, 186. -- Projet de constitution d'une société d'études d'un chemin de fer entre Rodez et l'Ardèche avec embranchement sur Alais, 210. -- Des chemins de fer à établir dans la Lozère, 295.

COMITÉ de la langue, de l'histoire et des arts de la France, 126.

COMPTE-RENDU, par M. *Th. Roussel*, des travaux de la Société pendant l'année 1855, 270. -- Compte-rendu, par *le même*, d'une notice de M. *Jusseraud*, sur le concours universel des animaux reproducteurs en 1856, (races bovines), 362. -- Compte-rendu, par *le même*, de la distribution des primes par la Société d'agriculture de la Lozère, pour l'année 1856, 395.

CONCOURS. — Annonce du concours régional de 1857 à Mende, 45, 164. -- Rapports, par MM. *Jusseraud* et *Th. Roussel*, sur le concours régional de Tulle en 1856, 191, 197. -- Rapport de M. *Th. Roussel* sur le concours départemental de la Lozère en 1856, 228. -- Arrêté ministériel qui règle le concours régional de 1857, 373. -- Concours des fermes en 1856 (rapport de M. *Th. Roussel*), 395. -- *Idem* de labourage (rapport de M. *Des Molles*), 417.

CONGRÈS scientifique du Puy (rapport de M. *O. de Chaplain*), 20.

D

DRAINAGE, 166. -- Acquisition d'outils de drainage, 242. -- Son introduction dans la Lozère, 274.

E

EAU chaude employée pour guérir certaines maladies des plantes cultivées en pots, 38.

ÉCOLE DE TISSAGE à Mende, 15. -- Primes aux élèves qui la fréquentent, 19. -- Rapport de M. *Lambert-Pasque*

sur la situation de cette école , 227. -- Rapport de M. *Th. Roussel* sur sa création , 293. -- Subvention ministérielle , 359.

ELECTION d'un vice-président de la Société , 46.

ENGRAIS. — De leur analyse et de leur vérification , 224.

ENSEIGNEMENT agricole pratique dans les écoles normales primaires , 151.

F

FAUNE de la Lozère. — Rapport de M. *le docteur Barbot* sur un catalogue zoologique de la Lozère , dressé par M. *Paparel* , membre de la Société , 156.

FLORAC au point de vue de l'hygiène. -- Compte-rendu par M. *Th. Roussel* de l'ouvrage de M. *le docteur Monteils-Pons* , 211.

FLORE de la Lozère. -- Rapport, par M. *Th. Roussel*, sur les travaux botaniques de *feu Prost* , 431.

FOSSILES. — Don de M. *Emile de Moré* d'une collection de fossiles trouvés dans les terrains de la Lozère , 428.

FRUITS. — De leur conservation , 34.

G

GAZONS. — Manière de former les gazons et les pelouses , 327.

H

HISTOIRE LOCALE. — Eglise de Mende (St-Sévérien) , 85. -- Tarif pour le péage et autres droits seigneuriaux des évêques de Mende , 121. -- Origine de l'église de Mende et épiscopat de S. Sévérien , 208. -- Rapport, par M. *Th. Roussel* , sur un ouvrage de M. *De Barrau* , en ce qui concerne les anciennes relations entre la noblesse du Rouergue et celle du Gévaudan , 329. -- Intendit présenté au roi par le syndic du diocèse de Mende en 1587 , 460.

I

IGNAME de la Chine. — Essai de culture de ce tubercule, 129.

INOCULATION de la pleuropneumonie épizootique, 36.

INSTRUMENTS AGRICOLES. — Herse économique de M. *Albaret*, propriétaire à Rouges-Parets, 47. -- Des nouvelles machines agricoles, 62, 127, 291. -- Travail comparé de la faux, de la faucille et de la sape, 218. -- Achats à faire à l'époque du concours régional, 425.

J

JAVOLS. — Nouvelles fouilles dans cette localité, 247.

L

LAINES. — Des laines à l'exposition universelle, 55. -- Rapport de M. *Lambert-Pasque* sur l'industrie des laines dans la Lozère, 158. -- De l'Algérie considérée comme pays producteur de laines et des intérêts Lozériens dans cette question, par M. *Th. Roussel*, 177.

LANUÉJOLS. — Travaux de déblaiement du monument de Lanuéjols, 125. -- Inscription de ce monument et probabilité de l'existence d'autres petits monuments voisins, 206.

LISTE des membres de la Société, 5.

M

MERCURIALES. — Prix moyen des grains dans les principaux marchés du département de la Lozère, 43, 124, 204, 240, 267, 392, 475.

MÉTÉOROLOGIE. — Résumé des observations faites à Mende pendant le 2^e semestre de 1854 et l'année 1855, par M. *l'abbé Bosse*, membre titulaire, 115. -- Observations, par le même, pendant l'année 1856, 120, 203, 239, 391, 474.

MONITEUR des comices et des cultivateurs , 163.

MOULAGE en plâtre de la face de l'assassin Rousson , 126.

N

NOMINATIONS de membres de la Société , 46 , 127 , 188 , 211 , 228 , 324 , 372 , 426 , 434 , 472.

NUMISMATIQUE. — Monnaie attribuée à Javols , 246. -- Communication de M. *E. de Moré* relative à un tiers de sou d'or frappé en Gévaudan dans le VI^e siècle , 394. -- Don de 4 médailles de bronze par M. *Laurens aîné* , 428.

O

ORTIE. — De ses propriétés alimentaires , 36.

OEUFS. — De leur conservation , 223.

P

PÉPINIÈRE DÉPARTEMENTALE. — Subvention accordée , 46. -- Rapport de M. *Laurens aîné* sur l'utilité de cette pépinière , 304.

PIN NOIR D'AUTRICHE. — Rapport de M. *Th. Roussel* sur les avantages de cet arbre , 171.

PISCICULTURE. — Rapport de M. *Th. Roussel* sur cette industrie nouvelle , 297.

POÉSIES , par M. *l'abbé Batdit* : Fables , 39 , 236 , 317 ; Epître à Jon soubre l'agriculture , 75 ; Ode à la mémoire de M. *l'abbé Comandré* , 388 ; *Idem* sur le pouvoir de l'éloquence , 456.

S

SANGSUES. — Existence de la sangsue médicinale dans le département de la Lozère , 153. -- Rapport de M. *le docteur Monteils* sur cet annélide , 257.

SÉANCES publiques de la Société , 269 , 293.

SEL. — De son mélange au purin et au fumier , 65.

vj

SERVITEURS RURAUX. — Rapport de M. *De Ligonnières*, vice-président, sur les primes qui leur ont été accordées en 1856, 422.

STATUTS de la Société, 12.

T

TAUPE considérée comme animal utile en agriculture, 222.

TERRES. — Mode d'exploitation, 223.

U

URBAIN V. — Note sur les restes d'un cénotaphe de ce pape, conservés au musée d'Avignon, et sur son tombeau et son épitaphe, par M. *Th. Roussel*, 69. -- Documents relatifs à ce pape et au Gévaudan, qui se trouvent dans les archives de Montpellier, par le même, 346.

V

VACHES. — Observations de M. *Th. Roussel* sur un article de M. *Léonce Destremx* relatif aux vaches de la Lozère, 366.

VESCE-OROE de Prost. — Plante nouvelle proposée comme fourrage artificiel par M. *Laurens aîné*, 32.

VIANDE DE BOUCHERIE. — De son renchérissement, 220.



UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06352 8353

